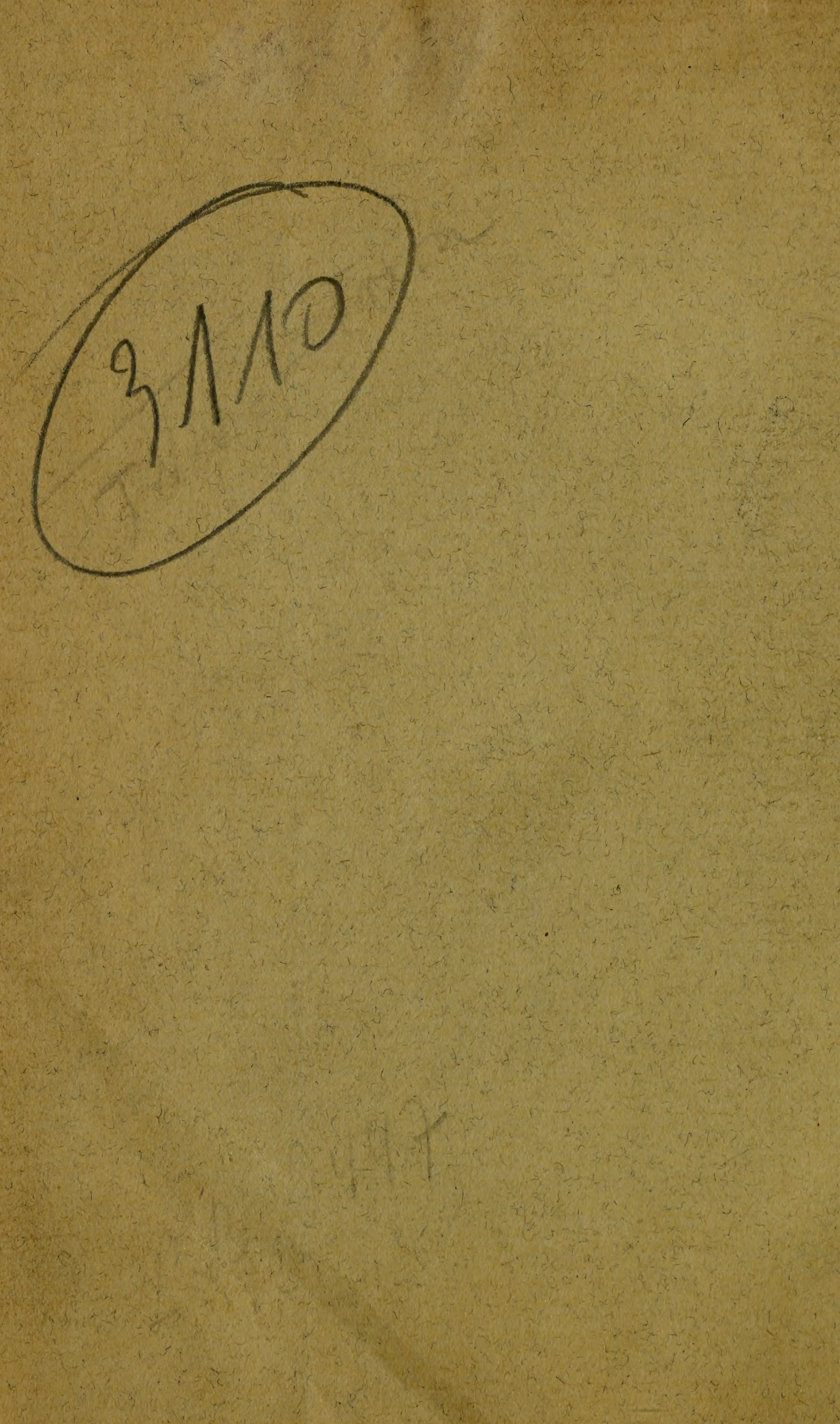







3110

L'AFFAIRE

DU LUXEMBOURG

« Je n'estime rien tant, dans le régime de notre époque, que la publicité la plus absolue : pas un coin de la vie publique ne doit rester dans l'ombre. Il faut que tout soit mis en lumière, dût cette lumière ne consister qu'en rayons blafards projetés par une lanterne sourde... » *Discours du prince de Bismarck* (Séance du Reichstag, 30 novembre 1875).

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

Format in-18.

LA POLITIQUE FRANÇAISE EN 1866. — LES ORIGINES DE LA GUERRE DE 1870. . . . . 1 vol.

F. AUREAU. — IMP. DE LAGNY.

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES

L'AFFAIRE

DU

LUXEMBOURG

— LE PRÉLUDE DE LA GUERRE DE 1870 —

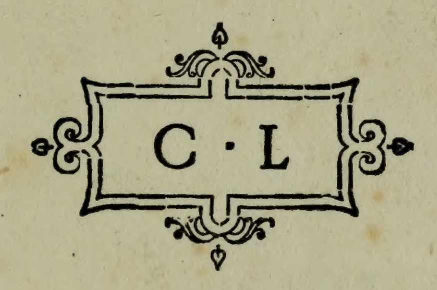
PAR

G. ROTHAN

ANCIEN MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE
ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN

Ouvrage couronné par l'Académie française.
(PRIX THIERS)

QUATRIÈME ÉDITION



PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1884

I

LES PREMIERS POURPARLERS.
LA CIRCULAIRE LA VALETTE.
LA COUR A COMPIÈGNE.

Il est des pays qui, par leur situation et par leurs conditions stratégiques, sont appelés à jouer dans les combinaisons de la politique, aux dépens de leur indépendance, un rôle considérable que ne justifie ni le chiffre de leur population, ni la superficie de leur territoire. Le grand-duché du Luxembourg, qui a donné des empereurs à l'Allemagne, des rois à la Bohême et à la Hongrie, des reines et des connétables à la France, a eu depuis plusieurs siècles ce triste privilège. Jamais pays n'a été l'objet de plus de convoitises et n'a passé sous plus de dominations diverses. Il a appartenu successivement aux maisons de Bourgogne, d'Espagne, de Habsbourg et de Nassau, sans parler des époques où, comme sous Louis XIV

il s'est trouvé passagèrement associé aux destinées de la France. Dans aucun temps, la diplomatie française ne l'a perdu de vue. Tous nos grands ministres, au XVII[e] et au XVIII[e] siècle, ont cherché à le rattacher à notre système défensif. Richelieu se le réserve dans le traité qu'en 1635 il signe avec la Hollande ; Mazarin en poursuit la conquête après la bataille de Rocroi et le réclame, à défaut du Roussillon, dans les négociations de Lyonne avec la cour de Madrid[1]. En 1739, lors de la paix de Belgrade, le cardinal Fleury essaie de se l'assurer comme prix de sa médiation et comme garantie des sommes qu'il a avancées à l'empereur Charles VI. Le grand-duché figure de nouveau dans le traité d'alliance que Bernis conclut avec l'Autriche[2], et il reparaît en 1785 dans les pourparlers de Joseph II avec le cabinet de Versailles au sujet de la Bavière[3].

1. M. Valfrey.

2. M. F. Masson.

3. Joseph II se proposait de prendre la Bavière, dont le souverain eût été transporté dans les Pays-Bas. « Le césar Joseph, écrivait Frédéric, réserve le Luxembourg à la France pour la gagner à ses vues. » (Lettre au ministre Finkenstein, février 1785.)

En 1797, le traité de Campo-Formio devait, pour bien peu d'années, il est vrai, réaliser le rêve de notre vieille diplomatie : le Luxembourg devenait un front d'attaque contre l'Allemagne. Mais en 1815, le congrès de Vienne en donnait un morceau à la Prusse et, par des liens artificiels, rattachait le reste à la Confédération germanique sous la souveraineté nominale du roi des Pays-Bas. Il retournait l'œuvre de Vauban contre la France, en faisait un boulevard de la Sainte-Alliance et, en la reliant au système défensif de l'Allemagne, il en confiait la défense à la Prusse.

Il suffit de la secousse de 1830 pour disjoindre cet échafaudage artificiel ; le Luxembourg se souleva contre la Hollande et se réunit spontanément à la Belgique [1]. Si le gouvernement naissant de Louis-Philippe, dans la crainte d'une

1. L'union fut de courte durée. Le traité qui intervint après le siège d'Anvers, appelé le traité des 24 articles, opérait un nouveau partage tellement contraire à la volonté des populations qu'il resta lettre morte jusqu'en 1839. A ce moment, la Prusse et l'Autriche réclamèrent l'exécution de la convention avec une telle insistance que le roi Léopold dut restituer la part dévolue au roi des Pays-Bas. Il ne s'exécuta qu'à la dernière extrémité ; il alla même, bien qu'il ne fût pas prodigue, jusqu'à offrir de la racheter moyennant une indemnité de soixante millions immédiatement exigibles.

guerre européenne, eut la sagesse de ne pas céder aux entraînements de la révolution belge et de décliner la couronne offerte au duc de Nemours, sa diplomatie voulut du moins retirer un avantage effectif des événements qui s'étaient passés à notre porte, sous notre inspiration, et avec notre appui. Le prince de Talleyrand se mit à l'œuvre. Ce fut sa dernière campagne diplomatique ; elle n'aurait rien ajouté à sa gloire, s'il faut en croire la correspondance intime de lord Palmerston [1], bien qu'il y ait dépensé sa prodigieuse activité et toutes les ressources de son esprit.

Il réclama le Luxembourg, dès sa première rencontre avec le chef du *foreign office*, comme une concession naturelle et légitime qui nous était bien due en retour de notre renonciation à la Belgique. Le ministre anglais répondit que le grand-duché était rattaché à la Confédération germanique et qu'il appartenait à un souverain; que la question était réglée par les traités de 1815 et que ces traités ne pouvaient être modifiés sans l'assentiment des puissances. Il savait

1. *Lord Palmerston, sa correspondance intime,* 1830-1865, publiée par Auguste Craven; 1878.

que les cours du Nord étaient irritées de la brèche faite aux traités de Vienne, qu'elles étaient mal disposées pour un gouvernement issu de la révolution et que, sans l'alliance de l'Angleterre, la France se trouverait en face de l'Europe coalisée. Le lendemain, M. de Talleyrand se prévalut de la faiblesse de nos frontières du nord pour demander Marienbourg et Philippeville; il n'eut pas plus de succès. « Du moment que nous donnerions à la France un potager ou une vigne, écrivait lord Palmerston, nous déserterions les principes, tout deviendrait une question de plus ou de moins. Vraiment, ajoutait-il à titre de moralité, cela nous écœure de voir le gouvernement d'un grand pays, dans un moment de grande crise politique, disputer et intriguer pour des choses d'aussi peu d'importance. On dirait que la politique de la France ressemble à une épidémie adhérente aux murs de l'habitation royale et qui atteint l'un après l'autre tous ceux qui viennent l'occuper. » Mais M. de Talleyrand tenait absolument à se faire payer notre renonciation à la couronne belge. « Il se débat comme un lion, écrivait lord Palmerston; le voici qui demande le château de Bouillon et le misérable territoire qui l'entoure, après avoir

réclamé la démolition des forteresses qui commandent les frontières du nord de la France et insisté ensuite sur la nécessité de rattacher le Luxembourg à la neutralité belge. »

Convaincu qu'il n'obtiendrait rien du bon vouloir des Anglais, M. de Talleyrand se retourna du côté de la Prusse. Il savait qu'en s'adressant à ses appétits territoriaux, on était toujours certain d'être écouté. Il soumit à M. de Bulow, son ambassadeur à Londres, deux propositions : l'une garantissait à la Prusse la forteresse de Luxembourg et sa banlieue, et assurait à la France Marienbourg et Philippeville ; l'autre, plus vaste, avait pour objet la conclusion d'une alliance entre la France, la Prusse et la Hollande, qui se seraient partagé la Belgique et le Luxembourg à la barbe de l'Angleterre, à laquelle on ne réservait d'autre satisfaction que la neutralisation d'Anvers. Ce qu'il y a de piquant dans ces pourparlers, c'est que lord Palmerston en était informé en quelque sorte heure par heure. Il ne s'en inquiétait guère, à en juger par les lettres particulières qu'il adressait à lord Granville, son ambassadeur à Paris. En revanche, il ne se faisait pas faute de les caractériser sévèrement : « Quelle confiance, écrivait-il

avec sa malveillance habituelle pour la France, pouvons-nous accorder à un gouvernement qui se jette dans une série d'intrigues, disant une chose dans un endroit et le contraire dans un autre, promettant par Bresson d'accepter et refusant par Talleyrand, changeant d'opinion, de déclarations et de principes à chaque perspective éphémère d'avantages temporaires? » Lord Palmerston ne se méprenait pas davantage sur les doubles menées de la Prusse. « Je m'aperçois, écrivait-il encore, que Bulow a une envie terrible de la forteresse du Luxembourg avec un peu de territoire autour, non pas qu'il ait osé m'en parler, mais je le connais et vois au fond du puits. C'est ce qui explique l'accueil qu'à Berlin Werther a fait à l'idée de donner Philippeville et Marienbourg à la France. Nous repoussons tous ces grignotements, ajoutait-il; une fois que les grandes puissances commenceront à mordre au gâteau, elles ne seront pas satisfaites d'une bouchée, elles l'auront bientôt dévoré. »

Débouté de toutes ses demandes et irrité de l'obstination du ministre anglais, M. de Talleyrand s'appliqua à brouiller les cartes et à compromettre l'œuvre de la conférence. Il s'attaqua à la

candidature du duc de Cobourg ; il dit à M. de Bulow que le duc Léopold était un pauvre sire, dépourvu des qualités nécessaires à un souverain, bon à être renvoyé à Claremont, que les Belges étaient un tas de lâches et de vagabonds indignes d'être indépendants, qu'on s'était fourré dans un guêpier, qu'il n'y avait décidément qu'une solution aux difficultés, c'était le partage, et que si la France et la Prusse voulaient s'entendre une bonne fois, l'affaire serait vite bâclée. Il alla jusqu'à lui parler d'une combinaison qu'avait poursuivie le roi Charles X en 1829 [1] et que Napo-

1. On a toujours prétendu qu'au moment où éclatait la révolution de juillet, le gouvernement de Charles X était sur le point de signer avec la Russie un traité qui nous aurait assuré les Provinces rhénanes. C'est une de ces erreurs comme il s'en accrédite et s'en perpétue parfois dans l'histoire. On négociait en effet avec la cour de Pétersbourg, mais sur des bases toutes différentes. On démembrait le royaume des Pays-Bas; on transportait la maison d'Orange à Constantinople. On donnait à la Prusse la Saxe royale et la Hollande jusqu'au Rhin. Le roi de Saxe obtenait les Provinces rhénanes et la France se réservait la Belgique, le Brabant hollandais, le Luxembourg et Landau. Telles étaient les instructions délibérées à la fin d'août 1829 dans le conseil du roi, et qu'on envoyait à M. de Mortemart, notre ambassadeur en Russie. La paix d'Andrinople et le refus du roi de Prusse qui voulait bien prendre la Saxe et la Hollande, mais qui ne se souciait pas de céder les Provinces rhénanes, ne permirent pas de donner suite à ces pourparlers. Ils furent repris toutefois au commencement de 1830. Voir M. de Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*.)

léon III essaya un instant de reprendre en sous-œuvre en 1866 [1]. Il s'agissait de transplanter le roi de Saxe sur le Rhin, d'annexer ses États à la Prusse et de nous laisser prendre le Luxembourg.

Le gouvernement de Louis-Philippe, comme celui de l'empereur, en poursuivant la cession du Luxembourg, espérait conjurer ses embarras intérieurs et consolider son prestige par le succès d'une négociation territoriale. Tous les deux s'adressèrent à la Prusse, l'un en faisant appel à ses convoitises, l'autre en voulant se faire payer d'une neutralité périmée. Mais, en 1831, la diplomatie française ne s'engagea avec la diplomatie prussienne que dans des causeries fugitives qui ne compromirent personne et qui peut-être seraient restées ignorées sans la correspondance de lord Palmerston, récemment publiée, tandis qu'au commencement de 1867, les négociations que l'empereur poursuivait à La Haye, avec le secret assentiment du cabinet de Berlin, furent révélées brusquement au parlement du Nord, par une interpellation calculée, au moment où

1. Papiers de Cercey. Lettre de l'empereur à M. Rouher.

le traité qui assurait le Luxembourg à la France allait être signé par le roi des Pays-Bas. La réponse du chancelier, les manifestations du Reichstag et les déclamations haineuses de la presse prussienne projetèrent tout à coup sur ces pourparlers que la France et l'Europe avaient ignorés une sinistre clarté. On se demandait par quelle étrange fatalité ou par quelle rare perfidie des négociations ouvertes sur les incitations du cabinet de Berlin, dans la pensée de réconcilier la France avec les conquêtes de la Prusse, pouvaient compromettre la paix du monde à la veille de l'ouverture d'une exposition universelle.

Le péril fut conjuré, après de longues et angoissantes péripéties, en partie par le sang-froid et l'habileté de notre ministre des affaires étrangères, et surtout par l'intervention chaleureuse des grandes puissances. Mieux inspiré que ne le fut le duc de Gramont en 1870, M. le marquis de Moustier sut faire, sous le coup du danger, une évolution diplomatique des plus heureuses. Les négociations avaient été, du côté de la France, poursuivies avec un tel mystère que le directeur politique du ministère des affaires étrangères, M. Desprez, n'en eut connaissance que

par les interpellations de M. de Bennigsen. M. de Moustier, pour en assurer le secret, chiffrait et déchiffrait lui-même les lettres et les dépêches qu'il échangeait avec Berlin et La Haye. Ce sont ces négociations, tenues si secrètes, que je vais essayer de raconter; en dehors des dépêches contenues dans le livre jaune, il n'en reste pas de traces dans la correspondance du ministère des affaires étrangères [1]. Elles se rattachent étroitement à celles qui ont précédé et suivi

1. Les dépêches parues dans le livre jaune furent rédigées après coup, sur les lettres particulières et les télégrammes que M. de Moustier avait échangés avec nos missions à Berlin, La Haye, Pétersbourg, Londres, Vienne et Francfort. C'est ce qui était arrivé déjà en 1844, lors des mariages espagnols. Mis en demeure de produire des documents, M. Guizot livra aux chambres une correspondance appropriée aux circonstances. Tous les gouvernements soumis aux exigences parlementaires évitent de traiter les affaires qui commandent une absolue discrétion par la voie de la correspondance officielle. En Angleterre deux dépêches portent souvent le même numéro, ce qui permet au gouvernement de soustraire au contrôle du parlement les rapports secrets. Aussi les historiens qui en sont réduits à raconter et à apprécier les événements sur la foi des documents dont la publication est imposée aux ministres des affaires étrangères s'exposent-ils à de singulières méprises. « La diplomatie, a dit M. A. Sorel dans son exposé sur l'enseignement diplomatique, a tous les masques, tous les fards et tous les déguisements : dépêches, rapports, lettres particulières, lettres confidentielles, agents publics, agents secrets, police et contre-police. Qui n'est pas expert s'égare en ce dédale et le plus expert s'y embrouille souvent. »

Sadowa et dont j'ai fait une étude dans mon livre sur *la Politique française en 1866* [1]. Bien que je n'y aie pris aucune part active, j'étais placé cependant de façon à les suivre de près et à signaler chaque jour à mon gouvernement, avec le dégagement d'esprit que laisse un poste d'observation [2], les calculs secrets de la politique prussienne et la pensée dont elle s'inspirait.

Après tant de surprenantes révélations faites depuis 1870, dans une pensée personnelle, par des hommes d'État, et par des ambassadeurs de tous pays, est-il inopportun, prématuré, de faire

1. *La Politique française en 1866.* (Calmann Lévy.)

2. Après la dissolution de la Confédération germanique, le gouvernement de l'empereur qui considérait Francfort, le siège de l'ancienne diète, comme un poste d'observation de haute importance, jugea nécessaire d'y créer un consulat général et de m'en confier la gérance. Le gouvernement prussien présenta des objections ; il ne se souciait pas d'avoir un agent politique français au centre de l'Allemagne, au milieu de populations violemment annexées et qui lui étaient foncièrement hostiles. Il ne céda qu'après de longs pourparlers ; sa résolution prise, il donna son consentement au gouvernement français dans les termes les plus courtois. Voici ce qu'écrivait notre chargé d'affaires, M. Lefèvre de Behaine :

« M. de Thile a accueilli avec sympathie la notification que je lui ai faite de la création d'un consulat général à Francfort, sa sympathie s'est accentuée encore lorsque je lui ai dit que M. Rothan serait le titulaire de ce poste. » (Voir à l'annexe).

connaître à la France, si sujette aux illusions et aux entraînements irréfléchis, les erreurs de sa politique, les origines de ses revers et les moyens mis en action pour la circonvenir, la surprendre et la démembrer? Les esprits formalistes et les consciences troublées, seuls, oseront l'affirmer. Qu'ils se rassurent, je ne soulèverai pas tous les voiles, je ne dirai rien de leur égoïsme ni de leurs défaillances; s'ils appartenaient à l'une de nos provinces perdues, ils rendraient hommage à ma réserve et à ma modération.

I

LES PREMIERS POURPARLERS.

Après la rupture des négociations que notre ambassadeur avait, au lendemain de Sadowa, ouvertes à Nikolsbourg et poursuivies à Berlin, on devait croire que, pleinement édifié sur le bon vouloir et la sincérité de la Prusse, le gouvernement de l'empereur éviterait dorénavant de se compromettre dans de nouveaux pourparlers avec un ministre qui, à l'oubli des promesses, ajoutait l'oubli des procédés. Tout nous commandait, en effet, aussi bien le soin de notre dignité que le souci de notre sécurité, de renoncer à une politique que M. de Bismarck, après Frédéric II, avait appelée la politique des pourboires. Le

temps des illusions était passé ; notre impuissance militaire s'était révélée de la façon la plus douloureuse dès le 5 juillet, lorsque, faute de 80,000 hommes, il nous fallut renoncer à la médiation armée et même à une simple démonstration sur le Rhin, et le 14 août, lorsqu'en face de l'attitude comminatoire de la Prusse, nous dûmes, pour échapper à la guerre, renoncer au Palatinat. D'ailleurs, à notre impuissance militaire s'ajoutait notre isolement diplomatique en Europe. M. de Bismarck s'était entendu à nos dépens avec le cabinet de Pétersbourg ; il avait sous main dénoncé à Londres nos convoitises sur la Belgique ; l'Italie était exaspérée de nous devoir la cession de Venise, et l'Autriche, qui nous considérait comme la cause première de ses malheurs, nous reprochait d'avoir méconnu le traité du 12 juin et de l'avoir sacrifiée à la Prusse.

Le recueillement s'imposait à notre politique ; elle ne pouvait plus avoir en face d'une situation aussi compromise que deux objectifs : réconcilier l'Europe avec nos erreurs et reconstituer nos forces militaires. Mais notre optimisme était à toute épreuve ; ni les expériences du passé ni les avertissements du dehors ne pouvaient

ébranler la confiance qu'avaient su nous inspirer le roi Guillaume et son premier ministre ; on persistait à croire qu'au fond ils restaient animés du désir sincère de s'entendre avec nous. On n'admettait pas que la Prusse, naguère si courtoise, si humble, nous obsédant de ses protestations amicales, sollicitant notre alliance, n'eût pas un intérêt véritable à se concilier nos sympathies et à s'assurer notre appui pour pouvoir constituer sa confédération du Nord, en face des jalousies que ses succès avaient éveillées en Europe et des haines que ses violences avaient suscitées contre elle en Allemagne. Sans doute elle s'était démesurément agrandie, le résultat de la guerre avait dépassé de beaucoup ses espérances. Surpris dans un moment de défaillance par M. de Goltz, l'empereur était allé, sous la crainte d'une guerre immédiate, jusqu'à lui permettre d'annexer le Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort, alors qu'elle ne demandait que trois cent mille âmes, juste de quoi combler les solutions de continuité de son territoire. Mais les calculs de notre politique ne l'avaient-ils pas séparée du midi de l'Allemagne, ne lui avaient-ils

pas imposé la ligne du Mein avec la certitude que son ambition la porterait à vouloir la franchir? Il nous restait donc de véritables atouts dans notre jeu, une amorce qui obligerait le cabinet de Berlin un jour ou l'autre à transiger avec nous, car, sans une entente préalable avec le cabinet des Tuileries, il se trouverait en face de la France et de l'Autriche, qui sauraient le rappeler au respect du traité de Prague. Le langage que tenait M. de Goltz à Paris ne pouvait que nous fortifier dans ces idées. « Déjà l'ambassadeur de Prusse, écrivait M. Rouher, ne dissimule pas des convoitises vis-à-vis du groupe des confédérés de Sud, et le moment arrivera où nous pourrons stipuler pour notre alliance le prix que nous jugerons convenable [1]. »

A ce moment, la situation de l'ambassadeur de Prusse à Paris s'était singulièrement modifiée. Il était en butte à d'amères récriminations. Toutes ses promesses étaient restées en souffrance. C'était à son instigation que le parti italien s'était, le 5 juillet, jeté à la traverse des résolutions énergiques arrêtées dans le conseil des

1. Papiers des Tuileries.

ministres et que commandaient les circonstances; c'était sous sa garantie en quelque sorte qu'on avait renoncé à la médiation armée, c'était enfin en s'inspirant de ses conseils qu'après la signature des préliminaires de Nikolsbourg, alors que le moment était passé, on avait résolu d'introduire des demandes de compensation. Aussi s'en prenait-on à lui de nos déconvenues. On lui reprochait d'avoir abusé de la confiance de l'empereur, de l'avoir induit en erreur sur les véritables dispositions de sa cour, on lui battait froid et, à l'occasion, on ne se gênait pas pour émettre en sa présence, sur son souverain et son ministre, les jugements les plus sévères. Mais il n'était pas homme à se décontenancer pour si peu; son rire n'en était que plus saccadé et plus aigu. Nos plaintes, le désarroi qui régnait dans les cercles officiels, les attaques de la presse contre le gouvernement n'avaient rien que son patriotisme dût regretter. Nos reproches ne faisaient que mieux ressortir l'habileté et le dévouement dont il avait fait preuve en travaillant au triomphe de la politique prussienne. Il jouissait de nos angoisses patriotiques: elles étaient son œuvre. Ce qui lui importait, c'était de ne

pas perdre son crédit auprès de l'empereur et, pour le conserver, il usait de sa tactique habituelle, attribuant les refus que nous avions éprouvés à Berlin moins au mauvais vouloir de M. de Bismarck qu'aux maladresses de notre diplomatie. A l'entendre, M. Drouyn de Lhuys avait tout compromis par ses menées autrichiennes, et M. Benedetti, par son inexpérience, avait laissé échapper les occasions qui s'étaient offertes à lui. Ce n'était pas qu'il défendît les procédés de M. de Bismarck. Il déplorait que, sous l'empire d'une injuste défiance, il eût hésité à nous concéder la Belgique ; c'était une faute, car la France, satisfaite au nord, aurait fini par se désintéresser du côté du Rhin, et les destinées de l'Allemagne se seraient accomplies sans secousses.

Il appartenait à la France aujourd'hui, disait-il, de faire preuve de sagesse, de calmer les susceptibilités germaniques en déclarant hautement que, fidèle à la politique proclamée par l'empereur, elle laissait à chaque nation le soin de se constituer librement au gré de ses aspirations. Ce point une fois acquis, rien ne s'opposerait plus, le roi Guillaume et l'opinion publique étant rassurés sur nos arrière-pensées d'ingérence, à ce que

l'Allemagne, de son côté, facilitât à la France les moyens de s'étendre vers le nord et de rétablir ainsi l'équilibre rompu momentanément à son détriment. L'annexion immédiate de la Belgique soulèverait sans doute de grandes appréhensions en Europe et pourrait même provoquer un conflit avec l'Angleterre, mais rien ne nous empêcherait de la rendre fatale en la préparant insensiblement par tout un réseau de conventions économiques et de la consommer sûrement à l'heure voulue. Si M. de Bismarck n'avait pas satisfait sur-le-champ à nos désirs et avait cru devoir manifester des inquiétudes avant de signer un traité de garantie, c'est qu'il s'était senti froissé par l'attitude en quelque sorte comminatoire de notre ambassadeur, et qu'en face de l'opinion publique française, si hostile aux agrandissements de la Prusse, la prudence conseillait au gouvernement du roi de ne pas rompre avec l'Angleterre pour obliger un allié peu sûr, qui semblait ne vouloir s'emparer de la Belgique qu'à l'effet de mieux préparer une agression contre l'Allemagne.

Ce dont il fallait s'occuper avant tout et sans retard, c'était de réconcilier l'opinion publique française dans une mesure quelconque avec la

transformation de l'Allemagne, et le gage était trouvé dans l'annexion du Luxembourg. M. de Goltz affirmait que, de ce côté, on ne rencontrerait à Berlin aucune objection. « Mon gouvernement, disait-il encore, serait trop heureux de conjurer à ce prix ses difficultés extérieures et de désarmer en Allemagne les résistances autonomes qui cherchent leur point d'appui en France. Du reste, ajoutait-il, les négociations seront reprises, sur les bases concertées avec l'ambassadeur, dès que M. de Bismarck sera revenu de Varzin; il m'écrit qu'il en a donné l'assurance à M. Benedetti et qu'il ne négligera rien pour convertir le roi à ses idées. » Tel était le langage de l'ambassadeur du roi Guillaume et le genre d'arguments auquel il recourait pour réconcilier l'empereur avec les faits accomplis et pour l'amener à consacrer les conquêtes de la Prusse en proclamant officiellement le retour de la politique française au principe des nationalités.

Ce n'était pas la première fois qu'on nous offrait le Luxembourg. M. de Bismarck nous en avait parlé en toutes circonstances, et si nous avions voulu à Nikolsbourg lui donner quittance

pour les faits accomplis en Allemagne, il nous l'eût garanti sur l'heure. A Berlin, dans les sphères gouvernementales, personne ne doutait alors de la cession immédiate du grand-duché. A la fin de juillet, M. de Thile, le chef de la direction politique, disait à notre chargé d'affaires : « Eh bien ! il paraît qu'à Nikolsbourg les annexions sont à l'ordre du jour. — Vraiment, répondit M. Lefèvre de Béhaine, et qui donc annexe ? — Nous d'abord, vous ensuite. — Et de quel côté ? — Au nord. — Et quel pays ? — Une province qui porte le nom d'un de vos maréchaux les plus illustres. » M. Lefèvre de Béhaine ne jugea pas prudent de pousser plus loin un entretien auquel il n'était ni préparé ni autorisé. Les paroles du directeur politique furent transmises à Paris à titre d'indice, car si elles n'avaient pas de caractère officiel, elles reflétaient du moins fidèlement à coup sûr les dispositions de son gouvernement, et témoignaient du désir sincère qu'on avait alors de nous ménager une satisfaction. Les propos de M. de Thile ne furent pas relevés par le gouvernement de l'empereur. Ses ambitions à ce moment étaient plus vastes ; il allait revendiquer Mayence et le Palatinat, il réservait

« le Luxembourg et la Belgique pour l'heure où se produiraient de nouveaux faits en Allemagne : le passage de la ligne du Mein [1] ».

Après ses entretiens avec l'ambassadeur de Prusse, l'empereur fut plus que jamais convaincu que la politique de pondération préconisée par M. Drouyn de Lhuys avait décidément fait son temps, qu'elle ne lui avait valu en le détournant de ses tendances personnelles que d'amères déceptions et qu'il était urgent de revenir aux idées que le chef de sa maison développait à Sainte-Hélène. Il arrêta les bases de la politique des grandes agglomérations et transmit à M. Drouyn de Lhuys un projet de note en le priant d'en développer les idées sous la forme d'une circulaire diplomatique. C'était lui demander de faire table rase de toutes ses convictions passées et de s'assimiler un programme qui leur était radicalement opposé. Il refusa de s'y prêter. Il était démissionnaire depuis le 20 août; un sentiment de gratitude pour l'empereur, qui venait de le nommer membre de son conseil privé, l'avait décidé à garder par intérim son portefeuille,

1. Papiers de Cercey.

tant qu'on ne lui aurait pas trouvé de successeur. Le choix d'un nouveau ministre, dans de pareilles circonstances, n'était pas aisé. Notre diplomatie n'était ni préparée ni résolue à interpréter le programme qu'on se disposait à inaugurer, et d'ailleurs une succession chargée d'aussi lourdes responsabilités n'était guère enviable. On s'adressa à M. Benedetti ; son mérite, ses sympathies pour la cause italienne, et la part active qu'il avait prise aux derniers événements le désignaient en quelque sorte comme le représentant le plus autorisé d'une alliance étroite entre la France, l'Italie et la Prusse. Mais il déclina l'honneur qu'on voulait lui conférer.

Le pouvoir avait peu d'attrait pour lui. Peut-être aussi espérait-il relever notre politique des échecs qu'elle avait subis. Le dernier entretien qu'il avait eu, au commencement de septembre, avec le président du conseil nous permettait en effet d'espérer que si la partie trop légèrement engagée avec le gouvernement prussien, sur de fausses combinaisons et sans s'être prémuni contre les retours de la fortune, était compromise, elle n'était pas encore irrévocablement perdue. M. de Bismarck, en beau joueur, était venu à la

dernière heure nous offrir de la reprendre dans les meilleures conditions de succès, avec une spontanéité démonstrative qui ne pouvait laisser aucun doute sur son désir de nous réconcilier avec les événements.

On se rappellera peut-être[1] que M. Benedetti, après le refus du gouvernement prussien de nous céder Mayence et le Palatinat, avait été chargé de négocier un traité d'alliance offensive et défensive dont la durée était fixée à trois années.

Ce traité comprenait deux parties. L'une était une convention secrète qui nous laissait la faculté d'annexer la Belgique au moment que nous jugerions opportun et dont l'exécution était assurée, au besoin, par le concours armé de la Prusse. La seconde était ostensible : on y stipulait la cession du Luxembourg à la France, moyennant une indemnité pécuniaire au roi de Hollande, et on reconnaissait que, par le fait de la dissolution de la Confédération germanique, le droit de garnison dans la place forte de Luxembourg, assuré à la Prusse, se trouvait éteint en raison de son incompatibilité avec

1. *La Politique française en 1866.* Page 405.

l'indépendance des États de l'Allemagne méridionale. On sait qu'au dernier moment, alors que toutes les difficultés paraissaient écartées, M. de Bismarck, réconcilié avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, avait mis tout à coup notre sincérité en doute et prétendu que, si l'empereur Napoléon mettait tant d'insistance à lier la Prusse, ce n'était qu'avec l'arrière-pensée de la brouiller avec l'Angleterre. C'est au sortir de ce pénible entretien que M. Benedetti, plein d'amertume, écrivait à son gouvernement : « Quel degré de confiance pouvons-nous accorder à des interlocuteurs accessibles à de pareils calculs? Si l'on refuse de nous écouter, c'est qu'on a obtenu ailleurs des assurances qui dispensent de compter avec nous. S'il faut à la Prusse, comme M. de Bismarck prétend l'avoir dit au roi, l'alliance d'une grande puissance, et si l'on décline celle de la France, c'est qu'on est déjà pourvu ou à la veille de l'être. »

Le ministre prussien avait prématurément découvert son jeu : il avait révélé à notre diplomatie indignée le fond de sa pensée. C'était une faute, il en mesura la portée, et se ravisa soudainement. Il comprit le danger de laisser partir

l'ambassadeur de France avec la conviction que le gouvernement de l'empereur n'avait plus rien à attendre de la Prusse. En nous refusant Mayence et le Palatinat, il ne risquait rien; il avait derrière lui l'Allemagne entière; mais refuser la Belgique, et surtout le Luxembourg, c'était pousser le gouvernement impérial à des résolutions extrêmes. L'Autriche était encore frémissante, les populations annexées, aussi bien que les États du Midi, n'attendaient que les secours de l'étranger pour se soulever contre l'oppresseur, et l'armée n'était pas réorganisée. M. de Bismarck revit l'ambassadeur ; il lui dit d'un ton convaincu qu'il n'abandonnait pas l'idée de l'alliance, qu'il y attachait le plus grand prix et que, pour la cimenter, il s'offrait à nous faciliter par tous les moyens l'acquisition du Luxembourg; non seulement il ne ferait pas entrer le grand-duché dans la Confédération du Nord, mais il s'y opposerait si son entrée devait être réclamée par le parlement. « Le roi de Hollande, disait-il, peut disposer du Luxembourg comme il l'entend, il en est le souverain. » Il nous engageait à provoquer dans le grand-duché des manifestations qui démontreraient au roi de Prusse

que les populations ne désiraient pas rester sous la protection de son armée, comme il se le figurait, et qu'il pouvait rappeler ses troupes sans manquer à aucun de ses devoirs. « Compromettez-vous, disait-il, et nous vous seconderons sans craindre de nous compromettre à notre tour. » Il demandait toutefois à ne pas être mêlé aux négociations que nous ouvririons à La Haye ; il désirait même les ignorer afin de conserver toute sa liberté d'action vis-à-vis du Parlement. « Faites en sorte, ajoutait-il, que la cession du Luxembourg soit un fait accompli avant la réunion du *Reichstag*, et je me chargerai de faire avaler la pilule à l'Allemagne. » Mais il ajournait jusqu'à son retour de Varzin la conclusion de l'alliance impliquant les deux conventions : celle du Luxembourg, qui réglait les comptes du passé, et celle de la Belgique, qui devait être le prix de l'extension de la Prusse au delà du Mein ; il avait besoin d'y préparer le roi et de neutraliser les influences qui pourraient se jeter à la traverse d'une union avec la France.

Après des assurances aussi formelles, données spontanément, on pouvait croire réellement que le gouvernement prussien était venu à résipis-

cence et que ses difficultés intérieures, dont on connaissait la gravité, lui faisaient un devoir impérieux de s'assurer le bon vouloir du gouvernement de l'empereur. Personne alors ne doutait de la sincérité du ministre prussien. « Nous avons les clefs du Luxembourg en poche », disaient d'un air mystérieux et béat les gens bien renseignés de la cour. Nous examinerons plus tard si, tout en admettant que le ministre prussien fût parfaitement sincère dans son désir de faire de la cession du Luxembourg un gage de réconciliation, il était sage, après de récentes et pénibles expériences, de courir les chances d'aventureuses négociations, en face des passions germaniques surexcitées, sans autre garantie que des assurances verbales.

Malheureusement on ne se préoccupait à Paris que des nécessités de notre politique intérieure, sans s'arrêter aux réticences du cabinet de Berlin et sans prendre en considération le sentiment nouveau que la Prusse avait de sa force. On tenait à calmer l'opinion publique, on voulait prouver par un résultat quelconque que notre prestige n'était pas atteint, comme se plaisaient à l'affirmer les partis hostiles, et que la Prusse,

malgré ses victoires éclatantes, n'avait pas cessé de compter avec nous. Il importait aussi à ceux qui avaient paralysé notre politique aux heures décisives de démontrer qu'ils s'étaient inspirés de ses véritables intérêts, et qu'en conjurant de redoutables complications, ils avaient su assurer à la France, non seulement de sérieuses compensations stratégiques, mais aussi une alliance étroite avec la Prusse et l'Italie.

Après le refus de M. Benedetti d'accepter la succession de M. Drouyn de Lhuys, on songea à notre ambassadeur à Constantinople. Dans la combinaison suggérée à l'empereur, M. de Moustier n'était appelé à la direction du ministère des affaires étrangères que pour remplir l'entr'acte qu'exigeraient les pourparlers avec le roi de Hollande ; il cédait le portefeuille à M. de La Valette aussitôt la cession du Luxembourg obtenue, et reprenait, avec la récompense du sénat, l'ambassade de ses prédilections. Le choix avait un double avantage : M. de Moustier connaissait l'Allemagne, et depuis cinq ans il était resté étranger à notre politique générale. Il réunissait donc les conditions les plus essentielles pour procéder sans parti pris à la liqui-

dation du passé et pour interpréter en toute liberté le programme de l'avenir. Il avait de plus la qualité préférée de Mazarin : il était heureux. Il avait en son étoile une foi aveugle. Tout lui réussissait sans que jamais il eût rien rien sollicité. « Je craindrais, en faisant la moindre démarche, me disait-il souvent, de contrecarrer l'étoile qui préside à ma destinée. » Il est de fait que son étoile l'avait traité avec prodigalité. Beau, élégant, d'une intelligence vive et brillante, en possession d'une grande fortune doublée par un grand mariage, il représentait en 1849, à trente ans, le département du Doubs à l'assemblée législative. Il révélait dans les commissions une facilité de rédaction remarquable, un rare bon sens et, bien que légitimiste par les traditions de sa famille, un esprit ouvert à toutes les idées modernes. M. de Morny le signala à l'empereur, qui recrutait volontiers sa diplomatie au faubourg Saint-Germain, surtout parmi les noms qui se rattachaient au premier empire. En 1853, M. de Moustier était nommé ministre à Berlin, où il retrouvait le souvenir de son grand-père paternel et de M. de Laforest, son grand-père ma-

ternel, qui, tous les deux, sous des régimes bien différents, avaient représenté la France auprès de la cour de Prusse. Son père avait été ambassadeur sous la Restauration; il avait du sang de diplomate dans les veines. Il rendit à Berlin de signalés services. Par la loyauté et la fermeté de ses appréciations aussi bien que par l'ampleur et la sûreté de ses informations, il aida puissamment son gouvernement à conquérir cette prépondérance que la guerre de Crimée devait lui permettre d'exercer dans les conseils de l'Europe. Sa correspondance datée de Berlin rendra la tâche facile aux historiens qui, un jour, seront autorisés à la consulter. Ils y trouveront vivante, retracée avec une clarté cristalline, toute notre politique extérieure depuis l'avènement de l'empire jusqu'à la paix de Paris. Si la diplomatie n'est pas toujours à la hauteur de ses devoirs, elle est parfois aussi l'auxiliaire le plus puissant du succès lorsqu'au talent elle unit l'amour du pays.

La fortune toutefois avait refusé à M. de Moustier un don précieux pour un ministre : celui de l'exactitude. Il n'avait pas le sentiment de l'heure. A l'étranger, ses habitudes irrégu-

lières n'étaient un sujet de désespoir que pour ses attachés ; mais, à Paris, elles mécontentèrent souvent l'empereur, et elles fournirent à ses adversaires l'arme qui devait déterminer du même coup sa chute et sa mort, si prématurée, et, l'on peut dire, si dramatique [1]. Mais bien qu'en apparence distrait, son cerveau était toujours en travail ; et tandis qu'on le croyait adonné aux choses futiles de la vie, il méditait ses dépêches et préparait ses entretiens [2]. Il avait un autre défaut : d'une timidité hautaine, il négligeait de se créer des relations et se refusait aux compromissions que le pouvoir exige de nos jours Il se dérobait au souci qu'imposent, en France, à tous les ministres les questions de personnes ;

1. On raconte qu'à Compiègne, M. de Moustier tomba sans connaissance au moment où il lisait un rapport au conseil des ministres. Peu de jours après on l'emporta agonisant du quai d'Orsay pour faire place au nouveau ministre et à madame la marquise de La Valette, qui, elle aussi, était à toute extrémité. Ce fut le chassé-croisé de la mort.

2 Le rôle de la direction politique se borna pendant la durée de son ministère à l'expédition des affaires courantes. Toutes les minutes des dépêches de quelque importance sont écrites de sa main, sans parler des nombreuses lettres particulières qu'il adressait aux agents. C'est la meilleure réfutation à opposer à ses adversaires qui, pour l'amoindrir, prétendaient qu'il négligeait les affaires de son département.

sa porte restait fermée aux quémandeurs. N'ayant jamais rien demandé pour lui-même, il restait inaccessible aux sollicitations. Il négligeait la presse, qui le lui rendait en laissant ses services dans l'ombre, tandis qu'elle exaltait et transformait en hommes d'État des personnalités sans portée, mais âpres à la réclame. Il ne se préoccupait que de l'empereur, auquel il était sincèrement dévoué, et de M. Rouher, dont il appréciait l'intégrité et admirait le talent. Tel était avec ses qualités, mais aussi avec ses imperfections, le ministre que, dans une heure de crise, l'empereur appelait dans les conseils de son gouvernement.

On ne doutait pas de son acceptation, d'autant que l'offre avait presque le caractère d'un ordre. Mais, sans décliner absolument la tâche qu'on lui proposait, il se défendit. Il aimait Constantinople et ne se souciait pas de changer la vie indépendante du Bosphore contre les charges et les responsabilités du pouvoir. Il argua de son éloignement, de son ignorance des événements : « Étranger aux négociations qui ont préparé et suivi la guerre de Bohême, écrivait-il, je ne crois pas pouvoir, dans des circonstances

aussi difficiles, rendre les services que l'empereur attend de mon dévouement. » Mais sa nomination était arrêtée. Les raisons qu'il invoquait pour motiver et colorer son refus étaient précisément celles qui l'avaient désigné au choix du souverain.

On estimait que, pour une politique nouvelle, il fallait un homme nouveau. Il se soumit plutôt qu'il n'accepta ; mais il refusa d'assumer la paternité de la circulaire qui devait annoncer à l'Europe notre retour solennel à la politique des nationalités. Quelle autorité son nom pouvait-il donner à un manifeste qu'il n'avait ni conçu ni rédigé et qui n'était que la justification d'une politique à laquelle il était resté absolument étranger? On n'avait pas craint cependant, pour vaincre ses résistances, d'escompter l'avenir ; on lui avait dit que tout était prêt pour lui permettre d'attacher son nom à une importante et glorieuse négociation territoriale. Les lauriers qu'on lui laissait entrevoir le tentaient peu. Il annonça sa nomination à sa famille, les larmes aux yeux, comme un coup funeste du destin. Il pressentait que le pouvoir serait le sacrifice de son bonheur et de sa vie. On dut

lui envoyer, au nom de l'empereur, dépêches sur dépêches, pour le décider à quitter Constantinople. Ce n'est que vers la fin de septembre qu'il s'embarqua. Il se rendit directement à Biarritz pour y prendre les ordres du chef de l'État. L'empereur le remercia avec effusion d'avoir répondu à son appel dans des circonstances aussi difficiles, mais il se maintint dans les généralités ; il ne désespérait pas de ses rapports avec la Prusse, il avait lieu de croire qu'on était désireux de s'entendre avec nous, et même de nous donner le Luxembourg comme un gage immédiat et effectif de ces bonnes dispositions. C'est la conviction que M. Benedetti avait rapportée de ses derniers entretiens avec M. de Bismarck, et cette conviction était confirmée et fortifiée par le langage et l'attitude du comte de Goltz. On se reverrait du reste avant peu à Compiègne, et, là, on aviserait aux moyens de mettre en application le programme tracé dans la circulaire du 16 septembre.

M. de Moustier, on le voit, n'était pas appelé à faire prévaloir ses idées personnelles ; il prenait la direction du ministère des affaires étrangères sans instructions déterminées, sans que

l'empereur eût même jugé utile de débattre et d'arrêter avec lui les bases de la négociation territoriale qu'on se proposait d'engager avec le roi de Hollande. Dans le mécanisme gouvernemental tel que l'avait créé l'empereur, les questions de personnes restaient sans influence sur la marche des affaires. Il changeait ses ministres, mais, en prenant des hommes nouveaux, il n'entendait pas, comme dans un gouvernement parlementaire, adopter une politique nouvelle. « Le souverain décide, disait-il au prince Albert lors de l'entrevue de Boulogne, et les ministres exécutent. »

Vichy avait raffermi la santé de l'empereur. Il avait repris les rênes de gouvernement avec le sentiment des fautes commises et avec l'ardent désir de les réparer. La circulaire qui devait réconcilier le pays avec les événements accomplis et annoncer à l'Europe l'évolution de notre politique était son œuvre personnelle. Elle résumait en quelque sorte une brochure publiée en 1865 sous l'inspiration de l'ambassade de Prusse, à une époque où le cabinet de Berlin recourait à tous les moyens pour nous séduire et nous gagner à ses combinaisons. Développer

dans une brochure retentissante les idées chimériques qui germaient aux Tuileries et leur donner le caractère de la politique de l'avenir ne laissait pas que d'être habile, mais le comble de l'habileté, c'était de faire croire, par une publication sortie de l'ambassade de Prusse, que non seulement ces idées étaient appréciées à Berlin, mais que déjà le roi et son ministre se les étaient assimilées.

C'est à M. le marquis de La Valette, alors chargé de l'intérim du ministère des affaires étrangères, que l'empereur confia le soin de développer sous forme diplomatique les bases de son nouveau programme. C'était mettre son dévouement à l'épreuve, car, élevé dans nos vieilles traditions, son esprit sagace se refusait à rompre ouvertement avec les souvenirs de notre histoire. Sa rédaction ne fut pas agréée. C'était le langage de la diplomatie, réservé, contenu, atténuant sans doute les fautes commises, mais évitant de rompre les ponts et d'engager l'avenir. M. de Moustier s'était catégoriquement refusé à prêter son nom; M. de La Valette dut s'y résigner. On dit qu'il ne négligea aucun effort pour réduire la manifestation impériale aux

proportions d'un simple document de chancellerie. Son crédit, alors tout-puissant aux Tuileries, lui permettait plus qu'à tout autre de présenter des objections et même de combattre les idées de celui que la reine Hortense appelait « le doux entêté ». Il était, avec le comte Walewski, le seul ministre qui eût à la cour tout son franc parler. Mais on l'écoutait plus volontiers, sa franchise étant aimable, persuasive, et parfois gauloise, tandis que celle du comte Walewski était souvent chagrine. L'un s'autorisait de sa naisssance, l'autre des charmes et des ressources de son esprit. Tous les deux appartenaient à la jeunesse élégante et raffinée de 1830, dont M. de Morny était le type accompli. La diplomatie les attira, elle leur donna l'expérience et la maturité qui leur permit plus tard de jouer un rôle important dans la politique de leur pays. L'histoire, si friande d'autographes, ne trouvera pas à se satisfaire en dehors de leur correspondance officielle lorsqu'elle voudra tracer la biographie de ces deux personnalités, dont le point de départ a été le même, mais dont les qualités et les aptitudes différaient essentiellement. Parmi tant de lettres recueillies

dans les épaves des Tuileries, après le 4 septembre, il ne s'est pas trouvé une ligne de leur main. Ils étaient de l'école du prince de Talleyrand, ils préféraient la parole à la plume.

M. de La Valette a inspiré de durables amitiés et d'implacables inimitiés. On ne jouit pas de la haute et double faveur d'un empereur et d'une impératrice sans éveiller des jalousies, ni sans froisser des intérêts. D'après les uns, il aurait toujours parlé le langage de la raison et réagi en toute occasion contre les tendances belliqueuses; d'après les autres, il aurait exercé sur les résolutions du souverain l'influence la plus néfaste. Ses détracteurs lui reprochent de s'être fait à la cour et dans les conseils du gouvernement, sous l'influence du prince Napoléon, inspiré lui-même par M. Nigra et le comte de Goltz, le représentant officiel et véhément de la politique prusso-italienne; ils l'accusent surtout d'avoir empêché, au lendemain de Sadowa, en invoquant des devoirs et des périls imaginaires, une démonstration militaire qui, d'après eux, eût suffi pour sauvegarder les intérêts traditionnels de la France, car ni l'Italie, qui avait à se remettre d'une défaite, ni

la Prusse, dont l'armée était décimée par le choléra, n'auraient osé, ayant encore sur les bras l'Autriche et les États du Midi, repousser nos demandes et à plus forte raison nous déclarer la guerre[1].

M. de La Valette n'a jamais nié ni jamais regretté l'action déterminante que, le 5 juillet 1866, il avait, de compte à demi avec le prince Napoléon, exercée sur les résolutions de son souverain[2]. Il est resté convaincu qu'en contrecarrant M. Drouyn de Lhuys qui conseillait la convocation instantanée du Corps législatif, la demande d'un emprunt d'un milliard, et l'envoi d'une armée sur le Rhin, il avait sauvé la dynastie et préservé la France d'une guerre immédiate et désastreuse, car, d'après lui, nous

1. Voyez la brochure de M. Pradier-Fodéré, inspirée par M. Drouyn de Lhuys. — *A travers la diplomatie,* par M. Hansen. — *Les Coulisses de la diplomatie,* par M. Sydney Renouf. — *L'Allemagne nouvelle,* par le duc de Gramont, paru sous le nom d'Andréas Memor.

2. M. de La Valette ne réussit qu'à faire suspendre les mesures conseillées par M. Drouyn de Lhuys. Ce fut le prince Napoléon, assisté par M. Nigra et le comte de Goltz, qui parvint, après toute une semaine de luttes véhémentes, à porter le dernier coup à la politique d'intervention. (Voir la note et la lettre du 14 juillet du prince Napoléon à l'empereur dans les papiers des Tuileries.)

n'avions pas cinquante mille hommes à mettre en ligne pour soutenir nos prétentions. M. de La Valette m'a raconté peu de semaines avant sa mort la scène dramatique qui eut lieu au palais de Saint-Cloud dans la journée du 5 juillet; c'est une page d'histoire qui mérite d'être fixée, on me saura gré de l'avoir retenue.

« En arrivant à Saint-Cloud, me disait-il, je fus fort étonné d'apprendre que l'empereur et l'impératrice tenaient conseil avec le ministre d'État et avec le ministre des affaires étrangères. On avait, sur la demande formelle de M. Drouyn de Lhuys qui redoutait ma présence, négligé de me convoquer. J'entrai dans la salle du conseil sans me faire annoncer; ce fut un coup de théâtre. L'empereur me mit aussitôt au courant des délibérations et des résolutions qui venaient d'être prises. Je lui représentai que ces détermi-nations étaient en opposition flagrante avec le rôle de médiateur qu'il avait revendiqué la veille et qui avait été accepté aussitôt de la meilleure grâce par le roi Victor-Emmanuel, aussi bien que par le roi de Prusse. « Sans doute, ajoutai-je, les conseils que Votre Majesté transmet aux deux quartiers généraux soulèvent des objections et

rencontrent des résistances, mais si l'Italie est irritée de ses défaites et la Prusse grisée par ses victoires, il appartient au médiateur, à sa sagesse et à sa modération, de calmer leurs passions et de les amener par la persuasion à souscrire à l'œuvre qu'il a entreprise. L'empereur a présidé à l'alliance de la Prusse avec l'Italie; peut-il aujourd'hui demander au roi Victor-Emmanuel de manquer à l'honneur et de violer le traité qu'il lui a conseillé de signer? Que dirait Votre Majesté si le gouvernement italien, contraint de justifier son attitude, venait à publier les documents qui révéleraient à la France et à l'Europe que le traité du 8 avril a été non seulement approuvé, mais conseillé par le gouvernement impérial? »

» M. Drouyn de Lhuys resta silencieux; l'empereur se leva et, vivement impressionné, l'entraîna dans son cabinet, suivi de l'impératrice. Je me trouvai seul avec M. Rouher. « — Eh quoi! lui dis-je, vous n'avez pas soufflé mot? vous m'avez laissé seul combattre les résolutions funestes qui vont être mises à exécution? — Vous avez trop bien parlé, pour avoir besoin de mon assistance », me répondit le ministre d'État.

En rentrant dans la salle du conseil, l'empereur me dit qu'après avoir longuement discuté le pour et le contre, il croyait devoir persister dans ses déterminations premières. « — Que Votre Majesté, répondis-je, veuille me permettre un instant de lui manquer de respect, en l'interpellant, et de lui demander si, militairement du moins, elle est en mesure de soutenir une politique qui, d'après les dépêches reçues par Nigra et par Goltz, provoquera une guerre infaillible, et, je le crains, désastreuse, avec la Prusse et l'Italie. Je me suis enquis des forces dont nous disposions. Votre Majesté sait-elle que le Mexique a tout absorbé, que nous n'avons ni chevaux, ni matériel, ni effectifs, qu'elle n'aura qu'une quarantaine de mille hommes, incomplètement munitionnés, à mettre en ligne, et ne prévoit-elle pas que ses soldats, quelle que soit leur vaillance, seront impressionnés par le fusil à aiguille qui a déterminé le succès foudroyant de la campagne de Bohême ? » — L'empereur, visiblement troublé par mon interpellation, finit par reconnaître qu'en effet l'armée n'était pas prête pour provoquer à la fois la Prusse et l'Italie. « — Et c'est vous, monsieur, dis-je en me retournant

vers M. Drouyn de Lhuys, qui n'avez été préoccupé que de l'Autriche, qui de parti pris avez repoussé obstinément toute entente avec la Prusse, qui osez aujourd'hui conseiller une politique pareille, sans même vous être rendu compte des forces dont vous disposerez pour la soutenir? » — M. Drouyn de Lhuys ne trouvant rien à répondre, l'empereur leva la séance sous le coup d'une indicible émotion. »

Tel est le récit que me faisait le marquis de La Valette, il y a peu de mois. Il confirme, en les complétant, les détails que j'ai donnés dans mon premier volume sur le conseil de Saint-Cloud du 5 juillet, où deux politiques rivales se trouvaient aux prises à une heure décisive et s'efforçaient d'entraîner un souverain faible et perplexe dans deux voies diamétralement opposées. L'empereur n'a pas sanctionné le jugement porté sur M. de La Valette par ses adversaires. Il a persisté jusque dans la captivité, où tombent toutes les illusions, à le considérer comme un de ses meilleurs conseillers. « Vous m'avez toujours donné les plus sages conseils, lui écrivait-il de Wilhelmshohe, et votre dévouement n'a failli dans aucune épreuve. » M. de La Va-

lette, en me communiquant la lettre de l'empereur, me recommandaït de n'en pas faire usage. Je ne crois pas manquer à ses recommandations en me bornant à reproduire, pour la justification de sa mémoire, le passage qui répond le mieux aux appréciations souvent passionnées dont il a été l'objet.

L'histoire contemporaine a ses écueils, mais elle a aussi ses avantages; elle voit de près les acteurs qu'elle est appelée à mettre en scène; elle peut saisir sur le vif leurs qualités et leurs défauts, et elle est à même de réunir les éléments qui permettent de mettre en saillie et de fixer les traits des hommes qui, par leurs actes, plus que par leurs écrits et leurs paroles, ont exercé une influence considérable sur les événements. C'est à ce titre que le portrait de M. le marquis de La Valette méritait d'être esquissé.

II

LA CIRCULAIRE LA VALETTE.

Le pays commençait à s'inquiéter, il sentait que la voix de la France n'était plus écoutée. Le moment arrivait où l'on allait demander compte à l'empereur des résultats de sa politique. « L'opinion publique a des retours subits auxquels il faut s'attendre, lui avait écrit M. Magne dès le 25 juillet, et le sentiment national serait profondément froissé si, en fin de compte, la France n'avait obtenu de son intervention d'autre résultat que de s'être attaché aux flancs deux voisins dangereux par leur puissance démesurément agrandie[1]. » Déjà, dans les pre-

1. *La Politique française en 1866.* — Calmann Lévy.

miers jours d'août, le sentiment public avait été mis en éveil par les correspondances du *Siècle* datées de Berlin, assurant que M. de Bismarck avait refusé d'accorder les compensations que nous réclamions sur le Rhin et que des exigences qui blesseraient le sentiment national des Allemands seraient repoussées. Ces correspondances avaient irrité sans convaincre. On n'admettait pas, en raison des immenses services que nous avions rendus à la Prusse et à l'Italie par notre attitude, qu'une part ne nous revînt pas dans les remaniements qui allaient s'opérer en Europe. On tenait le cabinet de Berlin pour lié par des engagements formels, car on se refusait à croire que le gouvernement eût laissé se dérouler les événements sans s'être prémuni. L'empereur, dans son manifeste du 11 juin, n'avait-il pas dit avec une absolue quiétude qu'il était assuré par les déclarations de toutes les cours engagées dans le conflit que, quel que fût le résultat de la guerre, aucune des questions qui nous toucheraient ne serait résolue sans notre assentiment? Il avait déclaré, il est vrai, que la France repoussait toute idée d'agrandissement territorial, mais il avait eu soin d'ajouter : « tant

que l'équilibre européen ne serait pas rompu », et il n'avait pas caché « qu'elle serait forcée de songer à l'extension de ses frontières si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance ».

Le désenchantement n'en fut que plus amer lorsqu'après la signature du traité de Prague, la triste vérité se révéla tout entière. Le doute n'était plus permis. La carte de l'Europe était profondément modifiée « au profit exclusif l'une grande puissance » et sans compensation pour la France. « La grandeur est une chose relative, disait M. Magne; un pays peut être diminué tout en restant le même, lorsque de nouvelles forces s'accumulent autour de lui [1]. » L'événement n'avait que trop vite justifié les prévisions de M. Thiers. L'empire de Charles-Quint que, depuis Marignan, nous avions mis deux siècles à couper en deux, se relevait à nos frontières, s'appuyant cette fois sur l'Italie au lieu de s'appuyer sur l'Espagne. L'œuvre laborieusement édifiée pièce à pièce par nos hommes d'État et nos hommes de guerre était compro-

1. Papiers des Tuileries.

mise inopinément sans que nous eussions tiré l'épée. Quelle responsabilité pour ceux qui avaient présidé à une telle politique! Et déjà l'Italie agrandie nous payait d'ingratitude, déjà la Prusse triomphante méditait notre démembrement! Le pays n'était pas préparé à de telles vicissitudes; il croyait sortir d'un rêve. La presse officieuse s'évertuait en vain à calmer les esprits en démontrant que le gouvernement ne s'était pas écarté de nos grandes traditions nationales, qu'il n'avait fait qu'exécuter la pensée de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV en arrachant l'Italie des griffes de la maison de Lorraine, notre ennemie séculaire : le sentiment public ne s'en irritait que davantage. Il se retournait contre l'empereur et s'attaquait à ses conseillers. Le silence n'était plus permis, l'heure des justifications était venue; le patriotisme indigné mettait le gouvernement en demeure de s'expliquer. Le 16 septembre paraissait, dans le *Moniteur officiel*, le manifeste de l'empereur que l'histoire retiendra sous le nom de circulaire La Valette.

On rompait ouvertement avec la politique de compensations dont M. Drouyn de Lhuys était le représentant convaincu. On apprenait à la France

déçue et attristée que l'empereur, en s'associant aux idées nationales qui travaillaient l'Italie et l'Allemagne, loin de trahir les intérêts du pays, les avait au contraire mieux compris que ses détracteurs; on lui disait que la politique devait s'élever au-dessus des préjugés étroits et mesquins d'un autre âge, que c'était une erreur de croire que la grandeur d'un pays dépendît de l'affaiblissement des peuples qui l'entourent, qu'on avait tort de s'émouvoir de la dissolution de la Confédération germanique, de l'agrandissement de la Prusse et de la constitution de la nationalité italienne. On proclamait la liberté des alliances. Oubliant la guerre glorieuse faite en Orient avec le concours de l'Angleterre et du Piémont et les coups qu'il avait portés à l'Autriche en 1859, sans que la Confédération germanique eût remué un homme ou un canon, l'empereur affirmait que, dans l'ancien état de choses, la France se trouvait gênée dans tous ses mouvements par d'habiles et perfides combinaisons territoriales, que la moindre difficulté sur la Meuse, sur la Moselle, sur le Rhin, ou dans le Tyrol, faisait retourner contre nous toutes les forces de la Sainte-Alliance, et que « la Confédéra-

tion germanique avec ses quatre-vingts millions d'habitants » soutenue par cinq places fortes, nous entourait d'un cercle de fer.

« La France, disait-il, en chargeant sa palette des plus sombres couleurs, n'avait alors aucune possibilité de contracter une alliance, et si elle avait pu maintenir la paix et se procurer une sécurité précaire, ce n'était qu'au prix de son effacement dans le monde. » Il s'indignait que l'opinion publique, par une sorte d'hallucination, s'obstinât à voir, non des alliés, mais des ennemis, dans les nations affranchies d'un passé qui nous avait été hostile. Il n'y a rien, affirmait-il, dans la distribution des forces européennes, qui puisse nous inquiéter. L'empereur Napoléon Ier prévoyait les changements qui étaient survenus lorsqu'il avait déposé le germe de nationalités nouvelles, en créant le royaume d'Italie, et en supprimant en Allemagne deux cent cinquante-trois États indépendants; il avait compris qu'une puissance irrésistible poussait les populations aux grandes agglomérations et condamnait les États secondaires à disparaître. Aussi Napoléon III jugeait-il qu'en face de l'accroissement prodigieux de la Russie et des États-Unis, il était de l'intérêt des

états du centre européen de ne pas rester morcelés. Il se refusait à préconiser la politique de conquête, mais il laissait percer ses arrière-pensées sur le Luxembourg et la Belgique, en disant que la France ne comprenait que l'annexion des populations ayant les mêmes mœurs et le même esprit national que nous. Il semblait, après un tel exposé des changements qui venaient de s'opérer à nos portes dans l'état territorial de l'Europe, que la France, débarrassée des traités de 1815, entourée de nations satisfaites, et certaine de leur reconnaissance, n'aurait plus dorénavant qu'à se consacrer, avec une absolue quiétude, au développement de sa prospérité intérieure. Mais le souverain, malgré la confiance qu'il affectait et les arguments qu'il invoquait pour rassurer le pays, partageait au fond les émotions que manifestait le sentiment public, si bien qu'il en arrivait à conclure qu'en face des graves enseignements qui ressortaient de la dernière guerre, il était de notre devoir de songer à la défense de notre territoire et de perfectionner sans délai notre organisation militaire.

On croit rêver en relisant de sang-froid, après nos revers, cette étonnante page d'histoire, mé-

lange d'idées napoléoniennes et d'aspirations cosmopolites. Tous les esprits éclairés prévoyaient comme l'empereur que la facilité des communications, l'échange incessant des idées, la solidarité des intérêts économiques feraient tomber peu à peu les préventions internationales, rapprocheraient insensiblement les peuples et qu'avec l'aide du temps et de beaucoup de liberté, il se produirait dans le monde une réaction salutaire contre les exagérations du militarisme. Mais la France n'avait pas donné mission à son gouvernement d'assurer prématurément le triomphe de ces tendances au détriment de sa propre grandeur; elle n'avait aucun intérêt à accélérer au profit exclusif de l'Italie et surtout de la Prusse la puissance irrésistible qui, disait-on, poussait les peuples à supprimer les États secondaires comme des rouages incommodes et à se constituer en grandes agglomérations. Il avait pu convenir à Napoléon Ier, pour justifier la désastreuse campagne de 1813, de prédire à l'Europe qu'avant peu elle serait cosaque, et à M. de Bismarck, pour nous amorcer, de faire de la Russie, dans ses entretiens de Biarritz, un colosse que la Prusse, forte et

ndépendante, serait appelée à contenir. Mais la France ne partageait aucunement ces inquiétudes. Elle voyait au contraire dans la grandeur de la Russie et des États-Unis un contrepoids précieux à la puissance de l'Allemagne et de l'Angleterre. Si Napoléon, dans l'intérêt de ses combinaisons, avait créé un royaume italien et fait une hécatombe de deux cent cinquante-trois souverains allemands, l'expérience avait démontré, en 1813 et 1815, qu'il avait méconnu ses propres intérêts aussi bien que ceux de la France; mais Napoléon était avant tout un conquérant, il ne bouleversait et ne remaniait le continent que pour satisfaire ses besoins de domination militaire. L'ancienne France n'existait pas pour lui, il était d'origine italienne, et d'ailleurs, avec des armées comme celles qu'il savait organiser, il pouvait à la rigueur ne pas tenir compte des lois et des nécessités de notre histoire. Il entendait assurer sa prépondérance, non par la persuasion, au moyen de congrès et d'arbitrages, mais par la force, et, lorsqu'il faisait litière des nombreuses souverainetés dont l'existence et le maintien avaient coûté tant d'efforts à notre vieille diplomatie, il détenait une partie de la rive gauche du Rhin,

il agrandissait la Bavière et le Wurtemberg aux dépens de l'Autriche, il créait le royaume de Westphalie aux dépens de la Prusse, et se constituait le grand protecteur de la Confédération du Rhin. Il n'était pas homme à sacrifier au sentiment et encore moins à s'en remettre au bon vouloir et à la bonne foi de ministres aventureux. Quand il convoitait une province, il avait une armée sous la main pour s'en emparer.

« L'empereur Napoléon III, a dit George Sand dans un portrait écrit sous l'émotion de 1870 et avec les ressentiments non effacés de 1852, eut un rêve de grandeur française qui ne fut pas d'un esprit sain, mais qui ne fut pas d'un esprit médiocre. Il n'avait point d'instruction réelle, mais beaucoup d'intelligence, les rudiments et même les éclairs d'un génie plutôt littéraire que philosophique et plutôt philosophique que politique. » C'étaient là, en effet, les traits caractéristiques de sa nature. Intelligent et bon, l'empereur, contrairement aux préceptes de Frédéric II, qui disait qu'un souverain doit avoir le cœur dans la tête, subordonnait sa raison aux élans de son cœur et de son imagination. Il se forgeait une Europe idéale et il obéissait à la

logique de son système en faisant, comme son oncle, litière du passé. Peu lui importaient les origines de la France et les causes qui avaient présidé à son développement. Ses vues rétrospectives ne s'étendaient pas au delà de la révolution de 1789. Il avait étudié César bien qu'il n'aspirât qu'au rôle d'Octave ; mais il avait négligé l'étude de nos archives nationales. Il s'était pénétré de la correspondance du chef de sa famille et du *Mémorial de Sainte-Hélène*, mais il n'avait médité ni le testament de Richelieu, ni les instructions que Mazarin et Louis XIV adressaient à leurs ambassadeurs. La guerre de Trente ans, qui domine toute notre histoire, car elle a fait la France et défait l'Allemagne, était sans enseignement pour lui. Il oubliait, ou ignorait, que la paix de Westphalie, préparée de loin par les alliances de François Ier et de Henri II avec les protestants allemands, nous avait permis pendant deux siècles, en vouant l'Allemagne à l'impuissance, de porter la guerre sur son territoire, de lutter contre des coalitions européennes, et de les vaincre parfois. Que l'Allemagne ait cherché à réagir contre un si long et si humiliant destin, on le comprend, mais qu'un souverain français

se soit prêté bénévolement à l'en relever, c'est ce que l'histoire ne saurait expliquer si elle ne se rendait pas compte de l'éducation première de l'empereur, des tendances fatalistes de son esprit, de sa nature sujette aux illusions, accessible aux idées généreuses, se livrant sans défense à ceux qui, pour le convaincre, savaient le circonvenir.

La parole de l'empereur, si écoutée dans les temps heureux, resta sans effet. Le charme était rompu ; on ne croyait plus à son infaillibilité. Les prophéties de Sainte-Hélène, le spectre de la Sainte-Alliance et de la coalition européenne, les aspirations et la reconnaissance des peuples, le colosse russe et le colosse américain, étaient des arguments démodés qui ne portaient plus. Les esprits étaient envahis par une inquiétude sourde que les déclarations optimistes du gouvernement ne parvenaient pas à dissiper. Il était évident pour tous que la politique impériale était débordée par les événements et qu'elle avait subi une de ces défaites dont on ne se relève plus.

La Prusse en faisait foi par ses hauteurs, et l'Italie, par la véhémence de son ingratitude. Ces deux puissances rendaient la tâche difficile à ceux qui avaient préconisé, soit dans les conseils

du gouvernement, soit dans la presse, la cause décevante des nationalités. Il en coûte, en face d'un mécompte, de reconnaître ses erreurs et d'en assumer sa part de responsabilité. L'empereur paya pour tout le monde. Ses fautes étaient indéniables, mais l'opinion publique faussée ne l'avait-elle pas poussé dans la voie fatale où il s'était engagé et la France, bien avant son avènement, n'avait-elle pas pris en main la cause de l'affranchissement des peuples? Ce sera son excuse aux yeux de l'histoire.

L'empereur n'ignorait pas le revirement de l'opinion contre lui. Une note secrète, trouvée dans les papiers des Tuileries, montre que son préfet de police le tenait fidèlement au courant des manifestations de l'esprit public et des appréciations sévères dont sa politique était l'objet. « De quelque côté que l'on regarde, disait M. Pietri, on se heurte à des inquiétudes sincères ou à des défiances qu'inspirent des hostilités ardentes. La partie agissante de la société accentue plus que jamais son opposition radicale et systématique. Elle seconde activement les hommes de parti, elle se complaît dans les attaques de la presse, elle va répétant que l'empire est atteint

dans son prestige extérieur, dans les garanties mêmes qu'il donnait à l'ordre social. Les masses ne sont pas encore gagnées par cette désaffection; mais ne faut-il pas craindre que, mobiles et impressionnables, elles ne suivent, à un moment donné, l'exemple des classes dirigeantes et ne leur prêtent pour une œuvre révolutionnaire leur concours? On demande ce que veut l'empereur, quelle est son action, quel est le but poursuivi par son gouvernement? On se plaint, ajoutait M. Pietri, de voir les pensées du chef de l'état paralysées par les intermédiaires, dans leur passage de la conception à l'exécution. La quiétude dans laquelle vivent les ministres amoindrit le profit qu'on pourrait tirer de leur valeur. La somnolence de leur sécurité pour leur situation éteint chez eux l'esprit d'initiative, l'activité dans la direction de leurs départements. »

Malgré l'intérêt et les enseignements que peut présenter l'histoire lorsqu'elle est racontée par ceux qui l'ont vécue, dégagés de tout esprit de parti, sans autre souci que l'amour du pays, on hésite à apprécier la politique du souverain que l'on a servi. Mais les hésitations tombent lorsque, certain d'ailleurs de ne manquer ni au

devoir de l'équité, ni au respect de l'infortune, on voit avec quelle sévérité des serviteurs dévoués, dans les lettres qu'ils adressaient à l'empereur, appréciaient l'inconséquence et les défaillances de son gouvernement.

L'empereur devait apprendre chaque jour davantage ce qu'il en coûte de se constituer le libérateur des peuples et de négliger pour l'Europe, dans une vue élevée sans doute, les intérêts vitaux de son propre pays. Partout où il portait ses regards, il voyait ses intentions méconnues. La Russie lui reprochait d'avoir manqué aux arrangements de Stuttgart; l'Angleterre, heureuse de nos déconvenues, le traitait en allié infidèle; le Danemark démembré lui apparaissait comme un remords; l'Autriche le considérait comme la cause de tous ses malheurs; la Prusse le persiflait, et l'Italie, pour laquelle il avait tant sacrifié, jetait le masque et lui causait d'amères déceptions.

Dès le lendemain de la guerre, le roi Guillaume lui révélait le fond de son cœur en annonçant aux chambres prussiennes les hauts faits de l'armée et les résultats de ses victoires. Il parlait de la guerre sans faire allusion à la neutra-

lité bienveillante observée par la France. Il passait sous silence la suspension d'hostilités, la convention d'armistice, et les préliminaires de la paix. Il affectait de ne pas dire un mot de l'œuvre désintéressée de notre médiation. Il parlait au contraire avec emphase des fruits qui devaient éclore de la semence sanglante, et avec orgueil de la mission de la Prusse, qui ne serait remplie entièrement que par la régénération de l'Allemagne. Ce langage n'était ni obscur ni équivoque : on ne pouvait s'y méprendre. On le ressentit péniblement à la cour des Tuileries. La presse prussienne rehaussait encore cette fière manifestation de la victoire par les commentaires les plus blessants. « La France, disait-elle, a toujours eu la prétention de nous être indispensable et de régler les affaires de l'Europe et surtout les nôtres. Nous venons de lui prouver que nous savons nous passer d'elle. Nous sommes aujourd'hui la première nation militaire du monde et nous voulons en profiter. Nous n'avons plus besoin de l'assistance de personne pour faire de la Prusse l'empire germanique qui confinera de la France à la Russie en absorbant tous les États de l'Allemagne. »

La Prusse, en procédant ainsi, méconnaissait une neutralité strictement observée, qui lui avait permis de dégarnir le Rhin et de jeter deux cent mille hommes de plus en Bohême. Elle oubliait que nous lui avions concédé l'alliance italienne, qui, pour elle, était une force et une sécurité ; elle manquait à l'engagement qu'elle avait pris en toute circonstance de ne rien modifier à l'état territorial de l'Allemagne sans notre assentiment et sans nous assurer des compensations équivalentes. Mais elle pouvait à certains égards motiver son attitude. Les discours de M. Thiers et les manifestations qu'il provoqua au Corps législatif étaient trop récents pour lui permettre de se faire illusion sur la cordialité de nos sentiments, et les attaques de notre presse depuis la guerre lui prouvaient que la France ne se réconcilierait pas de sitôt avec ses victoires et ses agrandissements. Elle savait que nous avions spéculé sur ses défaites et escompté par avance les victoires de l'Autriche et que notre diplomatie, après lui avoir laissé conclure une alliance avec le cabinet de Florence, s'était appliquée aussitôt à la lui enlever en demandant à la cour de Vienne de désintéresser l'Italie de la

guerre par la cession spontanée de la Vénétie. Elle n'ignorait pas que si, le 5 juillet, elle avait échappé à une intervention armée, c'était moins par notre respect pour la neutralité que par suite de notre impuissance. Elle n'en avait pas moins dû subir une médiation humiliante, s'arrêter devant les portes de Vienne, renoncer à la Saxe et accepter les préliminaires qui limitaient le bénéfice de ses victoires. Tout cela constituait, il faut bien le reconnaître, un ensemble de griefs qui expliquait, s'il ne les justifiait pas, les violences de la presse prussienne et les fins de non-recevoir que le cabinet de Berlin opposait aux revendications de l'empereur.

Notre politique ne faisait en somme que subir les conséquences de ses erreurs, car M. de Bismarck nous avait en vain priés et suppliés, avant de se jeter dans une lutte qui pouvait être fatale à son pays, de nous expliquer et de ne pas laisser aux hasards de la guerre le soin de régler les conditions de notre neutralité. Il nous arrivait ce qui déjà nous était arrivé en 1742. Louis XV avait dédaigné de sages avis ; il s'était refusé à écouter le maréchal de Noailles, qui lui écrivait : « Méfiez-vous de la Prusse, sa for-

tune n'est pas faite. » Il s'était, comme l'empereur, mépris sur la balance des forces de l'Europe; il s'était exagéré, trompé par les souvenirs du passé, la puissance de l'Autriche; il s'était laissé prendre comme lui « aux paroles veloutées » d'un politique réaliste et avait permis à la Prusse de s'emparer de la Silésie sans se prémunir contre son égoïsme. Aussi son ambassadeur, le marquis de Belle-Isle, fut-il éconduit lorsqu'il se présenta au quartier général de Neisse pour rappeler à Frédéric II ses promesses au milieu de son armée victorieuse, comme M. Benedetti, l'ambassadeur de l'empereur, devait être éconduit, lorsqu'à Nikolsbourg, s'appuyant sur de simples assurances verbales, il venait revendiquer des provinces allemandes. En 1742, une politique imprévoyante avait permis à la Prusse de jeter les premiers fondements de sa grandeur future : les mêmes fautes devaient lui permettre, en 1866, de couronner l'œuvre commencée par Frédéric II.

Mais si les violences de la Prusse victorieuse, à qui l'on réclamait Mayence, s'expliquaient, celles de l'Italie, qui était défaite, et à laquelle on offrait Venise, étaient sans excuse. Depuis

plus de cinquante ans, elle n'avait pas cessé d'être l'objet de nos plus ardentes sympathies. Nos poètes la chantaient, nos artistes se prosternaient devant ses chefs-d'œuvre; nos historiens glorifiaient son passé et nos orateurs comme nos publicistes n'avaient cessé de prendre en main la cause de son indépendance. Tous nos gouvernements, la monarchie de Juillet, la république de 1848, même la Restauration, lui avaient donné des marques efficaces de leur active bienveillance. L'empereur en avait fait le pivot de sa politique; il avait combattu pour elle en 1859, et c'était pour lui donner Venise qu'il avait laissé la guerre s'engager en Allemagne. Sans doute il avait eu tort de vouloir imposer un titre de plus à sa reconnaissance en l'obligeant à accepter de ses mains, alors qu'elle était trahie par le sort des armes, la Vénétie, qu'elle n'entendait devoir qu'à sa vaillance. Mais s'il avait péché, c'était par excès de sollicitude pour l'accomplissement de ses destinées. Il avait voulu, se préoccupant plus encore de ses intérêts que de ceux de la France, la garantir contre toutes les mauvaises chances de la guerre. Et l'Italie, qui certes n'eût pas refusé Venise si la Prusse avait subi des

défaites, nous outrageait, se disant atteinte dans son honneur! Au quartier général de Nikolsbourg, elle consacrait tous ses efforts à contrecarrer l'action de notre diplomatie, à empêcher la Prusse de signer un armistice; elle nous faisait perdre, en ne s'inspirant que des considérations les plus égoïstes, tous les avantages que nous étions en droit d'attendre de la guerre; elle causait à notre politique un préjudice irréparable. Napoléon III n'avait pas médité Machiavel. « Se prêter à l'agrandissement de ses voisins, disait cet habile homme, c'est préparer son propre amoindrissement. »

L'affranchissement de l'Italie était sans doute une idée généreuse. On comprend qu'elle ait passionné la France. Mais il est des conceptions qui, bien que grandes et généreuses, ne se concilient pas avec la raison d'État. Ériger en système une idée fausse et, pour la réaliser, la pousser avec un funeste parti pris jusqu'à ses dernières conséquences, c'est conspirer contre ses propres intérêts. Le vieux prince de Metternich déclarait, après le congrès de Paris, où l'empereur se montra si sage et si modéré, qu'il était « la raison cristallisée ». Mais, deux ans plus tard,

en le voyant à Plombières s'engager avec M. de Cavour, il disait : « L'empereur a encore de belles cartes en main, mais l'empire révolutionnaire périra sur l'écueil italien. »

III

LA COUR A COMPIÈGNE.

La cour se trouvait à Compiègne à la fin du mois de novembre. Les chasses et les fêtes se succédaient ; on s'efforçait d'oublier Sadowa et les angoisses patriotiques qui l'avaient suivi. On se flattait que, sous le coup des premières émotions, on s'était exagéré la portée des événements; on croyait que rien n'était changé dans le monde, que le prestige de l'empereur n'avait subi aucune atteinte, qu'il resterait comme par le passé l'arbitre écouté de l'Europe. Il est de fait qu'à Compiègne rien n'était changé : c'était la même étiquette, les mêmes visages toujours souriants et aussi les mêmes ambassadeurs empressés et

obséquieux, toujours appliqués à entretenir le souverain dans de funestes illusions. Mais pour les esprits clairvoyants, l'empire commençait à chanceler sur ses bases : *Something is rotten in the state of Denmark*, disait Marcellus à Horatio. L'empereur était taciturne et songeur; il n'intervenait plus, comme il le faisait si volontiers jadis, dans les causeries auxquelles présidait l'impératrice et dans les distractions qu'elle ménageait à ses hôtes. La foi aveugle qu'il avait en son étoile s'affaiblissait de plus en plus. Il ne demandait plus au destin, qui lui avait départi tant de faveurs, que de le laisser remettre à flot sa politique désemparée. Il bornait son ambition et sa tâche à réparer les fautes commises et à prémunir son pays, par la réorganisation rapide de l'armée et l'habileté de sa diplomatie, contre les éventualités inquiétantes de l'avenir.

Malheureusement, la fortune ne revient pas à ceux qui en ont abusé. Il est d'ailleurs des fautes irrémédiables, ce sont celles qui touchent aux conditions vitales d'un pays. Un gouvernement peut, à la rigueur, dilapider les deniers de l'État, supprimer les libertés, et même désorganiser l'administration; il suffit d'un gouvernement

réparateur pour reconstituer les finances et substituer à l'arbitraire la liberté. Mais lorsque, sous l'influence d'idées fausses et préconçues, un souverain a méconnu les intérêts qui ont assuré à un pays sa force et sa grandeur, l'habileté d'un homme, la sagesse d'un gouvernement ne suffisent plus pour réagir contre les événements, et, pour reconquérir la situation perdue, il faut alors non seulement le patriotisme de nombreuses générations et les inspirations heureuses de grands politiques et de grands capitaines, mais aussi des conjonctures extraordinaires, comme celles dont M. de Cavour et M. de Bismarck ont su tirer un si merveilleux parti, et dont l'histoire n'avait pas encore donné d'exemple.

Tandis qu'à Compiègne on ne se préoccupait que de l'heure présente, la diplomatie de l'empereur veillait au dehors ; elle avait le sentiment du danger, elle ne quittait pas des yeux M. de Bismarck, elle le suivait pas à pas dans ses évolutions, elle relevait ses actes et commentait les manifestations de sa pensée. Le 21 novembre, au sortir du conseil, M. de Moustier recevait de Francfort une dépêche d'une gravité exceptionnelle. Elle apprenait au gouvernement de l'empe-

reur que M. de Bismarck avait su arracher aux ministres de Bavière, de Wurtemberg, de Bade et de Darmstadt au moment de la signature de la paix, des traités d'alliance offensive et défensive, qui mettaient en cas de guerre toutes leurs forces militaires à la disposition et sous les ordres du roi de Prusse. Voici ce qu'écrivait notre consul général au sortir d'un entretien qu'il avait eu avec un ministre étranger de ses amis, accrédité dans le Midi de l'Allemagne.

« Je vous ai demandé hier, en vous annonçant que j'avais pris possession de mon poste, de vouloir bien me laisser le temps de m'orienter et de me reconnaître dans cette Allemagne que j'ai connue fédérale sous la présidence de l'Autriche et que je retrouve, après cinq années passées à Turin et à Constantinople, bouleversée de fond en comble sous la domination militaire de la Prusse. Je ne pensais pas, en vous demandant crédit, que, quarante-huit heures après mon arrivée, j'aurais le triste devoir d'apprendre au gouvernement de l'empereur que l'œuvre de sa médiation, avant même d'être consacrée par le traité de Prague, était déjà transgressée... M. de X..., avec la persévérance et l'esprit d'investigation

qui caractérisent ce diplomate, est arrivé peu à peu, frappant à toutes les portes et procédant à la façon d'un juge d'instruction, à réunir tout un faisceau de preuves qui ne sauraient laisser aucun doute sur l'existence de traités secrets d'alliance offensive et défensive que la Prusse aurait imposés successivement aux quatre cours méridionales. C'est par voie d'affirmation qu'il a procédé, se servant des propos et des confidences des uns pour arracher des aveux aux autres. Le ministre des affaires étrangères de Bavière, m'a-t-il dit, a rougi, le ministre de Wurtemberg a balbutié, le ministre de Bade n'a pas nié, et celui de Hesse a tout avoué. — D'après M. de X..., ces traités, dont l'existence ne saurait plus être mise en doute, seraient la reproduction d'une partie de la convention qui a servi de type aux États du Nord, et la Prusse se réserverait d'y ajouter, *lorsqu'elle n'aura plus à ménager la France*, les clauses qui lui assureront le commandement suprême et qui stipuleront en même temps la transformation des armées du Midi sur le modèle de sa propre organisation. »

Ainsi le traité de Prague, l'œuvre de notre médiation, était secrètement déchiré dans une

de ses dispositions essentielles avant même d'être signé, et la ligne du Mein, la limite marquée aux aspirations allemandes, et qui devait nous permettre un jour « de stipuler pour notre alliance le prix que nous jugerions convenable », était militairement franchie.

Le coup était aussi rude qu'inattendu. Il projetait une lueur menaçante sur nos futurs rapports avec la Prusse. Nous y étions d'autant moins préparés, que M. de Pfordten, au moment où il aliénait l'indépendance de la Bavière, poussait la duplicité jusqu'à implorer notre intervention, et que, deux jours après la signature de la paix, il nous remerciait avec effusion de l'assistance efficace que nous lui avions prêtée. Nous étions les dupes d'une comédie imaginée et mise en scène pour mieux détourner nos soupçons et déjouer la vigilance de notre diplomatie. Non seulement le ministre prussien avait inspiré les protestations mensongères du ministre bavarois, mais il s'était appliqué à nous en confirmer la sincérité : « Sans votre intervention, nous avait-il dit, les cours du Midi ne s'en seraient pas tirées à si bon compte. » Le moment n'était pas venu encore de nous mettre face à face avec la réalité.

Un instant il fut question d'interpeller M. de Goltz. La démarche était grave, elle pouvait entraîner un conflit. Pour la risquer, il aurait fallu disposer d'au moins 300,000 hommes, et l'on n'improvise ni des armées ni des généraux initiés à la stratégie moderne. On préféra gagner du temps. La temporisation est souvent une habileté; cette fois, elle était une nécessité. La dépêche révélatrice fut transmise à nos légations en Allemagne. On espérait secrètement qu'elle serait démentie. Elle ne fut ni démentie ni confirmée. L'ambassade de Berlin, seule, sans opposer des dénégations absolues, émettait des doutes. Il lui en coûtait de croire à tant de perfidie. On en conclut que les informations venues de Francfort pouvaient bien être marquées au coin de quelque exagération, et que si des liens étaient réellement contractés entre le Nord et le Midi, ils ne devaient pas avoir le caractère qu'on leur prêtait. L'idée de la triade allemande qui plus tard, en un jour d'optimisme, devait à la tribune du Corps législatif se transformer en la théorie des trois tronçons, nous était chère. Elle avait présidé à notre politique danoise et, en prenant corps dans le traité de Prague, elle constituait le bénéfice

le plus clair de notre médiation. L'Allemagne divisée en trois groupes distincts était un gage certain pour notre sécurité et un moyen précieux pour nous faciliter le jeu des alliances. Il nous était dur de renoncer à un résultat chèrement acheté au prix du démembrement de la monarchie danoise et de la dissolution de la Confédération germanique. On pouvait espérer d'ailleurs que les cours méridionales, placées entre la France et l'Autriche, qui avaient un intérêt égal à ne pas laisser transgresser les stipulations de Prague, chercheraient par la force des choses, une fois dégagées de l'étreinte du vainqueur, à échapper à l'absorption de la Prusse et à défendre leur autonomie.

L'empereur se flattait que son armée serait réorganisée et ses alliances assurées en temps opportun pour entraver les projets du cabinet de Berlin et le forcer à transiger avec nos intérêts. D'ailleurs le passage de la ligne du Mein n'avait rien d'imminent, en présence des haines et des rancunes que les violences de la Prusse avaient provoquées au nord et au midi. Il était permis de se faire illusion sur les sentiments de l'Allemagne. A aucune époque de son histoire, elle

n'avait offert, au sortir de ses luttes, le spectacle de divisions et d'animosités aussi profondes qu'au lendemain de la guerre de 1866. Ce n'étaient partout que des colères et des imprécations. Les vaincus maudissaient le vainqueur et récriminaient les uns contre les autres. La Saxe reprochait à la Bavière d'avoir cédé à des calculs perfides en n'accourant pas à son secours. La Bavière accusait l'Autriche d'avoir déclaré la guerre sans être prête et sans lui avoir laissé le temps d'achever ses préparatifs. Les Hanovriens disaient que le prince Alexandre de Hesse, en restant à Francfort, impassible avec son corps d'armée, les avait perfidement laissé écraser à Langensalza. Le Wurtemberg parlait avec amertume des connivences coupables du gouvernement badois et du prince Guillaume avec l'ennemi commun, et l'Autriche, persuadée qu'elle avait été trahie par tous ses alliés, les abandonnait tous, sauf la Saxe, à la vindicte de la Prusse. Le gouvernement prussien, loin de se sentir désarmé par le spectacle de ces misères et de s'attendrir sur le sort de ses anciens confédérés, n'écoutait que ses ressentiments et sa seule pensée était de prendre tout ce qu'il était possible

de prendre. Fidèle aux traditions de Frédéric le Grand, il ne s'appliquait qu'à organiser, à centraliser la Prusse, réservant à sa diplomatie et aux chances heureuses d'une nouvelle guerre le soin de compléter l'œuvre de l'unification générale et absolue. Il savait que ce n'est pas en subordonnant la raison d'État au sentiment, ni en guerroyant pour des idées généreuses que les empires fondent ou conservent leur prépondérance. Aussi poursuivait-il son but avec une implacable obstination, persuadé que si les procédés violents et arbitraires soulèvent momentanément et à juste titre la conscience publique, les générations futures ne s'arrêtent que devant la grandeur de l'œuvre, sans se préoccuper des moyens mis en jeu pour l'accomplir ni des sacrifices et du sang qu'elle a pu coûter.

II

LE RETOUR
DE M. DE BISMARCK A BERLIN
LES ENTRETIENS DE M. DE BISMARCK
AVEC M. BENEDETTI

IV

LE RETOUR DU COMTE DE BISMARCK DE VARZIN.

On était à la fin de novembre ; M. de Bismarck n'avait pas reparu à Berlin depuis les premiers jours du mois de septembre. Sa santé était sérieusement compromise ; il souffrait de varices aux jambes son estomac était délabré, et son système nerveux profondément ébranlé. Sa forte constitution n'avait pu résister à la vie fièvreuse qu'il avait menée, à la tension continue de toutes ses facultés. Son énervement était extrême, au point qu'on se demandait si jamais il retrouverait les forces nécessaires pour mener à bonne fin l'œuvre si glorieusement commencée. Depuis son départ, tous les rouages du gouvernement,

que compliquaient l'annexion des nouvelles provinces et la création de la Confédération du Nord, avaient peine à jouer. Il semblait que la tâche qu'on avait entreprise eût dépassé le but et qu'on eût trop auguré de la force d assimilation de la Prusse. On allait jusqu'à regretter et à considérer comme une faute l'annexion du Hanovre en face de l'hostilité violente et irréconciliable de ses populations. Tout était suspendu. La politique extérieure marchait à la dérive, sans boussole ; les fils en étaient sinon rompus, du moint enchevêtrés. Les influences les plus diverses s'exerçaient autour du roi, les rivalités s'accentuaient. Déjà tout bas on commençait à se préoccuper du remplacement du premier ministre ; M. de Savigny et M. de Goltz se disputaient sa succession ; lorsque M. de Bismarck rentra brusquement en scène. Son apparition à la chambre fut un coup de théâtre ; elle fut aussi un triomphe. Pour lui, la roche Tarpéienne avait précédé le Capitole.

M. Benedetti avait repris possession de son poste le 15 novembre. Il avait retrouvé Berlin en liesse, savourant les joies de la conquête. « Je ne connais pas de plaisir plus grand pour un mortel, disait Frédéric II, que de joindre des

domaines interrompus pour faire un tout de ses possessions. » On semblait avoir oublié, en apparence du moins, l'intervention française qui, à Nikolsbourg, avait marchandé à la Prusse le bénéfice de ses victoires, car le roi envoyait à notre ambassadeur, pour sa bienvenue, la plus haute de ses distinctions : le grand cordon de l'Aigle noire. M. Benedetti allait renouer ses relations avec le président du conseil dans des conditions toutes nouvelles. Sa tâche n'était pas enviable; les rôles étaient intervertis, nous n'avions plus rien à offrir, mais tout à demander. Bien des événements avaient surgi depuis les derniers entretiens du ministre prussien et de l'ambassadeur de France. L'Orient était troublé, et à Rome il s'était produit un incident qui ne pouvait nous laisser indifférents. On avait appris que M. Harry d'Arnim, qui a acquis depuis une si grande notoriété, avait offert au pape spontanément, au nom de son souverain, l'hospitalité en Allemagne. La politique prussienne, si effacée jusqu'alors à Rome, s'était affirmée subitement d'une manière imprévue et désobligeante pour notre influence. C'était le premier choc de deux politiques, désormais rivales, sur un terrain

étranger à l'Allemagne, où jamais elles ne semblaient devoir se rencontrer. On pouvait se demander si le gouvernement prussien n'allait pas partout en Europe se poser l'égal de la France et contrecarrer son action.

Interpellé par M. Benedetti, M. de Thile répondit que M. d'Arnim n'avait reçu aucune instruction spéciale et que rien dans ses dépêches les plus récentes n'indiquait qu'il eût fait la démarche qu'on lui prêtait. M. de Thile se conformait à son rôle. Sa tâche, comme en 1870, était de tout ignorer et de tout nier. « Je suis l'esprit qui nie », disait Méphistophélès. Mais l'incident avait trop de gravité pour n'être pas approfondi; d'ailleurs on était fixé, c'était du pape lui-même qu'on avait appris l'offre qui lui avait été faite par M. d'Arnim. Peu de jours après, M. de Thile, questionné à nouveau, dut revenir sur ses dénégations; il reconnut, après plus ample informé, que M. d'Arnim, en entendant le pape se plaindre de la situation dépendante et précaire qui lui était faite, lui avait, en effet, de son propre mouvement, en prévision de son départ de Rome, offert un refuge dans les États du roi.

La politique a ses mécomptes, mais il en est

qu'un gouvernement ressent tout particulièrement l'offre faite au pape par l'ambassadeur de Prusse était de ce nombre. Le gouvernement de l'empereur avait été touché au vif dans une de ses fibres les plus sensibles. Il ne reprit contenance qu'au retour de M. de Bismarck. Il apprit alors que M. d'Arnim n'avait agi que sous l'influence ultramontaine de son beau-frère, M. de Savigny [1], et que le premier ministre, loin d'approuver la sollicitude insolite témoignée au pape par l'ambassadeur du roi, s'était plaint vivement de la déviation regrettable que l'on avait fait subir à sa politique pendant son absence. L'heure n'était

1. M. de Savigny, d'origine française et descendant d'une famille réfugiée en Prusse après la révocation de l'édit de Nantes, s'était converti au catholicisme. I avait vécu longtemps à Paris et conservait un vif souvenir des relations qu'il y avait contractées dans le monde doctrinaire et particulièrement de ses rapports avec M. de Montalembert. Il recherchait notre diplomatie par inclination autant que par calcul. Il s'appliquait à la familiariser avec l'idée d'une grande Prusse. Comme politique, il était de l'école de M. de Bismarck, il soutenait les mêmes thèses avec moins de verve, mais avec plus de charme; il excellait dans l'art de persifler et de discréditer les petits souverains de la Confédération, et à Francfort, à la veille de la guerre, il prouva au sein de la diète qu'il savait aussi, par des traits incisifs, les pousser aux résolutions extrêmes. Mais tout habile et tout spirituel qu'il fût, il n'était pas exempt de faiblesses; enclin à la vanité, il était d'une susceptibilité maladive. M. de Bismarck connaissait ses travers; tant qu'il trouva en lui un auxiliaire

pas venue pour la Prusse de s'affirmer au dehors, elle était en pleine gestation intérieure, et le moment était mal choisi pour irriter l'Italie et ajouter aux ressentiments de la France par des manifestations sans objet contraires à ses traditions. Tout lui commandait, tant qu'elle n'aurait pas digéré ses nouvelles provinces et réorganisé son armée, de faire oublier ses violences et agréer par l'Europe la transformation qu'elle poursuivait en Allemagne.

M. de Bismarck était un grand charmeur; il n'eut pas de peine à nous calmer; on rassure aisément ceux qui ne demandent qu'à être rassurés. Il savait que M. de Moustier, comme tous ceux de nos ambassadeurs qui ont passé à Constantinople, s'exagérait volontiers la portée de nos intérêts en Orient; il nous parla Turcs et Can-

utile, il fit semblant de les ignorer; mais le jour où il put le soupçonner de convoiter le titre de chancelier de la Confédération du Nord, il s'appliqua à l'exaspérer et à le pousser à bout. M. de Savigny donna sa démission avec un tel éclat, que le roi dut l'abandonner comme il abandonna plus tard son beau-frère, M. Harry d'Arnim, au ressentiment de son ministre. A quelques jours de là, M. de Bismarck répondait à M. de Schleinitz, qui le félicitait de sa présidence : « Vous pouvez me féliciter doublement, car non seulement je suis chancelier, mais j'ai encore la bonne fortune d'être débarrassé de Savigny ! » Ce fut l'oraison funèbre de vieilles relations et de bien des services rendus.

diotes. Les pacifier et les réconcilier était d'après lui le grand intérêt du moment. Il importait de conjurer le démembrement de l'empire ottoman et de préserver la paix du monde. La Prusse nous seconderait dans cette grande tâche et réglerait son pas sur le nôtre. Comment, après de telles assurances, mettre en doute le désir sincère de M. de Bismarck de nous réconcilier avec le passé et de nous donner pour l'avenir des gages certains de ses bonnes dispositions? Il avait évité, il est vrai, de s'expliquer sur l'Allemagne; mais si de ce côté la situation restait obscure, l'horizon s'était du moins éclairci du côté de l'Italie et de l'Orient. Le péril présent était conjuré, on n'en demandait pas davantage.

Les rapports qui arrivaient d'Allemagne semblaient confirmer les tendances conciliantes du cabinet de Berlin, avec des réserves toutefois au sujet de ses armements.

« M. de Bismarck, depuis son retour de Varzin, écrivait-on de Francfort, semble vouloir imprimer un temps d'arrêt à sa politique d'expansion, trop vigoureusement accentuée pendant son absence. Les hommes politiques les plus entreprenants éprouvent parfois le besoin de se recueillir. On com-

prend, du reste, que le premier ministre du roi de Prusse, tout impatient qu'il soit de réaliser son œuvre, s'arrête hésitant dans sa marche lorsqu'il voit l'Autriche se relever sous une direction habile et énergique plus vite qu'il ne l'espérait, et que sa diplomatie attentive lui signale à Pétersbourg des dispositions marquées à s'entendre avec la France sur la question orientale, et que, même à Florence, se manifestent des symptômes de réaction contre ses tendances. Les résistances qu'il rencontre à l'intérieur lui commandent d'ailleurs une grande circonspection au dehors. Il s'agit de resserrer sans perte de temps et de rendre indissolubles les liens qui viennent d'être contractés au nord sous l'empire de la violence et au sud sous le sentiment d'une crainte irréfléchie, avant que l'Europe ait le temps de se reconnaître. Se servir de la France comme d'un épouvantail, ou bien représenter le cabinet de Berlin et le cabinet des Tuileries unis dans les rapports les plus confiants, sont les moyens dont le gouvernement prussien fait usage tour à tour et toujours avec succès. Son intérêt semble lui conseiller aujourd'hui d'affecter la modération et d'éviter tout ce qui pourrait porter

atteinte aux susceptibilités de la France. Tout indique, ses manifestations officielles aussi bien que le langage des journaux qu'il inspire, que son attention exclusive se reporte sur la Confédération du Nord et que, loin d'encourager les États du Midi, il leur recommande de s'armer de patience et de laisser au temps et à des conjonctures plus favorables, après s'être toutefois organisés militairement, le soin de terminer l'œuvre dont dépend le salut de l'Allemagne.

» On accepterait volontiers ces assurances tranquillisantes comme l'expression sincère de la pensée prussienne, sans le fait des armements qui, loin d'être ralentis, semblent être poussés chaque jour avec plus de vigueur. Il est vrai que, sans nier ces armements, ce qui serait difficile, on cherche à en atténuer la portée en leur prêtant un caractère purement défensif et en insistant sur la nécessité d'adopter un système uniforme pour tous les contingents formant la Confédération du Nord. Je ne voudrais pas amoindrir pour ma part la valeur de ces explications; mais il est impossible à l'observateur le plus modéré de n'être pas frappé de la précipitation avec laquelle s'exécutent des commandes hors

de toutes proportions pour l'armée régulière d'un gouvernement fort de son désintéressement et d'un pays qui n'aurait d'autre pensée que celle de la défense[1]. »

M. Benedetti n'était pas indifférent au sort des Candiotes, mais la sollicitude qu'ils lui inspiraient n'allait pas jusqu'à lui faire oublier les pourparlers du mois d'août ; il lui tardait de savoir si les projets d'alliance qu'il avait concertés avec M. de Bismarck étaient arrivés à maturité. L'entretien eut lieu le 3 décembre. M. de Bismarck n'avait pas son entrain habituel ; il était visiblement contrarié de l'interrogatoire. Il protestait de ses dispositions personnelles à l'égard des deux conventions, celle du Luxembourg aussi bien que celle de la Belgique, mais il ignorait encore ce qu'en pensait le roi : l'occasion lui avait manqué pour le préparer, il allait s'y appliquer. Toutefois, il ne cachait pas que le prince royal l'avait interpellé en lui disant : « On parle d'une alliance avec la France : contre qui est-elle dirigée ? Je ne sache pas que l'Autriche et la Russie soient en état de nous menacer. » Le

1. Dépêche de Francfort.

ministre prétendait qu'il s'était borné à des réponses évasives, mais comment le prince avait pu être informé des négociations, alors que le roi était censé les ignorer encore, c'est ce qu'il n'expliquait pas. Quoi qu'il en fût, le secret qu'on s'était promis réciproquement avait été violé. Le fait était regrettable et symptomatique. L'ambassadeur tenait à savoir si le prince s'était montré hostile à l'alliance : « Il craint, répondit M. de Bismarck, qu'une alliance entre nos deux pays ne désoblige le gouvernement de sa belle-mère. »

Il était évident que loin d'avancer on avait reculé. M. Benedetti voulut en avoir le cœur net, il insista sur la nécessité de prendre une résolution. M. de Bismarck lui promit de ne rien négliger pour se mettre promptement en mesure de lui répondre. « Mais je m'attends, écrivait M. Benedetti à M. de Moustier, à des lenteurs calculées, contre lesquelles je réclamerai votre concours. J'irai avec prudence, mais vous penserez comme moi qu'il est nécessaire de pénétrer sans plus de retards les véritables intentions de la cour de Berlin, et que, si nous ne devons rien brusquer, nous ne saurions non

plus continuer des pourparlers destinés à rester sans résultat. »

C'était un fâcheux début. Ce n'est pas ainsi que procèdent les gouvernements qui poursuivent une alliance commandée par les intérêts de leur politique. Tout dans leur attitude, leur empressement, la cordialité de leurs explications, témoigne du prix qu'ils y attachent. On tient les fers au feu ; on ne fait pas le mort pendant trois mois ; c'est à Paris qu'on expédie le général de Manteuffel et non pas à Pétersbourg, et quand l'alliance à laquelle on travaille ne peut avoir qu'un but, la paix, on ne procède pas à des armements qui préparent la guerre. L'attitude équivoque du premier ministre devait donner à penser au gouvernement impérial. Il était temps encore pour lui de revenir sur ses pas et de s'en tenir à la politique expectante. C'était l'avis de M. Benedetti, et c'était le sentiment de M. de Moustier. Il est des préfaces qui disposent mal en faveur d'un livre. Mais l'empereur était sous le charme de M. de Goltz, il croyait à son dévouement et à sa sincérité ; il s'exagérait son influence à Berlin, comme il s'exagérait celle de M. Nigra à Florence. Or M. de Goltz affirmait

que rien n'était compromis, qu'il suffirait de tempérer le zèle de M. Benedetti, qui, au lieu de laisser au président du conseil le temps de se retourner et de préparer le roi, le poussait l'épée dans les reins.

L'axe de la politique européenne était violemment déplacé depuis la bataille de Sadowa ; s'il ne passait pas encore à Berlin, il ne passait plus par Paris. L'empereur se refusait à le reconnaître, il persistait à croire que l'alliance française s'imposait à la Prusse victorieuse et résolue désormais à ne chercher son point d'appui que dans le sentiment national. Il ne se doutait pas que, grisée par ses succès, pleine de confiance dans ses hommes de guerre et dans son armement, elle entendait se passer du bon vouloir de son voisin et exploiter à son profit des ressentiments qui n'étaient plus un danger pour elle. Il poussait la méconnaissance de la politique prussienne jusqu'à lui demander d'adhérer à un projet de convention qui nous eût permis de nous dégager des difficultés italiennes, en substituant aux garanties que la convention du 15 septembre assurait au gouvernement pontifical celles de toutes les puissances européennes. L'occasion était

toute trouvée. Il ne dépendait que de notre futur allié de nous donner un gage manifeste de ses bonnes dispositions. Mais, loin de nous seconder, M. de Bismarck désavoua M. de Goltz, qui « pendant son absence, disait-il, sous l'inspiration de M. de Savigny, s'était étrangement trompé en contribuant à entretenir des espérances qu'il serait difficile de réaliser ». Il ne se souciait pas de nous tendre la perche, il avait au contraire le plus grand intérêt à détourner notre attention de l'Allemagne, à nous laisser aux prises avec le pape, qui nous reprochait de le livrer aux Italiens, et avec le cabinet de Florence, qui s'irritait des obstacles que nous opposions à ses revendications nationales.

Il manquait à la politique impériale une qualité essentielle, le « bon sens européen », cette faculté précieuse qui permet aux hommes d'État de se rendre un compte exact des intérêts des autres pays et des nécessités qui en découlent pour leurs gouvernements.

M. Benedetti recevait l'ordre d'attendre et d'observer. Le rôle d'observateur ne laissait pas que d'être pénible pour la diplomatie française. Elle assistait à la destruction de la vieille Alle-

magne ; elle regrettait le passé et appréhendait l'avenir ; ses correspondances étaient chagrines ; elle signalait chaque jour des infractions nouvelles au traité de Prague, elle rappelait au gouvernement de l'empereur qu'on armait aux portes de la France. « Les approvisionnements et les munitions s'accumulent dans les places fortes, écrivait-on de Francfort, les travaux sont poussés dans les arsenaux avec une activité fébrile, les crédits sont dépassés, tout ce qui rentre au Trésor passe aux dépenses militaires. On organise la landwehr dans les nouvelles provinces, et on la réorganise dans les anciennes. Suivant les données les plus récentes, les forces totales de la Confédération du Nord sur le pied de guerre s'élèveront à huit cent quatre-vingt-douze mille hommes et, en y ajoutant les contingents du Midi, on obtiendrait un total de un million cent mille hommes et de vingt-quatre mille cent officiers, tandis que la France ne pourrait mettre sur pied de guerre que quatre cent seize mille hommes, tous les dépôts compris. J'ajouterai qu'on médite un nouveau plan de mobilisation, que déjà l'on dresse les listes et les tableaux relatifs aux réserves, à la

landwehr et aux chevaux et qu'on se propose de les communiquer, dès qu'ils seront prêts, aux autorités qui participent au recrutement. On veut qu'en cas d'une mobilisation ordonnée par le roi, tout le monde soit prêt et que, du général en chef au sergent-major et du président de province au secrétaire d'arrondissement, personne n'ignore le concours qu'il aura à prêter pour que tous les rouages de l'armée entrent en mouvement dès que le mot de mobilisation sera prononcé. On espère qu'avec ce nouveau plan, l'armée entière pourra être mobilisée en douze jours et concentrée quelques jours après. On pourrait alors, au premier signal, jeter plus de deux cent mille hommes sur nos frontières. Ambitieuse et réfléchie, la Prusse a été la première à se rendre compte de la transformation qu'a subie de nos jours l'art de faire la guerre et à comprendre que désormais, avec les chemins de fer et les télégraphes, une campagne sera nécessairement courte; que le succès dépendra de deux ou trois batailles décisives, e tque l'avantage restera à celui qui aura su le plus vite jeter sur un point donné les forces les plus considérables. Aussi son attention se rapporte-t-elle tout entière sur

les chemins de fer comme sur un des agents principaux de la stratégie moderne... On calcule que, sur les lignes allant de l'est à l'ouest, on pourrait expédier par jour, sans suspendre les convois de voyageurs et de marchandises, douze trains militaires dans une direction et douze dans l'autre et que quatre-vingt-dix-huit trains suffiraient au transport d'un corps d'armée. La Prusse veut évidemment pouvoir, le cas échéant, nous gagner de vitesse; elle espère compenser la supériorité qu'elle reconnaît au soldat français par la rapidité de ses mouvements et par la force numérique. Elle se flatte qu'en arrêtant ses combinaisons à l'avance et non pas sous le coup des événements, elle pourra s'assurer tous les avantages de l'offensive et porter la guerre sur notre territoire [1]. »

Du reste, les questions militaires étaient en ce moment à l'ordre du jour. L'Europe présentait l'aspect d'un arsenal. Tout le monde fondait des canons et fabriquait fiévreusement des fusils à aiguille. L'Angleterre ne résistait pas à l'entraînement général; elle armait sur terre et sur mer,

1. Dépêche de Francfort.

elle fortifiait ses côtes, elle mettait Malte et Gibraltar en état de défense. Les résultats foudroyants de la guerre de Bohême étaient un enseignement pour tous les gouvernements, ils étaient une révélation pour la Prusse elle-même. Ses généraux, bien que pénétrés de la supériorité de leur armée, ne s'étaient pas doutés de la puissance irrésistible de son organisation et de son armement. Ils ne cachaient pas au baron Stoffel, notre attaché militaire, combien ils en étaient étonnés et émerveillés. Mais ce qu'ils ne lui disaient pas, c'est que déjà ils tiraient parti des expériences de la campagne pour perfectionner l'instrument qui leur avait valu la victoire et pour l'élever au niveau de plus ambitieux desseins. Ils paraissaient au contraire avoir rapporté des champs de bataille de la Bohême la plus vive répugnance pour la guerre. Ils protestaient à l'envi de leurs sentiments pacifiques, ils disaient qu'il faudrait à la Prusse de longues années pour digérer ses conquêtes, pour refaire son artillerie dont les canons avaient l'inconvénient d'éclater, et donner à l'armée, par l'assimilation des contingents annexés et confédérés, un caractère uniforme. Telles étaient les impressions que le baron

Stoffel rapportait de Berlin, au mois de janvier 1867 et qu'il me communiquait en traversant Francfort, au moment où il allait à Paris reprendre auprès de l'empereur son service d'officier d'ordonnance.

La réorganisation de l'armée était le gros souci de l'empereur ; il s'apercevait tardivement que les combinaisons les plus savantes ne pouvaient aboutir si elles n'étaient pas soutenues par une puissante organisation militaire. Il s'était endormi dans une sécurité décevante, sans tenir compte des expériences faites en Crimée et en Italie, et il s'était réveillé le 3 juillet au bruit du canon de Sadowa, n'ayant pas cinquante mille hommes au service de sa politique. Il reconnaissait qu'il avait méconnu les exigences de la guerre moderne, que ses effectifs étaient insuffisants, son armement défectueux, les arsenaux vides, la discipline relâchée; il s'apercevait aussi que le système de défense de nos places fortes n'était plus conforme au tir des canons rayés et que ses généraux, tout vaillants qu'ils fussent, au lieu de se tenir au courant de la transformation que les chemins de fer et les télégraphes avaient fait subir à l'art de la guerre,

en étaient restés aux souvenirs du premier empire et aux campagnes d'Afrique. Il cherchait en vain autour de lui un de ces hommes éminents qui, comme Gouvion Saint-Cyr, marquent dans l'histoire militaire d'un pays. Moins heureux que le roi de Prusse, il n'avait eu à son service ni un général à la hauteur de la stratégie nouvelle, ni même un administrateur en état de procéder avec la science et la rapidité voulues aux réformes que l'exemple de la campagne de Bohême rendait nécessaires et urgentes. Peut-être aussi lui manquait-il le don de découvrir et de choisir les hommes.

Tout était à créer ou à refaire sous le coup des événements. Il s'agissait de gagner la Prusse de vitesse et d'assurer l'inviolabilité du territoire. Il fallait avant tout un nouveau fusil, car on attribuait alors au fusil à aiguille plus qu'aux causes morales le succès de la campagne de Bohême, et l'on craignait que le soldat français, si impressionnable, ne se décourageât en sentant l'infériorité de son armement. L'empereur convoqua ses maréchaux et ses généraux à Compiègne; il fit appel à leurs lumières, à leur patriotisme, il demanda à la commission qu'il présidait cha-

que jour le service obligatoire et, en vue d'une mobilisation rapide, la création de corps d'armée distincts, indépendants les uns des autres et se suffisant à eux-mêmes, tels que nous les avons organisés depuis. Mais depuis qu'il avait perdu le prestige du succès, il n'avait plus l'autorité morale suffisante pour faire prévaloir, même dans ses conseils, des mesures aussi radicales [1]. Les ministres, si obéissants autrefois, commençaient à discuter : ils comptaient moins avec sa volonté qu'avec les exigences de l'opinion publique. Ils objectèrent que le pays n'était pas préparé à de tels sacrifices, que lui imposer le service obligatoire serait ajouter à son mécontentement, et que les députés, soucieux avant tout de l'esprit des populations et de leur réélection, ne consentiraient jamais à sanctionner une mesure aussi impopulaire. L'empereur dut se résigner et transiger. Le 12 décembre, *le Moniteur* publiait le résultat des travaux de la commission. Le gouvernement demandait la création d'une garde nationale mobile pour la défense des côtes et

1. M. de Persigny conseillait à l'empereur d'émettre un emprunt de 1 milliard sous le prétexte de compléter le réseau des chemins de fer, mais en réalité pour organiser la défense.

des places fortes. Il réclamait une armée de huit cent mille hommes, dont la moitié, affectée à la réserve, était divisée en deux bans : le premier pouvait être appelé par une simple décision du ministre de la guerre, le second par un décret impérial. Le service actif était de six ans, ainsi que celui de la réserve. C'était enlever au Corps législatif le vote du contingent et mettre six cent mille hommes à la disposition permanente du ministre de la guerre. Le projet, qui pourtant n'était qu'un palliatif, souleva de si vives réclamations que le gouvernement se crut obligé de déclarer par la voie de ses journaux que ce travail n'avait rien de définitif, que ce n'était qu'une étude susceptible de toutes les modifications [1].

Le danger était à nos portes ; n'eût-il pas mieux valu le révéler au pays, faire appel à son patriotisme, que d'user ses forces et son temps à transiger avec une opinion publique mobile et nerveuse, qui poussait inconsciemment à la guerre,

1. L'opposition revendiqua plus tard l'honneur d'avoir forcé le gouvernement à retirer le projet. « Vous savez, disait le rapporteur, quelle explosion de cris s'éleva dans toute la France à l'annonce de ce projet de loi. Personne ne pouvait et ne voulait l'accepter. »

et qui cependant se révoltait à l'idée des sacrifices qu'elle imposerait?

Il aurait fallu, sans perdre une minute, préparer et conclure des alliances, transformer toutes nos places fortes, les munitionner et les approvisionner, combiner le transport des troupes, arrêter un plan de campagne prévoyant à la fois l'offensive et la *défensive;* il aurait fallu aussi armer nos escadres, les tenir prêtes à porter au premier signal dans la Baltique un corps d'armée concentré d'avance à Cherbourg, afin d'entraîner le Danemark dès le début de la guerre et de forcer la Prusse d'immobiliser au nord cent cinquante mille hommes pour la défense de ses côtes et la protection de sa capitale. Mais débordé par les événements, déçu dans toutes ses prévisions, harcelé par une opposition irréconciliable, le gouvernement impérial en était arrivé à douter de lui-même. Il était effrayé de sa responsabilité, il reculait devant les mesures extrêmes, il appréhendait une catastrophe. Les partis hostiles contenus et voués au silence, tant que nous étions les arbitres de l'Europe, relevaient la tête; ils s'autorisaient des fautes indéniables du Mexique et de Sadowa

pour s'attaquer au passé, incriminer les origines de l'empire, et stigmatiser le gouvernement personnel. Partout se révélaient déjà d'inquiétants symptômes, il semblait que les jours du règne fussent comptés. L'esprit frondeur gagnait de proche en proche, il se manifestait dans les administrations, jusqu'aux entours du trône. Les responsabilités cherchaient à se dégager, elles se dérobaient, elles fuyaient. Les conversions se préparaient, on évoluait, on ménageait l'avenir, on donnait des gages à l'opposition en lui fournissant de dangereux arguments.

Chaque jour le tableau s'assombrira davantage. Le Corps législatif, si soumis, si déférent dans les temps prospères, marchandera son concours, les violences de l'opposition ne soulèveront plus ses colères. Les députés compteront avec l'opinion, ils renieront l'appui officiel ; en face des répugnances que le service militaire inspire au pays, ils subordonneront la défense de la France à leurs préoccupations électorales. Le maréchal Niel usera ses forces dans des débats infructueux. La majorité restera insensible devant ses supplications. Elle laissera se produire à la tribune les plus étranges et les plus perfides théo-

ries. Elle écoutera sans protester ceux qui préconiseront les cohortes, les levées en masse, la garde nationale au détriment des armées permanentes. Elle sera heureuse d'entendre M. Thiers affirmer que les chiffres fournis par le gouvernement sur l'armée prussienne sont *chimériques ;* elle ne le contredira pas lorsqu'il soutiendra que la Prusse n'a pu porter que trois cent mille hommes en Bohême ; elle applaudira au contraire lorsque, avec une méconnaissance absolue de la guerre moderne, il déclarera que notre « armée est suffisante pour arrêter l'ennemi, que derrière elle le pays aura le temps d'organiser tranquillement ses ressources, qu'il lui restera pour le moins *trois mois*, c'est-à-dire plus qu'il n'en faudra pour utiliser le zèle des populations[1]. » Tout

1. « On vous demande d'armer la nation sans l'organiser, s'écriait le maréchal Niel. La levée d'hommes sans éducation militaire est un monstrueux préjugé. Le pays a été sauvé en 92 *malgré* les levées en masse qui ne servirent que l'ennemi en jetant l'indiscipline dans l'armée et l'effroi dans les populations. Appeler de gros contingents en cas de guerre est une autre illusion. Avec la rapidité qu'ont acquise les opérations militaires, la guerre serait finie avant que les gros contingents fussent prêts à entrer en campagne. Les indications que nous avons fournies sur l'armée prussienne sont de la plus *rigoureuse* exactitude. » Voir la *Vérité sur la campagne de 1870* par M. Giraudeau.

le fardeau de ces affligeantes discussions portera sur le ministre d'État et sur le ministre de la guerre. Ils lutteront en vain. On est sur la pente fatale qui aboutira à Sedan, à la Commune.

V

LA REPRISE DES ENTRETIENS DU COMTE DE BISMARCK AVEC M. BENEDETTI

Depuis l'entretien du 3 décembre, il n'avait plus été question du Luxembourg entre l'ambassadeur de France et le président du conseil. L'un, fidèle à sa consigne, observait la réserve que lui prescrivaient ses instructions ; l'autre était censé poser des jalons dans l'esprit du roi pour le convertir à nos idées.

M. de Moustier ne soufflait plus mot dans sa correspondance de l'alliance prussienne, il s'absorbait dans les affaires de Rome, il s'occupait de l'exécution du traité du 15 septembre et des garanties à donner au pape, et surtout des affai-

7

res d'Orient, qui lui étaient devenues plus chères encore depuis qu'il était appelé à les diriger. Constantinople était d'ailleurs le terrain où il espérait se rencontrer avec la Russie et détendre les liens qu'elle avait pu contracter lors de la mission du général de Manteuffel. Il avait d'autant moins hâte de reprendre les pourparlers avec la Prusse que les renseignements d'Allemagne persistaient à n'être pas rassurants. Il venait de recevoir un document qu'une main mystérieuse, mais à coup sûre prussienne, nous avait communiqué sous le manteau de la cheminée, et qui, à juste titre, lui donnait à réfléchir. C'était un mémorandum qui traitait précisément de l'occupation de la forteresse de Luxembourg et dont les conclusions étaient des plus comminatoires. On n'admettait pas que la ville de Luxembourg pût se relever de sa servitude militaire ; on disait que, si les droits exercés par la Confédération germanique étaient éteints, il existait des droits antérieurs en vertu du traité intervenu le 11 mai 1815 entre les Pays-Bas, l'Autriche, l'Angleterre la Russie et la Prusse, qui donnaient à la place un caractère non seulement allemand, mais européen.

La Prusse, en un mot, maintenait son droit de

garnison, non comme successeur de la diète, mais comme déléguée de l'Europe.

« La position militaire de la Prusse doit rester intacte, disait le mémorandum, et le gouvernement prussien a la volonté et la puissance de défendre ses droits au besoin par son armée et jusqu'à son dernier soldat[1]. » L'avertissement, bien qu'indirect, s'imposait à nos méditations. Il était difficile à M. de Bismarck de renier ses engagements, mais rien n'empêchait le ministre des affaires étrangères de Prusse de nous prévenir par voie détournée que le cabinet de Berlin ne se souciait plus de les exécuter.

Les affaires intérieures, si lourdes à ce moment, étaient l'unique préoccupation du conseil des ministres. Elles étaient multiples et d'un intérêt exceptionnel. C'était la réorganisation de l'armée qui devait permettre à la France de reprendre son ascendant en Europe; c'étaient les réformes libérales que l'empereur se proposait d'octroyer au pays pour se faire pardonner les mécomptes de sa politique extérieure, c'était enfin l'Exposition universelle qui devait, au prin-

1. Dépêche de Francfort.

temps, attirer à Paris les peuples et les souverains, et qui, sans Sadowa, eût été pour l'empire une véritable apothéose. On délibérait à la fois sur les travaux de la paix et sur les préparatifs de la guerre, contraste étrange amené par des événements qu'on n'avait su ni prévoir ni diriger. Cependant la réunion des chambres approchait, et l'on commençait à comprendre que, pour faire accepter à la France de lourdes charges militaires, il ne suffisait pas de lui concéder quelques libertés, mais qu'il fallait encore la réconcilier par un succès diplomatique avec les événements du dehors.

C'est ainsi que tout naturellement, par la force des choses, on se trouvait ramené à mettre le cabinet de Berlin en demeure d'exécuter les engagements qu'il avait pris en maintes circonstances et qu'au commencement de septembre il avait offert spontanément de consacrer par un traité solennel d'alliance offensive et défensive.

M. Rouher allait rentrer en scène, sur le terrain de la politique extérieure, mais cette fois avec le plein assentiment du ministre des affaires étrangères, qui ne demandait pas mieux que de s'effacer et de laisser au vice-président du conseil le

soin de reprendre les négociations qui avaient précédé son entrée au ministère. Le ministre d'État conféra avec l'ambassadeur de Prusse. Son thème était tout tracé : l'ouverture prochaine des chambres et la nécessité qui lui incombait personnellement de rassurer l'opinion publique sur les relations des deux pays. Il fit comprendre à M. de Goltz que le moment de s'expliquer était arrivé, que les pourparlers ouverts depuis plusieurs mois ne pouvaient rester plus longtemps en suspens, qu'il nous importait à tous les points de vue de savoir si le gouvernement prussien avait réellement l'intention de maintenir sa garnison dans la forteresse de Luxembourg et d'incorporer le pays à la Confédération du Nord. M. Rouher ajoutait qu'il était loin de la pensée du gouvernement français, en demandant des explications, de prendre vis-à-vis du gouvernement prussien une attitude qui portât à aucun degré le caractère d'une pression, et encore moins celui d'une menace, malgré le changement survenu dans l'attitude du premier ministre du roi Guillaume. « Mais il importe de savoir, disait le ministre d'État, si, malgré les apparences, M. de Bismarck n'a pas renoncé à suivre, vis-à-vis de la France,

la ligne de conduite qu'une haute inspiration politique lui avait suggérée d'abord. Si sa réponse n'est pas conforme à nos vues ni à des espérances qu'on n'eût pas du provoquer, si l'on n'a pas la ferme intention de les réaliser, nous saurons du moins à quoi nous en tenir avant l'ouverture de la session. »

La question était ainsi officiellement posée, et il ne restait plus au ministre des affaires étrangères qu'à envoyer des instructions à notre ambassadeur pour le mettre en mesure de la résoudre : « Malgré notre résolution de nous renfermer dans une attitude tout à fait expectante, écrivait M. de Moustier à la date du 7 janvier, il ne nous est plus possible d'empêcher les choses d'avoir leur cours. Les chambres vont s'ouvrir, et notre langage, qui restera toujours calme, ne saurait toutefois avoir exactement la même nuance dans toutes les hypothèses. C'est ce que M. Rouher, avec l'autorisation de l'empereur, a essayé de faire comprendre dernièrement au comte de Goltz, en s'appuyant sur les exigences de notre politique intérieure et en se plaçant au point de vue personnel des obligations que lui imposent ses fonctions de ministre d'État. »

Lord Palmerston écrivait, en 1831, à lord Granville, son ambasssadeur à Paris, lorsque M. de Talleyrand réclamait le Luxembourg : « Les gouvernements, en France, ont une manie singulière ; ils s'imaginent, lorsqu'ils sont harcelés par leurs difficultés intérieures, que, pour les maintenir, on doit leur permettre de se prévaloir d'un succès au dehors, serait-ce au prix d'un acte injuste, malhonnête et contraire aux traités. » La revendication du Luxembourg, impliquant le consentement des populations, que le gouvernement de l'empereur adressait au cabinet de Berlin, en invoquant comme M. de Talleyrand ses difficultés intérieures, n'avait rien d'injuste ni de malhonnête, mais elle avait en politique un tort plus grave : elle était périlleuse. M. de Moustier le sentait si bien qu'il disait à M. Benedetti : « Certainement, le comte de Bismarck a le droit de repousser notre alliance, même après nous avoir offert la sienne, et de garder le Luxembourg après nous l'avoir promis. Mais faire tout cela sans nous en donner aucun motif, sans colorer en aucune façon un procédé qui, tout au moins, doit nous surprendre, c'est une chose vraiment étrange et qui déconcerte toutes les habi-

tudes comme tous les calculs diplomatiques. Si, au contraire, il a toujours envie de faire honneur à ses engagements précédents, sa conduite est bien plus inexcusable encore. Quoi qu'il en soit, nous devons, comme je l'ai dit, répondre prochainement aux légitimes préoccupations du pays et des grands corps de l'État. Il y a là un fait qui s'impose tellement qu'il rend presque nécessaire la démarche que l'empereur désire que vous fassiez sans retard près du gouvernement du roi Guillaume. Le comte de Goltz a dû déjà la faire pressentir à sa cour, et vos explications sauront lui maintenir son véritable caractère et sa véritable origine que je viens d'indiquer. »

M. de Moustier ajoutait à ces considérations générales des arguments spéciaux ; il s'arrêtait à des combinaisons nouvelles pour faciliter au cabinet de Berlin les concessions qu'on lui demandait ; il s'expliquait sans détour et sans céder aux arrière-pensées de tant de ministres qui, en prévision d'un échec, se ménagent les moyens de désavouer ceux qui les servent. M. Benedetti savait cette fois à quoi s'en tenir ; il n'était plus comme à Nikolsbourg livré à ses propres inspirations. Il manquait toutefois à M. de Moustier,

lorsqu'il rédigeait ses instructions, comme à l'ambassadeur qui devait les interpréter, une chose essentielle : la foi dans le succès. L'un et l'autre sentaient qu'ils s'engageaient sur un terrain scabreux. Mais ils étaient dominés par une volonté supérieure, celle de l'empereur, qui, lui-même, croyait céder à la pression de l'opinion publique, tandis que le destin lui faisait expier les fautes de son imprévoyance.

M. de Bismarck pouvait attendre de pied ferme les interpellations de l'ambassadeur de France. Il se trouvait dans une situation défensive à tous égards excellente. Il pouvait, sans renier les avances qu'il nous avait faites et les engagements que personnellement il avait pris, se couvrir des scrupules du roi et des objections stratégiques que faisait valoir l'état-major général contre l'abandon d'une place telle que Luxembourg Il avait tout l'avantage du terrain dans la lutte diplomatique qui allait s'ouvrir. Tandis que le roi Guillaume restait dans l'ombre pour n'apparaître que comme argument suprême, l'empereur était à découvert. L'un pouvait à son gré ratifier ou renier les engagements de son ministre ; le second, au contraire, était directe-

ment compromis dans le débat sans pouvoir désavouer le langage que l'ambassadeur tenait en son nom et encore moins revenir sur les paroles qu'il avait échangées avec M. de Goltz. La stratégie de M. de Bismarck n'était autre que celle de Richelieu et de tous les grands hommes d'État qui ont laissé leur empreinte dans l'histoire. Tout-puissant qu'il fût, le cardinal ne manquait jamais de se retrancher derrière la volonté de son roi, soit pour avancer, soit pour reculer, suivant les convenances de sa politique.

M. de Bismarck, depuis l'entretien du 3 décembre, avait eu tout un mois pour préparer le roi et le convertir à nos vues. Il disait l'avoir tenté maintes fois sans réussir. Il était parvenu cependant à s'assurer d'utiles auxiliaires. Le ministre de la guerre et le chef d'état-major général avaient fini par reconnaître que la position militaire qu'il s'agissait de nous livrer ne présentait pas l'importance qu'ils y avaient attachée d'abord et qu'on pouvait y renoncer à la rigueur, si par ce sacrifice on devait assurer à la Prusse l'avantage politique qu'elle en attendait. Malheureusement les arguments du général de Roon et du général de Moltke étaient restés impuissants

devant les scrupules de Sa Majesté. « Le roi, disait M. de Bismarck, est esclave du devoir, et il s'imagine que son devoir lui commande de ne pas retirer ses troupes d'une place dont la garde lui a été confiée par l'Europe. » Le ministre ne voyait qu'un seul moyen de vaincre une résistance aussi opiniâtre, c'était de provoquer dans le Luxembourg une manifestation populaire assez caractérisée pour convaincre Sa Majesté que la retraite de son armée était ardemment désirée. Le ministre en revenait au conseil qu'il nous avait donné dès l'origine. « Compromettez-vous, nous avait-il dit, et nous vous défendrons en nous compromettant à notre tour. » Mais l'ambassadeur trouvait que c'était beaucoup demander aux gens que de les engager « à se compromettre » sans les prémunir contre les accidents par de solides garanties. Comment d'ailleurs provoquer des manifestations d'une efficacité incertaine sans se découvrir et sans porter atteinte à l'amour-propre si chatouilleux de l'armée prussienne?

Mais M. de Bismarck estimait qu'avec un peu de savoir-faire, il serait aisé de parer à ces inconvénients. « Vous avez de gros banquiers luxembourgeois à Paris, disait-il, qui sont tout-puis-

sants dans leur pays, et ils ne demanderont pas mieux que de vous rendre service. Une démonstration poursuivie avec modération et sans bruit n'agiterait personne et suffirait pour faciliter au roi ses résolutions. » Il insinuait un autre moyen qui, disait-il, serait infaillible ; ce serait de faire réclamer par les notables ou par la chambre de commerce le démantèlement de la place comme une conséquence de la situation nouvelle créée en Allemagne et comme un gage de paix et de concorde entre les puissances.

Demander à la France de démanteler de ses propres mains l'œuvre de Vauban pour la satisfaction de s'annexer cent quatre-vingt-dix-neuf mille habitants, c'était se faire du sentiment de notre dignité une étrange idée. M. Benedetti témoigna par son silence combien l'offre était déplaisante ; il n'aurait pu la relever qu'en termes indignés, et il n'avait pas mission d'amener une rupture.

En somme, nos affaires n'avaient pas cheminé d'un pas ; l'alliance française répugnait toujours au roi, et l'intérêt de son système défensif, autant que son point d'honneur militaire, ne lui permettaient pas d'évacuer le Luxembourg. Telle était

la réalité des choses, et il fallait qu'on eût à Paris une somme d'illusions bien grande pour s'y méprendre. Les négociations poursuivies dans de pareilles conditions n'avaient aucune chance d'aboutir.

La situation qui était faite à notre représentant auprès de la cour de Prusse était étrange et nouvelle dans l'histoire de la diplomatie. M. Benedetti ne traitait ni avec le roi ni même avec son gouvernement ; il n'avait en face de lui que la personne de M. de Bismarck, qui, causant et ne stipulant pas, n'offrait aucune garantie officielle et se dérobait à tout instant soit derrière la volonté royale, soit derrière les objections du parti militaire. Il ne pouvait approcher le roi qu'après avoir sollicité une audience motivée, et recourir à ce moyen quelque peu solennel, c'était risquer d'indisposer le ministre et de tout compromettre. A Paris, les choses ne se passaient pas de la sorte. L'ambassadeur du roi Guillaume trouvait moyen de s'introduire à chaque heure dans le cabinet de l'empereur ; il était l'invité de toutes les séries à Compiègne et à Fontainebleau, et il pouvait ainsi, dans le contact de l'intimité, en dehors du contrôle du ministre des affaires étran-

gères, traiter directement avec le souverain et lui arracher par surprise, comme il avait réussi à le faire le 23 juillet, les concessions les plus regrettables.

M. Benedetti sentait ce que sa situation avait d'anormal et de délicat ; il s'en plaignait et menaçait même par moments de quitter son poste si l'on devait permettre à M. de Goltz d'empiéter sur ses prérogatives. Mais il retirait sa démission sur les instances de ses amis ; il connaissait leurs embarras ; il savait qu'ils avaient à cœur de prouver au pays que le gouvernement n'était pas sorti les mains vides des événements.

C'est sous cette préoccupation qu'il reprenait ses pourparlers avec le ministre prussien, qu'il le serrait de près, le harcelait de questions et lui demandait itérativement de tenter de nouveaux assauts, avec le concours du général de Moltke, pour obtenir du roi la résolution spontanée d'évacuer la citadelle de Luxembourg. C'était en effet la solution la plus simple ; une décision spontanée du roi tranchait toutes les difficultés, elle était le gage le plus manifeste du bon vouloir de la Prusse. M. de Bismarck ne l'entendait pas ainsi. « Soit, disait-il ; mais si, comme je le pré-

vois, mes efforts restent infructueux, tout sera compromis, et nous le regretterons d'autant plus que nous touchons au moment où il faudra paraître devant le Reichstag et lui présenter une double solution touchant la question du Luxembourg et du Limbourg. Il faudra que je m'explique et que je prenne des engagements qui ne me laisseront plus aucune liberté d'action. Il y a donc urgence pour vous comme pour nous, et je ne puis que vous engager à suivre la voie que je vous ai ouverte et qui est, à mon avis, la plus courte et la plus sûre. » Il restait après ce long entretien, qui n'avait porté que sur le Luxembourg, à s'expliquer sur l'alliance, dont les dispositions avaient été libellées par l'ambassadeur et le président du conseil dans les premiers jours de septembre. M. de Bismarck répondait évasivement, il se retranchait derrière le caractère du roi et les hésitations de son esprit. Il disait qu'il lui avait fallu, pour le décider à courir les chances d'une guerre contre l'Autriche, plus de quatre années d'efforts incessants, mais il voulait bien reconnaître qu'il ne pouvait exiger de nous une patience aussi persévérante. Il avouait, du reste, que le roi reculait devant l'idée d'une alliance

offensive avec la France, qui l'obligerait à nous prêter le concours de toutes ses forces pour l'acquisition de la Belgique ; mais il estimait qu'il aurait moins de peine à lui faire partager ses vues en lui présentant l'alliance sous une forme purement défensive qui n'engagerait la Prusse qu'à une neutralité bienveillante dans toutes les éventualités auxquelles pourrait donner lieu notre extension vers le nord. « Sur ce terrain, disait-il, il lui serait facile de faire appel aux sentiments de Sa Majesté et de l'amener à rendre à l'empereur les services qu'il en avait obtenus pendant la dernière guerre. » — « Je ne suppose pas, disait M. Benedetti en terminant le résumé de cet important entretien, qu'il se joue à Berlin une comédie concertée à l'avance. J'admets la bonne foi du président du conseil, et je veux admettre que nous devons le suivre sur le terrain où il se place et continuer les négociations en adhérant à ses combinaisons ; mais ce n'est qu'à la condition de nous tenir sur nos gardes et de nous préparer à toutes les éventualités. »

On a dit souvent que la dépêche était le confessionnal des diplomates. La confession que M. Benedetti envoyait à M. de Moustier était absolue

et sans réticences ; elle était écrite au sortir de l'entretien et reproduisait en une vingtaine de pages, avec la fidélité d'une photographie, dans toutes leurs nuances, les paroles échangées.

Il appartenait au gouvernement de l'empereur de décider s'il n'était pas dangereux de continuer des négociations engagées dans de telles conditions. A l'heure même où le président du conseil débattait avec M. Benedetti la question du Luxembourg et lui proposait une alliance défensive, il signait à nos portes avec le grand-duc de Bade une convention militaire qui, sous un déguisement transparent, plaçait des sentinelles prussiennes sur le pont de Kehl, livrait le ministère de la guerre à un général sorti des cadres prussiens, transformait l'armée badoise pour la rattacher secrètement à celle de la Confédération du Nord et ouvrait les portes de Rastadt à la Prusse en cas de guerre. « Votre Excellence sera sans doute émue, écrivait-on de Francfort, en voyant avec quelle précipitation et sans doute contrairement à ses assurances officielles, le cabinet de Berlin poursuit jusqu'à nos frontières la réalisation de son programme. »

Paris est la ville du monde où les impressions

sont les plus vives, mais aussi les plus fugitives. Dans un milieu aussi fiévreux, il est difficile de se reconnaître et de méditer les enseignements du dehors. On s'alarme aisément, mais on prend plus vite encore confiance. Aussi la tâche du comte de Goltz n'avait-elle rien d'ingrat. Il lui suffisait d'atténuer et de nier, pour dissiper les nuages et détourner notre attention des faits les plus inquiétants. Pour lui la convention badoise n'était qu'une fable[1], et l'entretien que M. de Bismarck avait eu avec M. Benedetti n'avait rien qui dût nous préoccuper. Il nous exhortait à ne pas abandonner la partie, convaincu que son ministre aurait le dernier mot. Déjà l'empereur avait accepté le plan que nous traçait M. de Bismarck et se disposait à suivre la voie qui, d'après lui, « était la plus courte et la plus sûre », lorsque M. de Goltz vint informer M. de Moustier, que le roi, toujours perplexe, s'en était remis une commission militaire pour décider de l'abandon du Luxembourg. L'ambassadeur avait reçu une

1. Le général prussien, M. de Beyer, arrivait à Carlsruhe quinze jours plus tard ; il prenait la direction du ministère de la guerre, réorganisait l'armée badoise sur le modèle prussien et la rattachait secrètement au 8e corps d'armée.

lettre fort inquiète de son ministre, qui lui confiait que le général de Moltke, si bien disposé d'abord, s'était subitement dégagé et demandait que l'évacuation de la forteresse fût subordonnée à son démantèlement.

Tous ces faux-fuyants mettaient la patience de l'empereur à une rude épreuve. La sagesse lui conseillait de rompre, mais son amour-propre était trop engagé pour lui permettre de reculer. Les insinuations du cabinet de Berlin soulevèrent son indignation. Il déclara ne plus vouloir d'une alliance qui s'offrait dans de telles conditions, mais il recula devant une rupture.

« L'empereur ne veut du Luxembourg, écrivait M. de Moustier, qu'avec la forteresse, il me l'a déclaré de la façon la plus catégorique. Soulever cette question, c'est compromettre dès le début une négociation déjà suffisamment délicate. C'est risquer, en suivant la voie indiquée par M. de Bismarck, de se trouver conduit *là où on ne voudrait pas aller et où l'on désire peut-être nous amener adroitement*. Quant à l'alliance, du moment que la Prusse ne se jette pas dans nos bras, comme elle paraissait vouloir le faire il y a quelques mois, nous aurions tort de chercher à forcer son

tempérament. L'alliance offensive et défensive n'aurait plus dans ces conditions les avantages qu'elle pouvait offrir, si elle eût été acceptée de part et d'autre, pleinement et sans hésitation. L'important pour nous, c'est d'être assurés que dans aucune hypothèse nous ne trouverons la Prusse engagée contre nous dans une coalition et que sa neutralité nous serait acquise quoi que nous fissions. Le comte de Goltz m'assure que nous pouvons y compter. Il va même jusqu'à offrir une neutralité bienveillante, prête à se transformer en neutralité armée à notre profit, si nous étions engagés dans une guerre avec l'Angleterre par exemple. Reste à savoir dans quelle mesure et dans quelle forme nous devrions constater ces bonnes dispositions; s'il faudrait faire une convention ou simplement échanger des notes. L'empereur, à qui je viens de lire cette lettre et qui trouve qu'elle rend bien sa pensée, incline vers ce dernier parti. *Il craint de se lier trop à son tour avec qui ne se lie pas très nettement.* »

La question du démantèlement n'était qu'un ballon d'essai. On ne l'avait soulevée que pour mesurer l'énergie de notre tempérament. Il est toujours utile de connaître la force morale des

gouvernements avec lesquels on traite. Le refus indigné de l'empereur prouvait qu'on avait trop auguré de sa condescendance. Il ne restait plus qu'à atténuer la portée de l'incident. Aussi M. de Bismarck s'empressait-il de reconnaître que le général de Moltke ne s'était pas déjugé du jour au lendemain, comme il l'avait craint d'abord. Il n'était pas homme assurément à déclarer qu'une forteresse placée en avant des frontières prussiennes était sans valeur, mais il était toujours prêt à déclarer, sans violenter sa conscience, que l'occupation serait plus onéreuse qu'avantageuse.

« Nous ne voudrions pas prendre un engagement qui nous liât », avait dit le baron de Manteuffel, lors de la guerre de Crimée, dans une circulaire restée célèbre dans les annales de la diplomatie. C'était le mot de la situation. On voulait s'allier, mais sans se lier. Aussi rien ne pouvait-il être plus agréable à M. de Bismarck que de voir le gouvernement impérial disposé à le relever du traité d'alliance offensive qu'il nous avait offert et prêt à réduire à une neutralité bienveillante, permettant d'équivocuer, l'étendue de ses engagements

Notre recul le rendait joyeux et expansif. Il se plaisait à reconnaître que la France ne pouvait tolérer les remaniements de toute nature qui s'opéraient en Allemagne sans être dédommagée. Une entente entre les deux gouvernements lui paraissait d'autant plus désirable qu'il ne se faisait aucune illusion sur les sentiments de l'Autriche. Il savait qu'elle poursuivait la revanche et qu'elle ne négligeait aucun effort pour s'assurer notre concours. C'est ce qu'il ne cessait de représenter à son souverain en toute occasion, mais le roi était irrésolu, craintif; pour le déterminer à prendre un parti, il faudrait plus que des indications, des conjectures, il faudrait un événement, une circonstance grave. « Pourquoi, disait-il, l'empereur met-il un si grand soin à éteindre le feu qui menace de s'allumer en Orient? La France et la Prusse pourraient s'y chauffer ensemble. Vous n'avez pas plus que nous un intérêt direct ou immédiat dans le Levant, et, si les choses s'y compliquaient, il faudrait bien nous entendre. » Frédéric II, de son propre aveu, n'avait jamais eu de plan arrêté d'avance; il se réglait toujours sur la marche des événements et la conduite de ses adversaires.

C'était le système de M. de Bismarck, il passait d'une combinaison à une autre suivant les besoins du moment. Le 3 décembre, il trouvait qu'il importait de conjurer le démembrement de l'empire ottoman et de préserver la paix du monde; il s'offrait à nous seconder dans cette grande tâche et à régler son pas sur le nôtre; trois semaines plus tard, sans souci des transitions, il nous proposait tout à coup de faire flamber l'Orient, de nous chauffer à son brasier et de chercher dans ses décombres le moyen de satisfaire nos communes ambitions.

Tandis que M. Benedetti, avec une entière confiance, et M. de Bismarck, avec une sincérité relative, débattaient les conditions d'une alliance qui devait permettre à la Prusse le passage du Mein et à la France l'annexion de la Belgique, on colportait dans les cercles diplomatiques de Berlin une de ces nouvelles « qui se donnent en mille », comme l'écrivait madame de Sévigné, tant elles déroutent toutes les prévisions. On parlait à voix basse, et comme d'un événement d'une grande portée, du mariage du comte de Flandre avec la princesse Marie de Hohenzollern. On ne s'y méprenait pas, c'était

un coup droit porté aux convoitises de la politique impériale. Il était dit que la maison de Hohenzollern serait fatale à l'empereur.

Le mariage du comte de Flandre avait été imaginé et poursuivi secrètement par le baron Nothomb, ministre de Belgique à Berlin. Déjà, en 1831, à la conférence de Londres, où tout jeune il représentait son gouvernement naissant, M. Nothomb avait contribué pour une bonne part à faire avorter les projets de M. de Talleyrand qui, suivant l'expression de lord Palmerston, combattait comme un lion pour obtenir en échange de la neutralité belge la réunion du Luxembourg à la France. C'était un homme de grande valeur, d'une expérience consommée, le type accompli du représentant d'un État neutre, sans passion, sans parti pris, rond d'allures, toujours prêt à obliger ses collègues, mais de force à les bien juger et à deviner les secrets de leurs portefeuilles. Il était au nombre des rares diplomates qui avaient pressenti M. de Bismarck. C'est lui qui écrivait lors de son entrée au pouvoir en 1862, parodiant le mot de Ruy-Blas[1] :

[1] Il sera Richelieu s'il n'est Olivarès. »

« Sera-t-il Richelieu ou sera-t-il Alberoni? » C'est lui aussi qui en 1850, peu de semaines avant Olmütz, avait dit du roi Frédéric-Guillaume : « Vous verrez qu'il ira jusqu'au bord de l'abîme, pour se retourner et tomber dans la boue. » Il avait le mot pittoresque et typique. Sans préventions contre la France, il reconnaissait les bienfaits de la révolution de 1789; il admirait surtout le code civil. Nos ministres qui se succédaient à Berlin sans relâche, — on en compta jusqu'à huit dans l'espace de quatre années de 1848 à la fin de 1852[1], — étaient heureux de recourir à son expérience. Il les initiait à l'étiquette formaliste de la cour, les mettait au courant des précédents, leur signalait les écueils et, en quelques traits caractéristiques, rehaussés par des anecdotes piquantes, il leur faisait le portrait des princes et des hommes marquants dans la politique. — Peut-être trouvait-il qu'à instruire et à renseigner les autres, on s'instruisait et se renseignait soi-même : *Discimus docendo*. — Il était hier encore le Nestor de la diplomatie euro-

1. Le marquis de Dalmatie, M. E. Arago, M. de Circourt, M. Armand Lefèvre, M. de Lurdes, M. de Persigny, le baron de Varennes, le marquis de Moustier.

péenne[1]. Il avait suivi de près, depuis quarante ans, toutes les transformations de la politique prussienne, il avait assisté à ses défaillances et à ses relèvements glorieux. L'empereur Guillaume tenait à sa personne comme on tient aux vieux compagnons avec lesquels on a parcouru les longues étapes de la vie, et le prince chancelier, qui lui savait gré d'avoir deviné sa fortune, affectait d'oublier les traits railleurs décochés parfois à M. de Bismarck. Le baron Nothomb avait l'ouïe trop fine et la vue trop pénétrante pour ne pas se rendre compte de la partie qui se jouait entre la France et la Prusse aux dépens de son pays. Il lisait dans le jeu du ministre prussien ; il savait que la Belgique était son atout principal et que, s'il mettait peu d'empressement à s'en dessaisir, les circonstances pourraient bien un jour ou l'autre être plus fortes que son habileté. Aussi, pour couvrir son pays contre de fâcheuses surprises, ne vit-il qu'un moyen : c'était de le placer par des liens de famille sous l'égide personnelle du

1. Le baron Nothomb est mort subitement cet automne au moment où il allait se rendre à Carlsrhue pour y représenter son souverain au mariage de la fille du grand-duc de Bade avec le prince royal de Suède.

roi de Prusse. Il partit pour Bruxelles et, sans prévenir sa cour ni son gouvernement, il dit à brûle-pourpoint au comte de Flandre, qui avait peu de penchant pour le mariage : « Il faut vous marier, Monseigneur ! — Peste ! ui dit le prince, et avec qui donc, je vous prie? — Avec la princesse Marie de Hohenzollern ni plus ni moins. — La connaissez-vous? — Non. — Eh bien, alors ? — Je suis renseigné, je vous la garantis charmante [1]. » — Le lendemain, le roi Léopold II sollicitait l'intervention de la reine Victoria auprès du roi Guillaume, et, quelques semaines après, le mariage était résolu, sans que M. de Bismarck se doutât, dit la légende, d'où était parti le coup qui l'atteignait inopinément dans ses négociations dilatoires avec la France. L'événement était grave, il pouvait nous ouvrir les yeux et faire tomber les dernières écailles. Aussi le ministre eut-il hâte de rassurer l'ambassadeur de France sur la portée du mariage. Il tenait à nous convaincre que ce mariage n'était pas son œuvre, qu'il avait au contraire appelé l'attention du prince de Hohenzollern sur

1. La baron Nothomb racontait volontiers cet incident. Il me l'a confirmé ce printemps lors d'un court séjour qu'il fit à Paris.

l'instabilité de la monarchie belge. Il tenait surtout à nous bien convaincre qu'il ne s'agissait que d'une affaire de famille, qui ne constituerait ni un lien nouveau ni une solidarité quelconque entre Bruxelles et la politique prussienne. C'était a théorie dont sa diplomatie devait se prévaloir d'une façon sanglante en 1870.

La tactique de M. de Bismarck s'accentuait de plus en plus. Elle consistait à intervertir les rôles. Il cherchait à se soustraire à ses engagements et à nous constituer ses débiteurs. Au lieu de payer la traite que, dans des moments d'embarras, il nous avait fournie sur le Luxembourg, il nous offrait à titre de payement un billet à longue échéance sur la Belgique, avec des clauses résolutoires et conditionnelles, et sans autre garantie qu'une neutralité équivoque. M. Benedetti avait beau le serrer de près, il lui glissait dans la main. A chaque instant, il soulevait de nouvelles difficultés et d'autres prétentions. Au lieu de se défendre, de justifier ses infractions journalières et flagrantes au traité de Prague et d'expliquer l'inexécution de ses engagements dans le Schleswig, il prenait l'offensive et nous prêtait les arrière-pensées les plus

ténébreuses. Il craignait que les concessions qui nous seraient faites, loin d'apaiser les esprits en France, ne les excitassent au contraire, et que le grand-duché de Bade ne fût une première étape pour arriver plus sûrement sur le Rhin. Il disait que la correspondance du comte de Goltz, que l'empereur et l'impératrice persistaient à considérer comme leur interprète le plus dévoué à la cour de Prusse, n'était rien moins que satisfaisante, que le comte représentait le gouvernement de l'empereur comme traîné à la remorque d'une opinion publique irritée, jalouse et belliqueuse. Il allait, pour justifier son attitude, jusqu'à nous reprocher de méconnaître les avances si cordiales qu'il nous faisait en Orient. Il en concluait tout naturellement que nos dispositions s'étaient altérées et que, si nous nous refusions à l'alliance pour nous en tenir au Luxembourg, ce n'était en réalité que pour être mieux à même de marcher sur Mayence [1].

1. M. de Bismarck m'a raconté que dans un entretien avec M. de Goltz, vous lui aviez proposé de renoncer à l'alliance et de régler uniquement la question du Luxembourg. M. de Bismarck aurait répondu à M. de Goltz de renverser votre ouverture, mais ce qu'il en a retenu, c'est que nous ne désirions pas nous engager avec la Prusse, et qu'en réalité, nous voulions, comme

Tout cela n'était guère encourageant. Cependant l'empereur et son ambassadeur, tout en étant désagréablement affectés par le langage du ministre prussien, espéraient encore alors qu'ils désespéraient. M. Benedetti passait d'une alternative à une autre. Il lui arrivait dans la même lettre d'émettre des hypothèses optimistes et les réflexions les plus inquiétantes. « Une fois à Luxembourg, écrivait-il le 18 février, nous serons sur le chemin de Bruxelles, et il vaut mieux y aller avec la neutralité de la Prusse que de nous exposer à combattre en nous alliant avec l'Autriche. » Mais bientôt après il disait : « N'oublions pas que, tandis que M. de Bismarck nous propose de mettre le feu à la Turquie et que M. de Goltz nous offre la neutralité de la Prusse, et même sa neutralité armée, on redouble d'efforts à Berlin pour se mettre politiquement et militairement en état de faire face à toutes les éventualités. »

je le disais plus haut, acquérir le grand-duché, pour être mieux en mesure de marcher sur Mayence.

M. de Bismarck me paraissait puiser cette appréciation dans la correspondance de M. de Goltz qui la justifierait par l'état de l'opinion publique en France à l'égard de la Prusse et par l'obligation de plus en plus impérieuse où se trouvera le gouvernement de l'empereur d'en tenir compte....

Ces avertissements étaient d'autant plus sages que l'ouverture du parlement du Nord était proche et que la polémique des journaux indiquait déjà que la question du Luxembourg y serait certainement soulevée. Sans aller jusqu'à soupçonner le gouvernement prussien d'inspirer cette polémique et de songer à provoquer lui-même les interpellations, il était à prévoir du moins que, non seulement celui-ci éviterait de froisser le sentiment public allemand, mais qu'il pourrait bien être amené à prendre des engagements qui rendraient impossible la cession du grand-duché.

Aussi M. de Moustier, avant d'ouvrir ses négociations avec le gouvernement de la Haye, jugeait-il indispensable de se mettre au net avec M. de Bismarck. Il adressait à notre ambassadeur une lettre, soi-disant confidentielle, avec l'ordre secret d'en donner lecture au président du conseil. C'était la récapitulation rapide des engagements que le ministre prussien avait pris avec le cabinet des Tuileries et, en même temps, une réponse aux reproches qu'on nous adressait de faire un pas en arrière et de ne plus vouloir de l'alliance. « Pour rendre à ma conversation avec le comte de Goltz son véritable caractère,

écrivait le ministre des affaires étrangères, j'ai besoin de remonter au début de la négociation et de faire appel à la mémoire et à l'équité du comte de Bismarck. Lorsque vous êtes revenu en France au mois de septembre dernier, la négociation qui nous occupe aujourd'hui semblait si avancée que je ne faisais, non plus que vous, en prenant possession du ministère, aucun doute qu'elle ne dût arriver à conclusion dès que vous seriez de retour à Berlin et que la santé du premier ministre lui permettrait de s'en occuper. Le projet de traité était tout prêt ; il n'y avait plus qu'à le signer. Aucune objection, aucun acte de notre part ne s'était produit alors, et ne s'est produit depuis, qui pût en retarder le moment, encore moins remettre les choses en question. »

Ce point établi, M. de Moustier démontrait que ce n'était pas le gouvernement de l'empereur qui avait suivi depuis lors une marche rétrograde, comme on se plaisait à le lui reprocher ; il en faisait remonter la responsabilité à M. de Bismarck, qui, dès son retour de Varzin, avait tenu un langage énigmatique, plein de réticences, nous avait fait pressentir des difficultés de tout

genre, et nous avait demandé, en s'appuyant sur les hésitations du roi, de réduire nos engagements à une simple convention de neutralité. « C'est en présence de ces objections que j'ai dit au comte de Goltz, ajoutait-il, qu'il n'entrait pas dans nos intentions, quelle que fût notre ardeur de donner suite à nos premiers projets, de violenter les sentiments du cabinet de Berlin, ni de le presser de dépasser la mesure de son tempérament. Ce n'est donc pas nous qui avons pris l'iniative d'un pas en arrière. » Aussi, pour dissiper tous les malentendus, M. de Moustier autorisait-il l'ambassadeur à déclarer au cabinet de Berlin, au nom de l'empereur : 1° que nous n'avions aucun projet éventuel sur les provinces rhénanes ; 2° que nous n'avions jamais considéré la cession du Luxembourg que comme un moyen efficace qui s'offrait à la Prusse de donner à l'opinion publique en France un légitime et utile apaisement, et enfin, 3° que nous étions prêts à signer le projet d'alliance, tel qu'il avait été préparé et rédigé au mois d'août 1866. — Le ministre remarquait, non sans le regretter, qu'il y avait déjà beaucoup de temps perdu ; il jugeait qu'il importait de ne pas laisser sans nécessité cette situation se pro-

longer encore, et il pensait qu'il ne fallait pas ajourner la solution, comme le proposait M. de Bismarck, jusqu'au moment où les deux souverains pourraient se rencontrer. Il croyait qu'il valait mieux déblayer le terrain derrière eux et ne pas leur laisser tout à faire. « J'ai fait part à l'empereur, disait-il en terminant, des intentions du roi Guillaume de venir à Paris lors de l'exposition universelle ; il en a témoigné une vive et sincère satisfaction. Vous ne devez pas le laisser ignorer à M. le comte de Bismarck. »

Au moment où ces explications, qui devaient dissiper de fâcheux malentendus et ramener M. de Bismarck à des vues plus conciliantes, partaient pour Berlin, les chambres se réunissaient. C'était pour la première fois que l'empereur, depuis les échecs subis par sa politique extérieure, se retrouvait en présence des grands corps de l'État. On savait que son discours consacrerait les importantes réformes dans les institutions impériales, qu'il avait annoncées dans sa lettre du 19 janvier au ministre d'État. Mais on était surtout anxieux de connaître sa pensée sur les événements qui venaient de s'accomplir au dehors, sur le rôle que la France y avait rempli,

et sur les changements qui en seraient la conséquence. L'empereur appuya de l'autorité de sa parole, aussi bien que des vues prophétiques du captif de Sainte-Hélène, les conclusions de la circulaire la Valette, qui consacrait la théorie des grandes agglomérations. Il constata la fin de l'expédition du Mexique, le concert des puissances en Orient, les garanties données au pape, et les bons rapports existant entre la France et les autres États de l'Europe.

« Rien dans les circonstances présentes, disait-il, ne saurait éveiller nos inquiétudes, et j'ai la ferme confiance que la paix ne sera pas troublée. »

Mais, encore froissé du soin prémédité que le roi Guillaume avait mis, lors de l'ouverture des chambres prussiennes, à passer sous silence sa neutralité et sa médiation, il rappelait, dans un fier langage, qu'il avait suffi de sa parole pour arrêter l'armée victorieuse de la Prusse aux portes de Vienne. La phrase, qui sonnait comme un défi, fut acclamée par les chambres. Elle reflétait les passions qui couvaient au fond des cœurs; mais elle eut à Berlin le plus fâcheux retentissement. Elle y réveillait d'amers souvenirs; elle rappelait au roi qu'on lui avait disputé le

prix de ses victoires, qu'on lui avait arraché la Saxe, et qu'en lui imposant la ligne du Mein, on avait tracé des limites à son ambition. Pour une satisfaction passagère d'amour-propre, l'empereur compromettait l'action de sa diplomatie ; elle devait en éprouver le contre-coup aussitôt. Le lendemain, au bal de la cour, le roi ne s'exprimait avec notre ambassadeur, au sujet du discours, qu'avec une extrême réserve, sur un ton qui contrastait avec son affabilité habituelle. Il se déclara satisfait de la manière dont l'empereur envisageait l'état de l'Europe, mais il évita de parler de sa personne, et ne fit aucune allusion aux rapports des deux pays. — Le silence est pour les rois, aussi bien que pour les peuples, le moyen de marquer leur déplaisir. — M. Benedetti se replia sur M. de Bismarck : « Le discours est pacifique, conciliant et libéral, lui dit le ministre, et je remarque que l'empereur rappelle que la France nous a arrêtés aux portes de Vienne. Je constate l'exactitude de l'assertion, et je comprends qu'il ait mentionné le fait dans son discours. » Il n'en dit pas davantage, laissant à ses journaux le soin de compléter sa pensée et de commenter le silence du roi. « Suivant son habitude, l'e

pereur s'est plu, disaient-ils, à faire à la France de savantes leçons sur la nouvelle application du principe des nationalités en Allemagne et à rappeler son intervention à Nikolsbourg. Reste à savoir si la fierté de son langage se concilie avec l'évacuation du Mexique et celle de Rome. »

Il devenait de plus en plus évident qu'il était passé le temps où l'empereur pouvait dire : « Quand la France est satisfaite, l'Europe est contente. » Il était loin aussi le temps où des acclamations saluaient son passage à travers l'Allemagne, alors qu'il se rendait à Stuttgart, où l'attendait l'empereur Alexandre. Il était alors à l'apogée de la puissance ; tous les regards se dirigeaient vers lui, tous recherchaient son bon vouloir, et peut-être son règne se serait-il terminé glorieux, s'il avait pu renoncer à des idées préconçues, résister aux entraînements d'une opinion publique plus généreuse que réfléchie, et appeler en plein succès le pays au partage du pouvoir et de la responsabilité.

A quelques jours de là, à l'ouverture du parlement du Nord, le roi sortait de son silence sans paraître se préoccuper de l'impression que ses paroles produiraient à Paris. Il indiquait claire

ment la volonté de la Prusse d'étendre sa prépondérance sur toute l'Allemagne. Il recommandait l'union aux Allemands, en revendiquant pour le gouvernement prussien, le plus puissant des États confédérés, la direction des destinées communes. Il annonçait que les rapports qui s'établiraient entre le Nord et le Midi seraient consacrés par des garanties réciproques, pour assurer la sécurité du territoire allemand ; il laissait ainsi pressentir, et M. de Bismarck commençait à ne plus le cacher, que des arrangements militaires ne tarderaient pas à intervenir entre la Confédération du Nord et les gouvernements méridionaux[1]. « M. de Bismarck, en commentant le discours royal, écrivait M. Benedetti, m'a donné à entendre que, si rien n'était fait encore, comme il me l'a affirmé, des conventions militaires n'en étaient pas moins imminentes. » Ainsi, à la date du 25 février, M. de Bismarck reculait encore devant l'aveu des traités d'alliance qu'il avait imposés aux États du Midi lors de la conclusion de la paix et dont l'existence avait été révélée au gouvernement impérial par le consulat géné-

[1] Voir à l'appendice.

ral de Francfort dès le mois de novembre 1866. Il se bornait à les faire pressentir, mais il devait bientôt jeter le masque et apprendre à l'empereur, de la façon la plus brutale, que sa diplomatie ne l'avait que trop bien renseigné.

III

LES NÉGOCIATIONS AVEC LA HOLLANDE. LES PERPLEXITÉS DU ROI DES PAYS-BAS ET DE SON GOUVERNEMENT.

VI

LES NÉGOCIATIONS AVEC LA HOLLANDE.

La guerre d'Allemagne avait éveillé en Hollande les plus vives appréhensions. On craignait pour deux provinces : pour le Limbourg, qui faisait partie intégrante de la monarchie, et pour le Luxembourg, qui était un fief héréditaire de la maison régnante. On savait que ces deux provinces, qui avaient été rattachées par des liens artificiels à la Confédération germanique, n'étaient pas indifférentes à la Prusse, et l'on craignait qu'elle ne voulût les faire entrer dans la Confédération du Nord. On se rappelait aussi que les publicistes militaires allemands qui avaient écrit sur le système défensif de l'Alle-

magne avaient déploré plus d'une fois qu'en 1815 le négociateur prussien, le prince de Hardenberg, eût consenti à abandonner aux Pays-Bas Maëstricht et Vanloo, les deux clefs de la Meuse. Aussi la diplomatie néerlandaise suivait-elle avec une anxieuse attention les manifestations de la pensée prussienne ; elle appréhendait la revendication de ces deux places fortes, et elle craignait surtout que le Luxembourg ne donnât lieu à de sérieuses complications entre la France et l'Allemagne, dont elle aurait à subir les conséquences. Qui d'ailleurs pouvait répondre que, maîtresse des événements et à la poursuite des plus ambitieux desseins, la Prusse ne chercherait pas à envelopper la Hollande dans tout un réseau de conventions militaires, commerciales et maritimes? Aussi, pour sauvegarder son indépendance, le cabinet de la Haye s'efforçait-il en toutes circonstances, avec l'énergie qu'inspire le danger, de constater et d'affirmer ses droits. Il s'appliquait surtout à bien démontrer au cabinet de Berlin, soit par des notes, soit par des communications verbales, qu'après la dissolution de la Confédération germanique, tous les liens qui rattachaient Limbourg et le Luxembourg à

l'Allemagne étaient virtuellement rompus. Mais M. de Bismarck ne s'expliquait pas, et son silence énigmatique ne faisait qu'accroître les inquiétudes du gouvernement néerlandais. Cependant, si ses intentions au sujet du Limbourg restaient impénétrables, bien des indices permettaient de croire que la question du Luxembourg avait été de longue date débattue entre la France et la Prusse. On avait constaté, en effet, non sans étonnement, qu'au moment où éclataient les hostilités en Allemagne, le gouvernement français ne prenait sur ses frontières aucune de ces précautions que commande la prudence, et que la Prusse, de son côté, dégarnissait le Rhin, réduisait la garnison de Luxembourg à quelques centaines d'hommes, emmenait ses batteries de campagne, retirait ses artilleurs et expédiait à Berlin jusqu'à des effets de campement et de casernement. L'abandon de la place à la France paraissait à peu près certain ; les officiers prussiens en parlaient librement, comme d'un sacrifice indispensable, en échange d'une neutralité qui permettait à la Prusse de jeter toutes ses forces sur l'Autriche. Mais on en était réduit à des conjectures et l'on se

9.

sentait « entre l'enclume et le marteau », suivant l'expression de M. Servais, qui a écrit sur la question du Luxembourg, au point de vue hollandais, un livre fort instructif [1].

Le ministre des affaires étrangères, M. le comte de Zuylen, renouvela ses démarches [2]. Dans les grandes commotions qui menacent l'équilibre de l'Europe, l'habileté des États secondaires consiste à pressentir le plus fort et à se mettre en règle avec lui. Mais la diplomatie néerlandaise ne rencontrait à Berlin qu'un silence obstiné et à Paris qu'une majestueuse et placide confiance, qui ne suffisait pas à la rassurer. « Soyez tranquilles, disait M. Drouyn de Lhuys. d'un air paterne, à M. de Lichtenfeld, encore à la fin du mois d'août, vous serez contents de nous ! Ne vous préoccupez ni du Limbourg ni du Luxembourg, personne n'y touchera. Si le gouvernement français était amené à formuler des demandes de compensations, c'est sur l'Allemagne qu'il les porterait. » Les inquiétudes s'étaient atténuées, et déjà l'on se croyait hors de

1. M. Servais, *la Question du Luxembourg*.

2. Il était le cousin du baron de Zuylen, le ministre des Pays-Bas actuellement accrédité à Paris.

cause, lorsqu'on apprit que M. de Bismarck, après avoir refusé le Palatinat à la France, s'était offert à lui assurer la cession du Luxembourg, ce qui impliquait nécessairement l'évacuation de la forteresse. M. de Zuylen, convaincu que les états-majors prussiens ne se dessaisiraient qu'à leur corps défendant d'une position stratégique de cette importance, voulut en avoir le cœur net. Il chargea M. de Bylandt de pressentir le cabinet de Berlin et de s'assurer de ses intentions. Il devait au besoin proposer à la Prusse de rattacher le grand-duché à l'Allemagne, par une alliance à la fois commerciale et militaire, réservant l'occupation de la citadelle à une garnison mixte. Le gouvernement hollandais se flattait qu'en faisant la part du feu, le gouvernement prussien lui donnerait quittance pour le Limbourg et ne réclamerait pas l'entrée du Luxembourg dans la Confédération du Nord. Il n'avait qu'un souci, c'était d'échapper à toute solidarité compromettante avec l'Allemagne.

Mais M. de Bismarck persista dans son mutisme. M. de Zuylen eut beau interpeller le comte Perponcher, la consigne était de répondre qu'il manquait d'instructions. Il entrait dans la

stratégie du ministre prussien, — c'est du moins ce qu'il confiait à M. Benedetti, qui lui demandait d'être plus communicatif avec la diplomatie néerlandaise, — de laisser le cabinet de la Haye dans une complète incertitude sur la sort réservé à ses deux provinces. « Le Limbourg, disait-il, est un excellent moyen de pression pour amener les Hollandais à vous céder le Luxembourg. » Peut-être aussi pensait-il que le Limbourg serait un excellent moyen de pression pour déterminer la Hollande, si les circonstances devaient l'exiger, à rompre avec la France. Cette hypothèse n'avait rien de téméraire, l'événement devait la justifier. Du reste, les doutes allaient cesser. Dès les premiers jours de février, le gouvernement français faisait pressentir les dispositions du gouvernement néerlandais au sujet d'une cession éventuelle du Luxembourg, et il s'appliquait à préparer le terrain tour à tour par des moyens ostensibles et occultes. L'empereur, de son côté, mettait la reine des Pays-Bas au courant de la situation. Il comptait sur son intervention auprès du roi Guillaume III pour le gagner à ses combinaisons.

La reine Sophie avait plus d'une ressem-

blance avec son père, le roi Guillaume de Wurtemberg, qui passait pour avoir été, de tous les souverains d'Allemagne, le plus intelligent et le plus avisé. Elle joignait à une instruction des plus variées, à une volonté nette et précise, la bonté et la fidélité du cœur ; « elle était reine des pieds à la tête ». Au temps de son épanouissement, elle apparaissait majestueuse et belle comme une Junon ; et plus tard, dans sa maturité, en l'écoutant disserter sur la littérature et la politique, on pensait involontairement à la grande Catherine ; elle descendait du reste des Romanof, sa mère était la sœur d'Alexandre I[er]. Elle eût marqué à coup sûr dans l'histoire si, au lieu d'être reléguée sur un trône modeste, le sort lui avait réservé une couronne digne de l'activité et de la sûreté de son intelligence. C'est à Paris qu'elle venait de préférence se distraire des sévérités de la Haye. Elle aimait la cour des Tuileries, mais elle n'y recherchait que les satisfactions du cœur et de l'esprit. Elle avait, comme la reine d'Angleterre [1], un penchant

1. «Il est étonnant, a dit la reine Victoria dans ses Mémoires, combien on s'attache à l'empereur ; il est si calme, si simple, presque naïf, si heureux d'être renseigné sur les choses qu'il

marqué pour l'empereur, mais son affection était moins idéale, elle avait un caractère plus viril, elle se reportait moins sur la personne que sur le politique. La lettre qu'elle écrivait le 18 juillet 1866 au baron d'André, notre ministre à la Haye, et qu'on a retrouvée dans les papiers des Tuileries, montre avec quelle mâle sollicitude elle s'adressait à la volonté défaillante de Napoléon III.

«Vous vous faites d'étranges illusions, disait-elle. Votre prestige a plus diminué dans cette dernière quinzaine qu'il n'a diminué pendant toute la durée du règne. Vous permettez de détruire les faibles ; vous laissez grandir outre mesure l'insolence et la brutalité de votre plus proche voisin ; vous acceptez un cadeau (la Vénétie), et vous ne savez pas même adresser une bonne parole à celui qui vous le fait. Je regrette que vous me

ignore, si aimable, si rempli de tact, de dignité, de modestie ! Je connais peu de personnes auxquelles je me sois sentie aussi instantanément portée à me confier et à parler sans réserve. Il n'y a rien que je craignisse de lui dire. Je me sentais, — je ne sais comment m'exprimer, — en sécurité auprès de lui. Sa société est particulièrement gaie et agréable; il a quelque chose de fascinant, de mélancolique, d'engageant qui attire à sa personne, en dépit de toutes les préventions qu'on pourrait avoir contre lui, et, certainement sans l'aide d'aucun avantage personnel extérieur, sa figure est de celles qui plaisent. »

croyiez intéressée à la question et que vous ne voyiez pas le danger d'une puissante Allemagne et d'une puissante Italie. C'est la *dynastie* qui est menacée, et c'est elle qui en subira les suites. Je le dis parce que telle est la vérité que vous reconnaîtrez trop tard. Ne croyez pas que le malheur qui m'accable dans le désastre de ma patrie (le Wurtemberg) me rende injuste et méfiante.

» La Vénétie cédée, il fallait secourir l'Autriche, marcher sur le Rhin, imposer vos conditions! Laisser égorger l'Autriche, c'est plus qu'un crime, c'est une faute. Cependant je croirais manquer à une ancienne et sérieuse amitié si je ne disais une dernière fois toute la vérité. Je ne pense pas qu'elle soit écoutée, mais je veux pouvoir me répéter un jour que j'ai tout fait pour prévenir la ruine de ce qui m'avait inspiré tant de foi et tant d'affection. »

Le gouvernement de l'empereur, on le voit, se trouvait à la Haye dans les meilleures conditions pour l'emporter sur les influences hostiles qui s'exerçaient sur l'esprit du roi et s'opposaient à l'aliénation de ses droits souverains sur le Luxembourg. Il disposait de l'active et sympathi-

que intervention de la reine Sophie, et il était représenté auprès du roi par M. Baudin, qui, à toutes ses qualités diplomatiques, joignait un don précieux, celui d'inspirer la confiance. J'ajouterai que le concours du prince d'Orange nous était résolument acquis et qu'on comptait, dans une certaine mesure, sur l'appui du ministre des affaires étrangères, M. le comte de Zuylen. Toutefois on le savait « ondoyant et divers ».

M. Baudin fut mandé à Paris au mois de février. La mission qu'on allait lui confier était des plus délicates. Le roi de Hollande avait deux couronnes; il s'agissait de l'amener à disposer de l'une d'elles par la simple persuasion, sans autre motif que des considérations d'intérêt général. Ce n'était pas une entreprise aisée. M. Baudin avait, il est vrai, pour lui faciliter la tâche, des alliés de premier choix, et il avait même à son service, sans qu'il s'en doutât, des moyens d'action que l'histoire a toujours évité de préciser. Mais notre diplomatie avait, d'autre part, à neutraliser l'intervention résolue du prince Henri des Pays-Bas, le frère du roi et son lieutenant général dans le grand-duché, ainsi que celle de sa femme, une princesse de Weimar et

la propre nièce du roi Guillaume. Tous les deux représentaient l'influence allemande à la cour de la Haye. On savait qu'ils correspondaient avec Berlin et qu'ils reflétaient plus ou moins les sentiments de la cour de Prusse.

En prenant en main la négociation que lui confiait l'empereur, M. de Moustier, je crois l'avoir fait ressortir déjà, avait lieu de penser que les choses étaient plus avancées avec le cabinet de Berlin qu'elles ne l'étaient en réalité. Il devait croire, d'après le projet de traité arrêté au commencement de septembre entre M. de Bismarck et M. Benedetti et qu'il trouvait en arrivant de Constantinople tout libellé au ministère des affaires étrangères, que le roi Guillaume ne ferait aucune difficulté de retirer ses troupes d'une citadelle qu'il déclarait être sans importance stratégique pour la Prusse. Aussi sa tâche paraissait-elle des plus simples ; il n'avait pour ouvrir sa campagne diplomatique qu'à s'en tenir aux stipulations de Berlin ; elles lui traçaient son programme. Le roi des Pays-Bas ne pouvant disposer d'aucune force hollandaise, le gouvernement français devait, suivant le projet de convention, s'offrir dans un

intérêt d'ordre public à remplacer la garnison prussienne ; l'empereur s'entendait directement avec le roi Guillaume III pour en obtenir, moyennant une suffisante indemnité, la cession de ses droits de souveraineté, et il s'engageait à ne rattacher le grand-duché à la France qu'après avoir consulté les populations. Tel était le plan qu'on nous avait proposé et que le ministre des affaires étrangères comptait suivre sans y rien modifier. Il est vrai que, depuis son retour de Varzin en décembre, le président du conseil avait changé d'allures ; il ne tenait plus qu'un langage équivoque ; mais M. de Moustier avait la ténacité du Franc-Comtois, il poussait parfois la persévérance jusqu'à l'obstination. Il se flattait qu'à force de soins et de patience, il finirait par avoir raison du mauvais vouloir qu'on nous manifestait sans cause déterminée. Il avait d'ailleurs le respect de sa parole, et il lui en coûtait de croire que M. de Bismarck, qu'il tenait pour un galant homme, pût manquer à la sienne. C'est dans ces sentiments, et en s'appuyant sur le projet de convention rapporté de Berlin, que le ministre des affaires étrangères ouvrit ses pourparlers avec M. de Lichtenfeld,

l'envoyé néerlandais auprès du gouvernement de l'empereur. On ne demandait alors à la Haye que deux choses : conserver le Limbourg avec ses places fortes et se débarrasser du Luxembourg. L'un, on le sait, faisait partie intégrante de la monarchie, bien que rattaché à l'ancienne Confédération germanique ; le second était un fief personnel du roi et créait au gouvernement néerlandais, malgré lui, une solidarité dangereuse avec l'Allemagne. Rien à ce moment ne pouvait donc être plus être agréable au cabinet de la Haye que d'être prémuni par une alliance avec la France, conclue avec l'assentiment tacite de la Prusse, contre les éventualités qu'il ne cessait d'appréhender. C'était pour lui presque un coup de fortune d'obtenir, dans ces temps troublés et sans lendemain, une garantie aussi précieuse au prix d'un territoire embarrassant, pouvant d'un jour à l'autre l'entraîner dans les plus fâcheuses complications. Dans les notes que M. de Lichtenfeld passait au gouvernement de l'empereur, le gouvernement hollandais demandait avec instance ce que ferait la France si la Prusse devait se prévaloir d'une communauté de races pour lui dicter une alliance léonine, qui lui permettrait de mettre

la main sur son commerce, sur ses positions stratégiques et sur sa marine militaire. Jusqu'à la fin du mois d'août, ces doléances avaient laissé le gouvernement impérial assez indifférent, mais après s'être vu refuser Mayence et le Palatinat, la Hollande s'était forcément imposée à sa sollicitude. Nous n'avions pas, comme avec la Prusse, pour l'attirer à nous, à violenter son tempérament; elle ne manifestait ni doute ni hésitation, elle avait l'entrain et la conviction qui, d'après M. de Moustier, devaient présider aux alliances et qu'il regrettait de ne plus rencontrer à Berlin.

Le cabinet des Tuileries allait donc poursuivre de front, à Berlin et à la Haye, deux négociations dont M. de Bismarck tenait en réalité tous les fils. Il pouvait intimider ou rassurer à son gré le gouvernement néerlandais, le pousser ou l'arrêter suivant ses convenances. Il était maître du jeu, il avait deux rois à sa disposition qu'il faisait manœuvrer à sa guise. Il fallait de l'audace ou une confiance exagérée pour engager la partie dans de telles conditions, d'autant plus que les correspondances d'Allemagne devenaient de jour en jour plus alarmantes. Elles ne se bornaient plus à relever les procédés équivoques du gou-

vernement prussien, ses infractions au traité de Prague, ses armements continus, elles parlaient d'alliances secrètes, d'agressions préméditées. Voici ce qu'on écrivait de Francfort, à la date du 15 février, à l'heure même où le gouvernement impérial allait ouvrir ses pourparlers avec le roi des Pays-Bas et le cabinet néerlandais : « ... On prête à M. de Bismarck les projets les plus sinistres. On dit qu'il aurait l'intention de consommer en pleine Exposition universelle, dès que ses armements seront terminés, l'œuvre qu'il poursuit en Allemagne. On dit aussi qu'il serait d'accord avec le prince Gortschakoff et que, le moment venu, le cabinet de Berlin et le cabinet de Pétersbourg signeraient un traité offensif et défensif dont les bases seraient déjà concertées. La Russie laisserait faire la Prusse en Allemagne, se réservant toute sa liberté d'action en Orient, et si l'Autriche, qu'elle se chargerait de tenir en échec, dans l'éventualité d'une guerre avec la France, devait sortir de sa neutralité, les deux cours s'entendraient sur le partage de ses dépouilles. Je suis loin de me porter garant d'aussi ténébreuses combinaisons ; mais, à défaut de preuves évidentes, il est cependant des présomptions morales qui autorisent

à croire qu'une entente intime, d'un caractère plus ou moins menaçant, s'est établie entre les deux gouvernements. Il est impossible, en effet, de n'être pas frappé du désintéressement qu'affecte aujourd'hui la diplomatie russe à l'endroit de l'Allemagne, à laquelle la cour de Pétersbourg est cependant si étroitement rattachée et par les intérêts traditionnels de sa politique et par les liens de la parenté. »

Ces informations n'avaient pas, sans doute, le caractère de la certitude, mais elles n'en étaient pas moins symptomatiques; elles auraient dû impressionner, et elles méritaient d'être contrôlées alors qu'on s'engageait dans une aventureuse négociation. Mais déjà, dans les derniers jours du mois de janvier, le gouvernement impérial était entré dans la voie que M. de Bismarck lui avait recommandée « comme étant la plus courte et la plus sûre » pour vaincre les hésitations de son roi. Il avait organisé dans le Luxembourg, sous l'inspiration de M. de Saint-Paul, le secrétaire général du ministère de l'intérieur, un réseau d'informations et un centre de propagande; on voyait apparaître dans le grand-duché des Français de toutes qualités, des administrateurs

et des employés de chemin de fer, des banquiers, des officiers et jusqu'à des touristes que n'effrayait pas l'hiver. Ils avaient pour mission de faire comprendre à des populations habituées à passer de Charybde en Scylla combien leur situation était précaire et à leur démontrer les avantages de tout genre qu'elles tireraient d'une réunion définitive à la France. Il est juste de dire qu'ils n'avaient pas grande éloquence à dépenser pour les convertir, leurs sympathies nous étaient entièrement acquises. Le gouvernement luxembourgeois, et surtout le prince Henri, le lieutenant du roi, suivaient d'un œil inquiet et mécontent cette invasion d'un genre nouveau, qu'on aurait pu appeler *plébiscitaire*. Ils s'en plaignaient à la Haye et donnaient l'ordre à leur chargé d'affaires à Paris de demander instamment au gouvernement français de refréner le zèle de ses agents officieux et de ne pas leur permettre d'agiter le pays. Il en résultait pour M. de Lichtenfeld, qui représentait à la fois la Hollande et le grand-duché, une situation fort étrange. Il changeait de langage et d'habit, préconisait et combattait l'annexion suivant les instructions qu'il recevait soit de la Haye, soit du Luxembourg.

A la date du 18 février, M. de Moustier apprenait à M. Benedetti qu'on commençait « à mettre les fers au feu » dans le grand-duché et que déjà l'on constatait que les dispositions locales nous étaient favorables. Il lui développait ainsi son plan de bataille. « M. Baudin, écrivait-il, verra d'abord le ministre des affaires étrangères, il tâchera de l'amener à proposer un traité d'alliance avec la Hollande, conçu dans le genre de celui que la Suède a fait avec nous lors de la guerre d'Orient. Cette idée plaît beaucoup à l'empereur, qui y verrait la contre-partie de la Confédération du Nord. Si le gouvernement néerlandais y mettait une ardeur suffisante, on y puiserait un nouvel argument pour la cession immédiate du Luxembourg. Le conseil que M. de Bismarck nous a fait parvenir à cet égard expliquera nos démarches, et s'il en transpire quelque chose, il sauvera les apparences. Nous engageons, en outre, le roi à demander dès à présent à la Prusse de retirer sa garnison. »

Le ministre des affaires étrangères, avant d'instruire M. Baudin, avait eu soin de préparer le gouvernement néerlandais aux communications dont il allait être l'objet. Il s'était expliqué avec

M. de Lichtenfeld, le ministre des Pays-Bas à Paris. Il lui avait confié que notre envoyé à la Haye serait chargé de proposer au roi grand-duc deux traités connexes : l'un défensif, qui garantirait à la Hollande le Limbourg et la couvrirait contre toute pression éventuelle de la Prusse, soit matérielle, soit morale, et le second qui assurerait à la France la cession du Luxembourg. Il lui avait dit que la Prusse était pressentie, qu'elle ne ferait aucune objection, qu'elle ne demanderait qu'à se laisser forcer la main, la cession étant pour elle le moyen de retirer sa garnison sans blesser le sentiment allemand. Il avait ajouté que l'empereur n'était animé d'aucun esprit de conquête, qu'il ne cédait qu'à des nécessités politiques et stratégiques, qu'il lui était impossible de laisser sur la frontière de la France, arbitrairement, entre les mains de la Prusse, une forteresse de premier ordre et qu'il avait à tenir compte de l'amour-propre de son pays, déjà si vivement froissé par les derniers événements. M. de Moustier ne cachait pas que, si cette satisfaction était refusée à l'empereur, l'opinion publique irritée le forcerait à faire la guerre dans un temps plus ou moins rapproché.

La guerre, disait-il, serait une calamité pour tout le monde, et la Hollande en serait la première victime : elle lui coûterait le Limbourg et peut-être son indépendance.

« la marée prise à flot mène à la fortune », a dit Shakspeare. Déjà la marée avait baissé à la Haye. Le traité de cession et de garantie, qu'on eût signé des deux mains quelques semaines plus tôt, n'était plus accepté que sous bénéfice d'inventaire. On demandait à réfléchir, on trouvait qu'il y manquait quelque chose d'essentiel : la certitude que la Prusse ne s'offusquerait pas d'une entente dont elle était appelée à faire les frais. Sur ce point cardinal, la diplomatie française ne fournissait que des assurances, elle ne produisait aucun acte probant. « Nous avons affaire à des gens timides, indécis, écrivait M. Baudin, qui se méfient un peu de nous et hésitent à se lier à cause de l'instabilité de notre avenir diplomatique. M. de Zuylen me l'a clairement fait comprendre en exprimant des appréhensions au sujet d'une régence possible du prince Napoléon, dont les relations avec le roi sont fort mauvaises. »

Comme on le voit, la santé de l'empereur et

la transmission de son pouvoir préoccupaient les cours étrangères et s'imposaient aux calculs de leur politique. « Nous aurons pour nous, ajoutait M. Baudin, le prince d'Orange, entièrement Français, le roi, j'espère, et les hommes chez qui le patriotisme l'emporte sur la timidité. Mais M. de Zuylen manque à la fois de résolution et d'inclinations françaises. Néanmoins j'espère faire réussir le traité, quand vous jugerez le moment opportun pour le remettre positivement sur le tapis. M. Tornaco (le président du gouvernement luxembourgeois) se montre très décidément Français ; il dit que l'annexion est la seule solution désirable pour le Luxembourg. »

A Berlin, la situation s'était sensiblement améliorée. Le président du conseil avait tenu à recevoir l'ambassadeur de France, bien qu'il fût sérieusement indisposé. Son indisposition n'avait cette fois aucun caractère politique. Loin d'exagérer son état, il essayait de le dissimuler. Il était pâle, défait, sensiblement affaibli par une douleur rhumatismale qui s'était fixée dans la région du cœur et qui l'empêchait de parler, et cependant il parlait avec une abondance inusitée, sans laisser à son interlocuteur le temps de le

questionner. Le roi était toujours le grand obstacle avec ses hésitations désespérantes, mais le ministre ne perdait aucune occasion pour renouveler ses instances et lui arracher l'autorisation de négocier. Tout lui servait de prétexte pour le convaincre, ses conversations avec l'ambassadeur aussi bien que celles de l'empereur avec M. de Goltz. Il ne regrettait pas les représentations que M. de Moustier faisait à l'ambassadeur du roi au sujet des hésitations que ses ouvertures rencontraient à Berlin, et il voyait avec plaisir l'empereur lui-même en témoigner de la surprise et des regrets; c'étaient autant d'arguments qu'on lui fournissait. Il était heureux de constater que le prince royal commençait à témoigner des dispositions plus favorables et à reconnaître que le seul moyen de conjurer la guerre et de ne pas compromettre les avantages acquis était de s'arranger avec la France. Aussi, tout permettant d'augurer que ses efforts ne resteraient pas infructueux, M. de Bismarck attendait-il avec impatience une manifestation dans le Luxembourg pour frapper les derniers coups et pour démontrer à Sa Majesté que les populations ne tenaient aucunement à garder sa garnison, comme elle se

plaisait à le croire. Il justifiait la sincérité de ses intentions par les récentes déclarations qu'il aurait faites au ministre des Pays-Bas. Il lui aurait dit que la Prusse n'exigerait de la Hollande ni un pouce de territoire ni l'entrée de ses provinces dans la Confédération du Nord. M. de Bismarck avouait que les traités qui conféraient à la Prusse le droit d'occuper la citadelle de Luxembourg se trouvaient périmés à la suite des derniers événements, et il était personnellement d'avis que, s'il plaisait au roi des Pays-Bas de nous faire la cession du grand-duché, non seulement le gouvernement prussien n'aurait rien à y redire, mais qu'il ne lui resterait plus qu'à rappeler ses troupes, sans même attendre que nous lui en adressions la demande. « Faite avec mesure, ajoutait M. de Bismarck, cette demande lèverait bien des difficultés. » Il nous recommandait d'en suggérer l'idée au gouvernement néerlandais et de lui promettre au besoin notre appui contre toute prétention de l'Allemagne ; cette promesse, disait-il, ne nous engagerait à rien, car personne à Berlin ne songeait à violenter la Hollande.

Le langage que tenait le président du conseil

à notre ambassadeur n'était pas nouveau, mais jamais il n'avait été aussi précis ni plus encourageant. Il restait à se demander s'il était exempt d'arrière-pensée. « Je vous rapporte ce qui m'a été dit, écrivait M. Benedetti, mais en notant que M. de Bismarck pourrait bien, s'il y était contraint par les circonstances, ne plus s'en souvenir. Je ne suis pas moins d'avis, ajoutait-il, que nous devons en faire notre profit et agir à la Haye. » Il passait ainsi alternativement du doute à la confiance ; il conseillait d'agir, tout en recommandant de se méfier. Il savait par de récentes expériences ce qu'il en coûtait de s'engager avec le ministre prussien sans être prémuni par « quelque chose d'écrit ». Aussi, pour prendre acte des paroles de M. de Bismarck, suggérait-il à M. de Moustier l'idée de résumer ses déclarations dans une lettre qu'il lui adresserait. Cette lettre, il se chargerait de l'envoyer au président du conseil sous enveloppe avec un billet motivé. Il pensait sans doute que les communications écrites ne se renient pas aisément, même quand on se borne à les recevoir. Il espérait par là lier M. de Bismarck, en faire en quelque sorte notre complice, et le forcer malgré

lui de nous frayer les voies et de ramener son souverain.

Le moyen imaginé par l'ambassadeur témoignait d'une ingénieuse et vigilante défiance; il restait à savoir si M. de Bismarck s'y laisserait prendre. M. Benedetti lui prêtait une mémoire complaisante qui se fortifiait et s'affaiblissait suivant les circonstances; comment sortirait-elle de l'épreuve? serait-elle fidèle ou défaillante? Tout dépendait du degré de sa sincérité. L'épreuve avait ses avantages, mais elle avait aussi ses inconvénients. Il est toujours dangereux de mettre au pied du mur les gens avec lesquels on a à compter. Le doute peut provoquer des mouvements d'indignation calculée et compromettre les affaires au lieu de les avancer.

M. de Moustier s'empressa de déférer au désir de l'ambassadeur. Il paraphrasa dans sa réponse les déclarations qu'il avait recueillies de la bouche du président du conseil. Elles étaient du reste conformes au langage qu'on lui tenait à Paris. M. de Goltz nous engageait à aller vigoureusement de l'avant; il nous disait que, sauf les hésitations du roi, les dispositions étaient excellentes à Berlin et que le prince royal, qui

soupçonnait nos pourparlers sans toutefois les connaître exactement, reconnaissait qu'un arrangement avec la France était le seul moyen de conjurer la guerre : M. de Moustier ne pouvait douter d'ailleurs que les paroles de M. de Bismarck n'eussent été interprétées avec une rigoureuse exactitude. Un agent peut transmettre à son gouvernement des informations sujettes à caution, ses appréciations peuvent être inexactes et même fausses, — cela s'est vu parfois, — mais il manquerait à ses devoirs professionnels les plus impérieux, et il exposerait sa responsabilité au dernier chef s'il ne reproduisait pas de la manière la plus fidèle et la plus précise les paroles échangées.

La lettre de M. de Moustier fut envoyée au comte de Bismarck avec quelques lignes explicatives. Il évita ou négligea d'en accuser réception. Mais, le lendemain, M. Benedetti vit la lettre dépliée sur son bureau et, dès les premiers mots échangés, il put constater que le ministre ne s'était pas offusqué du soin qu'il avait pris de préciser et de fixer ses paroles. L'épreuve à laquelle il avait soumis sa sincérité n'était donc pas à regretter. Le ministre relut la lettre avec

lui; il n'avait pas perdu le souvenir de ses déclarations; il reconnut qu'elles étaient dans leur ensemble fidèlement interprétées. Toutefois sa pensée, sur deux points qui n'étaient pas les moins importants, était dépassée. Il n'avait ni dit ni pu dire qu'il serait difficile à la Prusse de soutenir la légitimité de ses titres au droit de garnison, ni qu'ils fussent périmés par le seul fait de la dissolution de la Confédération germanique. Il avait fait entendre que cette thèse était soutenable; il ne s'était pas engagé à ne pas la combattre.

C'était une première défaillance de sa mémoire, ce n'était pas la seule; d'après lui, l'ambassadeur aussi s'était mépris en rapportant que le gouvernement prussien n'aurait *rien à redire* à la cession du Luxembourg, et que devant le fait accompli, sans même attendre une mise en demeure, il n'aurait plus qu'à retirer ses troupes. — M. de Bismarck ne pouvait admettre *que la Prusse ne pût rien avoir à redire* à un pareil arrangement. C'étaient les deux seuls points qu'il croyait devoir relever dans le compte rendu de ses déclarations. Il est vrai que ces réserves remettaient tout en question. Mais, une fois formulées, il protesta en

termes chaleureux de ses dispositions personnelles, elles n'avaient subi aucune altération. Il maintenait le conseil qu'il nous avait donné de nous entendre directement avec le gouvernement hollandais, et il affirmait que le roi ne voyait aucun inconvénient à cette démarche. Il pria l'ambassadeur de lui laisser la lettre. Il désirait la lire à Sa Majesté pour la familiariser avec les idées qu'il nous avait développées. Il était utile d'asseoir ses convictions et de lui prouver, par un document confidentiel écrit de la main de notre ministre des affaires étrangères, combien était manifeste notre désir de nous concerter avec lui.

Le lendemain, M. de Bismarck confiait à M. Benedetti que le roi, tout en regrettant qu'il se fût autant avancé avec nous, n'avait pas exigé qu'il revînt sur aucune de ses confidences. Il nous était donc permis de conclure de l'approbation que le roi Guillaume donnait à son ministre que le roi des Pays-Bas pouvait nous céder ses droits sur le Luxembourg, que nous étions autorisés à ouvrir des négociations et que, dans le cas où la cession du Grand-Duché nous serait faite, la Prusse rappellerait sa garnison. Au moment de rompre

cet entretien de grande et fatale conséquence, car il devait être déterminant pour les résolutions du gouvernement impérial, M. Benedetti tendit la main au président du conseil et lui dit, en fixant sur lui son regard le plus pénétrant et comme s'il s'agissait d'un pacte solennel : « Je pars ce soir pour Paris ; puis-je répéter à l'empereur tout ce que vous venez de me dire ? — Je vous y autorise, lui répondit le ministre sans sourciller, d'une voix convaincue. Les dispositions du roi sont si bonnes qu'il me disait hier encore : « Si le Luxembourg est cédé à la France, je n'aurai rien à me reprocher vis-à-vis du peuple allemand ; il ne pourra s'en prendre qu'au roi des Pays-Bas. »

En compulsant à treize années de distance les procès-verbaux de ces négociations si laborieuses, si délicates et si dramatiques dans leurs suites, on se sent profondément contristé. On se demande si, dans cette lutte diplomatique, engagée à seule fin de réconcilier deux grands pays au prix de concessions réciproques, l'extrême habileté ne l'a pas emporté sur l'extrême confiance, ou bien si ces tentatives de rapprochement dont le succès eût vraisemblablement conjuré la catastrophe

de 1870 n'ont pas été traversées par les lois implacables de l'histoire, plus fortes que la volonté des gouvernements. M. de Bismarck, qui n'a jamais reculé devant l'aveu d'une habileté, a toujours protesté et proteste encore de sa sincérité en 1867 [1].

M. Benedetti était à peine rentré à Berlin que je partais pour Paris. Je quittais mon poste sans congé, je m'y croyais suffisamment autorisé par la gravité des circonstances. Francfort n'était plus le siège de la diète, mais il était encore le centre de l'Allemagne, où venaient se répercuter les échos politiques du Nord et du Midi. Tout ce que je voyais et tout ce qui me revenait était fort inquiétant. Les armements ne discontinuaient pas; les officiers portaient la tête haute et annonçaient que les temps étaient proches; les journaux inspi-

1. Dans un entretien que M. de Bismarck eut au mois de mars 1868 avec le prince Napoléon, qui était allé à Berlin pour s'assurer des dispositions de la cour de Prusse, il s'appliqua à lui démontrer que sa politique n'avait jamais été hostile à la France. Il lui fit, à grands traits et sans trop l'altérer, l'histoire de l'affaire du Luxembourg, pour établir qu'il était sincèrement résolu à nous laisser acquérir le Grand-Duché, si, comme il nous l'avait demandé, nous l'avions mis en face du fait accompli. « Le Luxembourg ne vous eût pas échappé, disait-il, si à La Haye on avait su brusquer le dénouement. »

rés ne ménageaient plus la France, et les diplomates prussiens accrédités auprès des cours du Midi tenaient un langage de plus en plus équivoque. Ils enjoignaient aux gouvernements de hâter la réorganisation de leurs corps d'armée et leur rappelaient qu'ils avaient signé des traités d'alliance dont l'exécution pourrait bien être réclamée plus tôt qu'ils ne le pensaient. Le vent soufflait à la guerre. On parlait de négociations que le gouvernement impérial poursuivait à la Haye pour s'assurer le Luxembourg, et les personnes bien renseignées affirmaient que, non seulement le cabinet de Berlin ne reconnaîtrait pas au roi des Pays-Bas le droit de céder le grand-duché à une tierce puissance, mais que ses états-majors ne consentiraient jamais à l'évacuation d'une citadelle qu'ils estimaient indispensable à leurs combinaisons stratégiques.

Ces symptômes et ces propos n'échappaient pas à M. de Moustier. Ils étaient signalés et commentés chaque jour dans les correspondances qu'il recevait d'Allemagne, mais ils étaient atténués par les assurances tranquillisantes que notre ambassadeur avait rapportées de Berlin. Faire par tager ses alarmes à un ministre que rassurent

les gouvernements avec lesquels il traite et qui déjà entrevoit le succès couronnant de longs et de pénibles efforts n'est pas chose aisée. Pour ébranler la confiance de M. de Moustier, il ne fallait rien moins qu'une franchise de langage autorisée par de longues années d'intime et d'affectueuse collaboration à Berlin et à Constantinople. Ce qui préoccupait le plus M. de Moustier, c'était l'état de l'opinion en Allemagne. Il tenait à savoir l'impression que produirait sur elle la cession du Luxembourg à la France. « Tout dépendra, lui dis-je, des sentiments du comte de Bismarck, dont vous êtes plus à même que moi d'apprécier la sincérité. C'est lui qui, de son cabinet, inspire et dirige l'opinion. Il l'arrêtera ou se laissera déborder par elle suivant les circonstances. Si les passions s'enflamment, il ne fera aucun effort sérieux pour réagir contre le courant. Méfiez-vous, c'est mon dernier mot, et surtout n'oubliez pas que vous êtes à la veille de l'ouverture du parlement du Nord. »

Sur le conseil du ministre, je demandai une audience à l'empereur. M. de Moustier tenait à ce qu'il n'ignorât pas les impressions que je rapportais d'Allemagne. L'empereur me reçut, non

pas en audience privée, mais à l'issue de la messe du dimanche. C'était la seule occasion qu'il ménageait à ses agents du dehors n'appartenant pas à l'intimité des Tuileries pour l'approcher et l'entretenir, et comme ses audiences étaient nombreuses et son temps mesuré, les conversations ne pouvaient être que rapides et superficielles. Il m'aborda avec cordialité et me remercia avec sa bonté habituelle des services que je rendais dans le poste qu'il m'avait momentanément confié, en attendant la vacance d'une légation en Allemagne. Il me questionna sur le sentiment des populations annexées et parut écouter avec intérêt ce que je lui dis des difficultés que la Prusse rencontrait dans son œuvre d'assimilation. Au moment de me congédier, il me demanda incidemment s'il était question en Allemagne du Luxembourg. C'était la demande que j'attendais avec impatience; elle devait me permettre de donner libre cours à mes appréhensions.

« Je ne le cacherai pas à Votre Majesté, répondis-je, tout le monde en Allemagne est convaincu que la France est mécontente de la transformation qui s'opère à ses portes et qu'elle n'attend qu'un moment propice pour réagir

contre les faits accomplis. On tient la guerre pour certaine et l'on prévoit que nous la ferons dès que nous aurons des alliés et une armée reconstituée. Aussi, au lieu d'attendre notre heure, les états-majors prussiens guettent-ils un prétexte pour nous prévenir et profiter de l'avance et des avantages qu'ils croient avoir sur nous. Ils savent que la France s'est émue de la campagne de Bohême et que d'ailleurs, se trouvant en pleine transformation militaire, elle est désarmée, sans fusils et sans matériel. » A mesure que je parlais, la figure de l'empereur, si souriante d'abord, se rembrunissait. Bien qu'il ne me donnât aucun signe d'encouragement, je n'en continuai pas moins à lui faire des armements de la Prusse le tableau le plus menaçant. Voyant ses sourcils se froncer de plus en plus, je terminai en disant que déjà se révélaient des signes précurseurs d'une mobilisation prochaine, qu'il m'était revenu de source certaine que le gouvernement prussien avait signé des contrats éventuels lui assurant, sur une vaste échelle, des chevaux et des approvisionnements. L'empereur, lorsque j'eus fini, me tendit la main mollement et se retourna vers un conseiller général

qui était venu lui parler des intérêts de son canton. Il lui était pénible d'être réveillé. Toutefois mes avertissements avaient laissé une impression durable au ministre des affaires étrangères. Ses craintes avaient été lentes à venir, elles avaient résisté aux dépêches les plus chagrines. Il est vrai que les ministres étaient alors sans initiative, sans responsabilité; ils n'inspiraîent pas la pensée du souverain, ils la subissaient sans oser la contredire. Ils ne pouvaient oublier que l'empereur était l'élu du suffrage universel et qu'ils tenaient leurs portefeuilles de son bon vouloir et non de l'initiative parlementaire. C'est l'excuse sinon la justification de leurs compromissions avec sa volonté et leurs convictions.

Dès le lendemain, M. de Moustier chercha à se prémunir contre les surprises. Il comptait qu'il était temps de s'assurer sinon le concours, du moins les sympathies et l'assentiment des puissances. Il pressentit à la fois les cabinets de Pétersbourg, de Londres et de Vienne. Il était persuadé que l'Angleterre, qui, en dehors de la Belgique, se montrait alors fort indifférente aux choses du continent. ne ferait pas d'objection à

la cession du Luxembourg. Ses entretiens avec lord Cowley, toujours prêt à s'entremettre auprès de son gouvernement et à aplanir les difficultés, étaient de nature à dissiper tous ses doutes à cet égard. Autant certains noms de la diplomatie étrangère ont laissé au patriotisme français de douloureux souvenirs, autant celui de lord Cowley s'impose à ses regrets et à sa reconnaissance. Lord Cowley avait été accrédité auprès de l'empereur dès le lendemain de son avènement; il avait présidé à l'alliance de la France et de l'Angleterre lors de la guerre de Crimée. Il était de tous les ambassadeurs à Paris, par la dignité de son caractère et la sûreté de ses relations, le plus considéré. L'empereur avait confiance en lui; il avait pu reconnaître en maintes circonstances que ses avis étaient sages et qu'il ne transigeait pas avec la vérité. Sa tenue était correcte et sévère; il ne se livrait pas à tout le monde, mais il était constant dans ses amitiés. Sa droiture légèrement puritaine imposait à l'empereur, elle le troublait depuis que sa politique déviait des grandes lignes qu'il s'était tracées au début de son règne. Lord Cowley ne s'en offusquait pas, mais il nous voyait avec regret

soulever toutes les questions et rechercher alternativement toutes les alliances. Le jour où il comprit que la voie dans laquelle l'empire s'engageait de plus en plus rendait sa tâche difficile, il abandonna son poste et se retira dans ses terres, en Angleterre. Il avait assisté à l'épanouissement de la politique impériale, il ne voulut pas être le témoin de sa chute. S'il s'était trouvé à Paris en 1870, peut-être eût-il inspiré à l'empereur l'énergie qui lui manquait pour réagir contre de funestes conseils et peut-être l'eût-il empêché d'assumer le rôle de provocateur [1].

L'ambassadeur de Russie à Paris fut plus explicite que l'ambassadeur d'Angleterre. M. de Budberg promettait à M. de Moustier que son gouvernement, fidèle à l'entente de Stuttgard, n'entrerait dans aucune coalition contre nous et s'emploierait à dissoudre celles qui pourraient se former. Il nous laissait carte blanche en Occident jusqu'à la Belgique inclusivement. Il semblait même indiquer qu'on n'était pas assez

1. « La guerre était fatale depuis Sadowa, me disait un jour lord Cowley, mais peut-être la France l'eût-elle subie dans de meilleures conditions, si, au mois de juillet 1870, je m'étais trouvé auprès de l'empereur. »

content de l'Allemagne à Saint-Pétersbourg pour s'inquiéter beaucoup de ce que nous pourrions faire, « même à l'encontre du territoire sacré de la Germanie ».

Mais ce que M. de Moustier tenait à connaître surtout, c'était l'attitude éventuelle du cabinet de Vienne. L'Autriche, qu'au dire tardif de M. Rouher, nous avions « trop saignée », devenait, meurtrie et affaiblie, à l'heure du péril, un confident et une assistance pour notre politique. M. de Moustier s'épancha avec le prince de Metternich. La réponse du comte de Beust ne se fit pas attendre, elle était marquée au coin de la sagesse. « La France s'est engagée sur un mauvais terrain, écrivait-il. Un marché conclu au profit d'une caisse princière, aux dépens d'une population réputée allemande, faisant partie du Zollverein, c'est plus qu'il n'en faut pour permettre à M. de Bismarck de réchauffer les passions nationales. La Prusse a d'abord pour elle la possession, — *beati possidentes*, — et la déloger d'une forteresse qui passe pour être un rempart de l'Allemagne ne sera pas chose aisée. C'est autoriser M. de Bismarck à faire appel aux passions germaniques, et c'est lui faciliter les

moyens de rallier tous les dissidents autour de son drapeau. » Aussi M. de Beust se refusait-il à nous conseiller d'entrer dans une voie qu'il tenait pour périlleuse. Il était tout prêt à s'entremettre à Berlin, persuadé qu'il y serait écouté, mais il ne croyait pas pouvoir nous prêter ses bons offices, s'il ne s'agissait que d'un arrangement séparé avec la Hollande.

La réponse de M. de Beust n'était pas ce qu'attendait M. de Moustier. Le ministre de l'empereur François-Joseph lui parut moins préoccupé des intérêts de l'Autriche que des sentiments germaniques dont il s'inspirait jadis, lorsqu'il était le ministre des affaires étrangères du roi de Saxe. M. de Moustier désirait s'assurer le concours du cabinet de Vienne, mais il ne se souciait pas de son intervention à Berlin. Il craignait que M. de Beust, en se mêlant intempestivement de nos affaires, ne fournît à M. de Bismarck, qui nous laissait agir, mais à la condition de tout ignorer officiellement, un prétexte pour tout remettre en question. Aussi M. de Moustier télégraphiait-il immédiatement au duc de Gramont qu'il aimait à croire que, dans aucun cas, l'Autriche ne nous rendrait le mau-

vais service de nous gêner dans les négociations que nous pourrions avoir à poursuivre sur des sujets infiniment délicats : « Je me borne, disait-il, à relever l'insinuation qui tendrait à considérer le Luxembourg comme territoire allemand ; rien de semblable n'a jamais été dit à Berlin, et nous verrions avec autant de surprise que de chagrin qu'on eût de pareilles idées à Vienne ». M. de Beust devait prouver avant peu à M. de Moustier combien il s'était mépris sur sa pensée.

Les impressions que M. Benedetti avait rapportées de Berlin, fortifiées d'ailleurs à tout instant par les encouragements du comte de Goltz, ne pouvaient laisser de doutes ni à l'empereur ni à son ministre des affaires étrangères sur l'attitude qu'observerait la Prusse le jour où elle se trouverait en face du fait accompli de la cession du Luxembourg. Le moment de s'expliquer avec le roi de Hollande était donc venu. Le terrain était tout préparé à La Haye, le succès ne paraissait pas douteux. On transmit à M. Baudin le signal qu'il attendait pour agir. Il se mit à l'œuvre aussitôt. « Je quitte le roi, télégraphiait-il le 19 mars, à huit heures du soir. Il a com-

mencé par dire très haut qu'il n'admettrait jamais de négociations qu'à trois et au grand jour. J'ai affirmé que la Prusse acceptera le fait accompli, tandis qu'elle se refuserait à traiter de la cession. J'ai ajouté qu'elle ne conserverait aucun mauvais vouloir contre la Hollande et serait accommodante pour le Limbourg. Après une longue discussion et une vive insistance, j'ai nettement proposé un traité de convention qui resterait secret jusqu'au vote de la population du Grand-Duché, une indemnité que nous tiendrons à honneur de rendre complètement satisfaisante pour Sa Majesté et un traité secret de garantie permanente de l'intégrité des Pays-Bas. J'ai insisté sur la nécessité de garder le secret et de laisser à la France le soin de tout régler avec la Prusse. Le roi m'a congédié en me disant : « Eh bien, je ne dis pas non. » Il m'a promis le secret le plus absolu. J'avais déjà, dans le courant de la journée, amené M. de Zuylen à ces idées. Je le reverrai demain. Quel serait le maximum de l'indemnité ? Suis-je éventuellement autorisé à signer les deux projets que vous avez entre les mains ? » M. de Moustier répondit aussitôt : « Je vous félicite de ce

premier succès. Puisque le roi consent au secret, nous le garderons à Berlin jusqu'à nouvel ordre. Vous pourriez signer les deux traités dès à présent, sauf à régler l'indemnité. L'empereur avait parlé de 4 à 5 millions. Tâtez le terrain sans dépasser cette limite, et voyez un peu ce que l'on pense. J'en reparlerai à l'empereur. Si vous voyez Sa Majesté, dites-lui combien nous sommes reconnaissants de la voir comprendre les nécessités de notre situation politique; mais faites bien ressortir qu'il importe au succès que le soin de traiter avec Berlin nous soit absolument réservé. »

Tout semblait marcher au gré de nos désirs. Nos espérances se justifiaient à la fois à La Haye et à Berlin. Le roi de Prusse approuvait le langage encourageant que nous avait tenu son ministre, et le roi des Pays-Bas nous cédait pour quelques millions, dont le chiffre restait à débattre, ses droits souverains sur le Luxembourg. Le gouvernement de l'empereur pouvait donc affronter avec confiance les interpellations annoncées au Corps législatif, certain qu'avant peu il serait en état de confondre ses détracteurs.

Il s'agissait pour l'opposition d'apprécier com-

ment l'honneur et les intérêts de la France avaient été défendus dans le passé, et comment ils devaient l'être dans l'avenir. Le 16 mars, M. Thiers monta à la tribune au milieu de l'agitation frémissante de la Chambre. Selon lui, le gouvernement impérial était le véritable auteur de l'unité allemande. Il avait substitué au principe de l'équilibre européen le principe des nationalités, dont il s'était fait en toute occasion le champion dévoué et l'apôtre persévérant, au détriment de la politique traditionnelle de la France. Les conséquences de cette politique ne s'étaient pas fait attendre. M. Thiers les avait prédites ; l'unité de l'Italie avait entraîné l'unité de l'Allemagne.

Après avoir relevé en termes incisifs les fautes commises, M. Thiers terminait son discours en établissant que la vraie politique était d'admettre ce qui était fait, mais de déclarer hautement qu'on ne souffrirait pas qu'on allât plus loin. M. Émile Ollivier conseillait au contraire d'accepter sans arrière-pensée, non seulement la nouvelle organisation de l'Allemagne, sanctionnée par le traité de Prague, mais encore l'éventualité prochaine de l'union des États du Sud avec la Confédération du Nord. M. Rouher, avec une

éloquence digne d'une cause meilleure, contesta énergiquement, en développant les arguments de a circulaire La Valette, que la dissolution de la Confédération germanique et la réorganisation de l'Allemagne sur de nouvelles bases fussent menaçantes pour la sécurité ou la légitime influence de la France. Tout au contraire, il se félicitait hautement de voir l'ancienne Confédération, « masse énorme de soixante-quinze millions d'âmes », et dont le caractère purement défensif n'avait jamais été qu'une illusion et un mirage, remplacée aujourd'hui par une Allemagne « divisée en trois tronçons ».

Ces déclarations optimistes ne se conciliaient guère avec les angoisses patriotiques que M. Rouher lui-même avouait avoir éprouvées le lendemain de Sadowa, ni surtout avec les préoccupations dont le projet de loi sur la réorganisation de l'armée était l'irrécusable témoignage. Aussi M. Jules Favre, qui s'était réservé pour diriger contre le gouvernement les imputations les plus véhémentes, posait-il au ministre d'État, au milieu de l'émotion générale, un redoutable dilemme: « Ou le discours que vous venez de prononcer, disait-il, n'est autre chose qu'une ostentation

nécessaire, ne répondant point en réalité aux faits connus de la politique, ou vous devez retirer le projet de loi militaire. » Le droit d'interpellation que l'empereur avait concédé aux Chambres se retournait contre lui dès la première heure. Il fournissait à l'opposition les moyens de révéler ses fautes au grand jour et de soulever l'opinon contre son gouvernement.

Deux jours après cette mémorable discussion au Corps législatif, la *Gazette d'État* de Berlin publiait en tête de ses colonnes, dans la pensée la plus provocante, le traité d'alliance offensive et défensive conclu, le 21 août 1866, avec la Bavière. On croyait la Prusse cantonnée dans le nord de l'Allemagne et déjà elle était installée à Munich et à Stuttgard. On ne tenait plus compte des susceptibilités de la France ; on lui notifiait publiquement que le traité de Prague était violé et que les limites marquées aux aspirations allemandes étaient franchies depuis longtemps. C'était, disait-on, une réponse au discours agressif de M. Thiers, qui, du haut de la tribune, avait sommé le gouvernement impérial d'enrayer la marche des événements en Allemagne. Le patriotisme de M. Thiers était grand et sa clairvoyance

merveilleuse, mais ses discours si prophétiques manquaient parfois d'opportunité. En signalant le danger lorsqu'il n'était plus temps de le conjurer, il ne faisait que l'aggraver ; il paralysait l'empereur dans ses résolutions, lui enlevait l'appui moral du pays et jetait l'irritation au dehors.

Dans les cercles officiels de Berlin, on s'efforçait d'atténuer le caractère et la portée de cette publication si inattendue. On disait que, pour sauver le prince de Hohenlohe, dont le maintien au pouvoir était pour la Prusse une question de sécurité, il avait fallu prouver aux Chambres bavaroises que la situation faite au pays n'était pas son œuvre, mais bien celle du baron de Pfordten, l'ancien ministre dirigeant. On disait aussi, et le fait était exact, que M. de Bismarck, après s'en être toujours caché, avait fini par avouer à M. Benedetti, le 9 mars, au moment où il partait pour Paris, qu'après nos revendications sur le Palatinat hessois et bavarois, les cours méridionales avaient supplié la Prusse de garantir leur territoire. Mais ces explications ne se conciliaient pas avec le discours de M. Rouher. On ne comprenait pas comment le ministre d'État avait pu, le 16 mars, développer à la tribune la théorie des

trois tronçons, si M. de Bismarck, comme on l'affirmait, avait avoué, le 9 mars, au gouvernement de l'empereur que la ligne du Mein était politiquement et militairement franchie. Le contre-coup des révélations de la *Gazette d'État* de Berlin se fit sentir immédiatement à La Haye. On s'avisa non sans effroi que les relations entre le cabinet des Tuileries et la cour de Prusse n'avaient pas le caractère de cordialité que la diplomatie française se plaisait à leur donner. « Le roi a malheureusement réfléchi, télégraphiait M. Baudin, le 22 mars ; il voudrait faire régler la cession du Luxembourg par les signataires du traité de 1839. Je réponds qu'il n'y faut pas songer et j'annonce d'avance votre refus. On voudrait le consentement de la Prusse d'autant plus explicite que la crainte de M. de Bismarck et de la guerre est ravivée par la publication du traité avec la Bavière. » Le 20 mars, on croyait toucher au port; deux jours après on était rejeté en pleine mer.

M. de Moustier essaya de calmer les appréhensions du gouvernement néerlandais ; il offrit de s'en expliquer à Berlin, tout en demandant au cabinet de La Haye de lui épargner cette démarche, car, disait-il, M. de Bismarck veut avoir la

main forcée et se trouver par la cession devant un fait accompli. Tout ce qu'il put obtenir fut que M. de Bylandt, le ministre des Pays-Bas à Berlin, ne prendrait aucune initiative; mais il avait l'ordre, si on lui parlait du Luxembourg, de répondre que le roi était décidé à ne faire l'affaire que du consentement de la Prusse.

La négociation ouverte avec tant de confiance entrait dans une phase imprévue; on allait avoir à compter avec le sentiment de la peur, habilement surexcité par les influences allemandes qui s'exerçaient à la cour de La Haye. Encore quelques jours et la situation deviendra périlleuse. Il ne sera plus question d'alliance; c'est la guerre qu'il faudra conjurer. Déjà le drame se prépare et se reflète menaçant dans les communications qui s'échangent entre Paris, Berlin et La Haye. M. de Moustier ne tient pas encore la partie pour perdue. Il redouble d'activité. Il est sur la brèche nuit et jour; il est à la fois la pensée et la plume. Il écrit, chiffre et déchiffre lui-même les dépêches qu'il échange avec ses agents. Il confère avec les ambassadeurs, et s'il est empêché d'aller aux Tuileries, il écrit à l'empereur et le tient au courant, heure par heure, de tous les incidents.

Son activité est prodigieuse, ses émotions incessantes, il passe de l'espoir au découragement. Les médecins interviennent, ils savent qu'il est atteint d'une maladie de cœur; leurs conseils le laissent indifférent. Il songera au repos, s'il en est temps encore, lorsque le péril sera conjuré.

VII

LES PERPLEXITÉS DU ROI DES PAYS-BAS ET DE SON GOUVERNEMENT

M. Benedetti avait à peine quitté Paris que M. de Moustier lui expédiait dans la nuit une dépêche pour l'informer que le roi des Pays-Bas, après avoir consenti à traiter secrètement, s'était ravisé tout à coup et demandait à faire régler la cession par les signataires du traité de 1839 : « M. Baudin croit, lui télégraphiait-il, que l'on se contenterait d'un consentement quelconque et il demande ce qu'il doit faire. » La dépêche avait précédé M. Benedetti à Berlin. Il exprima immédiatement à M. de Bismarck le désir de le voir et il lui annonça qu'il était porteur d'une

lettre de l'empereur, pour le roi. Le roi le reçut dès le lendemain matin. Il lui fit un accueil gracieux, s'informa de la santé de l'empereur, de l'impératrice et du prince impérial, se félicita de la prochaine occasion que lui offrirait l'Exposition pour faire sa cour à Leurs Majestés. Il parla de la discussion du Corps législatif, il releva l'injustice des attaques de l'opposition et loua le langage du ministre d'État; mais il ne sortit pas des généralités et évita de fournir à l'ambassadeur l'occasion de porter l'entretien sur les affaires en négociations entre son gouvernement et la France.

En sortant de l'audience, M. Benedetti se rendit chez le président du Conseil. Il lui annonça, sans lui parler de l'incident qui avait surgi à La Haye, que nous étions entrés en pourparlers avec le roi des Pays-Bas, qu'on nous demanderait sans doute d'apporter l'assentiment de la Prusse, et qu'au lieu de se contenter des assurances qu'il nous avait autorisés à donner, on pourrait bien vouloir exiger une garantie directe du gouvernement prussien. M. de Bismarck répondit que le roi se préoccupait trop vivement de l'effet que la cession du Luxembourg à la

France produirait en Allemagne pour qu'il lui fût permis d'y acquiescer ouvertement. Il parla des difficultés avec lesquelles il avait personnellement à compter, des ménagements dont il avait à user non seulement avec le roi, mais avec le Parlement et les tendances de l'opinion publique. Il ne pouvait autoriser personne à affirmer que la Prusse était d'accord avec nous et qu'elle avait consenti à la réunion du Luxembourg à la France. Il se trouvait au contraire placé dans une situation telle que, si on l'interrogeait, il serait forcé d'en exprimer sinon des regrets, du moins « un certain sentiment de tristesse ». Il ne demanderait pas mieux que de faire dire à La Haye une parole déterminante, s'il pouvait compter sur la discrétion du roi des Pays-Bas; mais il connaissait le caractère de ce prince et il savait que, pour se disculper, il n'hésiterait pas à tout divulguer.

« Mais que répondriez-vous, demanda M. Benedetti, si le roi grand-duc, au lieu de s'adresser au roi Guillaume, vous faisait personnellement interpeller ? — Je répondrais, dit M. de Bismarck, que le roi peut disposer de ses droits de souveraineté sans recourir à l'assentiment de la Prusse, j'en dirais assez pour faire sentir, pour peu qu'on

veuille comprendre, que nous laisserons faire; mais je calculerais mes paroles de manière à pouvoir déclarer au Parlement, sans me démentir, que l'assentiment de la Prusse n'a pas été donné. Je répondrais, avec un *certain sentiment de tristesse*, que, si l'Allemagne avait lieu de regretter la cession du Luxembourg à la France, elle aurait mauvaise grâce d'en faire un grief au roi des Pays-Bas, qui était le maître de céder ses droits de souveraineté à qui bon lui semblait. »

De douloureuses circonstances avaient obligé M. Benedetti à quitter Berlin dans un de ces moments psychologiques qui décident du sort d'une négociation. A l'heure où il partait, tout semblait marcher au gré de nos souhaits. Les dispositions de M. de Bismarck se manifestaient cordiales, le roi et les princes se convertissaient insensiblement aux idées du ministre. Tout le monde à Berlin commençait à comprendre la nécessité de s'arranger avec la France. Il avait suffi d'une courte absence de l'ambassadeur, — une dizaine de jours à peine, — pour altérer ces bons sentiments. M. Benedetti retrouvait M. de Bismarck froid et mesuré, enclin, comme il se plaisait à le dire, à « un certain sentiment de

tristesse ». Le ministre prussien avait disparu dans l'intervalle pour faire place au chancelier de la Confédération du Nord, soucieux du Parlement, de l'opinion publique allemande, voulant laisser derrière lui toutes les portes ouvertes et se réservant la liberté de régler son langage devant le Reichstag suivant les circonstances.

Il était bien tard pour revenir sur ses pas et pour renoncer à une conquête que déjà l'on avait escomptée ; la politique n'a pas de ces résignations. Reculer, c'était se donner en spectacle à l'Europe, avouer sa déchéance et fournir à l'opposition, qui s'était manifestée si violente au Corps législatif, matière à de nouvelles attaques. Personne du reste, dans les conseils de l'empereur, ne songeait à la retraite, si ce n'est peut-être M. Rouher; il avait dès le début jugé l'entreprise hasardeuse [1]. Le ministre d'État, qui voyait fré-

1. Le baron Nothomb m'a raconté que, dans le courant de l'automne 1866, M. Rouher, en l'interrogeant sur la superficie et la population du Luxembourg qu'il savait être son pays natal, ne put s'empêcher de s'écrier : « Et c'est pour une pareille bicoque que nous nous mettrions en conflit avec l'Allemagne ! » M. Nothomb conclut de l'exclamation un peu vive échappée au ministre d'État que des négociations étaient engagées au sujet du Luxembourg et que les conseillers de l'empereur n'étaient pas d'accord sur leur opportunité.

quemment M. de Goltz, était frappé, dit-on, de la transformation qui s'opérait graduellement dans les allures de cet ambassadeur; son langage était devenu fuyant, son regard oblique et son rire vipérin; il affectait l'ignorance, il prétendait ne plus savoir ce qui se passait à Berlin. Il disait que M. de Bismarck était un brouillon, que leurs rapports étaient tendus. M. de Goltz prévoyait l'orage qui allait nous surprendre, il se mettait à couvert, dégageait sa responsabilité, et s'en lavait les mains.

M. Baudin se dépensait à La Haye en efforts infructueux. Il demandait en vain au roi et à ses ministres de nous accorder une entière confiance et de s'en remettre à notre sagesse pour tout régler à Berlin. Ils restaient insensibles à ses arguments et à ses instances. Ils persistaient à croire que nos démarches n'aboutiraient qu'à des réponses ambiguës, insuffisantes, et que tout l'odieux de la cession retomberait sur eux. Ils doutaient de la sincérité de M. de Bismarck, et ils craignaient une explosion du sentiment allemand. Ils avaient d'autres craintes encore, sur lesquelles il eût été délicat de s'expliquer avec nous. Ces craintes étaient entretenues par les

correspondances que le prince Henri échangeait avec Berlin. Ils appréhendaient un conflit, et, renseignés comme ils l'étaient sur notre situation militaire, ils prévoyaient qu'ils seraient entraînés dans une lutte inégale, dont la Prusse victorieuse leur ferait payer les frais. L'alliance française, au lieu d'être une garantie, devenait un péril.

Les calculs de M. de Moustier étaient renversés par les scrupules imprévus que la peur inspirait au gouvernement hollandais. Il expédiait dépêches sur dépêches à Berlin et à La Haye, mais ses assurances et ses déclarations restaient sans effet. Il perdait du terrain plutôt qu'il n'en gagnait. M. de Bismarck se raidissait chaque jour davantage, et le roi de Hollande persistait plus que jamais dans sa résolution de s'expliquer directement avec la Prusse. Ses ministres, qui jadis le suppliaient de sacrifier le Luxembourg pour sauver le Limbourg, loin de le détourner de cette démarche, l'y encourageaient de toute leur autorité, et son frère, le prince Henri, pour vaincre ses dernières hésitations, lui adressait les reproches les plus amers. Le 22 mars, il annonçait à M. Baudin que son parti était pris, qu'il allait

écrire à Berlin une lettre qu'il aurait soin de communiquer préalablement à l'empereur. Il informerait le roi Guillaume que, dans l'intérêt de la paix européenne, il était prêt à nous céder le Luxembourg, mais qu'avant de consommer ce sacrifice, il désirait s'enquérir si la Prusse n'y verrait pas d'inconvénient.

M. Benedetti, prévenu sur l'heure, courut chez le président du Conseil, qui ne lui cacha pas que la lettre du roi des Pays-Bas mettrait son souverain dans l'alternative de donner son adhésion à la cession ou de la déconseiller. Il estimait que la démarche était inopportune et dangereuse. Il était certain que jamais le roi n'assumerait envers l'Allemagne, à un degré quelconque, la responsabilité de la cession. M. Benedetti aurait désiré que le président du conseil préparât du moins son souverain à la communication du roi de Hollande, mais M. de Bismarck préférait ne pas le tenter, il priait au contraire l'ambassadeur d'engager son gouvernement à redoubler d'efforts à La Haye pour conjurer la démarche.

On tournait dans un cercle vicieux. A Berlin, on voulait tout ignorer; à La Haye, on demandait à tout divulguer. Notre diplomatie était réellement

à plaindre. Elle se trouvait aux prises avec l'audace et la peur, qui ne raisonnent pas, elle parlait au nom d'un gouvernement dont la désorganisation militaire n'était plus un secret pour personne : elle était vouée à l'impuissance. « Je prépare une armée magnifique, écrivait Frédéric II à son ministre Podelwitz; elle nous permettra de faire de la bonne politique. » M. de Bismarck disposait d'une armée magnifique, organisée par le général de Roon et commandée par le comte de Moltke, il s'appuyait sur le sentiment national, il était le ministre d'un souverain éminent pénétré des traditions de sa maison; il pouvait tout oser, poursuivre les combinaisons les plus hasardeuses : il savait la France découragée, divisée, sans alliés, il la savait impuissante. « M. de Bismarck a le génie de la guerre, disait un jour le général de Wilisen, car il a le sentiment de sa force, l'intuition de la faiblesse morale de ses adversaires et la connaissance exacte de leurs ressources. »

La réponse de La Haye était à prévoir : « La défiance qu'inspire M. de Bismarck est invincible, télégraphiait M. Baudin ; le roi redoute la situation qui lui est faite ; il veut que la Prusse sache

qu'il n'a pas l'intention de céder le grand-duché sans son assentiment. M. de Zuylen nous offre ses bons offices auprès du gouvernement prussien et il se dit prêt à aller lui-même à Berlin; je ne l'y encourage pas. » En même temps que cette dépêche, M. de Moustier recevait de M. de Guitaud-Comminges, notre envoyé à Bruxelles, l'avis que le général Chazal allait partir pour Berlin, sous le prétexte d'étudier l'organisation militaire prussienne, mais, en réalité, chargé d'une mission secrète[1]. Que demandait le roi Léopold ? Prévoyait-il la guerre? prenait-il ses précautions ? La diplomatie est toujours en éveil lorsque, dans les moments de crise, elle voit apparaître des envoyés extraordinaires. Ils sont en général les précurseurs de graves événements. C'est à Paris qu'ils accouraient aux temps glorieux de l'empire; mais, depuis Sadowa, ils avaient brusquement changé d'itinéraire; c'est à

1. M. de Guitaud n'était pas exactement renseigné. Le général Chazal allait non pas à Berlin, en mission secrète, mais à Munich pour s'assurer si les États du midi exécuteraient réellement leurs traités d'alliance avec la Prusse, et à Vienne pour s'enquérir si le gouvernement autrichien, en cas de conflagration, défendrait au besoin par les armes l'intégrité du territoire belge, dont il était l'un des garants. — Le cabinet de Bruxelles, au moment où le baron Chazal partait pour l'Allemagne était fort anxieux;

Berlin qu'ils allaient protester de leur inaltérable dévouement.

Les renseignements qui arrivaient d'Allemagne étaient tout aussi symptomatiques. Le langage de la presse officieuse devenait de jour en jour plus âcre. Les journaux s'appliquaient à faire vibrer la fibre nationale, à démontrer aux populations annexées qu'elles devaient, en face de l'étranger, faire litière de leurs regrets, renoncer à de vains espoirs et se réunir sous le même drapeau. Ils cherchaient par les attaques les plus directes, sans épargner la personne des souverains, à briser les dernières résistances des cours méridionales. Ils disaient la France impuissante, ayant besoin de longues années pour arriver à son complet développement militaire. Ils la montraient isolée,

il cherchait, en frappant à toutes les portes, à se prémunir contre de menaçantes éventualités. Les prétextes ne manquaient pas au roi Léopold pour s'assurer des dispositions de la cour des Tuileries et de la cour de Prusse. L'Exposition universelle l'attirait à Paris et le mariage du comte de Flandre à Berlin. Son attitude, pendant toute cette crise, fut celle d'un souverain neutre des plus corrects. — « Le gouvernement belge, me disait le baron Nothomb, avait tout lieu d'être inquiet, car il connaissait les péripéties émouvantes que traversait l'affaire du Luxembourg, par les dépêches qui traversaient son territoire et que le cabinet de La Haye échangeait, souvent non chiffrées, avec le gouvernement luxembourgeois. »

sans appui, ne pouvant compter ni sur l'Autriche, ni sur l'Italie, absorbée par les affaires d'Orient, divisée à l'intérieur, tandis que la Prusse, unie à la Russie, disposait de toutes ses forces, de celles de l'Allemagne du Nord et, avant peu, disposerait de l'Allemagne tout entière, avec une puissante chaîne de forteresses, telles que Mayence, Coblentz, Sarrelouis, Rastadt et Luxembourg. La presse officieuse reproduisait aussi les articles qui, de Berlin, étaient envoyés aux journaux étrangers. C'était un moyen dont M. de Bismarck faisait un fréquent usage, et c'était sous le pavillon britannique qu'habituellement sa prose était réimportée en Allemagne.

La diplomatie française s'inquiétait des violences de la presse prussienne ; elle se rappelait le soin avec lequel, dès 1865, le cabinet de Berlin, lorsqu'il s'agissait de faire agréer ses combinaisons par le gouvernement impérial, avait travaillé à préparer l'opinion publique allemande à la cession éventuelle à la France du bassin de la Sarre, du Palatinat, et surtout de la Belgique et du Luxembourg. Elle cherchait en vain, dans les organes inspirés, des indices permettant de croire que M. de Bismarck eût souci de préparer le sen-

timent public à l'abandon du grand-duché. Pour ceux qui connaissaient la savante organisation de la presse prussienne, ce silence était inquiétant[1]. L'Allemagne, dans son ensemble, restait insensible aux excitations qui partaient de Berlin. Les populations du Midi et les populations annexées trouvaient étranges et dérisoires ces appels à leur patriotisme, au lendemain de la guerre fratricide de 1866[2]. Mais, en Prusse, les esprits se montaient de plus en plus, sous l'influence du Reichstag.

Le Parlement du Nord était une assemblée nouvelle, inexpérimentée, n'ayant aucune conscience de la responsabilité parlementaire, ni aucun respect pour les convenances internationales. Grisé par les victoires de l'armée, il ne tenait compte d'aucun obstacle; hautain et cruel, il conspuait et sifflait les députés de Francfort, qui protestaient contre les exactions dont leur ville était l'objet, et il rappelait au sentiment de leur déchéance les populations annexées en leur faisant entendre, par l'organe de M. de Vincke, le *Vœ victis!* des temps barbares.

1. Dépêches de Francfort.
2. Voir à l'appendice.

L'atmosphère de l'assemblée était fiévreuse; il était difficile au gouvernement d'échapper à la contagion. M. de Bismarck était sur la brèche chaque jour; il était l'objet des interpellations les plus contradictoires. Les uns lui reprochaient d'avoir subi les préliminaires de Nikolsbourg ; les autres appelaient sa politique une œuvre d'iniquité. La droite était exaspérée de ses compromissions avec le parti libéral ; elle le mettait en contradiction avec son passé ; elle répondait à l'impertinence de ses répliques par des provocations en champ clos. C'est au milieu de ces débats tumultueux et irritants qu'allait surgir la question du Luxembourg. Déjà, dans la séance du 18 mars, on avait demandé au gouvernement si le Limbourg et le Luxembourg resteraient attachés à l'Allemagne, et M. de Bismarck avait déclaré qu'il n'entendait pas faire violence aux souverains qui n'avaient pas accédé à la Confédération du Nord. « Il ne voulait pas, disait-il, par une pression inconsidérée, ajouter aux matières inflammables qui menaçaient de mettre le feu à l'Europe. » Mais il était évident que les interpellations se reproduiraient, violentes et passionnées, le jour où l'on apprendrait que le Luxembourg, au

lieu de rester à l'Allemagne, était cédé à la France. « Toute la presse prussienne, écrivait M. Benedetti, à la date du 26 mars, s'occupe de l'affaire du Luxembourg dans un sens regrettable. M. de Bismarck pourrait de nouveau être interpellé, et il lui serait difficile d'être aussi évasif que la première fois. Il est urgent qu'on prenne un parti à La Haye. »

Mais, déjà, le roi des Pays-Bas avait parlé ; il avait mandé le ministre de Prusse et s'était ouvert à lui. Il l'avait chargé de faire part à son roi des motifs qui le déterminaient à nous céder le Luxembourg, et il l'avait prié de réclamer son assentiment. Son cœur était soulagé; il se sentait en règle avec la Prusse, il lui restait à s'expliquer avec la France. Il écrivit aussitôt à l'empereur pour justifier sa démarche et lui demander d'aplanir les difficultés à Berlin. M. de Zuylen, de son côté, pour atténuer l'indiscrétion du roi et nous donner le change sur les sentiments dont il s'inspirait personnellement, nous annonçait qu'il s'appliquait à obtenir de M. de Bismarck des garanties contractuelles au sujet du Limbourg, et à bien établir qu'aucune solidarité n'existait entre le gouvernement hollandais et le

gouvernement luxembourgeois ; il nous promettait de signer les deux conventions, dès qu'il se serait mis en règle avec Berlin ; il allait jusqu'à nous offrir ses bons offices auprès du gouvernement prussien ! Comptait-il sérieusement sur le succès des démarches qu'il prescrivait à M. de Bylandt ? Il n'y était guère autorisé par l'expérience du passé. M. de Bismarck n'avait, en tout cas, aucun intérêt à se prêter à ses désirs. « Le Limbourg, d'après ce qu'il avait dit dans le temps à M. Benedetti, était un excellent moyen de pression pour déterminer le gouvernement néerlandais à nous céder le Luxembourg. » Il était aujourd'hui une carte dans son jeu qui devait lui permettre d'amener la Hollande, si les circonstances le commandaient, à rompre avec la France.

M. de Bismarck, en s'expliquant avec M. de Bylandt, n'hésitait pas à reconnaître que le Parlement avait en quelque sorte exclu le Limbourg du territoire fédéral en ne le mentionnant pas dans la constitution ; mais il demandait encore à réfléchir, avant de signer le projet de convention qu'on lui proposait. Il se réservait, en outre, la liberté d'apprécier publiquement, suivant les cir-

constances, la cession du grand-duché, tout en admettant que le roi des Pays-Bas était libre d'adopter sous sa responsabilité telle résolution qu'il jugerait convenable. Il prendrait d'ailleurs les ordres du roi, et il adresserait au comte Perponcher une dépêche en réponse à celle que M. de Bylandt avait ordre de lui communiquer. Il annonçait que sa réponse serait incolore.

M. de Bylandt s'empressa de rendre compte à notre ambassadeur de son entretien avec le président du Conseil. Ils n'avaient rien à se cacher.

« L'impression de M. de Bylandt, écrivait M. Benedetti, est *qu'on veut la transaction en restant libre de la blâmer, et il le télégraphie à La Haye.* M. de Bismarck ne lui aurait pas dissimulé que cette affaire provoquait en Allemagne une vive agitation qui grandissait chaque jour, et il lui aurait donné à entendre qu'il importait de se hâter. En somme, M. de Bismarck a tenu le langage que j'ai toujours annoncé, et le ministre des Pays-Bas en a parfaitement saisi le véritable sens. Il serait urgent maintenant de passer à la signature de la cession. »

M. de Bylandt et M. Benedetti agissaient en commun et dans un parfait accord ; ils se com-

muniquaient leurs impressions, posaient à tour de rôle des questions au président du conseil ; ils combinaient leurs démarches et leurs paroles ; ils s'efforçaient de dissiper les équivoques et d'obtenir du cabinet de Berlin un assentiment soit public, soit secret, à la combinaison que poursuivaient leurs gouvernements. Il leur semblait à tous deux que M. de Bismarck jouait cartes sur table. S'il ne leur dissimulait pas les difficultés, il ne les décourageait pas. Il leur montrait le roi tel qu'il était et tel qu'il devait être, plutôt hésitant que mal disposé. Il se préoccupait du Parlement et il signalait l'agitation grandissante de l'opinion publique ; mais il ne leur disait pas de s'arrêter, de rebrousser chemin, il leur disait au contraire de se hâter, et il n'était pas douteux pour eux que, si des manifestations se produisaient au Parlement, il monterait sur la brèche et saurait les conjurer.

M. de Bylandt était à peine sorti du cabinet du ministre, que M. Benedetti s'y montrait à son tour. M. de Bismarck lui communiqua le rapport de son envoyé à La Haye. Voici textuellement ce que le roi grand-duc avait dit au comte Perponcher :

« Je vous ai prié de venir chez moi parce que je tenais à vous dire que l'empereur des Français m'a demandé de lui céder le Luxembourg, mais je ne veux rien faire à l'insu du roi de Prusse, et il m'a semblé que je ne pouvais mieux agir qu'en vous en informant franchement. J'ai écrit à l'empereur des Français que je m'en remettais à sa loyauté pour qu'il s'entendît à ce sujet avec votre souverain. Je vous prie d'en rendre compte au roi, qui, je l'espère, saura apprécier la franchise avec laquelle j'agis en cette affaire. »

M. Benedetti fit observer que la communication du roi de Hollande n'exigeait pas de réponse; M. de Bismarck ne partageait pas cet avis; d'après lui, le silence vaudrait acquiescement. Il s'engageait toutefois à développer en langage officiel l'idée que le roi des Pays-Bas « était assez grand garçon » pour savoir ce qu'il devait faire.

Le télégraphe commande la brièveté, il permet de ne pas motiver les réponses. C'est par dépêche que le roi Guillaume fit connaître au roi grand-duc, en termes laconiques, son sentiment sur la cession du Luxembourg. Il ne se prononçait ni affirmativement, ni négativement.

Il s'exprimait de façon à ne pas permettre au roi de Hollande d'invoquer publiquement sa réponse comme une adhésion.

« Je ne saurais exprimer un avis, télégraphiait-il, sans connaître la manière de voir des autres cours signataires *des traités* [1]. » La dépêche ne témoignait d'aucun mauvais vouloir, elle était conforme aux dires de M. de Bismarck ; le roi n'avait pas de parti pris, il cherchait à asseoir ses convictions.

A Berlin, sauf la violence des journaux et l'agitation sourde du Parlement, il ne se révélait encore aucun symptôme réellement inquiétant.

On dansait, le 27 mars, chez M. de Bismarck, et le roi, qui honorait la fête de sa présence, s'entretenait avec l'ambassadeur de France ; sa sérénité était parfaite, il ne paraissait pas se préoccuper du Luxembourg. Il parlait avec satisfaction de son prochain voyage à Paris, et il se montrait particulièrement touché de ce que l'empereur l'eût invité à descendre aux Tuileries.

M. de Bismarck faisait les honneurs du bal

1. La rédaction de la dépêche était équivoque, car le traité de 1839 seul était en question.

avec un entrain juvénile. On ne se serait pas douté, tant il était dispos, qu'il passait toutes ses journées au Parlement à batailler avec une opposition railleuse et provocante. Il paraissait vouloir oublier les affaires, mais l'ambassadeur de France était là, le guettant au passage et tout prêt à les lui rappeler. M. Benedetti lui demanda s'il était sans nouvelles de La Haye. C'était une entrée en matière. M. de Bismarck était sans nouvelles, mais il ne ménagea pas le roi grand-duc : sa démarche avait tout gâté; pourquoi ne s'était-il pas conformé aux idées qui nous avaient été suggérées ? Il en résultait pour son souverain un véritable ennui, car, s'il se résignait à la cession du Luxembourg, il ne lui était pas possible d'admettre qu'on pût croire qu'il y eût adhéré spontanément. Par contre, il ne partageait pas les inquiétudes que les violences de la presse prussienne inspiraient à l'ambassadeur : « Dans l'impossibilité où l'on était de les réprimer, il fallait, disait-il, philosophiquement s'y résigner sans les craindre. » Il restait convaincu que tout se résoudrait à notre satisfaction, mais il comptait bien qu'en échange nous lui ménagerions un dédommagement. Il

nous demanderait sans doute de renoncer à notre traité de commerce avec le Mecklembourg pour lui permettre d'entrer dans le Zollverein ; c'était le moins que nous pussions faire pour la Prusse, car l'abandon du Luxembourg ferait peser sur lui et sur le roi une grave responsabilité. Aussi insinuait-il que les troupes pourraient bien être amenées, sous la pression de l'opinion publique, à détruire les travaux de la place avant de l'évacuer, car les fortifications avaient été en partie reconstruites et développées avec les deniers de l'Allemagne.

M. de Bismarck en revenait donc au démantèlement que déjà nous avions repoussé avec indignation. La réponse de l'ambassadeur fut catégorique ; il n'admettait pas qu'on pût prendre une mesure rappelant de douloureux souvenirs et que, d'habitude, on n'imposait qu'aux vaincus.

Lorsque l'entretien prenait une tournure délicate, M. de Bismarck avait recours à un dérivatif d'un effet certain, car il était de nature à dissiper tous les soupçons : il parlait du voyage du roi à Paris. Mais il parlait aussi de celui de l'empereur de Russie, et, une fois sur ce sujet,

il ne tarissait pas. Il désirait savoir dans quels termes était libellée l'invitation adressée au tsar, et surtout si son séjour à Paris se combinerait avec celui du roi. Peut-être craignait-il que, seul à Paris, en dehors du contrôle de son oncle, et sous le charme des Tuileries, l'empereur Alexandre ne fût tenté de commettre quelque infidélité à l'alliance prussienne. Peut-être aussi, dans l'intérêt de sa politique, désirait-il démontrer, par l'arrivée simultanée des deux souverains, l'étroite intimité des deux gouvernements. La persistance que le ministre mettait à revenir sur ce sujet devait frapper M. Benedetti; aussi lui demandait-il, à son tour, quelle corrélation il voyait entre l'affaire du Luxembourg et le voyage des deux souverains. « C'est qu'à Pétersbourg, répondit M. de Bismarck, on s'imagine que la cession du Luxembourg pourrait bien être un obstacle au projet du roi. On y suit l'affaire avec une telle sollicitude, ajoutait-il, que c'est par le prince Gortschakof qu'il nous est revenu que vos négociations avec la Hollande étaient ouvertes. Il avait même prétendu que déjà le traité était signé. »

M. Benedetti ne savait que conclure ; il pas-

sait du doute à la confiance. Le roi aurait-il parlé de son voyage à Paris. M. de Bismarck nous aurait-il demandé, à titre de dédommagement, de délier le Mecklembourg de son traité de commerce, s'ils prévoyaient des complications? Mais, d'un autre côté, pourquoi le ministre était-il revenu sur la question du démantèlement, et pourquoi nous révélait-il les inquiétudes qui se manifestaient à Pétersbourg? Que croire? C'est sous ces impressions contradictoires que M. Benedetti rendit compte de l'entretien.

« Il serait peut-être téméraire, écrivait-il, de compter sur les assurances de M. de Bismarck et de croire à sa bonne foi; mais, bien qu'il ne soit pas scrupuleux sur les moyens, il m'en coûte d'admettre qu'il nous ait engagés à réclamer la cession du Luxembourg avec l'arrière-pensée d'y mettre obstacle. J'incline plutôt à supposer que le souverain et le ministre, en face de l'irritation qui se manifeste en Allemagne, cherchent à établir qu'ils n'ont rien encouragé et à laisser croire qu'ils ont été surpris. La chose faite, ils en témoigneront du mécontentement, tout en déclarant qu'elle ne saurait

justifier un conflit entre la France et l'Allemagne. Ce qui est essentiel et urgent, c'est de déterminer le roi des Pays-Bas à signer l'acte de cession. Ceci fait, il ne nous restera plus à surmonter que des obstacles faciles à vaincre. Si on s'était contenté d'interroger diplomatiquement M. de Bismarck, nous aurions obtenu une réponse dont on aurait pu se contenter. On a préféré interroger le roi; il n'a répondu ni oui, ni non, c'est déjà beaucoup; mais qu'on n'insiste pas davantage et qu'on passe outre. » Le même soir, M. de Bylandt et M. Benedetti, après s'être concertés, télégraphiaient à leurs gouvernements : « Il faut se hâter, car l'esprit public se montre chaque jour plus ému et plus hostile à l'abandon du Luxembourg[1]. »

Les résolutions s'imposaient à Paris et à La Haye. Il fallait rompre, ou conclure. Le roi grand-duc était toujours tiraillé en tous sens,

1. Berlin, le 30 mars 1867, 1 h. du matin. — « Le comte de Bylandt m'a donné, *à titre très confidentiel*, lecture du télégramme qu'il a adressé aujourd'hui à son gouvernement et du rapport qu'il expédiera demain; ces deux communications sont conçues dans le sens de ma dernière dépêche télégraphique et de manière à déterminer le roi des Pays-Bas à signer la cession sans plus de retard, s'il y est sincèrement disposé. Il fait remarquer que, dans l'état actuel des esprits, il convient de se hâter.

indécis et perplexe; il s'agissait de tenter un suprême effort pour vaincre ses derniers scrupules. La diplomatie officielle était à bout d'arguments; on s'en remit aux arguments de la diplomatie occulte.

Le 30 mars, toutes les difficultés étaient aplanies, le roi était convaincu, et le gouvernement fléchissait à son tour sous l'influence de M. de Bylandt.

Le jour même, l'empereur recevait le prince d'Orange, qui lui apportait le consentement de son père. Le prix d'acquisition étant déjà fixé et en partie réglé, le roi de Hollande s'en remettait entièrement à nous pour le reste. M. Baudin, mandé par le télégraphe, arrivait à Paris le 31 au matin et il repartait le soir même pour La Haye, muni d'instructions verbales et d'une lettre de l'empereur pour le roi, disant qu'il prenait sur lui la responsabilité de tout vis-à-vis de la Prusse et le pressant de signer immédiatement. « Nous voici arrivés à l'instant décisif, télégraphiait M. de Moustier à notre ambassadeur à Berlin; prenez toutes vos précautions. L'empereur considère la question comme vidée et tout retour en arrière comme impossible. » C'était un *Alea jacta est.*

M. de Moustier ne traçait pas ces instructions sans émotion, il est permis de l'admettre. La guerre pouvait en sortir, tout commençait à le faire craindre. Déjà, la veille au soir, les Tuileries avaient été mises en émoi par une dépêche du sous-préfet de Thionville, qui annonçait que des forces prussiennes considérables s'approchaient du Luxembourg pour comprimer tout mouvement français, qu'on attendait six mille hommes et que des patrouilles parcouraient les rues de la ville. La nouvelle, sans être absolument dénuée de fondement, était exagérée ; vraie ou fausse, elle n'était pas moins d'un fâcheux présage. Un fait non moins troublant s'était produit le 30 mars à Luxembourg. La *Gazette officielle* se disait autorisée à déclarer qu'il n'était nullement question de céder le Luxembourg à la France. « Que signifie cet article ? demandez des explications », télégraphiait aussitôt M. de Moustier à notre envoyé à La Haye[1]. « M. de Zuylen, répondait M. Baudin, n'attache pas d'im-

1. « Avez-vous éclairci l'affaire du Journal officiel du Luxembourg ? Cela produit un fâcheux effet et nous paraît inexplicable au point où en sont les choses. En tout cas, nous considérons plus que jamais la cession comme un fait accompli. »

portance à l'article; il le fera désavouer. Les nouvelles qu'il reçoit de Berlin sont dans leur ensemble rassurantes. » Mais ce qui méritait surtout d'être pris en sérieuse considération, c'étaient les dispositions peu conciliantes que l'ambassadeur de Prusse à Londres manifestait soudainement, au dire de lord Stanley. Il demandait au gouvernement anglais, de la façon la plus imprévue, quelle serait son attitude si a guerre venait à éclater entre la France et la Prusse. L'étrange interpellation du comte de Bernstorff et l'attitude plus qu'équivoque du comte de Goltz témoignaient d'un revirement subit à Berlin. Il semblait que M. de Bismarck, lui aussi, commençait à « mettre les fers au feu ».

M. Baudin était revenu à La Haye le 31 mars au soir; le 1er avril au matin, il fit parvenir au roi la lettre de l'empereur. La parole écrite des deux souverains était échangée, la cession du Luxembourg était moralement consommée. Il ne restait plus pour la rendre définitive et irrévocable qu'à lui assurer la sanction diplomatique. La convention de garantie et le traité de cession étaient prêts; on allait les signer, lorsque M. de

Zuylen, invoquant un vice de forme fondé sur la nécessité de faire intervenir M. de Tornaco dans le traité, demanda la remise de la signature au lendemain 2 avril. La fatalité s'en mêlait; peut-être aussi était-ce un dernier retour de la fortune permettant à l'empereur d'échapper à la cruelle alternative ou de déchirer un traité solennel à la face de l'Europe ou de subir la guerre, désarmé, dans les plus désastreuses conditions.

IV

LA RUPTURE DES NÉGOCIATIONS
L'INTERPELLATION DE M. DE BENNIGSEN
L'ATTITUDE DU COMTE DE BISMARCK

VIII

LA RUPTURE DES NÉGOCIATIONS

On touchait au dénouement. Les dépêches de La Haye étaient attendues à Paris avec une fiévreuse impatience; elles pouvaient, d'une minute à l'autre, annoncer la signature des deux traités; on tenait la cession du Luxembourg pour certaine. Les derniers rapports de M. Benedetti n'avaient rien d'inquiétant, les bonnes dispositions de M. de Bismarck ne s'étaient pas altérées. On n'attachait qu'une importance relative à l'agitation qui se manifestait au sein du parlement et qui, dans la presse, se traduisait par de violentes diatribes. On prévoyait que M. de Bismarck aurait maille à partir avec l'opi-

nion publique, mais on le savait de taille à la contenir. Cependant les dépêches de Berlin n'arrivaient plus qu'avec des retards ; elles étaient interposées et par conséquent difficiles à déchiffrer. Il fallait les faire répéter, ce qui est toujours un fâcheux symptôme lorsqu'il est permis d'appréhender des complications. Les événements allaient en effet se précipiter.

Tandis que M. Benedetti, au sortir de ses entretiens avec le président du conseil et de ses conférences avec M. de Bylandt, télégraphiait à son gouvernement qu'il était urgent, d'après les indications de M. de Bismarck, de conclure sans retard à La Haye, M. de Goltz se présentait d'un air effaré, au ministère des affaires étrangères, à onze heures du soir, pour dire à M. de Moustier que l'affaire du Luxembourg prenait, *comme il l'avait prévu*, la plus mauvaise tournure, et pour l'engager à tout rompre. Il s'autorisait de l'agitation du parlement, de l'irritation du sentiment public et de la résistance du parti militaire, pour nous supplier de ne pas passer outre. M. de Moustier répondit à M. de Goltz que tout était fini, que rien ne nous ferait reculer d'un pas, quelles que dussent être les conséquences.

Il plaça sous ses yeux la dépêche qu'il avait adressée la veille au soir à M. Benedetti, pour l'informer que le roi des Pays-Bas avait envoyé à l'empereur son consentement par écrit, que nous considérions la question comme vidée, et que tout retour en arrière était impossible. Il ajouta qu'après la confiance que nous avions témoignée au comte de Bismarck en déférant à tous ses avis, et les déclarations et les protestations que personnellement l'ambassadeur n'avait cessé de nous faire entendre, nous étions en droit d'affirmer qu'on nous avait attirés dans un piège. Il lui répéta que nous assumions sur nous toute la responsabilité de l'acte de cession et que la crainte de la guerre ne nous ferait pas rompre d'une semelle.

M. de Goltz écouta M. de Moustier jusqu'au bout, sans sourciller; il ne défendit pas son ministre, il ne protesta pas contre les reproches qui lui étaient personnellement adressés; il se contenta de dire en ricanant : « Il est de fait que ce serait bien absurde de se battre pour si peu de chose que le Luxembourg. »

M. de Moustier disait, en informant M. Benedetti de cet étrange incident : « Je ne concilie pas la

demande de Goltz de tout suspendre à La Haye, avec le désir si visiblement manifesté par M. de Bismarck d'une rapide conclusion. Voudrait-il par là se mettre à couvert et pouvoir démontrer par cette démarche, qu'il s'est opposé à la cession? » Il était permis, en effet, de se demander ce qui avait pu motiver ce revirement soudain. Mais, pour répondre, il eût fallu pouvoir lire dans les cartes du ministre prussien et saisir les fils si compliqués de sa politique. « M. de Bismarck, a dit M. Victor Cherbuliez, n'est pas un homme complet, mais c'est un homme compliqué. » S'était-il flatté que, sous l'impression des inquiétudes habilement entretenues par les correspondances de Berlin, ni le roi de Hollande, ni son gouvernement ne se décideraient jamais à nous abandonner le grand-duché, et voulait-il, pénétré de cette conviction, nous laisser croire jusqu'au bout que l'insuccès de nos démarches était indépendant de sa bonne volonté? S'était-il vu débordé à la dernière heure, comme il l'affirmait à M. Benedetti, par les agitations du parlement, et ces agitations, ainsi que les violences de la presse, étaient-elles spontanées? Ne les avait-il pas provoquées et surexcitées pour pouvoir arrêter

la signature imminente et imprévue du traité de cession ? Sa popularité, son maintien au pouvoir étaient-ils en question, et l'influence du parti militaire l'avait-elle réellement emporté dans l'esprit du roi ? Ou bien, nous avait-il enlacés dans une trame savamment ourdie et ne devions-nous sortir de ses inextricables réseaux, que par un coup de désespoir qui nous eût livrés à ses armées, toutes prêtes à envahir notre sol ? On pouvait se demander également, si le vice de forme qui s'était révélé dans le traité de cession, au moment de sa signature, était fortuit, et si la diplomatie prussienne n'avait pas payé le recul du gouvernement hollandais par la garantie du Limbourg. Toutes ces questions, qu'il était permis de se poser, témoignaient de la haute idée qu'on se faisait de l'habileté du ministre prussien et du peu de confiance qu'inspirait la correction de ses procédés. L'histoire a beau disposer des documents les plus intimes et se faire de l'impartialité un devoir sacré, elle n'en reste pas moins vouée à l'impuissance dès qu'elle veut, suivant l'expression de Leibnitz, « connaître le pourquoi du pourquoi ». Les mobiles secrets, les causes psychologiques sont parfois si multiples, qu'elles déroutent les

investigations les plus savantes et le diagnostic le plus exercé.

Le cadre si modeste d'abord, dans lequel se renfermait l'affaire du Luxembourg, prenait tout à coup de grandes proportions. La négociation s'imposait aux préoccupations de toutes les puissances ; elle pouvait devenir, comme l'avaient été les duchés de l'Elbe, « l'allumette destinée à mettre le feu à l'Europe ». L'intimité des rapports entre la cour de Prusse et celle de Saint-Pétersbourg permettaient de prévoir que les complications sur le Rhin s'étendraient à l'Orient. Aussi, en présence du danger, n'était-ce plus qu'à coups de télégraphe que les ambassadeurs et les gouvernements échangeaient leurs idées. Les dépêches, comme les éclairs qui précédent les gros temps, se succédaient rapides, inquiètes, menaçantes. Elles témoignaient des anxiétés que l'on éprouvait à Paris et des passions qui se manifestaient à Berlin. Elles montraient un gouvernement réveillé en sursaut, se demandant s'il n'était pas victime d'un piège et cherchant à se prémunir de tout côté ; elles révélaient aussi des violences calculées, des haines inassouvies, et d'ardentes convoitises impatientes de se satisfaire.

On lira quelques-unes de ces dépêches. Elles serviront d'introduction au drame qui va se dérouler et qui, pendant tout un mois, tiendra en suspens la paix de l'Europe et l'existence de la France.

M. de Moustier à M. Benedetti, 31 mars.

« J'ai fait chiffrer de nouveau avec beaucoup de soin la dépêche d'hier au soir, que vous n'avez pas pu lire et je vous la réexpédie. »

M. Benedetti à M. de Moustier, 31 mars, cinq heures du soir.

« M. de Bismarck, ému par l'agitation que provoque en Allemagne l'affaire du Luxembourg, et prévenu que le parti libéral se propose de l'interpeller dans la séance de demain, juge essentiel que l'on en retarde la conclusion. Je lui ai dit qu'au point où en sont les choses, il est plus facile au gouvernement du roi d'accepter la réunion du Luxembourg à la France qu'au gouvernement de l'empereur d'y renoncer. Il s'est plaint vivement de la communication que le roi des Pays-Bas avait adressée au roi Guillaume par le comte Perponcher; elle ne lui permettait plus

d'affirmer que la Prusse n'a pas eu l'occasion de s'opposer à la cession. Il a parlé aussi de manifestations regrettables dans le grand-duché. Je suis porté à croire que les véritables difficultés de M. de Bismarck proviennent de l'attitude du parti militaire, soutenu par les princes auprès du roi et de notre ferme résolution de ne consentir, en aucun cas, à la démolition de la forteresse. J'ai lieu de croire que la correspondance de M. de Goltz est conçue dans le sens le plus défavorable. »

M. Benedetti à M. de Moustier, 31 mars, 11 heures du soir.

« Depuis hier, M. de Bismarck se sent débordé par l'agitation qui a éclaté dans la presse et dans le Parlement. Des interpellations sont annoncées pour demain. Le ministre répondra que, pressenti par le gouvernement hollandais, il a dit que, s'il était mis en demeure de s'expliquer, il aurait à consulter ses confédérés et les puissances signataires du traité.

» Le prince royal s'est annoncé chez lui. »

M. Benedetti à M. de Moustier, 31 mars.

« J'ai représenté à M. de Bismarck que tout était probablement fini à l'heure qu'il est, et que,

dans tous les cas, nous ne pouvions plus reculer.

» Les dépêches de Goltz sont conçues dans le plus mauvais esprit. Il dit que nous voulons la guerre. »

M. Benedetti à M. de Moustier, 31 mars, minuit.

« Le bruit s'est répandu que les 7e et 8e corps d'armée ont été mobilisés aujourd'hui. J'en ai écrit à M. de Bismarck, qui m'a demandé dans une lettre, de démentir ces bruits.

» Cette rumeur, propagée par des officiers, vous donnera la mesure de l'excitation des esprits et vous démontrera que nous devons nous tenir prêts à toutes les éventualités. »

M. de Moustier à M. Benedetti, 1er avril.

« Je crains que la guerre ne soit au bout de tout ceci. J'écris à Talleyrand ce qui se passe, afin que le cabinet de Pétersbourg use de son influence à Berlin pour calmer les passions militaires. Le langage de Budberg est encourageant. »

M. de Moustier à M. Benedetti, 1er avril.

« Je crois que vous m'avez mal compris; l'ambassadeur russe m'a tenu un langage *encourageant.* »

M. Benedetti à M. de Moustier, 1er avril

« La plupart de vos dépêches contiennent des lacunes et des altérations. C'est ainsi qu'au sujet de Budberg, j'ai lu un langage *décourageant* au lieu d'*encourageant.* Je me plains au directeur des télégraphes. Si l'attitude de l'ambassadeur russe à Paris est *encourageante,* celle de l'ambassadeur russe à Berlin laisse à désirer. »

Le moment était venu de sortir des sous-entendus dans lesquels on s'était maintenu si longtemps de parti pris, soit par crainte, soit par calcul. Il fallait déchirer les voiles et s'expliquer. M. de Bismarck en prit l'initiative. M. Benedetti le trouva, le 31 mars, à sa grande surprise, en proie à une vive émotion. Il venait d'apprendre, disait-il, que toutes les fractions libérales du Parlement s'étaient réunies dans la matinée pour concerter de nouvelles interpella-

tions; il ajoutait que les esprits étaient surexcités au plus haut point par la presse, et il lui montrait des dépêches du gouverneur de la place de Luxembourg, signalant des manifestations hostiles à la Prusse, qui se traduisaient par des cris de: « Vive l'empereur Napoléon! » et par des insultes à la garnison.

Ce n'était pas tout; M. de Bismarck ne devait s'attendre ni à la communication directe du roi de Hollande, ni à une conclusion immédiate, et encore moins à la publicité regrettable donnée à nos négociations. Toutes ces circonstances lui créaient, par notre fait, des difficultés inextricables. Le ministre prussien renversait encore une fois les rôles. Il prenait l'offensive et nous accablait des reproches que nous étions en droit de lui adresser. Il se plaignait à la fois de nos lenteurs et de nos précipitations, de notre silence et de nos indiscrétions[1]. Il oubliait que M. Benedetti l'avait tenu au courant de toutes nos démarchesà La Haye et que, après l'indiscrétion du roi des Pays-Bas, provoquée par des craintes entretenues sous main, loin de nous demander de sus

1. Voir à l'appendice.

pendre les négociations, il nous avait conseillé, au contraire, de les hâter. Mais M. de Bismarck ne se souciait pas d'être convaincu. Il en revenait toujours à dire que nous avions manqué au programme qu'il nous avait tracé et qu'il en était réduit, aujourd'hui, à devoir s'expliquer devant le Parlement dans les plus mauvaises conditions, ayant à lutter contre les résistances du cabinet militaire et sous l'influence de l'opinion publique, chaque jour plus irritée. Il ajoutait que M. de Goltz ne cessait de prétendre que nous ferions la guerre à l'Allemagne et que, si telles n'étaient pas les dispositions de l'empereur, il y serait entraîné, malgré lui, par ceux qui la considéraient comme une nécessité de situation. Il prétendait que les renseignements de l'ambassadeur du roi à Paris fournissaient aux généraux l'argument le plus puissant pour démontrer que, loin de livrer le Luxembourg à la France, il importait de s'y maintenir et de le conserver à la défense de l'Allemagne [1].

La situation de notre ambassadeur était émouvante. Elle témoignait des vicissitudes des em-

1. Voir à l'appendice.

pires et des retours stupéfiants de la fortune. Le 11 juillet 1866, au quartier général de Brünn, il rappelait à M. de Bismarck qu'on n'était plus au temps de Frédéric II, où « ce qui était bon à prendre était bon à garder », et il lui suffisait d'élever la voix pour arrêter les armées victorieuses de la Prusse aux portes de Vienne. Aujourd'hui, à quelques mois de distance, c'était M. de Bismarck qui arrêtait brutalement la main de la diplomatie française au moment où, confiante en ses promesses, elle allait apposer sa signature sur le traité de cession du Luxembourg.

Les dépêches de Paris se succédaient sans relâche; elles témoignaient de l'intention de l'empereur de ne pas reculer[1], elles faisaient, en quelque sorte, de M. Benedetti l'arbitre de la paix et de la guerre. Il se trouvait en face d'un adversaire dangereux, prêt à se faire une arme de ses paroles. Un mot irréfléchi, un mouvement indigné, il n'en eût pas fallu davantage pour provoquer une rupture. Il sut se contenir et réserver à son gouvernement le temps de réfléchir et d'asseoir ses déterminations. M. Benedetti

1. Voir à l'appendice.

n'avait pas sollicité l'ambassade de Berlin; ses amis la lui avaient imposée, et l'empereur l'y avait maintenu après Nikolsbourg. Il était dans sa destinée de représenter et de défendre une politique qui, fatalement, devait aboutir à des catastrophes. Peut-être a-t-il manqué parfois de l'initiative qui revient à un ambassadeur; mais toujours il a su interpréter les instructions de son gouvernement de la façon la plus éclairée, la plus vigilante et la plus scrupuleuse. Il est des agents dont le renom est souvent immérité; il en est dont les services restent ignorés; il en est qui sont victimes du devoir.

M. Benedetti revit le président du conseil le lendemain, à dix heures du matin, au moment où il sortait du ministère des affaires étrangères, pour se rendre au Parlement.

Le temps pressait; c'est en arpentant la Wilhelmstrasse qu'ils échangèrent de rapides et de fiévreuses explications.

« Je vais déclarer à la Chambre, dit M. de Bismarck, que des négociations sont ouvertes à La Haye, qu'un traité peut être signé d'un instant à l'autre; mais je ne pourrai affirmer que le fait est accompli sans m'exposer à être démenti par

le gouvernement hollandais. M'autorisez-vous à ajouter que l'ambassadeur de France a été chargé de m'en instruire ? Si vous m'y autorisez, je me trouverai, je ne saurais vous le dissimuler, en face d'une manifestation de la dernière gravité, et demain, peut-être, la direction des événements m'aura échappé des mains. »

M. Benedetti refusa d'assumer une pareille responsabilité. Il dit, en tempérant la portée de ses instructions, que des lettres étaient échangées entre le roi des Pays-Bas et l'empereur; que ces lettres impliquaient sans doute des engagements réciproques sur lesquels il était difficile de revenir et que, dès lors, la cession du Luxembourg à la France pouvait, à la rigueur, être considérée comme un fait consommé, bien qu'il n'eût pas encore été procédé à la signature d'un acte conventionnel. Il n'en dit pas davantage, laissant au président du conseil le soin de faire de ces indications tel usage qu'il jugerait convenable.

« Ce que vous venez de me dire, répliqua M. de Bismarck, ne me suffit pas. Il faut que, pour le moins, vous me permettiez d'ajouter à ma déclaration qu'elle m'a été notifiée par l'ambassadeur de France. »

M. Benedetti s'y refusa catégoriquement. La

manœuvre du ministre prussien s'était révélée : il cherchait à dégager sa responsabilité personnelle et à nous acculer dans une impasse sans autre issue que le recul ou la guerre.

En rentrant au palais de l'ambassade, M. Benedetti trouva une dépêche qui, heureusement cette fois, s'était attardée en route. Expédiée de Paris dans la nuit, elle n'était arrivée à Berlin qu'à onze heures du matin. Voici ce que télégraphiait M. de Moustier :

« M. de Tornaco (le président du gouvernement luxembourgeois) est mandé à La Haye pour signer l'acte de cession. Les dispositions du roi et des ministres sont excellentes. Le traité sera signé dans la journée. »

Si la dépêche, au lieu de faire escale en route, était arrivée une heure plus tôt, l'ambassadeur aurait dû accentuer ses réponses assez pour permettre au président du conseil d'affirmer que, à l'heure où il parlait, le Luxembourg était cédé à la France et, le lendemain, sans doute, les calculs du parti militaire se seraient réalisés, en s'appuyant sur le *veto* enthousiaste du Parlement. La guerre n'avait tenu, cette fois, qu'à un fil, il est permis de le dire sans jouer sur les mots.

IX

L'INTERPELLATION DE M. DE BENNIGSEN.

A l'heure même[1] où l'empereur ouvrait, par une belle journée de printemps, l'Exposition universelle et, dans un langage élevé, parlait de l'union des peuples et de la communauté de leurs intérêts, la France était l'objet, au sein du Parlement du Nord, des manifestations les plus haineuses. M. de Bennigsen, un Hanovrien opportuniste, qui de l'interpellation s'est fait une spécialité, demandait au gouvernement, avec une émotion

1. On dit que, quelques instants avant l'ouverture de l'Exposition, l'empereur avait reçu du Mexique des dépêches laissant pressentir la fin tragique de l'empereur Maximilien. Dans la soirée, il recevait les nouvelles les plus alarmantes de Berlin. C'était une journée fatidique.

concertée, ce qu'il y avait de vrai dans les bruits de cession du Luxembourg à la France. Il s'indignait de ce qu'un prince de race allemande, oubliant les souvenirs glorieux de sa maison, dont un membre, Adolphe de Nassau, avait même porté la couronne impériale, pût trafiquer d'un pays dont la population était allemande d'origine et de sympathies, pour le livrer aux convoitises françaises. Il demandait si l'on abandonnerait une forteresse construite en vue de la défense de l'Allemagne, avec les indemnités imposées à la France en 1814 et en 1815. Il disait qu'il importait de prouver que, lorsqu'il s'agissait de défendre le territoire allemand, il n'existait plus de partis, et d'appuyer, de la manière la plus décidée, la politique vigoureuse que le président du conseil avait suivie jusque-là. Il fallait que le Reichstag ne laissât subsister aucun doute sur la volonté du peuple allemand de ne pas reculer devant la guerre si l'on persistait à vouloir arracher à l'Allemagne une province frontière comme aux époques néfastes de son histoire. Ce serait une tache impossible à laver. M. de Bennigsen rappelait le mot du roi : que, de son consentement, jamais un village ne serait arraché au sol alle-

mand, et il ajoutait que, si le roi devait faire appel au patriotisme germanique, il trouverait autour de lui, vis-à-vis de l'étranger, une nation unie et résolue.

Le parti libéral, en entendant son chef de file le prendre de si haut avec la France au sortir de ses conciliabules avec le président du conseil, se livrait à un enthousiasme tumultueux; il trépignait, il délirait. Il avait à racheter ses péchés, à faire oublier son opposition factieuse à l'époque du conflit parlementaire, à se faire pardonner les outrages dont il avait abreuvé le roi et son ministre lorsqu'ils préparaient la conquête. Il manifestait le patriotisme du lendemain, celui que le succès inspire aux âmes étroites et changeantes.

M. de Bennigsen avait bien rempli son rôle. Il rendait à M. de Bismarck la réplique facile par des exagérations qui ne pouvaient que rehausser la modération de son langage. Il lui avait facilité le moyen d'abriter sa responsabilité personnelle derrière un *Non possumus* parlementaire. Sa réponse fut courte et mesurée. Il ne se souciait pas d'admettre dans l'intimité de la communauté fédérale des populations peu sympathiques et un souverain dont les intérêts pouvaient se trouver

en contradiction avec ceux de la Confédération du Nord. S'il était permis à une assemblée délibérante de donner libre cours à l'expression de ses sentiments patriotiques, le langage et les traditions de la diplomatie faisaient un devoir au gouvernement de respecter les convenances internationales et de ne pas blesser les susceptibilités d'un voisin *égal* en puissance, avec lequel, tant qu'il ne porterait pas atteinte à l'honneur national, il importait d'entretenir d'amicales relations.

Le gouvernement du roi savait que des négociations étaient pendantes à La Haye, qu'il était question de signer un traité de cession ; mais il ne lui était pas permis d'affirmer qu'il fût signé, ni quand il le serait. Le roi grand-duc avait cru devoir demander conseil au roi par l'entremise du comte Perponcher ; mais Sa Majesté lui avait répondu qu'elle lui laissait la responsabilité de ses actes et que, avant de se prononcer, elle aurait à consulter les signataires du traité de 1839, à s'entendre avec ses confédérés et à compter avec l'opinion publique, dont le Parlement était l'organe autorisé.

La réponse du ministre ne compromettait rien ; elle ménageait notre dignité, elle était, dans son

ensemble, modérée. Les politiques se servent des passions, mais ils ne les subissent pas.

M. de Bismarck prévoyait la guerre, mais il ne se souciait pas de la provoquer ; il réservait ce soin à la France. Il savait, par les dépêches de son ambassadeur à Paris, que l'empereur était exaspéré, que sa patience était mise à la plus rude épreuve et que, après tant de mécomptes, sa dignité ne lui permettait pas de reculer. La Prusse jouait à coup sûr ; elle devait gagner, quelles que fussent les éventualités. Si l'empereur relevait le gant, la France, désarmée, était perdue ; s'il reculait, il était atteint dans son prestige, il se reconnaissait impuissant à la face de l'Europe, les destinées de l'Allemagne s'accomplissaient sans coup férir : la prépondérance européenne lui était acquise. La modération était de l'habileté ; elle ne devait pas faire défaut, pour le moment du moins, au premier ministre du roi Guillaume.

Il avait donné satisfaction aux passions nationales, il lui restait à en atténuer l'effet, non pas en Allemagne, mais à Paris. Le comte de Goltz reçut l'ordre de voir l'empereur, de lui remettre la réponse du roi à l'invitation qu'il lui avait

adressée pour l'Exposition universelle. Il devait lui exposer l'état des choses à Berlin, protester des bonnes dispositions du ministre, dire qu'il ne méconnaissait pas ses engagements et qu'il espérait qu'après l'ajournement du Parlement, les passions une fois calmées, rien ne s'opposerait à ce qu'on reprît les négociations.

L'homme et le politique sont parfois en lutte. Les explications que M. de Goltz était chargé de donner à l'empereur semblaient témoigner d'une conscience troublée et quelque peu repentante.

L'empereur était indigné ; son parti était pris. Fort de son bon droit, il était résolu à ne pas reculer[1]. Il songeait à la guerre. Il conférait avec le général Trochu, élaborait des plans avec le général Lebœuf, qui restait en permanence aux Tuileries. Le maréchal Niel, qui avait pris tardivement la direction du ministère de la guerre, s'efforçait de regagner le temps si tristement perdu par le maréchal Randon. Il hâtait la fabrication des fusils Chassepot, achetait des chevaux et reconstituait le matériel engouffré au Mexique. L'armée d'Afrique recevait l'ordre de se concentrer

1. M. de Moustier à M. Benedetti. — « L'empereur semble, ce matin, décidé à ne pas reculer. »

sur Bône et Alger ; les divisions du Midi devaient se porter vers la ligne de Lyon ; la guerre se préparait, elle paraissait inévitable. M. de Moustier la prévoyait dans les dépêches qu'il adressait à M. Benedetti. Les renseignements qu'il recevait lui prouvaient qu'elle était préméditée en Allemagne.

Voici ce qu'on lui écrivait de Francfort :

« Tout semble indiquer que le parti militaire l'emporte dans les conseils du roi Guillaume. Il n'attendrait qu'un prétexte diplomatique pour nous surprendre, nous accabler par le nombre et nous enlever au dehors, dès le début, notre prestige moral par la profanation de notre sol. Il se flatte qu'une invasion réveillerait à l'intérieur d'accablants souvenirs et permettrait aux agents allemands à Paris, mêlés aux ouvriers des faubourgs, de réaliser l'œuvre que méditeraient les partis hostiles. Toutes les mesures seraient prises, ayant été étudiées et préparées de longue main, pour pouvoir ébranler, au premier signal télégraphique, une armée de près de six cent mille hommes. Dirigée contre l'ennemi traditionnel, animée du souffle patriotique et surexcitée par les appétitions qui se sont manifestées dans la

dernière guerre, elle aurait, on le croit du moins, une supériorité incontestable sur l'armée française, prise au dépourvu avec un armement mixte, incomplet, et des cadres désorganisés. Le mouvement serait d'ailleurs si habilement combiné, — car l'attaque se produirait sur deux points à la fois, — que la question serait résolue avant que notre flotte fût en état de pénétrer dans la Baltique pour y frapper les coups qu'on appréhende de ce côté, et avant que nos alliances projetées à Copenhague et à Stockholm eussent le temps de se conclure.

» Il est permis de se demander si, pour déjouer ces combinaisons, il ne serait pas habile de pousser la modération jusque dans ses limites les plus extrêmes et s'il ne conviendrait pas, en s'appuyant sur la grande pensée qui a présidé à l'Exposition universelle et sur le jugement des puissances, de rester impassible devant des excitations calculées. Ce serait isoler la Prusse moralement et la mettre en rébellion contre le sentiment de l'Europe. Personne ne s'y méprendrait. Il n'est pas un homme sensé à l'étranger qui interprétât une pareille résolution, solennellement émise, dans le sens d'une faiblesse. Ce serait

rejeter M. de Bismarck dans ses embarras intérieurs et lui enlever le moyen sur lequel il spécule pour unifier l'Allemagne, aujourd'hui encore si divisée. Le gouvernement de l'empereur prouverait, en tout cas, qu'un grand pays comme la France choisit son heure et qu'il n'expose pas les forces dont il est le gardien aux convenances d'un homme d'État téméraire. »

M. de Moustier ne s'était pas endormi. Dès les premières alertes, il avait pressenti les dispositions des puissances signataires du traité de 1839. Il avait recueilli, à Londres et à Vienne, des assurances de nature à le satisfaire.

Ni lord Stanley, ni le comte de Beust ne voyaient d'inconvénient à la cession du Luxembourg; ils croyaient qu'un dédommagement nous était dû, et, pour nous l'assurer, ils n'hésitaient pas à nous offrir leur concours diplomatique[1]. La Russie seule

1. M. de Moustier à M. Benedetti, 28 mars. — « Lord Cowley vient de me donner l'assurance que le gouvernement anglais non seulement ne verrait pas de mauvais œil la réalisation de nos projets sur le Luxembourg, mais qu'il serait même disposé à appuyer nos négociations, le jour où nous le croirions utile. »
Du même au même. — « M. de Beust me fait dire que le Luxembourg ne sera pas considéré, à Vienne, comme territoire allemand et que, loin de vouloir gêner nos négociations, le gouvernement autrichien serait plutôt disposé à les appuyer. »

donnait à réfléchir au ministre des affaires étrangères. L'attitude de sa diplomatie manquait de netteté, elle était contradictoire. M. de Budberg tenait « un langage encourageant »; il faisait bon marché « du territoire sacré de la Germanie »; il blâmait les procédés de la Prusse et laissait entendre « qu'on n'était pas content d'elle à Pétersbourg ». Mais, à Berlin, M. d'Oubril se montrait réservé avec notre ambassadeur, il évitait de s'épancher avec lui; il suivait d'un œil insouciant la transformation qui s'opérait en Allemagne; il restait insensible aux violences que subissaient les princes allemands unis à sa cour par les liens d'une étroite parenté. Quant au prince Gortschakoff, il parlait de l'Allemagne le moins possible: il ne s'intéressait qu'aux affaires orientales. L'Orient était, pour lui, le pivot de la politique européenne. Il rehaussait sa tendresse pour les Candiotes et son mépris pour les Turcs par des citations de Corneille et de Voltaire. Il avait la passion de nos classiques, il les possédait à en remontrer à la diplomatie française. Mais le Luxembourg n'avait pas le don de stimuler sa verve littéraire. Lorsqu'il en parlait, il songeait à la Crimée et à la Pologne. Le caractère et le tempérament des

hommes d'État varient à l'infini. Il en est de vaniteux, on n'en connaît guère de modestes. Il en est de craintifs, d'irréfléchis et de téméraires, de chimériques et de réalistes : le prince Gortschakoff était rancuneux. Il avait introduit dans la politique un élément dangereux : le ressentiment. C'est par ressentiment qu'il avait laissé écraser l'Autriche en 1866. C'est par ressentiment que, en 1870, il assista impassible au démembrement de la France, et c'est avec des arrière-pensées ambitieuses, inspirées par la rancune, que, au début de l'affaire du Luxembourg, dans sa phase la plus aiguë, il se tenait dans une attitude équivoque et marchandait au gouvernement de l'empereur le concours résolu que lui donnaient l'Autriche et l'Angleterre.

L'empereur, d'habitude si facile à convaincre et à ramener, résistait aux instances pacifiques de ses entours. Les souverains personnifient la dignité et l'honneur de leur pays, et c'étaient la dignité et l'honneur de la France qui étaient en question. L'empereur n'admettait pas qu'il pût transiger. Les journaux officieux reflétaient sa pensée. « On n'ignore pas à Berlin, disaient-ils, que la France considère toute intervention de la

Prusse dans la question du Luxembourg comme contraire au droit international. Nous ne craignons pas de nous avancer trop en disant que, à aucun prix, la France n'admettra l'ingérence du cabinet de Berlin dans une affaire qui est de la compétence du roi de Hollande. On voit que ce n'est pas seulement la cession du Luxembourg qui est en jeu, mais une question d'indépendance intéressant tous les gouvernements et sur laquelle il n'y a pas de transaction possible, si les susceptibilités passionnées de l'Allemagne ne s'effacent pas. »

C'est en se plaçant à ce point de vue que M. de Moustier, après l'entretien de M. de Goltz avec l'empereur, mettait le gouvernement néerlandais en demeure de sanctionner contractuellement les arrangements intervenus entre les deux souverains.

« Nous persistons, télégraphiait-il le 3 avril à M. Baudin, à considérer le roi comme personnellement engagé. Nous ne le compromettrons pas, mais il faut qu'il ne fasse aucune nouvelle démarche comme celle qui a eu un si fâcheux résultat et dont M. de Bismarck se plaint amèrement. Il faut aussi qne l'on ne permette pas que

le prince Henri provoque dans le grand-duché des contre-manifestations ; cela est de la plus haute importance. »

M. de Zuylen était ébranlé ; il se sentait moralement engagé, il savait que, déjà, une partie du prix de cession était réglée. D'ailleurs les nouvelles qu'il avait reçues, le matin même, de M. de Bylandt étaient plus tranquillisantes ; la tourmente parlementaire paraissait conjurée, M. de Bismarck avait répondu en termes courtois à sa note du 31 mars. Le président du conseil s'était plu à reconnaître qu'il n'existait aucune solidarité entre le gouvernement hollandais et le Luxembourg ; il ne s'était pas prévalu de la manifestation du Reichstag pour s'opposer à la cession. M. de Zuylen connaissait aussi la démarche que le comte de Goltz venait de faire auprès de l'empereur ; il allait céder aux instances de M. Baudin lorsque le comte Perponcher s'annonça. Il venait déclarer que le cabinet de Berlin, en face du soulèvement de l'opinion publique allemande, se verrait forcé de considérer la cession du Luxembourg à la France comme un cas de guerre. « Le roi des Pays-Bas, disait il, a la liberté de ses actes, mais il en a aussi la res-

ponsabilité ; et, s'il a vu jusqu'à présent dans la transaction qu'il poursuivait une garantie pour la paix générale, il est de mon devoir de le détromper. Mon gouvernement lui déconseille, de la manière la plus formelle, d'abandonner le Luxembourg à la France. »

M. de Zuylen se trouvait en face d'une sommation péremptoire ; il ne pouvait hésiter. Il répondit qu'il prendrait les ordres du roi. « Quant à la décision du gouvernement hollandais, disait-il, elle ne saurait être douteuse devant l'éventualité menaçante d'une guerre européenne. » Le cabinet de La Haye jouait de malheur. Il croyait, par la cession du Luxembourg, sauver la paix et se débarrasser d'une solidarité compromettante. Il croyait la France et la Prusse en parfait accord, et il se trouvait subitement placé entre l'enclume et le marteau ; l'empereur le sommant d'exécuter ses engagements, et M. de Bismarck lui intimant l'ordre de ne pas les exécuter. Il était ramené aux plus mauvais jours de son histoire, à l'époque où Louis XIV, au sortir de la guerre d'Espagne, convoitant sa marine et son commerce, se préparait à envahir son territoire et adressait à Jean de Witt d'outrageantes sommations.

Il ne pouvait se faire d'illusions ; déjà des forces imposantes se concentraient sur ses frontières, et les états-majors prussiens ne semblaient attendre qu'un prétexte pour se jeter sur les lignes de la Meuse. « Tout porte à croire que la grande attaque, écrivait-on de Francfort à M. de Moustier, sera dirigée sur nos frontières du Nord ; c'est là que serait notre partie la plus vulnérable, et c'est sur ces frontières si rapprochées de Paris qu'on entendrait, en violant la neutralité belge, frapper les coups les plus décisifs. Dans ces combinaisons déjà en voie secrète d'exécution, le Luxembourg, dont la garnison va être sensiblement augmentée, servirait de point d'appui à l'aile gauche de l'armée. Les lignes de chemins de fer parallèles, qui aboutissent à la Hollande et à la Belgique, permettraient de jeter rapidement des forces énormes sur le théâtre de la guerre. S'emparer des Pays-Bas et couper, dès la première heure, toute communication entre l'armée française et l'armée hollandaise, telle serait la pensée de l'état-major prussien, si j'en crois les renseignements d'un officier supérieur autrichien. Il les appuie sur quantité d'indices qui ne peuvent échapper à l'œil exercé d'un

militaire et sur des conversations qu'il a eu l'occasion d'échanger avec des officiers prussiens [1]. »

M. Baudin revint à la charge ; ce fut en vain. Il eut beau rappeler les engagements du roi, sa lettre à l'empereur, et mettre le cabinet néerlandais en demeure de choisir entre la France et la Prusse ; sa parole, si écoutée autrefois, resta sans effet. On lui reprochait, à La Haye, de s'être porté garant d'une entente illusoire, entre la France et la Prusse, tandis qu'à Paris, on lui en voulait de n'avoir pas su, « faute de décision », disait-on, brusquer le dénouement [2]. Le gouvernement hollandais avait pris

1. La confiance de l'empereur dans les dispositions de la Prusse était si absolue, au début de la négociation, que le commandant Stoffel fut autorisé à venir à Paris pour prendre, auprès de sa personne, le service d'officier d'ordonnance. C'est en face d'une situation que je tenais pour périlleuse, et en l'absence de tout attaché militaire en Allemagne pendant toute l'année 1867, que j'engageai une active et volumineuse correspondance avec le ministre de la guerre, par l'intermédiaire du département des affaires étrangères.

2. M. Baudin, après avoir obtenu l'assentiment du roi grand-duc, avait télégraphié, au sortir de l'audience du 19 mars : « M'autorisez-vous à signer les deux conventions dès à présent? » M. de Moustier s'était empressé de répondre : « Je vous félicite de ce premier succès Vous pouvez signer les deux conventions, sauf à régler ensuite la question de l'indemnité. » On dit que

son parti irrévocablement ; M. de Zuylen refusait de signer, prétendant que Sa Majesté avait subordonné ses engagements avec l'empereur à l'adhésion de la Prusse et se retranchait derrière la sommation du cabinet de Berlin. Il disait aussi, pour colorer son recul, qu'un traité d'alliance était superflu et inopportun ; que la communauté d'intérêts entre la France et la Hollande était trop étroite pour nous permettre le moindre doute sur l'attitude que prendrait le cabinet de La Haye, en cas de guerre.

Le Luxembourg nous était refusé, l'alliance hollandaise nous échappait : nous étions échec et mat.

Il fallait songer à la retraite et sortir, sans y laisser notre honneur, de l'impasse où nous étions acculés. M. de Moustier ne devait pas faillir à cette tâche.

La France serait-elle en état de subir la guerre, et quels seraient ses alliés? Conviendrait-il mieux

la difficulté de s'entendre sur le chiffre de l'indemnité fut la cause du retard dont se plaignirent à la fois M. de Moustier, M. de Bismarck et M. Benedetti, pour se justifier de l'insuccès des négociations.

de se renfermer dans une position expectante, d'éviter toute communication officielle avec le cabinet de Berlin, de renoncer provisoirement au grand-duché et de s'en remettre aux puissances signataires pour décider de l'évacuation du Luxembourg ? Telles étaient les graves questions qui s'imposaient aux méditations du gouvernement de l'empereur.

La parole était, avant tout, au ministre de la guerre. Sa réponse ne pouvait être douteuse : notre impuissance était manifeste ; l'armée avait périclité entre les mains du maréchal Randon. Il n'avait rien vu, pendant son long ministère, de la transformation militaire qui, depuis 1860, s'opérait en Prusse. Il avait laissé la guerre s'engager à nos portes, sans représenter à l'empereur que, si les événements devaient forcer la France à intervenir pour sauvegarder ses intérêts, il n'aurait pas d'armée à mettre au service de sa politique. Il avait écrémé nos cadres, vidé nos arsenaux, épuisé nos crédits militaires pour satisfaire aux dévorantes exigences du Mexique. Aucune de nos places fortes n'était en état de défense ; nous n'avions ni effectifs, ni chevaux, ni munitions, ni matériel ; nous étions littérale-

ment à la merci d'un coup de main. Tout était à créer et à refaire en face de la Prusse victorieuse, hautaine, menaçante.

Le maréchal Niel était un cœur patriotique et une vive intelligence. Il ne recula pas devant la tâche que l'empereur lui imposait tardivement. Il devait, comme M. de Moustier, succomber à la peine [1]. Il affirmait le succès sans y croire, il tenait à relever le moral de l'armée. A l'entendre, au jour des rencontres, la victoire ne serait pas incertaine. Il avait la verve gasconne, tempérée par la réflexion et le sang-froid. Il disait aux généraux, découragés en face des provocations prussiennes : « Graissez vos bottes, messieurs, nous allons entrer en campagne. » C'était

1. Sa mort causa, en Allemagne, un véritable soulagement. On comprit que la France venait de perdre le seul homme capable de hâter et de mener à bonne fin la réorganisation de son armée. Le prince Albert de Prusse ne s'en cachait pas dans un entretien qu'il eut à ce moment avec le comte d'Ideville, le secrétaire de notre légation à Dresde. (Voir le *Journal d'un diplomate.*) — Si le maréchal Niel avait vécu, la guerre eût peut-être été conjurée en 1870, bien que le Corps législatif lui marchandât opiniâtrément les crédits qu'il réclamait pour la création de la garde nationale mobile et la transformation de nos places fortes. « Vous me rendez la tâche impossible, s'écriait-il à la tribune, d'un ton désespéré. Vous me reprochez, disait-il en apostrophant Jules Favre, de vouloir transformer la France en une vaste caserne prenez garde qu'elle ne devienne un vaste cimetière ! »

son expression favorite. Mais, dans l'intimité, en présence de ses aides de camp, il ne cachait pas ses tristesses. Il leur disait que jamais il ne donnerait à l'empereur le conseil de faire la guerre sans alliés, et qu'il se ferait couper en quatre plutôt que de lui permettre de la provoquer.

On se sent soulagé devant de tels caractères ; ils vous font oublier l'ineptie, le servilisme et la trahison. Ils relèvent le courage, car ils permettent d'espérer que la France, qui a eu à son service tant de capitaines et de politiques, retrouvera un jour des généraux et des diplomates dignes de ses destinées.

L'empereur était ulcéré des procédés de la Prusse. Le roi et son premier ministre oubliaient les services qu'il leur avait rendus en toute circonstance. Ils méconnaissaient leurs engagements, ils repoussaient son alliance. Ils lui refusaient, après s'être agrandis démesurément, une compensation insignifiante qui devait lui permettre de recouvrer son prestige et de réconcilier son pays avec les événements de 1866. Il dut se soumettre cependant aux instances de ses ministres qui, tous, reculaient devant la

guerre ; mais il ne se résigna qu'à son corps défendant et avec l'espoir de se relever, avant peu, d'une aussi humiliante défaite. Il pressait le maréchal Niel de redoubler d'efforts pour lui reconstituer une puissante armée, et M. de Moustier d'user de tous les stratagèmes de la diplomatie pour maintenir les choses en état pendant quelques semaines. Il avait sacrifié à de faux dieux, il l'expiait cruellement.

A la date du 1er avril, la question du Luxembourg n'existait pas pour les chancelleries. Tout s'était passé sous le manteau de la cheminée, en pourparlers secrets entre M. de Bismarck et M. Benedetti, entre l'empereur, M. de Moustier et le comte de Goltz. Elle n'avait été, entre le cabinet des Tuileries et celui de Berlin, l'objet d'aucun échange de notes ou de dépêches ; mais, après les manifestations retentissantes du Parlement du Nord, elle prenait, du jour au lendemain, le caractère d'une question européenne. La France et la Prusse allaient, se mesurant des yeux, s'expliquer et prendre position. M. de Moustier et M. de Bismarck adressèrent des dépêches circulaires à leurs agents, elles étaient les premières pièces du procès ; elles exposaient,

à des points de vue différents, les motifs, sinon les origines et les causes premières du conflit qui éclatait subitement, à l'occasion des négociations secrètes engagées entre l'empereur et le roi des Pays-Bas.

M. de Bismarck répondait un jour au Parlement, qui réclamait un *blue book*, que les livres bleus, rouges ou jaunes, ne contenaient, en général, que des documents insignifiants, revus et corrigés, et que, pour sa part, il n'en publierait jamais. « Les seules dépêches vraiment intéressantes, disait-il, sont celles que les gouvernements communiquent d'eux-mêmes aux journaux, dans certains moments critiques ; elles méritent d'être lues attentivement, car elles révèlent de sérieuses complications et préparent souvent l'opinion publique à la guerre. »

La circulaire de M. de Bismarck était ce qu'on appelle, en langage diplomatique, une dépêche d'alarme ; elle préparait l'Allemagne et l'Europe à la guerre.

M. de Bismarck mettait l'empereur personnellement en cause, ce qui était peu courtois ; et, ce qui l'était moins encore, il le montrait entraîné inconsciemment à des résolutions inquiétantes

pour la paix par les partis hostiles qui tramaient sa chute, et même par ses entours, qui méconnaissaient ses intérêts dynastiques. Il tenait à séparer le souverain du pays ; c'était une tactique, la même dont il devait se servir en 1870, mais en sens inverse, alors qu'il montrait, dans les proclamations du roi, l'empereur plus belliqueux que la France.

M. de Bismarck, comme de raison, exaltait les sentiments pacifiques et inoffensifs de la Prusse ; il se refusait à croire que l'empereur voulût porter atteinte au sentiment national de l'Allemagne, dont il ne pouvait ignorer l'intensité, pour le plaisir de s'annexer un petit pays, sans importance territoriale ou stratégique. Il espérait qu'il ne compromettrait pas les fruits de sa sagesse passée, qu'il renoncerait au système d'agression et de convoitise du premier empire, dont on retrouvait les tendances dans une lettre récente du comte de Chambord et dans les discours de M. Thiers.

La dépêche était irritante au dernier chef. Il n'est pas d'usage de faire intervenir un souverain dans un document de chancellerie, de lui tracer une ligne de conduite, d'affecter pour ses intérêts dynastiques une sollicitude déplacée, de lui

dénoncer ses amis et de prêter à ses adversaires des projets subversifs et antipatriotiques. Frédéric II avait peu de scrupules, il jouait et raillait volontiers ses adversaires, mais il n'avait pas les traditions poméraniennes ; il avait l'ironie légère, il s'inspirait de l'esprit de Voltaire.

La dépêche prussienne ajouta une blessure nouvelle à tant d'autres ; on n'en était plus à les compter, mais elle arrivait trop tard, déjà on était décidé à *ne céder à aucune provocation.* « La blessure reçue ici, il ne faut pas le dissimuler, écrivait M. de Moustier à la date du 6 avril, est profonde, et la confiance dans les intentions de M. de Bismarck d'autant plus justement ébranlée qu'on arrive difficilement à s'expliquer autrement sa conduite que par un piège tendu à notre bonne foi. Nous avons été bien près de la guerre ; des inspirations plus modérées ont heureusement prévalu. Beaucoup de personnes croient fermement que la Prusse a eu l'intention de nous y provoquer et nous y provoquera encore. On peut opposer cependant à cette opinion bien des faits et des raisonnements. Bien peu croient que M. de Bismarck soit sincère quand il veut nous faire entendre, comme le comte de Goltz l'a essayé vis-

à-vis de l'empereur et de moi, qu'après le départ du Reichstag les choses tourneront à notre satisfaction. Je m'arrangerai, dans tous les cas, pour laisser la porte ouverte à toutes les bonnes inspirations du cabinet de Berlin, sans spéculer sur cette chance; *mais, si M. de Bismarck a cherché une occasion préméditée de conflit, il ne la trouvera pas.* »

Tout en laissant une porte ouverte aux bonnes inspirations du cabinet de Berlin, M. de Moustier procédait à une évolution diplomatique. Il opérait un mouvement de retraite et déplaçait la question en se retranchant sur un terrain inexpugnable. Il maintenait les engagements contractés par le roi des Pays-Bas, mais il laissait le traité de cession en suspens [1]. Il s'adressait aux puissances signataires du traité de 1839, non pas pour les rendre juges de l'abandon du Luxembourg à la France, mais pour les mettre en demeure de se prononcer sur la légitimité des

1. Dépêche de M. de Moustier à M. Baudin, 5 avril. — « Nous considérons toujours le roi des Pays-Bas comme lié envers nous par ses engagements dont nous seuls pouvons le relever. Nous maintenons la situation sans la forcer, et sans vouloir créer au roi des embarras nouveaux. »

titres qu'invoquait la Prusse au droit de garnison. Il renversait la situation; il forçait le gouvernement prussien, lié par les protestations du Parlement contre l'évacuation de la place, à comparaître devant un tribunal européen, pour s'y expliquer et défendre ses droits. Nous avions perdu la première manche, il s'agissait de ne pas perdre la seconde. Il fallait se couvrir, ne donner aucune prise à M. de Bismarck et ne lui fournir aucun prétexte. Les explications avec M. de Goltz n'étaient pas à craindre. Il les redoutait, il se dérobait; son ministre s'était chargé de trahir son secret. Il ne cherchait qu'à dégager sa responsabilité de l'insuccès des négociations et à la rejeter sur M. Benedetti. Il le représentait comme un obstacle à l'intimité des deux gouvernements et, lorsque M. de Moustier lui démontrait, pièces en mains, combien ces insinuations étaient injustes et déplacées, il jouait la stupéfaction et disait que M. de Bismarck était pour lui une énigme, qu'il ne s'expliquait pas la persistance qu'on mettait, à Berlin, malgré ce qu'il écrivait, à prétendre que M. Benedetti poussait à la guerre [1].

[1] Voir à l'appendice.

M. de Moustier jouait serré, il s'était retranché sur la défensive, il était décidé à ne céder à aucune provocation. Mais il ne pouvait répondre de Berlin. Il appréhendait une querelle d'Allemand. Il savait qu'un ambassadeur, quelle que soit la mansuétude de son caractère, ne peut tolérer certains procédés, ni certaines paroles, sans les relever. Il ne voyait pas sans crainte les rapports entre le président du conseil et notre représentant s'aigrir de plus en plus. Ils en étaient aux récriminations; ils échangeaient des billets où perçaient d'amers ressentiments [1].

M. Benedetti représentait, aux yeux de M. de Bismarck, un passé incommode ; il était un reproche vivant. Il rappelait à un chancelier superbe et glorieux les promesses et les engagements d'un ministre modeste et solliciteur; sa présence mettait le politique en opposition avec les droits

1. M. Benedetti, informé par un de ses secrétaires que des officiers avaient annoncé au club la mobilisation du 7e et du 8e corps d'armée, avait demandé des explications au président du conseil. M. de Bismarck l'avait mis en demeure de lui fournir le nom de ces officiers : c'était lui demander de jouer le rôle de délateur, il s'y refusa catégoriquement. Voici les billets qu'ils échangèrent à ce sujet : — « Monsieur l'ambassadeur, le bruit dont fait mention votre billet d'aujourd'hui est aussi peu fondé que celui dont vous m'avez fait l'honneur de m'entretenir dans votre billet de di-

imprescriptibles de la morale. Un éclat était imminent. Il eût singulièrement aggravé les choses. M. de Moustier sut le conjurer en prescrivant à M. Benedetti de s'effacer, d'éviter toute rencontre avec le président du conseil, de n'échanger avec lui aucune communication officielle et surtout de se refuser à toute discussion sur la question du Luxembourg. La diplomatie française se mettait volontairement en quarantaine.

M. de Bismarck opérait, de son côté, une évolution caractérisée, mais en sens contraire. A trois jours de distance, il faisait litière des assurances tranquillisantes qu'il avait fait parvenir à l'empereur, par le comte de Goltz. Il n'avait eu qu'un accès de modération, un retour fugitif de conscience. Les passions s'échauffant au lieu de

manche. Je regrette d'ailleurs, monsieur l'ambassadeur, que vous n'ayez pas encore eu la bonté de me dire sur quoi se basaient les renseignements que M. de Ring avait fournis et qui avaient donné lieu à votre interpellation précitée. »

« Monsieur le président, je n'ai pas besoin de vous faire remarquer dans quel sentiment j'ai eu recours, en cette circonstance, à votre autorité, ni de vous rappeler que je vous ai désigné la réunion où ces rumeurs avaient été recueillies. J'aime à croire que vous voudrez bien me dispenser de vous fournir de plus amples renseignements, qui pourraient donner lieu à des mesures de rigueur. »

se calmer, il se rejetait résolument dans le mouvement, pour en conserver la direction et ne pas être débordé. Tout le monde voulait la guerre, le parlement et les généraux. M. de Moltke, seul, était écouté. « Nous sommes prêts, disait-il, et la France ne l'est pas. » On tenait l'occasion, il fallait la saisir et s'épargner d'éternels regrets. La campagne serait courte et glorieuse ; on prendrait du même coup l'Alsace et les lignes de la Meuse. Déjà, les attachés militaires à Paris faisaient rafle de nos cartes et les expédiaient, par ballots, à l'état-major général, par l'entremise de banquiers prussiens. Ils savaient ce qui se disait et se faisait au ministère de la guerre. Ils étaient liés avec des officiers attachés à une ambassade pour laquelle il n'était malheureusement pas de secret. M. de Goltz avait à sa disposition tous les moyens d'information, il avait accès partout, ce qu'il n'apprenait pas lui-même dans les salons, où le plus souvent se divulguent par vanité, avec une déplorable insouciance, les choses les plus secrètes, lui revenait par quelques-uns de ces personnages interlopes qui s'insinuent dans nos maisons, sont aux écoutes dans nos cercles, s'infiltrent dans notre presse, s'ingèrent dans nos débats et

clabaudent contre notre diplomatie. On les tolère à Paris, on les recherche même ; partout ailleurs, on les reconduit à la frontière.

A aucun moment de son histoire, la France n'avait couru de si grands dangers. En 1870, elle eut du moins une armée de près de trois cent mille hommes à mettre en ligne. Elle avait un fusil supérieur au fusil à aiguille ; le matériel était en partie reconstitué, des forts détachés avaient été élevés à Metz ; on avait, tant bien que mal, combiné le mouvement et le transport des troupes. Mais, au mois d'avril 1867, nos portes étaient grandes ouvertes à l'invasion, et peut-être les officiers prussiens n'exagéraient-ils pas quand ils disaient tout haut que, avant quinze jours, ils seraient à Paris. « J'en suis réduit, me disait alors le général Ducrot, à fermer les portes de la citadelle de Strasbourg, sous prétexte de réparations aux ponts-levis ; mais, en réalité, pour me mettre à l'abri d'un coup de main. » La guerre était imminente, et il n'y avait pas un canon sur les remparts, toutes les batteries étaient démontées ; les pièces et les affûts étaient entassés pêle-mêle à l'arsenal, il n'y avait ni munitions, ni approvisionnements ; il aurait fallu plusieurs mois pour

mettre la place en état de défense. L'événement devait prouver, en 1870, que le péril que nous avions couru, en 1867, n'avait pas servi d'enseignement[1].

L'empereur, après avoir poursuivi et déserté successivement toutes les alliances, se trouvait isolé, à l'heure la plus difficile de son règne. Sa santé donnait à réfléchir ; l'avenir de sa dynastie apparaissait précaire, et on ne se lie pas volontiers avec un gouvernement sans lendemain, discuté et défaillant. D'ailleurs ce n'est pas sous le coup des événements que se contractent les alliances, si elles n'ont pas été préparées de longue main et si elles ne reposent pas sur une conformité d'intérêts. Mais l'empereur pouvait, du moins, compter sur l'assistance diplomatique de l'Autriche et du gouvernement anglais. Déjà elle lui était assurée. Il était certain que l'action sympathique de la reine Victoria, si fidèle au culte du passé, et de lord Clarendon, l'ami de sa maison, ne lui ferait pas défaut. Il avait lord Cowley sous la main, et son ambassadeur à Londres, le prince de La Tour d'Auvergne, avait su, par

1. *La Politique française en* 1866.

le charme de sa personne et la grâce légèrement caustique de son esprit, gagner l'amitié et la confiance du ministre des affaires étrangères, lord Stanley, aujourd'hui lord Derby. C'était beaucoup d'avoir l'appui moral de la reine Victoria et de son cabinet à opposer aux provocations de la Prusse; car, s'il est une puissance au monde qu'elle tienne en sérieuse considération et avec laquelle elle ne se brouillera jamais à la légère, c'est la Grande-Bretagne. Elle redoute son obstination, elle connaît ses ressources, son influence sur l'opinion publique du continent, elle la sait capable, malgré d'apparents effacements, de fomenter de redoutables coalitions.

L'Autriche, en intervenant, ne s'inspirait pas, comme le gouvernement anglais, de l'affection des deux souverains, ni des souvenirs d'une alliance glorieuse. L'empereur n'avait aucun titre, ni à ses sympathies, ni à sa reconnaissance: il ne lui avait jamais fait que du mal; il avait médité, poursuivi et consommé ses désastres. Il était permis au gouvernement autrichien de savourer le plaisir des dieux : il n'avait qu'à se croiser les bras. Mais c'était sacrifier l'avenir au passé; il s'affaiblissait en laissant affaiblir la France;

il se livrait à la Prusse et perdait sa dernière chance de relèvement.

L'empereur François-Joseph, dans sa détresse, avait appelé dans ses conseils un ministre à la fois étranger et protestant. Sa capacité n'était discutée par personne; on avait dit de lui qu'il était un géant dans un entresol : c'était le comte de Beust, l'ancien ministre dirigeant du roi de Saxe, qui, dans un jour d'orgueil, n'avait pas craint de dire qu'il fallait effacer de l'histoire d'Allemagne « l'épisode de Frédéric II ». Il était actif, remuant même; c'est, du moins, ce qu'on lui reprochait dans la vieille Allemagne. Il troublait inconsidérément le sommeil de la diète; il y soulevait toutes les questions, il mettait aux prises l'orgueil autrichien avec la vanité prussienne. Il se souvenait de la maxime de Louis XI : « diviser pour régner. » Son rêve était la triade, le groupe des petits royaumes *majorisant* la Prusse ou l'Autriche, en passant de l'une à l'autre. Telle était sa politique; mais, s'il voulait la fin, il reculait devant les moyens. Il manquait à ce système de bascule un facteur indispensable, l'appui de l'étranger. Il le reconnut trop tard, lorsque, après Sadowa, il courut à Vichy

demander l'assistance d'un souverain impotent.

Le comte de Beust avait la passion de la dépêche ; il maniait la plume avec élégance et dextérité, il se mirait dans sa prose au point d'adresser, au nom de la Saxe, des notes comminatoires à l'Angleterre. Il avait, comme le prince Gortschakoff, l'amour de nos poètes, mais il était de l'école romantique ; aux imprécations de Camille et aux fureurs d'Achille il préférait la *Ballade à la lune*. Tant qu'il s'était trouvé enfermé dans une petite cour, ses qualités apparaissaient comme des défauts. Mais le cadre s'étant élargi, tout s'harmonisait et se proportionnait subitement. Ses grandes aptitudes avaient trouvé leur emploi : son activité et sa merveilleuse intelligence s'appliquaient à la régénération d'un grand État en décomposition. Il trouvait, dès la première heure, la formule que l'empereur François-Joseph cherchait en vain. Réconcilier, avant tout, la Hongrie avec l'empire, serait-ce au prix des plus grands sacrifices, pour en faire un élément d'ordre et de force ; satisfaire, par des institutions libérales, les provinces allemandes, qui formeront toujours la base fondamentale de la monarchie, à moins que l'Au-

triche ne disparaisse; neutraliser l'élément tchèque par des concessions habilement ménagées à l'élément polonais; reconstituer l'administration, lui imprimer une direction énergique et vigilante; rénover le crédit en mettant de l'ordre dans les finances, tel était le programme que le comte de Beust traçait à son souverain d'adoption et qu'il se mettait en devoir d'appliquer aussitôt. On n'ignorait pas, à Berlin, les conceptions de M. de Beust, on les admirait même, mais on les tenait pour chimériques; on s'apitoyait sur son sort; on estimait qu'il succomberait à la tâche et qu'il serait écrasé par le rocher de Sisyphe.

Une plume magistrale, ou plutôt une de ces griffes qui laissent dans l'histoire des traces indélébiles, se plaisait à tirer son horoscope; il était désespérant.

« L'horoscope de M. de Beust est facile à tirer, disait le mystérieux devin. Il est et restera pour l'empereur François-Joseph, de langage et de manières, un étranger; il essayera en vain de faire entrer dans une série systématique de compartiments le développement historique de cet amalgame de nationalités qui s'appelle l'Au-

triche. Incroyable mélange de naïveté et de confiance en soi-même, il espère y arriver. Je ne l'en blâme pas : un homme d'État qui ne croit pas en lui-même est perdu d'avance. Mais, à mon sens, il ne réalisera jamais ses plans. Déjà sa politique hongroise a infligé à son souverain une quantité d'humiliations... M. de Beust est à plaindre ; c'est un homme d'État de grand talent, il eût fait un excellent ministre prussien. Mais il s'est condamné lui-même au destin de martyr des fautes de ses prédécesseurs et de ses propres erreurs. Qu'il se console, ce n'est pas lui qui a créé la situation actuelle. Il enlèvera quelques pelletées de terre de la montagne d'infortunes et d'iniquités qui pèse sur l'Autriche ; mais la montagne restera debout, jusqu'au jour où une éruption sociale la fera sauter. Je ne le verrai peut-être pas, mais c'est ainsi qu'elle s'écroulera, et ses débris raconteront à la postérité qu'il fut une fois, en Autriche, un ministre du nom de Beust, qui voulut transporter les montagnes. »

X

L'ATTITUDE DE M. DE BISMARCK

L'inquiétude avait gagné toute l'Europe : les Chambres étaient réunies à Berlin, à Paris, à Londres et à La Haye ; des interpellations étaient imminentes. Déjà le Reichstag avait parlé ; il l'avait fait sans mesure, avec passion ; il avait inauguré l'ouverture de l'Exposition universelle à sa façon, par un cri de guerre. De tous les ministres forcés de s'expliquer, M. de Moustier était, sans contredit, le plus embarrassé. Il est des négociations qui ne supportent pas le grand jour, et jamais un gouvernement ne poussera l'abnégation et l'amour de la vérité jusqu'à avouer ses

erreurs et ses déceptions. D'ailleurs, à l'heure où il était interpellé, le gouvernement impérial était tout aussi perplexe que les Chambres sur l'issue de la crise. Il souhaitait et poursuivait la paix, mais il n'en était plus le maître. Il pouvait à son insu, d'un instant à l'autre, être surpris par la guerre. Les interpellations, dans les moments critiques, lorsqu'une parole inconsidérée peut compromettre la paix, sont presque toujours une faute, et parfois un crime. L'interpellation du mois de juillet 1870, faite par M. Cochery et inspirée par M. Thiers, a été funeste à la France : elle a affolé le gouvernement impérial, elle l'a précipité dans la guerre.

M. de Moustier évita le Corps législatif. Il lut au Sénat une déclaration calculée, incolore ; il lui apprenait ce que tout le monde savait, et il lui cachait ce que tout le monde voulait savoir. Il ne tenait pas à soulever des manifestations patriotiques, ni à mettre les Chambres françaises au diapason des Chambres prussiennes. La circonspection lui était imposée ; le parti militaire, à Berlin, avait l'oreille dressée ; il n'attendait qu'un mot pour renverser la dernière et faible digue que M. de Bismarck opposait à ses ardeurs bel-

liqueuses. Pour M. de Zuylen, la tâche était moins difficile; il avait, il est vrai, engagé son pays, par crainte de l'Allemagne, dans une aventure périlleuse, mais il avait su virer de bord en temps opportun : l'aventure avait tourné à son profit. La Prusse avait soldé sa défection à l'alliance française par une renonciation, en bonne et due forme, à toutes les prétentions de la Confédération du Nord sur le Limbourg. Ce n'était pas un succès, c'était un résultat.

Le cabinet anglais ne fut pas moins sobre d'explications ; il aurait pu parler en toute liberté, car il n'était, à aucun titre, engagé dans le conflit ; mais il ne se souciait pas d'envenimer le débat et de compromettre, par un langage trop indiscret, le maintien de la paix, dont il était l'ami résolu. Mais il montrait, tout en approuvant la transformation de l'Allemagne, qu'il penchait plutôt vers la France que vers la Prusse, et il trouvait que le Luxembourg était une compensation territoriale bien minime, en face des agrandissements énormes que le roi Guillaume venait de réaliser.

C'est derrière les coulisses que se poursuivait le drame, en passant par mille péripéties, tour à

tour pacifiques ou menaçantes. La manœuvre de M. de Moustier avait troublé le jeu de la Prusse. Il devenait chaque jour plus évident que le cabinet des Tuileries ne prêterait pas le flanc, qu'il ne donnerait prise à aucune controverse, qu'il resterait impassible devant les provocations et que, fort de l'appui moral de l'Autriche et de l'Angleterre, il ne se laisserait pas entraîner au rôle de provocateur.

« J'engage nos ambassadeurs, écrivait M. de Moustier, à faire ressortir notre modération, à sonder l'étendue des préoccupations que la perspective d'une guerre européenne pourrait laisser à chacune des puissances et à chercher dans quelle mesure elles inclineraient à penser qu'il importe de ne pas laisser la France froissée et mécontente. »

M. de Bismarck, après avoir en vain tenté de résister à l'action des généraux s'appuyant sur l'opinion publique, avait renoncé à la lutte, et il allait, sans craindre la guerre, employer sa volonté à faire échouer les négociations que nous poursuivions avec les grandes puissances. La sommation qu'il avait adressée à la Hollande, la renonciation au Limbourg, concédée au cabinet

de La Haye en échange de sa soumission, la continuation précipitée des armements, l'émission d'un emprunt, le langage de plus en plus irritant de la presse, tout autorisait à croire que la Prusse ne négligerait aucun effort pour empêcher l'ouverture d'une négociation générale et que, en tout cas, elle se refuserait à y participer.

« Nous nous trouvons, écrivait M. Benedetti, en présence d'une situation qui nous oblige, avant d'aller plus loin, à nous rendre un compte exact non seulement des dispositions que les cabinets de Londres, de Vienne et de Pétersbourg apporteront dans la phase diplomatique, mais bien aussi de celles dont ils s'inspireront, si nous devions recourir à l'emploi de la force. Nous devons nous mettre en mesure de ne laisser aucun doute, dans leur esprit comme dans celui du cabinet de Berlin, sur notre ferme résolution de triompher des obstacles que nous pourrions rencontrer. Il faut qu'on sache que nous sommes prêts à toutes les éventualités et que nous ne subirons pas un nouveau mécompte. Le succès, s'il peut être obtenu pacifiquement, est à ce prix. La Prusse reculera-t-elle? Le roi, à l'âge où il est arrivé, osera-t-il se jeter dans de

nouvelles aventures? M. de Bismarck ne songera-t-il pas, à la dernière heure, au péril qui menace son œuvre? Je ne saurais exprimer d'opinion. M. de Bismarck et le roi étaient, l'année dernière, les seuls Prussiens voulant la guerre contre l'Autriche; ils pourraient se trouver seuls, cette fois, à vouloir la paix avec la France. Resteront-ils fidèles à leurs convictions, si nous persistons à revendiquer le Luxembourg? Je ne saurais le prévoir. M. de Bismarck n'a pas osé l'affirmer devant le Reichstag, et il ne craint plus de prendre une attitude belliqueuse. Et, cependant, il m'a ouvertement attribué, dans son dernier entretien, l'intention de provoquer une rupture entre les deux pays. J'ai relevé vivement ce propos, lui répondant que je n'avais à m'expliquer ni de ma conduite, ni de mes intentions; mais que j'étais surpris d'entendre tenir un pareil langage par lui, qui s'était si souvent plaint de la persistance de mes démarches pour hâter la conclusion d'une alliance. » La diplomatie a aussi ses martyrs.

Pendant que M. de Moustier et M. Benedetti échangeaient leurs idées et passaient en revue les moyens les plus efficaces pour sortir avec les

honneurs de la guerre d'une situation compromise, le comte de Beust entrait en lice. C'était sa première campagne diplomatique, c'était la première fois qu'il parlait au nom d'une grande puissance, dans l'intérêt d'une cause précieuse, celle de la paix. Il se multipliait et mettait ses ambassadeurs sur les dents; il s'efforçait de galvaniser le prince Gorstchakoff, il se concertait avec lord Stanley, il faisait entendre à M. de Bismarck, qui en avait grand besoin, le langage de la modération. Ses combinaisons étaient multiples; il n'y mettait pas d'amour-propre d'auteur, il les modifiait suivant les chances qu'elles avaient d'être agréées. Mais il avait eu grand soin, avant de rien entreprendre, de bien définir la situation de l'Autriche. Il avait déclaré qu'elle resterait neutre et qu'elle ne prendrait conseil, dans le cours des événements, que de ses intérêts propres. Ce n'était pas ce qu'on attendait à Paris, et encore moins à Berlin. Le gouvernement prussien s'imaginait que l'Autriche, battue, oubliant qu'elle avait été expulsée violemment de l'Allemagne, se rappellerait les liens du passé, et le gouvernement impérial se flattait qu'elle céderait à ses ressentiments et qu'elle cherche-

rait à reprendre la situation dont elle avait été dépossédée. M. de Beust devait détromper à la fois le cabinet de Berlin et la cour des Tuileries.

« Vos derniers télégrammes, écrivait-il au prince de Metternich, à la date du 8 avril, dépeignent une situation des plus critiques. On serait alarmé à Paris de bruits d'alliance entre Vienne et Berlin, et vous me prévenez que l'empereur Napoléon pourrait bien faire une tentative pour se rapprocher de l'Autriche. Rien, dans notre attitude, ne justifie ce désir, ni ces inquiétudes. Le gouvernement impérial ne s'est engagé d'aucun côté; il conservera sa liberté d'action et d'appréciation. Il est vrai que, de Berlin et de Munich, on nous a fait quelques avances. Nous y avons répondu poliment et évasivement. Vous verrez, par la dépêche que j'ai adressée au comte de Trauttmansdorf, que mon langage ne compromet en rien la pleine liberté que j'entends me réserver. » C'était une fin de non-recevoir que nous adressait M. de Beust; elle coupait court aux ouvertures dont le prince de Metternich et le duc de Gramont s'étaient rendus les interprètes auprès du gouvernement autrichien. Mais

en nous refusant l'alliance, M. de Beust nous délivrait, du moins, d'un gros souci ; il nous rassurait sur l'issue des efforts que la cour de Berlin et la cour de Munich tentaient simultanément à Vienne.

A Berlin, M. de Beust tenait un autre langage. Il appelait, avec une édifiante sollicitude, l'attention du gouvernement prussien sur le danger de provoquer un aussi grand pays que la France ; il le priait de ne pas perdre de vue ses inépuisables ressources, et surtout sa supériorité maritime, qui, disait-il ironiquement, condamnerait la Prusse à de puissantes diversions sur les côtes et l'empêcherait de couvrir le midi de l'Allemagne. Il parlait avec affectation de la prospérité renaissante de l'Autriche ; il apprenait à M. de Bismarck, qui, on peut l'admettre, ne s'en réjouissait guère, que la question hongroise était résolue et que toutes les difficultés intérieures s'aplanissaient insensiblement. « Si nous voulions exercer une politique de représailles, disait-il d'un ton railleur, nous attiserions le feu, au lieu de nous appliquer à l'éteindre ; mais, en conseillant à la Prusse de se montrer accommodante, nous prouvons que nous sommes à l'abri de

pareilles suggestions. M. de Bismarck préférerait sans doute à nos bons offices une alliance étroite. Mais il a l'esprit assez libre pour reconnaître qu'il nous devrait un prix proportionné à notre assistance et que nous ne sommes pas en situation de le stipuler. Ce serait à lui de nous l'offrir. Il nous en coûterait, fierté à part, d'élever aucune prétention qui serait de nature à amoindrir la grande situation que, depuis le traité de Prague, la Prusse a prise en Allemagne. »

C'était dire en termes voilés, mais transparents : — Il vous plaît d'invoquer une solidarité que vous avez détruite ; mais, avant tout, rendez à l'Autriche la situation qu'elle occupait jadis dans la Confédération germanique, et elle ne faillira pas à ses devoirs de confédéré. — C'était dire aussi : — Vous guettez les gens pour les abattre et les dépouiller, et vous vous imaginez, dès qu'il y va de votre intérêt, qu'il suffit d'un appel sentimental pour leur faire oublier qu'ils ont été battus et dépouillés.

Cette réponse, où l'ironie se mêlait à l'amertume, ne devait pas empêcher M. de Bismarck de parler de l'Autriche devant le Parlement avec une sympathie déférente et d'y provoquer une

manifestation enthousiaste. Il faisait ainsi d'une pierre trois coups : il inquiétait la France, il rassurait les partisans de l'Autriche en Allemagne, et il encourageait les partisans de l'Allemagne en Autriche. C'était sa réplique à la réponse railleuse de M. de Beust.

On en revenait toujours à la même question : « Que veut M. de Bismarck ? » Il semblait qu'il fût l'absolu dispensateur de la paix et de la guerre. C'était trop augurer de sa volonté, et surfaire son influence. Ses dispositions variaient suivant les circonstances ; elles étaient, alternativement, pacifiques ou belliqueuses. Il comptait avec les généraux et le Parlement, mais il comptait aussi avec l'Europe. Il n'avait pas de parti pris ; il réfléchissait sur son échiquier, il méditait toutes les combinaisons, attendant le jeu de son adversaire pour faire avancer ou reculer ses pions. Sa responsabilité, sa gloire, étaient engagées. Il n'entendait pas les compromettre témérairement. Son audace était prudente. Il tâtait, avant tout, le pouls de l'Allemagne et s'assurait si sa presse, qu'il avait déchaînée contre la France, accélérait ses pulsations patriotiques. Il se demandait si les cours méridionales répondraient à son appel et si, en

cas de revers, elles ne lui feraient pas défection. Elles manifestaient des hésitations, elles exprimaient des craintes, elles invoquaient leur organisation militaire, l'opposition des Chambres; elles soulevaient le *casus belli* prévu par les traités d'alliance, elles craignaient d'être exposées aux premiers coups et réclamaient des garanties[1]. Elles élevaient aussi des doutes sur la neutralité de l'Autriche; elles appréhendaient, bien à tort, les démonstrations militaires de l'Italie, du côté des Alpes. Les journaux prussiens n'en disaient pas moins que tout le monde ferait son devoir; ils ne doutaient pas de l'assistance résolue de l'Allemagne entière. C'était leur métier d'insulter la France et d'exalter les vertus germaniques. M. de Bismarck savait à quoi s'en tenir; sa police le renseignait sur les dispositions des populations annexées;

1. Lettre de M. Benedetti, 16 avril. — « M. de Montgelas aurait reçu l'ordre de ne pas laisser ignorer au président du conseil que la Bavière ne saurait, dans un court délai, se mettre en mesure de prêter à la Prusse un concours armé. Il a fait remarquer que l'organisation militaire des États du Midi n'était pas encore définitivement arrêtée et que les mesures qu'elle comporte mettraient à la charge des populations des dépenses nouvelles, qu'elles ne sont pas en état de supporter, après les sacrifices que leur ont imposés la dernière guerre et les contributions stipulées par les traités de paix. »

elles lui étaient foncièrement hostiles[1]. Il lui revenait que déjà s'organisait une légion hanovrienne, et qu'autour de son drapeau viendraient se grouper tous les violentés d'Allemagne[2]. Le sentiment de l'Europe lui était contraire, l'opinion publique de tous les pays protestait contre les exigences de sa politique; les perplexités étaient permises. L'imprévu, qui joue un si grand rôle dans les événements, pouvait renverser les calculs les mieux faits. Mais la situation se transformait du tout au tout si l'empereur, dont les susceptibilités étaient si peu ménagées et qui se mettait à couvert derrière les puissances, venait à fournir des prétextes et, de résigné, devenait provocateur. Tout se justifiait alors; la Prusse subissait la guerre; l'opinion publique de l'Europe se retour-

1. Voir l'appendice.

2. Un envoyé du roi George, le comte Meeding, était venu à Paris porteur d'une protestation contre la Prusse, revêtue de milliers de signatures, recueillies non seulement en Hanovre, mais dans tous les États annexés. Il désirait la remettre à l'empereur et sollicitait le concours du gouvernement français pour l'organisation d'une légion militaire. M. de Moustier refusa de se prêter aux vœux du roi George. Il ne voulait, à aucun prix, fournir un prétexte à la Prusse. Il n'entendait retourner les haines particularistes de l'Allemagne contre elle que le jour où toutes les chances de la paix seraient irrévocablement perdues.

nait ; l'Allemagne était attaquée ; le *casus belli* était flagrant, les cours du Midi n'avaient plus d'excuses. M. de Bismarck attendait ; il restait impénétrable et demeurait inaccessible au corps diplomatique.

M. Benedetti l'évitait ; ils ne recherchaient, ni l'un ni l'autre, l'occasion de se rencontrer. L'ambassadeur se bornait à rendre compte à son gouvernement des appréciations de la presse, — ce qui n'avait rien de réjouissant, — et des idées qu'il échangeait avec ses collègues. Sa réserve était remarquée, elle donnait à gloser. On en concluait qu'il était animé de sentiments hostiles et que ses ressentiments le portaient à pousser son gouvernement à la guerre. Du reste, le mot d'ordre était donné ; on répétait en chœur dans les salons, dans les clubs, et même dans les entours du roi, comme s'il s'agissait d'une consigne, que la France voulait la guerre ; que le Luxembourg n'était qu'un prétexte ; que, loin d'être une garantie pour la paix, le sacrifice du grand-duché ne contribuerait qu'à aiguiser ses convoitises en affaiblissant l'Allemagne.

Aussi demandait-on à ouvrir les hostilités sans plus de retard, dans des conditions excep-

tionnelles, avant que la France ne fût armée, avec deux neutralités assurées, celles de l'Autriche et de l'Italie, et l'alliance russe, qui interviendrait au besoin, en cas de revers. « Aujourd'hui, disait le général de Moltke, nous avons pour nous cinquante chances; d'ici à un an, nous n'en aurons plus que vingt-cinq. »

Il est certain qu'en France les armements étaient poussés avec une activité fiévreuse; mais personne ne pouvait s'y méprendre, la défense seule les commandait. La presse en dénaturait sciemment le caractère, elle s'en autorisait pour pousser à un conflit et démontrer à l'Allemagne qu'elle en serait réduite à devoir, d'un jour à l'autre, se défendre contre une agression préméditée. La situation était des plus tendues; on était à la merci des événements, lorsque j'appris que le baron Charles-Mayer de Rothschild, avec lequel j'entretenais de fréquentes et amicales relations, était revenu de Berlin. Il était intéressant de connaître ses impressions. Le baron Karl Mayer, comme on l'appelait, était un cosmopolite. Sans passions, il n'avait que des intérêts. Le succès l'avait attiré vers la Prusse. Il s'était fait nommer, par l'ancienne ville libre, membre du

Reichstag; sa présence donnait au Parlement du Nord, assemblée de professeurs, de fonctionnaires et de hobereaux, l'éclat des millions. Il était « la grande attraction »; on le montrait du doigt, sa vue éveillait des convoitises. On le fêtait à la cour, on le choyait dans le monde officiel, on tenait à faire sa conquête, on espérait que son patriotisme naissant lui ferait transporter le siège de sa maison à Berlin. Le nom célèbre des Rothschild manquait à la gloire de la capitale de la Prusse. Mais il s'était promis, par superstition, disait-on, de ne jamais déserter le berceau de sa famille et de sa fortune. Son existence était sévère, laborieuse; elle était assombrie par le souci de ses richesses. Il restait fidèle aux habitudes de ses pères; son bureau ne dénotait rien moins que l'opulence; il protestait, par la modestie et la vétusté de son mobilier, contre le faste impertinent des nouveaux parvenus de la finance.

Il me tardait d'être renseigné. Tout était obscurité, incertitude; on passait, d'heure, en heure de l'espoir au découragement. L'argent est clairvoyant: le baron Karl avait la finesse de sa race et la perspicacité de sa maison. Il avait vu les choses de près; il pouvait me donner la note, me révéler

peut-être bien des pensées secrètes. Voici ce que j'écrivais à M. de Moustier, au sortir de mon entretien :

« Francfort, 17 avril.

» Le baron de Rothschild est revenu ce matin de Berlin; j'ai eu avec lui un long entretien. Il m'a fallu quelques efforts pour le rendre intéressant, car, encore sous le charme de l'accueil dont il avait été l'objet, il reprenait sans cesse le récit de ses audiences et de ses invitations royales. Il avait vu M. de Bismarck, la veille de son départ; il l'avait laissé agité et nerveux. Sa santé était ébranlée; il n'avait pas semblé à M. de Rothschild qu'il eût entièrement perdu l'espoir d'une solution pacifique, mais il ne cachait pas que, pour l'honneur militaire de la Prusse, l'évacuation de la place paraissait impossible. L'éventualité d'une grande guerre, incalculable dans ses conséquences, ne l'effrayait pas; car il disait n'avoir autorisé ni par ses actes, ni par ses paroles, les exigences de la France. D'après M. de Rothschild, le premier ministre aurait des heures de perplexité, qui tantôt le porteraient à ne plus vouloir différer la réalisation de ses projets ambitieux, et tantôt le

feraient hésiter devant l'immense responsabilité qu'il est à la veille d'assumer. C'est dans ces moments qu'il se rappellerait les engagements qu'il a pu contracter envers l'empereur; c'est alors aussi qu'il essayerait de réagir, jusqu'à offrir sa démission, contre les tendances qui dominent dans le cabinet militaire du roi. Ce seraient ces hésitations qui expliqueraient le langage contradictoire de la presse semi-officielle, tantôt rassurant, tantôt comminatoire.

» Quant aux alliances, M. de Rothschild n'a pu émettre que des suppositions. Il dit que les rapports entre Berlin et Pétersbourg n'ont jamais été plus intimes. Il présume que l'attitude de la Russie, qui paraît être pour le moment celle de la neutralité, prendrait son véritable caractère si la guerre venait à éclater. S'appuyant sur la Roumanie, entièrement sous sa dépendance, par l'influence qu'y exerce la cour de Prusse, la Russie tiendrait l'Autriche en échec et marcherait résolument vers le but traditionnel de ses ambitions.

» Il est d'autres impressions que M. de Rothschild a rapportées de son séjour à Berlin ; elles cadrent, malheureusement, avec les appréciations que je n'ai cessé d'émettre. D'après lui, l'armée

prussienne n'aurait jamais été dans un état plus admirable, animée d'un sentiment plus vif de sa force et de son invincibilité. Son armement et son approvisionnement seraient au grand complet. Les coffres-forts de l'État regorgeraient d'argent ; on aurait des fusils, des canons, des chevaux à revendre, selon l'expression du général de Roon, c'est-à-dire de quoi en fournir à tout le midi de l'Allemagne.

» On dit à Berlin que nous manquerons d'hommes, exercés bien entendu ; que nos préparatifs se ressentiront de la hâte avec laquelle ils auront été exécutés. On ne douterait pas de l'assistance la plus patriotique de l'Allemagne et l'on serait certain, tout en reconnaissant les grandes qualités qui distinguent notre armée, son élasticité et son intelligence, que le succès infaillible serait du côté de la Prusse. Votre Excellence reconnaîtra toute la gravité de ces confidences. Je les lui transmets sans retard, car elles viennent d'un homme intelligent qui sait, en général, voir les choses sous leur véritable jour, avec la perspicacité qui a toujours caractérisé sa famille. J'ai eu soin d'ailleurs, dès le début de cette lettre, de ne pas vous cacher que j'avais retrouvé M. de

Rothschild, qui a le culte des têtes couronnées, sous le charme des attentions dont il a été l'objet à la cour de Prusse. »

Tout, en Allemagne, vers le milieu d'avril, sentait la poudre. Les officiers, si circonspects d'habitude, ne cachaient plus que leurs régiments étaient *kriegsbereit* (prêts à marcher) et qu'ils n'attendaient plus qu'un signal pour s'ébranler. On disait que les portes de Rastadt allaient s'ouvrir à une division prussienne ; que la garnison de Mayence, déjà forte de vingt mille hommes, serait doublée ; que toutes les places, le long du Rhin, étaient approvisionnées et munitionnées ; que les chemins de fer étaient requis pour le transport des troupes ; que les généraux commandants avaient reçu leurs dernières instructions sous pli cacheté. On annonçait aussi que des plénipotentiaires militaires allaient partir pour le Midi et sommeraient les gouvernements de procéder, sans plus de retard, à l'exécution des traités d'alliance. On parlait enfin de l'arrivée du général de Moltke à Mayence, et de celle du prince royal à Darmstadt. Les journaux inspirés donnaient à ces rumeurs de véhéments commentaires; ils engageaient la dignité du gouvernement

en disant que jamais les régiments prussiens ne sortiraient du Luxembourg; ils outrageaient l'empereur; ils terrorisaient les souverains et les ministres hésitants; ils signalaient à la vindicte publique ceux qu'ils suspectaient d'avoir des sympathies pour la France[1].

Il est des émotions réservées aux diplomates à la veille d'une guerre, au milieu de populations hostiles. Les cris et les imprécations haineuses qui éclatent autour d'eux s'adressent à leur pays; les régiments et les canons qu'ils voient défiler se portent à leurs frontières; leurs relations, leurs amitiés se relâchent et parfois se brisent; des regards sombres et courroucés s'attachent sur eux, ils ne représentent plus que l'ennemi. Leurs anxiétés sont poignantes; ils ont conscience du danger, ils se demandent s'ils ont rempli leur devoir, si leur clairvoyance n'a pas été en défaut, s'ils n'ont rien à se reprocher; ils voient leur patrie envahie, — ils pressentent que, bientôt, ils n'auront plus de foyer natal. C'est dans l'une de ces heures où l'on ne sait à quoi se prendre qu'on m'annonça la visite d'un offi-

1. Dépêches de Francfort.

cier supérieur prussien. C'était le colonel de Cohausen ; je puis bien citer son nom, car le sentiment qui inspirait sa démarche est de ceux qui honorent. Il avait été, dans le temps, l'hôte de l'empereur et son collaborateur lorsqu'il travaillait à la *Vie de César*. Il avait gardé, de la bienveillance de son accueil, un touchant souvenir. Il venait, avant de partir pour Coblentz, où l'appelait son service, me supplier d'ouvrir les yeux à mon souverain et de le sauver d'une perte qu'il disait certaine.

Il ignorait la pensée stratégique de l'état-major général, il ne se doutait pas qu'il s'agissait d'une conspiration militaire ; il n'était pas du complot, mais il avait foi dans la supériorité de l'armée prussienne. Il croyait, comme tout le monde, que la guerre entrait dans les desseins de la France ; que, depuis 1866, elle la poursuivait sans relâche ; il était convaincu que l'empereur, sans s'en douter, était victime d'un piège, que les partis hostiles, en excitant les passions nationales, n'avaient en vue que la perte de sa dynastie. Il me suppliait en termes émus, et comme s'il avait à cœur de s'acquitter d'une dette de reconnaissance, de l'éclairer et de ne pas lui cacher

que, s'il jetait le gant à l'Allemagne, il s'engagerait dans une lutte inégale qui lui serait mortelle.

Le colonel de Cohausen était un savant, il avait étudié les *Commentaires de César*, mais il n'avait pas lu la *Correspondance de Frédéric II*.

V

L'ATTITUDE DES PUISSANCES
LA MISSION DU COMTE DE TAUFFKIRCHEN
LE COMTE DE BISMARCK ET SES DETRACTEURS

X

L'ATTITUDE DES PUISSANCES.

La diplomatie ne restait pas inactive. A Paris, sa tâche était aisée; la modération l'avait emporté, dans les conseils de l'empereur, sur les sentiments indignés. Mais, à Berlin, les passions étaient loin de se calmer; les colères froides sont les plus intraitables. Il s'agissait de trouver une formule qui permît de concilier la dignité de la France avec les susceptibilités militaires de la Prusse. Le gouvernement impérial se montrait sage et d'humeur accommodante. Il n'exigeait plus du roi des Pays-Bas l'exécution immédiate de ses engagements, il se contentait de maintenir ses droits sans les affirmer publiquement, il

laissait la cession en suspens et se bornait à réclamer l'évacuation.

Le gouvernement prussien, au contraire, non seulement contestait la cession, mais il fondait son droit de garnison sur les traités de 1815 et 1856, et déclarait que ses troupes ne sortiraient pas de la citadelle. Le roi Guillaume avait dit au roi grand-duc, dans son télégramme du 28 mars, qu'avant de se prononcer, il aurait à consulter les puissances signataires de 1839. M. de Bismarck, devant le Parlement, avait aggravé cette déclaration en ajoutant, de son chef, à cette réserve deux conditions de plus : il faisait dépendre la cession et l'évacuation de l'avis de ses confédérés et du sentiment allemand, dont le Reichstag, disait-il, était l'organe autorisé. Il pouvait donc, à sa guise, faire avorter les efforts de la diplomatie ; il lui suffisait de peser sur les cours allemandes et d'exciter les passions nationales. Il avait, de plus, la Russie dans son jeu ; elle pouvait, par son inertie, entraver les efforts que tentaient l'Autriche et l'Angleterre.

Le prince Gortschakoff, qu'on a appelé un ministre du XVIIIe siècle égaré dans la politique de l'électricité, se complaisait, au commencement

de 1867, dans le rôle des Célimènes. Il ne décourageait personne. Il agréait à la fois les déclarations de la Prusse et celles de la France. Toutefois, il marquait des préférences; il affirmait, il exagérait même son intimité avec Berlin [1], mais il laissait entendre à Paris, par M. de Budberg, qu'en politique il n'est pas de liens indissolubles et que, en matière d'alliance, le succès est, en général, au plus offrant. En affectant pour la Prusse des tendresses particulières, il attisait nos jalousies, il excitait nos craintes et stimulait nos appétits. C'est ce qu'on a appelé un jour, en termes un peu risqués, la « politique des cantharides ». Il essaya d'y revenir plus tard, après les fâcheuses expériences du congrès de Berlin; il espérait qu'en affichant pour la France une sollicitude passionnée, il inquiéterait la Prusse et la ramènerait à ses premières amours. M. de Bismarck était volage; déjà son inconstance l'avait poussé vers l'Autriche.

Mais, au mois de mars 1867, le prince Gorts-

1. Lettre du baron de Talleyrand. — « Le vice-chancelier veut, à tout prix, bien vivre avec Berlin; il s'applique, en toute occasion, à faire croire à une intimité plus grande que ne l'admet la légation du roi Guillaume à Pétersbourg. »

chakoff était courtisé, à la fois, par le prince de Reuss et le baron de Talleyrand. C'était le prince de Reuss qui tenait la corde. Il était à Saint-Pétersbourg, comme il l'avait été en d'autres temps à Paris, le diplomate chéri de la cour. Sa situation était privilégiée. Il voyait l'empereur dans l'intimité, il était admis aux petits soupers de la princesse Dolgorouki. Il puisait ses renseignements aux sources les plus secrètes et les plus autorisées. On ne lui laissait rien ignorer de ce qui se disait et se faisait à Paris. C'est par lui que le comte de Bismarck avait appris que nos négociations avec le gouvernement hollandais étaient ouvertes. Ce fut lui aussi qui, à notre grand déplaisir, étonna la cour de Russie en lui apprenant, dès le 2 avril, que le Luxembourg nous était refusé à La Haye, à l'heure même où M. de Talleyrand venait d'annoncer au prince Gortschakoff, en vertu de ses instructions, que tout était conclu et que la France ne reculerait pas [1].

On raconte qu'un ministre des affaires étrangères, jaloux de ses prérogatives, en entendant,

1. Voir l'appendice.

à un bal de la cour, sa souveraine s'expliquer librement sur les événements du jour avec le chargé d'affaires d'un gouvernement allié, se permit de lui faire observer à voix basse, dans les termes les plus respectueux, le danger de s'engager dans des entretiens politiques avec des agents étrangers. La souveraine, dont ni le cœur, ni l'esprit élevé ne soupçonnaient le mal, se retourna vivement vers le diplomate qui s'était effacé et lui dit à brûle-pourpoint : « Est-il vrai que vous rapportez toutes mes paroles à votre cour ? »

L'envoyé perdit contenance, il ne trouva pas de réponse, le ministre intervint et répondit pour lui : « Un diplomate n'aurait pas de la situation de Votre Majesté une idée assez haute, et il manquerait à tous ses devoirs envers son gouvernement, s'il ne lui rapportait pas fidèlement tout ce qu'elle daigne lui dire. »

Je ne sais si le prince de Reuss a joué un rôle dans cette aventure ; mais toujours est-il que, à la cour de Russie, on s'exprimait devant lui avec une entière liberté sur les événements du jour et que son gouvernement savait, par le menu, ce qui se disait entre Paris et Saint-Pétersbourg.

M. de Moustier joignait à une grande circonspection beaucoup de méfiance. Il prétendait qu'il s'était formé à la diplomatie en traitant avec les paysans franc-comtois, qui, disait-il, ne se livraient pas aisément. Il écoutait volontiers M. de Budberg se plaindre des tendances et des procédés de la Prusse, il était ravi d'apprendre qu'à Pétersbourg on n'était pas toujours satisfait de Berlin, mais il ne lui convenait pas, tant qu'il traitait avec M. de Bismarck, de médire d'un futur allié. Il répondait Turquie quand l'ambassadeur lui parlait Allemagne. C'est à Constantinople, en intervenant en faveur des chrétiens, dont le vice-chancelier parlait avec componction, qu'il espérait se raccorder avec la Russie et jeter les bases d'une entente. Mais, lorsqu'il s'aperçut qu'à Berlin on cherchait plutôt à se dégager qu'à se lier, il jugea qu'il était temps de pressentir le prince Gortschakoff et de l'amener adroitement à nous laisser lire dans les replis de son cœur.

« Nous comprenons, écrivait-il, à la date du 8 février, au baron de Talleyrand, que le prince Gortschakoff nous demande des confidences; mais ne pourrait-il pas nous aider un peu à les faire

en nous disant quels sont au juste ses engagements et quelles objections les combinaisons qui pourraient se produire soulèveraient de sa part? Tâchez de le faire causer à fond. La situation de l'Allemagne est-elle de nature à le rapprocher de la France et doit-elle être envisagée de même par les deux puissances? Budberg, sans y être provoqué, l'affirme. La Prusse s'est empressée de nous faire savoir qu'elle adhérait à la proposition que nous avions faite à Pétersbourg au sujet de la Turquie, et elle nous a déclaré qu'en toute circonstance elle règlerait son pas sur le nôtre en Orient. Elle nous fait beaucoup valoir cet empressement et cette condescendance; mais certains symptômes nous permettent de supposer qu'elle a surtout le désir d'être agréable à la Russie. Il y a évidemment intimité entre Berlin et Pétersbourg; on parle même d'un accord formé. Je ne pose pas ces questions en prévision d'une situation tendue, moins encore d'un conflit entre la Prusse et nous. Notre désir est d'entretenir avec elle les meilleurs rapports, et si, pour maintenir un juste équilibre, il s'agissait d'un agrandissement, cet agrandissement ne s'effectuerait, dans aucun

cas, au détriment du territoire allemand. Tâchez d'amener le prince Gortschakoff à une confession générale; si elle est franche, la nôtre le sera aussi. »

Le baron de Talleyrand essaya de confesser le prince Gortschakoff; il le fit en le prenant par son faible. Il lui parla de la Turquie et de la nécessité de la pousser dans la voie des réformes morales et matérielles, il s'attendrit sur le sort des Grecs et des Bulgares, il s'attaqua aussi à sa vertu en éveillant ses convoitises. Il parla du continent, de la situation de l'Allemagne depuis les derniers événements, et de remaniements éventuels. Mais, dans de certains moments [1], dès qu'on parlait Allemagne et remaniements, le vice-chancelier ne comprenait plus, ou faisait semblant de ne pas comprendre. Son entendement était capricieux.

« Eh quoi! s'écriait-il, vous me demandez ce

1. Lettre du baron de Talleyrand. — « Le moindre symptôme d'un rapprochement entre Paris et Berlin éveille ici des inquiétudes et des jalousies. Le prince Gortschakoff se défend mal de ses sentiments, dès que je fais sonner un peu haut nos bons rapports avec la cour de Prusse ; il a toujours, dans ces moments, un mot piquant à l'adresse de M. de Bismarck, ou sur le crédit de M. de Goltz aux Tuileries. »

que je pense de projets qui ne sont pas arrêtés dans votre pensée ; vous me demandez de procéder par voie de suppositions? Franchement, c'est vouloir renverser les rôles. Ce n'est pas à moi qu'il appartient d'entrer dans le domaine des hypothèses ; je risquerais de vous inspirer des idées ou des projets que, peut-être, vous n'avez pas conçus. Vous me dites que vos rapports avec la Prusse sont bons ; et, comme vous entendez respecter le territoire allemand, que vous n'avez rien à demander ni à l'Italie, ni à la Suisse, vous m'autorisez à croire que c'est à l'Ibérie que vous songez. »

M. de Talleyrand était au pied du mur. Le vice-chancelier avait passé tous nos voisins en revue, il n'en avait oublié qu'un seul, et c'était précisément celui qui nous intéressait particulièrement. L'ambassadeur se refusait à le nommer, mais il parla du Luxembourg et de ses environs. « Ah ! si ce n'est que cela, interrompit le ministre, que ne vous expliquez-vous ! Voyons, ajouta-t-il, dites-moi ce que vous désirez, je vous répondrai amicalement et, si je le puis, affirmativement ; sinon, laissons tomber l'entretien. »

Le baron de Talleyrand laissa tomber l'entre-

tien; ce fut le ministre qui le reprit. Il révéla les passions qui couvaient au fond de son cœur. « Il y a des changements en Europe, dit-il, que nous regarderions avec calme; mais il en est que nous ne laisserions pas s'accomplir, celui de l'annexion à l'Autriche des provinces slaves de l'empire ottoman. Nous ne demandons rien pour nous, mais *jamais* nous n'accorderons rien à l'Autriche de ce côté. »

Le prince Gortschakoff croyait, du reste, aussi peu que M. de Bismarck au relèvement de l'Autriche. Son ambassadeur à Vienne le mettait en joie; il lui envoyait, sur l'état des choses, les plus sinistres appréciations. Aussi disait-il à qui voulait l'entendre « que la Turquie et l'Autriche étaient deux vieilles maisons accotées, qui craquaient et ne se soutenaient que l'une par l'autre ».

En somme, la démarche de M. de Moustier n'avait rien produit. Le prince Gortschakoff avait interverti les rôles; de confesseur il nous avait faits pénitents.

Do ut des, telle était la maxime du vice-chancelier, et, ce qu'il désirait, la France ne pouvait pas le lui donner. Il entendait être relevé du

traité de Paris, qu'il appelait sa tunique de Nessus. C'était son idée fixe, le terrain sur lequel déjà il s'était concerté avec la Prusse. M. de Bismarck connaissait sa corde sensible, il l'avait fait vibrer lorsque, au sortir de Nikolsbourg, il envoyait le général de Manteuffel à Pétersbourg.

Tels étaient les rapports entre la France et la Russie, au moment où surgissait, au Parlement du Nord, la question du Luxembourg.

Le prince Gortschakoff avait « flirté » avec le cabinet des Tuileries ; il s'était plu à reconnaître sa correction sympathique dans les affaires orientales; il avait approuvé, dans un entretien récent avec M. de Talleyrand, « le langage encourageant » que M. de Budberg tenait à M. de Moustier. Nous étions mal engagés dans une aventure périlleuse ; l'occasion s'offrait à lui de se souvenir des efforts généreux de l'empereur Napoléon, au congrès de Paris, pour ménager l'amour-propre de la Russie et la relever de ses défaites. Il n'avait qu'un mot énergique à dire à Berlin, qu'à s'associer à l'Autriche et à l'Angleterre, pour conjurer le danger dont nous étions menacés. Il ne répondit à nos sollicitations que par

des fins de non-recevoir, où l'ironie se mêlait au ressentiment. Il déplorait que la question du Luxembourg eût été soulevée ; l'irritation de l'Allemagne lui faisait prévoir une explosion ; il se garderait bien de souffler le feu, mais il éviterait de donner des conseils à Berlin : ils seraient intempestifs et inefficaces. Il n'admettait pas que nos difficultés intérieures, que l'ambassadeur attribuait au mécontentement laissé par les événements de 1866, pussent servir d'arguments en diplomatie ; mais, en revanche, il se préoccupait de l'existence politique et de l'œuvre de M. de Bismarck ; il craignait qu'elles ne fussent en péril. D'ailleurs, il lui était difficile de contester un traité invoqué par la Prusse, dont la Russie était cosignataire. « Pourquoi, disait-il en faisant une allusion peu déguisée au traité de Paris, deux poids et deux mesures ? Pourquoi maintenir certains traités et en abroger d'autres ? Il serait bien plus simple de déclarer que les anciens traités n'existent plus ; je serai le premier à m'en réjouir... Il est regrettable, ajoutait-il en récriminant, qu'après Sadowa votre souverain ait refusé de se joindre à l'empereur Alexandre ; on aurait pu empêcher les annexions que vous

déplorez tardivement. Mais, au lieu de vous y opposer, vous les avez consacrées par la circulaire La Valette, et c'est six mois après avoir donné quittance à M. de Bismarck que vous revenez sur votre approbation. Vous me permettrez de dire que la contradiction est flagrante et que le but que vous poursuivez ne mérite pas l'effort que vous y consacrez. » Ces réflexions étaient justes, sans doute, mais elles étaient inopportunes et peu généreuses. Le vice-chancelier en aggravait encore l'amertume en annonçant au baron de Talleyrand qu'il ne pouvait plus être question du voyage de l'empereur Alexandre à Paris, tant que notre différend avec la Prusse ne serait pas aplani. Il tenait le succès de l'Exposition pour compromis ; il laissait entendre que nous n'échapperions pas à la guerre.

Le prince Gortschakoff se dégageait de la solidarité européenne ; il ne proclamait pas ouvertement la politique de la main libre, mais, de fait, il la pratiquait.

La politique anglaise s'inspirait d'un tout autre esprit ; elle se désintéressait des affaires du continent, mais elle ne marchandait pas son assistance à ceux qui s'efforçaient d'éviter une con-

flagration générale. Aussi lord Stanley, convaincu de notre modération, nous offrait-il ses bons offices en même temps qu'il résistait aux instances de l'ambassadeur de Prusse, qui cherchait à paralyser ses démarches et lui demandait de s'employer à La Haye pour amener le roi des Pays-Bas à se délier de ses engagements. Il nous soumettait différentes combinaisons, susceptibles d'être agréées par une conférence européenne. Il nous proposait soit de céder le Luxembourg à la Belgique après le démantèlement de la place, soit de le laisser à la Hollande avec l'engagement de ne le céder à aucune autre puissance. Il proposait aussi de raser la citadelle et de consulter les populations pour savoir à qui elles désiraient appartenir.

Les solutions ne manquaient pas, il s'en produisait de tous côtés; le difficile était de les faire accepter à la Prusse, toujours hargneuse et menaçante.

M. de Beust avait la sienne; elle consistait à rattacher le Luxembourg à la Belgique, qui, en échange de cet accroissement, cédait le duché de Bouillon, Philippeville et Marienbourg à la France. Toutes ces propositions étaient présentées succes-

sivement à tous les cabinets intéressés; elles se croisaient, soulevaient des objections et amenaient en face d'un danger pressant des pertes de temps considérables. Le gouvernement impérial les avait toutes examinées et pesées; l'idée de consulter les populations luxembourgeoises souriait à l'empereur, mais il reculait devant le démantèlement : il craignait un froissement considérable de l'opinion en France s'il acquérait le grand-duché ainsi décapité. La cession à la Hollande rendait la position du grand-duché précaire; elle ne le garantissait que médiocrement contre les secrètes convoitises de la Prusse, et cependant c'était la combinaison qui, dans le conseil des ministres, avait soulevé le moins d'objections : elle avait l'avantage de respecter l'œuvre de Vauban.

M. de Moustier, personnellement, inclinait vers l'idée suggérée par M. de Beust : l'annexion du Luxembourg à la Belgique; il croyait qu'on pourrait s'en faire un mérite aux yeux de l'Angleterre et en tirer des avantages, ne fût-ce qu'une union douanière. « Que la Belgique s'annexe le Luxembourg, me disait un diplomate étranger peu scrupuleux, et la France s'annexera

le tout. » Mais, au fond, ces offres de remaniement de frontières répugnaient au gouvernement impérial; le Luxembourg lui échappant, l'évacuation de la forteresse lui suffisait. « Je refuse, disait l'empereur au prince de Metternich ; je ne veux pas qu'on dise que c'est l'esprit d'agrandissement qui m'inspire. » D'ailleurs le roi Léopold, qui a hérité de la sagesse de son père, ne se souciait pas d'un cadeau qu'il tenait pour dangereux. Il craignait que la France ne se souvînt un jour, lorsqu'elle serait en mesure de se souvenir, que la Belgique, dans une heure difficile, lui avait soufflé une province convoitée. Il se rappelait la fable de *l'Huître et les Plaideurs*, mais il en tirait une moralité bien différente de celle de La Fontaine. Peut-être aussi savait-il, — par sa diplomatie toujours des mieux renseignées, — que la proposition suggérée par le comte de Beust déplaisait à la cour de Prusse, bien qu'ostensiblement elle l'eût accueillie sans objections. Les mobiles sont souvent multiples et parfois contradictoires, rien n'est plus délicat que de les scruter et de les préciser. Le gouvernement belge ne paraissait pas aussi prévoyant que son roi, car notre ministre à Bruxelles écrivait que la

réunion du Luxembourg à la Belgique comblerait les vœux de M. Rogier. « Il voudrait, disait-il, rendre la France favorable à ce projet. » Il est vrai que le gouvernement belge rêvait une donation à titre gratuit ; il lui répugnait de payer le grand-duché par une cession de territoire.

Un instant, on put réellement croire que la proposition autrichienne entrait dans les convenances de M. de Bismarck. M. de Metternich affirmait qu'il aurait dit à M. de Wimpfen « que l'idée était heureuse et qu'il en savait gré à M. de Beust [1] ». Mais le comte de Bernstorf, qui à Londres jouait les Cassandre, donnait aussitôt un démenti à M. de Wimpfen. D'après lui, le propos prêté à son ministre n'était qu'une fable ; il affirmait, au contraire, que jamais la Prusse n'évacuerait le Luxembourg [2]. L'atmosphère de Berlin était décidément pernicieuse pour la diplomatie étrangère ; elle y perdait ses facultés les plus précieuses, l'ouïe et la mémoire.

1. Dépêche du comte de Wimpfen, 12 avril : « J'ai pu me convaincre que le comte de Bismarck y voyait un moyen de conciliation ; l'idée lui a paru heureuse, il nous en sait gré. »

2. Dépêche du comte Apponyi : « D'après une dépêche que le comte de Bernstorf a communiquée à lord Stanley, la Prusse refuse décidément d'évacuer le Luxembourg. »

M. de Moustier était énervé, épuisé par tant d'efforts stériles. S'arrêter à des propositions, les discuter et les accepter pour les voir échouer, telle était sa tâche. Il ne pouvait que se compromettre à ces jeux fallacieux de la diplomatie. « Je redoute, télégraphiait-il au prince de La Tour d'Auvergne, à la date du 15 avril, que toutes ces propositions diverses qui se croisent n'amènent des complications. Aussi, en ce qui nous concerne, la question se résume-t-elle dans les termes suivants : « Le roi des Pays-Bas nous a fait une promesse de cession du Luxembourg. Nous ne pourrions y renoncer, dans l'intérêt de la paix de l'Europe, que si les puissances obtenaient de la Prusse l'évacuation de la forteresse [1]. »

L'empereur, de son côté, faisait venir lord Cowley et le priait de réclamer, non plus les bons offices, mais la médiation de l'Angleterre. La France s'abritait de plus en plus derrière les puissances, elle les constituait arbitres de la paix et de la guerre.

M. de Moustier recommandait en même temps à M. Benedetti d'être plus circonspect que jamais

1. Voir l'appendice.

et d'éviter toute démarche auprès de M. de Bismarck : « Nous devons, disait-il, garder une attitude expectante et aussi dilatoire que possible. Vous avez bien compris notre pensée, *qui est de ne céder à aucune provocation, quelle qu'elle soit*, et de rendre impossible au roi, et au parti militaire qui le domine, de trouver le prétexte de guerre qu'il semble vouloir chercher. »

La réserve de l'ambassadeur de France ne pouvait laisser M. de Bismarck insensible. Il s'en plaignait à M. de Goltz et disait qu'il voyait, dans cette attitude d'isolement à son égard, un caractère fâcheux de préméditation.

Le moment était critique. M. de Moustier crut devoir tenter un dernier effort à Pétersbourg. L'ambassadeur de Russie l'y encourageait, mais à sa façon, en lui demandant s'il ne croyait pas le moment venu d'aller de l'avant en Turquie. « Ce n'est pas l'Orient qui me préoccupe en ce moment, répondait M. de Moustier, c'est l'Occident. — Et cependant, ajoutait M. de Budberg, ce serait vous rendre un fier service que d'essayer de faire sortir du Luxembourg les Prussiens, qui n'ont pas la moindre envie de s'en aller. » M. de Moustier ne repoussait pas cette avance : « Essayez, » disait-

il, mais il ne comptait en réalité que sur l'intervention de l'Angleterre et de l'Autriche.

On trouvait, à Paris, que le baron de Talleyrand n'apportait pas dans l'accomplissement de sa mission toute l'ardeur voulue, tant l'attitude du cabinet russe paraissait étrange après toutes les protestations qu'on avait échangées avec lui. On lui reprochait d'avoir négligé de remettre personnellement au tsar une lettre de l'empereur Napoléon au sujet de l'Exposition universelle ; on s'était flatté qu'une audience nous vaudrait de précieuses assurances. « Je regrette, lui écrivait M. de Moustier, que vous n'ayez pas accompli dans toutes les hypothèses la démarche que l'empereur désirait vous voir faire auprès de l'empereur Alexandre. Il voulait avant tout témoigner de l'empressement. Cela aurait eu l'avantage, en outre, de vous mettre en rapport avec ce souverain, dans des circonstances, où chaque mot de sa bouche eût été une indication précieuse de ses sentiments et de ses vues. Pétersbourg est un point bien important pour nous ; aucune précaution, aucune investigation, aucune explication ne saurait être superflue. Les rapports de la Russie avec la Prusse, dont chaque jour témoigne

davantage l'existence, sont pour nous un sujet naturel de préoccupations. N'avez-vous donc rien pu démêler encore à cet égard ? Il serait bien intéressant de remonter à leur origine, de les suivre dans leur développement et de mesurer leur portée. Le prince Gortschakoff, en nous proposant de nous entendre sur la question d'Orient, nous a promis une attitude franchement sympathique pour nos intérêts en Occident. Cela s'accorde peu avec l'attitude apparente du cabinet de Pétersbourg dans ces derniers jours. Il semble plus près de donner raison à la Prusse qu'à nous, et cela avant même de connaître exactement de quoi il s'agit.

» Je n'ai pas besoin de vous dire combien l'empereur désirerait approfondir les mobiles de l'entente du Roi de Prusse et de l'empereur de Russie sur un voyage simultané à Paris. Il serait curieux de deviner qui en a pris l'initiative, qui des deux compte en profiter le plus et ce qu'ils peuvent méditer de nous proposer ou de nous demander. Je m'en remets à votre tact pour y réussir, sans sortir de la prudence nécessaire. »

M. de Talleyrand ne méritait pas d'aussi pressantes observations. Il avait agi avec tact et me-

sure. Il connaissait son terrain ; il se voyait l'objet d'une froide réserve, tandis qu'on mettait de l'affectation à conférer avec le prince de Reuss ; il savait que l'impression de l'empereur Alexandre était mauvaise, qu'il nous blâmait en termes peu mesurés, et il ne se souciait pas d'exposer son gouvernement à des réponses désobligeantes.

On ne se rendait pas compte, à Paris, où les portes des Tuileries étaient toujours grandes ouvertes, de la situation que le caractère de l'empereur et les traditions de la politique russe faisaient au corps diplomatique accrédité à Pétersbourg. L'empereur Alexandre, aimable et courtois quand on le voyait, ce qui était rare, vivait retiré, et aucun de ses familiers ne pouvait prétendre au rang de confident. Ce que savait le comte Schouwalof, le prince Gortschakoff l'ignorait ; il en était de même du comte Adlerberg et du prince Gagarine. De là une méfiance inouïe entre tous ceux qui approchaient le souverain. La discrétion, le silence, étaient les conditions premières de la faveur. L'empereur tenait chacun à distance et ne permettait à aucune influence de se produire. Autour des diplomates étrangers, le cordon sanitaire était rigoureusement tendu ;

il était enguirlandé, mais solide. On ne leur refusait ni prévenances, ni égards; on les hantait volontiers, mais jamais la familiarité n'engendrait la confiance. Dans ces conditions, il était assez difficile au baron de Talleyrand d'exercer grande actionsur les décisions de la cour de Pétersbourg, ni d'être renseigné exactement sur ses tendances secrètes. Il n'avait d'autre guide que son instinct, d'autre pierre de touche que son tact. « Nous sommes réduits, mes collègues et moi, écrivait-il, à faire de la pauvre diplomatie, car systématiquement la tâche nous est rendue, ici, plus difficile que partout ailleurs. A moins d'un hasard, nous devons, la plupart du temps, nous borner à observer la marche des événements et à les commenter de notre mieux. C'est un rôle, ajoutait-il, pour expliquer les lacunes de sa correspondance, dont la modestie m'a pesé plus d'une fois. »

M. de Bismarck avait introduit à Berlin à peu près le même système de réserve et de mystère. Il tenait, lui aussi, le corps diplomatique à distance. Il n'était accessible qu'à son heure, lorsqu'il avait intérêt à parler, et, à ce moment, il n'éprouvait le besoin de s'expliquer avec personne.

Il faisait ses comptes, qui ne se soldaient pas comme il l'espérait peut-être. Il avait pu croire que, sous le danger de la guerre, l'opposition en France se retournerait violemment contre l'empereur, et il voyait l'empereur soutenu par l'opinion publique, qui semblait se rallier autour de lui. Ses états-majors avaient spéculé sur notre désorganisation militaire, et il s'était trouvé un véritable homme de guerre qui s'appliquait avec une énergie indomptable à organiser la défense. Les partis hostiles se remuaient, au contraire, en Allemagne ; une nouvelle guerre semblait répugner aux classes moyennes. Le Sud manifestait hautement son mauvais vouloir ; les gouvernements, harcelés de toutes parts, réclamaient des garanties et ne cessaient d'exprimer des craintes au sujet de l'attitude éventuelle du cabinet de Vienne. L'Autriche était la grosse préoccupation ; elle avait encore de nombreux partisans en Allemagne ; elle en avait même en Prusse et jusque dans les entours du roi. Les journaux officieux la choyaient ; ils faisaient appel à la confraternité du passé, ils invoquaient aussi les souvenirs glorieux de la sainte-alliance. Leur langage était édifiant ; il semblait, à les entendre, que l'Au-

triche présidait toujours la Confédération germanique, que la Prusse n'avait ni prémédité, ni poursuivi sa ruine, et qu'aucun de ses anciens confédérés ne l'avait trahie. La Bavière mettait un soin particulier à protester de ses sympathies et de son dévouement. Sa conscience était inquiète; elle avait manqué à ses engagements en 1866. Au lieu de cent mille hommes, elle n'en avait fourni tardivement que quarante-cinq mille. Les états-majors autrichiens lui reprochaient aussi d'avoir sacrifié la défense commune à des considérations équivoques. Elle pouvait craindre qu'on ne s'en souvînt à Vienne. La sécurité de ses frontières était en question; elle risquait de se trouver entre une démonstration militaire autrichienne et une invasion française. Si la guerre éclatait, la Prusse ne songerait-elle pas avant tout à la défense de son propre territoire? Attaquant au nord et forcée de défendre ses côtes, serait-elle en état de couvrir le midi si la France devait prendre l'offensive sur le Rhin supérieur? N'en serait-on pas réduit à livrer le pays à l'invasion et à se rejeter, avec le peu de forces dont on disposait, dans les forteresses d'Ulm et de Rastadt? Ces craintes s'imposaient à Carlsruhe, à

Stuttgard aussi bien qu'à Munich. La France avait encore du prestige, et il n'était pas dit que la Prusse remportât des victoires foudroyantes et décisives. Les affirmations de la diplomatie prussienne, les appels passionnés de la presse inspirée et les démonstrations patriotiques des assemblées populaires ne suffisaient pas pour dissiper les inquiétudes qui rongeaient les cours méridionales.

XI

LA MISSION DU COMTE DE TAUFFKIRCHEN.

Le prince de Hohenlohe, qui est aujourd'hui le représentant considéré de l'empereur d'Allemagne à Paris, était alors président du conseil du roi de Bavière. Il avait à se préoccuper, avant tout, des intérêts et de la sécurité de son pays; il ne pouvait, quelle que fût l'intensité de son patriotisme allemand, les subordonner aux convenances de la politique prussienne. Il lui importait d'obtenir du cabinet de Vienne la certitude qu'il ne séparerait pas sa cause de celle de l'Allemagne. Le prince de Hohenlohe avait sous la main, dans son cabinet, un homme dévoué, un ancien magistrat, le comte de Tauffkirchen ; il

l'improvisa envoyé extraordinaire. M. de Tauffkirchen, au lieu de se rendre directement à Vienne, prit le chemin des écoliers : il passa par Berlin. Il devait prendre langue avec M. de Bismarck et régler sa montre sur la sienne.

Le ministre prussien avait déjà fait maintes avances au gouvernement autrichien, publiquement devant le Parlement du Nord, et secrètement par les voies de la diplomatie.

Mais les manifestations du Reichstag étaient restées sans écho à Vienne et l'offre d'une alliance n'y avait provoqué que des réflexions ironiques : « Une alliance, avait dit M. de Beust, prévoit la défaite et la victoire ; je sais ce qui m'attend en cas de défaite, mais que m'offrirez-vous en cas de succès ? Sans doute un exemplaire richement relié du traité de Prague. » L'épigramme était vive, elle laissait l'envoyé prussien décontenancé. L'envoyé bavarois espérait être plus heureux ; les diplomates improvisés ne doutent de rien. Leur confiance est parfois à la hauteur de leur inexpérience.

D'après M. de Tauffkirchen, la France était la brebis galeuse, elle troublait l'Europe, et le seul moyen de la contenir était de la mettre en face

d'une solide alliance. La Russie le comprenait ainsi, elle était prête à s'unir à l'Allemagne et à l'Autriche.

Joignant la menace aux instances, l'envoyé bavarois donnait à entendre que, si le cabinet de Vienne laissait échapper l'occasion, les cabinets de Berlin et de Pétersbourg, qui déjà s'étaient concertés sur des questions intéressant la monarchie autrichienne, pourraient bien développer leur entente dans un sens qui ne répondrait ni à ses désirs, ni à ses intérêts.

Précisant l'objet de sa mission, M. de Tauffkirchen formulait un traité d'alliance offensive et défensive, garantissant à l'Autriche toutes ses possessions allemandes et, temporairement, toutes ses possessions non allemandes; il lui assurait, en outre, une série d'avantages politiques, industriels et commerciaux. Il ajoutait que le temps pressait et que les souverains dont il était le mandataire étaient convaincus que l'empereur François-Joseph n'hésiterait pas à revenir à sa politique traditionnelle. M. de Tauffkirchen se déclarait muni de pleins pouvoirs suffisants pour conclure immédiatement ; il disait qu'il les avait dans sa poche et que, dans vingt-quatre heures, l'Europe

pourrait apprendre avec joie que la paix était désormais assurée et garantie.

La réponse de M. de Beust fut nette, concise et résolue. Il fit comprendre à M. de Tauffkirchen que, si la morale politique différait de la morale privée, il était cependant des actes qu'on ne pouvait se permettre à la face de l'Europe, sans se déshonorer. « Il y a à peine dix mois, disait-il, que l'empereur Napoléon a arrêté la Prusse aux portes de Vienne et sauvé, par sa médiation, l'intégrité du territoire autrichien, et l'on vient aujourd'hui nous demander de nous liguer contre la France ! Jamais l'emperenr François-Joseph ne souscrira à pareille monstruosité, et il ne comprendra pas qu'on ait songé à lui en faire la demande. »

L'envoyé bavarois ne demanda pas son reste. Il renonça à l'audience qu'il avait sollicitée pour remettre à l'empereur François-Joseph une lettre de son souverain ; elle n'était plus de circonstance, il la remporta à Munich. Il fallait la guerre de 1870 et un autre ministre que M. le comte de Beust pour réaliser le rêve de la diplomatie bavaroise.

L'insuccès du comte de Tauffkirchen eut un

vif retentissement en Allemagne ; il ne passa pas inaperçu en Russie. La politique française put en constater aussitôt l'effet, à Berlin comme à Pétersbourg.

On reparlait simultanément du voyage des deux souverains à Paris. L'empereur Alexandre faisait savoir à M. de Talleyrand qu'il y songeait toujours, et le prince de Hohenzollern disait à Baden, à un chambellan de l'empereur Napoléon, que le roi Guillaume n'avait pas renoncé à l'idée de visiter l'Exposition universelle. Le thermomètre avait subi une brusque oscillation ; il marquait le dégel à Berlin et la chaleur à Saint-Pétersbourg. Le comte de Bismarck ne rejetait plus d'une manière absolue l'idée d'une conférence, et le prince Gortschakoff redevenait expansif. Il reprenait son langage imagé ; il assurait que sa foi n'était engagée d'aucun côté, qu'il avait su résister aux instances du prince de Reuss, qui le pressait de se prononcer ; qu'en un mot, ses sentiments sur la question du Luxembourg étaient immaculés, que nous nous trouvions vis-à-vis d'une feuille de papier absolument blanche. Il reconnaissait, en écoutant la lecture des communications que M. de Talleyrand était

chargé de lui faire, qu'il était difficile de témoigner des sentiments plus pacifiques en termes plus courtois et que, s'il ne craignait qu'un compliment du vice-chancelier à M. de Moustier ne fût déplacé, il le chargerait de le lui transmettre. « Si j'étais à Constantinople avec M. de Moustier, disait-il, les affaires d'Orient seraient vite réglées. » — « Mon unique ambition est de voir de près le plus grand homme d'État de l'Europe », écrivait Frédéric II au cardinal de Fleury, lorsqu'il méditait l'invasion de la Silésie.

La glace était rompue; le prince Gortschakoff sortait de son étrange torpeur; la lumière se faisait dans son esprit. Il reconnaissait, après trois semaines de méditations, que le droit de garnison qu'invoquait la Prusse était décidément contestable; il se plaisait à constater et à admirer la modération de la France. Il annonçait que l'empereur Alexandre allait s'entremettre activement, que déjà il avait adressé des lettres instantes à son oncle, et il se flattait que M. de Bismarck, malgré sa nervosité, finirait par se soumettre aux conseils de la raison. Mais le prince Gortschakoff entendait ne se mettre à la remorque de personne, travailler à l'œuvre de

la paix pour son compte; il se réservait la peine et l'honneur. Il entendait surtout ne pas marcher sur les brisées de M. de Beust; il lui abandonnait, disait-il, toujours enclin à laisser percer ses rancunes, le soin et la satisfaction de faire accepter à Berlin les projets dont son ambassadeur, le comte de Reverdera, ne cessait de l'entretenir. Que s'était-il passé pour opérer un revirement si chaleureux, si inespéré? Avait-on appris, à la cour de Saint-Pétersbourg, que la situation s'était détendue à Berlin, que l'intervention résolue de l'Angleterre et l'obstination de l'Autriche avaient ébranlé les résolutions belliqueuses du roi? Savait-on qu'il serait plus disposé à céder aux conseils de la Russie qu'à la pression des autres puissances? Toujours est-il que, sans transition, le cabinet de Saint-Pétersbourg sortait du silence qui nous avait si péniblement affectés et se mettait en mesure d'enfoncer des portes qui déjà n'étaient plus hermétiquement fermées. Mais, fidèle à sa maxime : *Do ut des*, il nous demandait, en échange du service qu'il allait nous rendre à Berlin, de donner à l'opinion russe « le spectacle d'une intime entente à Constantinople ».

L'empereur ne s'était pas adressé en vain à l'Angleterre. Le gouvernement anglais, malgré les doctrines de Manchester qui prévalaient à ce moment, ne pouvait rester indifférent à un choc de l'Allemagne et de la France, dont le contre-coup jetterait la perturbation dans ses intérêts économiques et financiers. Qui, d'ailleurs, pouvait prévoir les vicissitudes et les emportements de la guerre ? Elle laisserait peut-être la France maîtresse de la Belgique, la Prusse maîtresse de la Hollande, et la Russie maîtresse de l'Orient. Aussi lord Stanley et ses collègues, contrairement aux traditions de la politique anglaise, demandèrent-ils à la reine Victoria, après de franches explications sur la Belgique, échangées avec le cabinet des Tuileries, de sortir de son deuil pour se faire, auprès du roi de Prusse, l'invocatrice résolue de la paix : « Je sais ce qui s'est passé, disait la reine au prince de La Tour d'Auvergne. M. de Bismarck, bien qu'il le nie aujourd'hui, vous a lui-même encouragés à réclamer le Luxembourg ; je sais aussi que l'empereur se borne à demander l'évacuation de la forteresse, et j'ai dit au roi Guillaume nettement toute ma pensée à cet égard. » La reine était convaincue que, si toutes les puis-

sances s'entendaient pour dire énergiquement à M. de Bismarck qu'il avait tort, il céderait. Elle se rappelait le langage qu'on tenait, à Berlin, à la veille de la guerre d'Allemagne, et elle s'inquiétait de voir le ministre prussien parler toujours des préparatifs militaires qui se faisaient en France. « Cela donne à penser, disait-elle, et permet de suspecter les intentions de la Prusse. »

Lord Stanley envoyait à Berlin, par un courrier extraordinaire, en même temps que la lettre de la reine, de pressantes instructions à son ambassadeur. Elles devaient enlever au gouvernement prussien toute illusion sur les sympathies éventuelles de l'Angleterre ; elles l'invitaient à déférer aux vœux de l'Europe ; elles rendaient M. de Bismarck en quelque sorte responsable d'un conflit ; elles établissaient que les prétentions de la Prusse n'étaient pas plus fondées en droit que justifiées par les circonstances.

Mais, lorsque lord Augustus Loftus se présenta au ministère des affaires étrangères, pour s'acquitter des ordres de son gouvernement, grande fut sa surprise ; il apprenait que M. de Bismarck avait subitement disparu. On présumait qu'il était parti pour la campagne ; on ignorait le chemin qu'il

avait pris; il n'avait laissé à son substitut, M. de Thile, ni instruction, ni adresse. Toute action diplomatique était forcément suspendue. Que signifiait ce brusque et mystérieux départ, dans une heure aussi décisive? Était-il motivé par la santé du ministre? Était-il l'indice d'un dissentiment grave avec le souverain ? M. de Bismarck, prévenu par le comte de Bernstorf, tenait-il à éviter les communications anglaises? Ou bien, avant de prendre une suprême résolution, avait-il jugé indispensable de se soustraire aux passions qui s'agitaient autour de lui, et voulait-il décider de la paix et de la guerre dans le silence et dans le recueillement ? Toutes les conjectures étaient autorisées. Les uns prétendaient qu'il s'était dirigé sur Paris pour conférer secrètement avec l'empereur Napoléon ; d'autres, au contraire, affirmaient qu'il se concertait, sur les confins de la Pologne, avec le prince Gortschakoff.

M. de Bismarck n'était ni en France, ni en Pologne; il s'était retiré en Poméranie, soucieux de sa santé, surtout de sa popularité. Il tenait à laisser au roi le mérite comme la responsabilité des concessions que l'attitude des puissances et les hésitations de l'Allemagne méridionale impo-

saient de plus en plus au gouvernement prussien. Il voulait avoir l'air de subir les négociations, plutôt que de les conseiller. Il reparaissait du reste à Berlin le 25 au soir, après une éclipse de cinq jours. Il assistait le lendemain, chez le prince royal, en même temps que M. Benedetti, à un concert donné à l'occasion du mariage du prince de Flandre et de la princesse de Hohenzollern. Ils s'observèrent de loin, sans chercher à se rapprocher. En s'abordant, ils n'auraient pu que récriminer. Le ministre reprochait, en effet, tout haut à l'ambassadeur d'avoir méconnu sa pensée, travesti ses paroles ; et l'ambassadeur, plus courtois, regrettait, sans le cacher, les défaillances de mémoire du président du conseil. M. Benedetti était, du reste, ce soir-là, l'objet des prévenances de la cour ; le prince royal, le prince Frédéric-Charles et le duc de Cobourg protestaient, à l'envi, des sentiments conciliants de la Prusse. Le roi, toujours affable et chevaleresque, paraissait dégagé de toute arrière-pensée inquiétante, et la reine Augusta, avec sa grâce idéale, s'appliquait, en redoublant d'aménité, à panser des blessures qu'elle savait saignantes.

Le roi Léopold tait le lion de la fête. Il était

radieux; l'union de la maison de Brabant avec la maison de Hohenzollern comblait ses vœux; elle assurait le salut de la Belgique et la sécurité de son trône. Il tranquillisait l'ambassadeur de France sur l'issue du conflit; c'était l'agneau s'efforçant de calmer les appréhensions du loup.

L'ambassadeur d'Angleterre, seul, était sombre et agité. Il avait en poche depuis cinq jours des instructions pressantes que la fugue de M. de Bismarck avait laissées en souffrance. Il attendait avec une impatience nerveuse, pour s'en acquitter, que le roi voulût bien lui adresser la parole. Lord Loftus avait la ténacité britannique; il était loyal, rond d'allures, mais il n'avait pas la main légère; il ne glissait pas, il appuyait. Il ne connaissait que les instructions de son gouvernement; il les faisait sonner très haut, il ne les oubliait dans aucune circonstance de la vie. La politique l'obsédait; il en parlait partout et toujours. Il harcelait ses collègues de questions et si, malgré cela, il n'était pas le diplomate le mieux renseigné, du moins il se flattait de l'être. Le roi, qui évitait toujours avec le plus grand soin de causer politique, ne put, cette fois, échapper à l'entretien. A la première parole insignifiante

qu'il lui adressa, lord Loftus lui représenta que son gouvernement désirait une solution pacifique et qu'il n'accepterait pas une conférence si la Prusse ne consentait, au préalable, à évacuer la forteresse. Il ajouta, en réponse à une observation de Sa Majesté, qui disait que son gouvernement avait à tenir compte de l'état de l'opinion publique en Allemagne, qu'il fallait prendre en considération l'opinion européenne de préférence à l'opinion allemande. L'ambassadeur de France suivait le colloque du regard ; il voyait lord Loftus parler avec une vivacité solennelle et la figure du roi trahir l'impatience. « J'observais le roi, écrivait-il ; il m'était facile de constater que Sa Majesté n'accueillait pas avec faveur les observations de l'ambassadeur. Lord Loftus, ajoutait-il, n'en est pas moins convaincu que ses paroles laisseront une salutaire impression. » La certitude d'être soutenu, quand même, par un gouvernement qui sait ce qu'il veut, a toujours été la force de la diplomatie anglaise.

Le lendemain, M. d'Oubril venait à son tour, mais en ami de la maison, s'acquitter de ses instructions. Ce n'étaient pas des remontrances, mais des conseils qu'il apportait à M. de Bis-

marck, tout préparé d'ailleurs à la communication qu'il était chargé de faire. Déjà le président du conseil avait admis que, si la proposition de se présenter dans une conférence lui était faite, il lui serait difficile de la décliner. Mais il ne s'était pas prononcé sur le droit de garnison; il avait indiqué, au contraire, en se livrant à des déclamations contre un parti pris de la France de faire la guerre à l'Allemagne, que la Prusse n'était pas disposée à évacuer le Luxembourg. Le discours que le roi avait prononcé, le 17 avril, à la fermeture du Parlement du Nord, n'était guère plus rassurant. Il avait dit, en faisant allusion au Luxembourg, que l'heure était venue pour la patrie allemande de faire respecter, par sa puissance, ses droits et sa dignité. Du moment que, sur une question aussi simple, le gouvernement prussien mettait en avant son droit et sa dignité, il était clair qu'il n'entendait se prêter à aucune transaction.

Mais, depuis le 17 avril, on avait perdu bien des illusions. L'intervention des puissances s'était accentuée; les passions nationales avaient mis la sourdine à leurs bruyants éclats, la France n'avait fourni aucun prétexte, et la mission de M. de

Tauffkirchen avait échoué. Se refuser à toute concession, c'était braver le sentiment de l'Europe, c'était assumer toute la responsabilité des événements.

Aussi le président du conseil, malgré le discours royal et malgré ses déclarations et celles de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, qui, le 25 avril, opposait un démenti à ceux qui prétendaient que le cabinet de Berlin, moyennant certaines conditions, consentirait à retirer sa garnison, donnait-il, le 26, à M. d'Oubril le consentement de la Prusse à l'ouverture de négociations collectives, à Londres, sur la base de la neutralité du Luxembourg, placée sous la garantie européenne, ce qui impliquait, évidemment, l'évacuation.

C'était un résultat important, et le mérite en revenait au cabinet de Pétersbourg. Le prince Gortschakoff recueillait, en intervenant à l'heure psychologique, le bénéfice des efforts que l'Autriche et l'Angleterre tentaient infructueusement depuis plusieurs semaines. Quelques jours après, M. de Bismarck se rencontrait à un dîner donné par le ministre de Russie, à l'occasion de la fête de l'empereur, avec l'ambassadeur de France. Il

le rechercha à différentes reprises, et, au dessert, au moment où M. d'Oubril portait un toast au succès de la conférence, il avança ostensiblement son verre pour rencontrer celui de M. Benedetti. La quarantaine était levée. En sortant de table, le chancelier attira l'ambassadeur dans une embrasure de fenêtre. Il se félicita, avec la cordialité qu'il sait déployer lorsqu'elle convient à ses desseins, du revirement qui s'opérait dans les esprits. « On a fait ici, disait-il, et l'on voudrait faire encore bien des bêtises ! » C'était un aveu et une justification. Il reconnaissait qu'à Berlin, on avait voulu faire la guerre, qu'on la poursuivait toujours, en même temps qu'il s'attribuait le mérite de la conjurer. Il se justifiait ainsi, au détriment du parti militaire, cet être impersonnel qui semblait tenir en échec et la sagesse du roi, et l'action de son gouvernement. Les récriminations n'étaient plus de saison. M. Benedetti se contenta de prendre acte de l'aveu : il n'essaya pas de prolonger un entretien qui ne laissait pas d'être gênant sous les regards curieux et attentifs de tous les membres du corps diplomatique, prêts à s'emparer de quelques paroles saisies au vol pour en faire le thème de volumineuses dépêches.

XII

LE COMTE DE BISMARCK ET SES DÉTRACTEURS.

La situation commençait à se détendre ; le cabinet de Berlin, après trois semaines de mutisme, prêtait l'oreille aux suggestions de la diplomatie ; mais, fort de sa supériorité militaire, il se repliait en bon ordre, il discutait, débattait et marchandait avec humeur les concessions qu'on lui demandait. S'il ne repoussait plus l'idée de l'évacuation, il refusait à lord Stanley d'en faire la base des délibérations ; d'après lui, le retrait de la garnison ne devait être que la conséquence de l'entente des puissances.

La presse officieuse ne tenait aucun compte de l'évolution que le gouvernement opérait insen-

siblement. Elle affectait d'ignorer les pourparlers engagés et les concessions que déjà les puissances médiatrices avaient obtenues du cabinet de Berlin. Elle démontrait que la situation était plus grave qu'on ne le soupçonnait. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* prétendait qu'il n'y avait pas lieu de négocier, ni de s'arrêter à des propositions que la Prusse n'avait pas provoquées. Elle soutenait que, dans aucun cas, la Prusse ne rappellerait ses troupes ; elle croyait de son devoir de mettre le sentiment du public en garde contre les dépêches qui affirmaient qu'on était à la veille de s'entendre.

La *Réforme* prévoyait la guerre, elle trouvait que le moyen le plus simple d'éteindre la soif inextinguible de conquêtes qui dévorait la France était de la réduire au rang d'une puissanceinoffensive, en lui enlevant l'Alsace et la Lorraine et en s'annexant la Hollande. Quant à la *Gazette de la Croix*, l'organe du parti militaire, elle soulevait une question nouvelle, celle des armements. Elle affirmait que la France se préparait à la guerre offensive, qu'elle armait outre mesure, tandis que la Prusse ne remuait ni un homme ni un canon. Elle répétait ce qu'écrivait M. de

Goltz, que l'affaire du Luxembourg n'était qu'un prétexte, que la France cherchait dans la guerre un dérivatif à ses difficultés intérieures et que, si la Prusse évacuait le Luxembourg, on lui demanderait Mayence.

La diplomatie accréditée à Berlin était déroutée ; elle connaissait la savante organisation de la presse prussienne. Elle savait combien elle était disciplinée, à quelles sources elle s'inspirait ; elle ne comprenait plus rien à ce double langage, promettant la paix et soufflant la guerre. Elle interpellait le président du conseil. M. d'Oubril y mettait une ardeur particulière ; il tenait à regagner le temps perdu et à nous prouver combien la conversion tardive du prince Gortschakoff était sincère. Il appelait l'attention du premier ministre sur le retentissement fâcheux que les violences de la presse prussienne avaient en Allemagne et en France, et il lui faisait remarquer combien elles rendaient difficile la tâche des puissances médiatrices.

M. de Bismark déclinait toute responsabilité; il prétendait avec humeur n'exercer aucune action sur les journaux. Déjà il oubliait la profession de foi que récemment il avait faite à l'envoyé autrichien avec un réel accent de sin-

cérité. « Il faut donner à la France, avait-il dit à M. de Wimpfen, de justes satisfactions, lui faire un point d'or si elle veut vivre en paix avec la Prusse. » Il avait ajouté que c'était sa politique et qu'il cherchait à la faire prévaloir, dût-il y perdre sa popularité. On était dérouté, et on l'est encore, en face de tant de contradictions. On se demandait quel but poursuivait le premier ministre. Il semblait que plus ses journaux affirmeraient hautement la résolution de la Prusse de ne pas évacuer le Luxembourg, plus l'humiliation serait grande le jour où elle serait condamnée à retirer ses troupes. Au lieu de se faire un mérite envers la France de la bonne grâce de sa concession, on eût dit qu'il se préparait,de gaieté de cœur, un grave échec moral en laissant sa presse démuselée prêcher la guerre et se moquer des puissances signataires. Espérait-il par ces contradictions énerver et diviser la diplomatie européenne ? Comptait-il sur l'imprévu, sur un faux mouvement de la France, sur une témérité du gouvernement impérial ? Voulait-il impressionner la conférence de Londres par les manifestations du sentiment germanique et n'entendait-il y comparaître que la main sur

la garde de son épée? Battu en brèche à la cour par d'ardentes inimitiés, en était-il réduit à marcher à la remorque du parti national et du parti militaire, qui, grisés tous deux, réclamaient la guerre sans souci de l'intervention européenne?

M. de Bismarck n'était pas alors, comme il l'est devenu depuis, un ministre incontesté. Son œuvre était incomprise, elle apparaissait compliquée, précaire, périlleuse. On exaltait, à la cour de Prusse, les combinaisons stratégiques des généraux au détriment de ses combinaisons diplomatiques. On l'accusait de modérantisme ; on rappelait qu'au quartier général victorieux de Nikolsbourg, il avait, méconnaissant la supériorité prussienne, laissé échapper la Saxe, subi la ligne du Slesvig et celle du Mein. On insinuait qu'au mois de juillet 1866, M. de Goltz, mieux inspiré, avait obtenu de l'empereur, sans grand effort, le décuple de ce que son ministre lui avait prescrit de demander. On le proclamait un détestable administrateur; on prétendait que sa constitution fédérale n'était pas née viable, qu'il sacrifiait la Prusse à l'Allemagne révolutionnaire. On disait que le jeu téméraire de sa politique conduirait tôt ou tard à des catastrophes, qu'elle ne pourrait plus, à moins d'ab-

diquer, s'arrêter en chemin, que, l'immobilité lui étant mortelle, elle poursuivrait implacablement sa route fatale, au détriment de la prospérité et de toutes les libertés, fût-ce sur des monceaux de cadavres, à travers un fleuve de sang. On s'attaquait à son omnipotence ministérielle, à ses nerfs orageux; on cherchait, mais en vain, à exciter les susceptibilités de son souverain; on faisait allusion au temps où le nom du roi était sans cesse sur ses lèvres. On opposait à sa soumission déférente d'alors son absolutisme hautain d'aujourd'hui. On montrait sa personnalité envahissante, absorbant tout en Prusse et dans la Confédération du Nord, n'admettant plus de contradictions, tenant sous sa coupe ou brisant ministres et ambassadeurs. On allait jusqu'à évoquer perfidement le souvenir d'illustres rebelles; on murmurait le nom de Wallenstein. *Ego et rex meus*, telle était l'orgueilleuse devise qu'on lui prêtait. Ses détracteurs étaient nombreux, implacables; il s'en trouvait jusque dans les rangs de sa diplomatie, qui, astucieux, entreprenants, tout en servant leur pays avec ardeur, ne perdaient aucune occasion pour le contrecarrer, le discréditer dans l'espoir de le perdre. Ils ne connaissaient

guère le roi. Ils oubliaient que celui-ci subordonnait tout, jusqu'à son amour-propre, à la raison d'État, que s'il avait le cœur chaud, il avait la tête froide, et que s'il écoutait toujours le dernier venu, ce dernier venu était toujours le comte de Bismarck.

De tous les compétiteurs du premier ministre, le comte de Goltz était sans contredit le plus dangereux. Il avait à la cour de puissants auxiliaires, et le souverain ne pouvait oublier que, grâce à son habileté, il avait pu jeter toute son armée sur l'Autriche, en pleine sécurité du côté de la France; qu'en un tour de main, tandis qu'on négociait laborieusement à Nikolsbourg, son zèle et son astuce avaient su arracher à l'empereur par surprise tout le Hanovre, toute la Hesse électorale, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort. Aussi l'ambassadeur, avec l'orgueil des services rendus, ne craignait pas dans ses rapports au roi de combattre les instructions de son ministre et de prendre parfois à Paris le contre-pied de sa politique. Il n'avait pas dans l'origine, tant s'en faut, combattu la cession du Luxembourg; il avait insisté, au contraire, sur la nécessité de donner une satisfaction à la France, et de la réconcilier avec les agrandissements de la

Prusse. Mais, quand il vit M. de Bismarck mal engagé, compromis dans une négociation scabreuse, en lutte avec les répugnances du roi et l'opposition des généraux, loin de lui faciliter la tâche, il s'appliqua à le contrecarrer. Il se flattait qu'acculé dans un fâcheux dilemme qui le condamnait ou à manquer aux engagements qu'il avait contractés avec la cour des Tuileries, ou à porter atteinte à l'amour-propre prussien surexcité, il ne lui resterait d'autre parti à prendre que de se démettre. En nous prêtant des arrière-pensées agressives et en fournissant aux généraux, par de perfides rapports, de «puissants arguments» pour entraver la cession du Luxembourg, le comte de Goltz s'inspirait moins encore de son mauvais vouloir pour la France que du désir de compromettre M. de Bismarck dans l'esprit du roi, de le mettre aux prises avec le parti militaire et en lutte avec le sentiment national.

En 1866, la rivalité de deux de nos ministres, M. Drouyn de Lhuys et le marquis de La Valette, eut pour nos destinées d'irréparables conséquences ; en 1867, ce fut l'antagonisme du comte de Bismarck et du comte de Goltz qui, pour une part, — la sincérité du ministre prus-

sien étant admise, — se jeta à la traverse de la réconciliation que la cession du Luxembourg devait sceller entre la France et la Prusse. Il était dit qu'une malchance décidée présiderait dorénavant à toutes les combinaisons de la politique impériale. La fortune l'avait délaissée.

C'est au moment où les passions étaient le plus violemment déchaînées contre la France que M. Garnier-Pagès apparut à Berlin. L'éventualité d'un conflit avec la Prusse avait divisé le parti libéral français. Les uns pensaient que, pour éviter la guerre, le moyen le plus sûr était de la préparer et de ne pas reculer devant d'injustes prétentions : c'étaient les patriotes. Les autres croyaient à la fraternité des peuples, à l'efficacité des manifestes pacifiques : c'étaient les ligueurs de la paix. Il en était aussi qui nes'inspiraient que de la haine du gouvernement impérial, prenaient le contre-pied de tous ses actes, l'accusant d'être pacifique lorsqu'il était belliqueux, et belliqueux lorsqu'il était pacifique. Ils n'avaient qu'une visée, ils n'aspiraient qu'à le renverser, fût-ce sur les décombres de la France ; c'étaient les révolutionnaires. M. Garnier-Pagès était un humanitaire ; il se présentait à Berlin, au nom

de la ligue de la paix dont il se disait l'envoyé. Il arrivait avec une ignorance absolue de l'état des esprits. Il se figurait que l'Allemagne était mûre pour la liberté, qu'elle la préférait à la grandeur et que le Parlement du Nord n'hésiterait pas à faire acte révolutionnaire plutôt que de se prêter à la guerre. Il ne se doutait point du peu de cas que faisait le gouvernement prussien de manifestations dont il n'était pas l'inspirateur. Il comptait organiser des *meetings ;* il croyait à la puissance et à la contagion irrésistible de sa parole. Toutes les portes lui restèrent fermées. Le parti libéral lui tourna le dos, il embarrassa les progressistes qui le fêtèrent, mais clandestinement. Pour les radicaux allemands, la solidarité des peuples n'était autre chose que la domination universelle de la Prusse. La démarche de M. Garnier-Pagès fut méconnue, elle était inopportune et impolitique, elle n'eut aucun retentissement en Allemagne ; la presse ne s'en occupa que pour la persifler et en tirer des conclusions humiliantes pour notre amour-propre, et quant à M. de Bismarck, toujours ironique, il affecta de l'ignorer.

VI

LA CONFÉRENCE DE LONDRES
L'INCIDENT DES ARMEMENTS
LES SOUVERAINS A PARIS

XIII

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Les perplexités étaient grandes à Berlin, à la fin d'avril, à en juger par les contradictions qui se manifestaient, à l'intérieur, dans le langage de la presse et du monde officiel et, au dehors, dans celui de la diplomatie. Tandis que M. de Goltz, à Paris, déplorait avec une feinte indignation que M. de Bismarck tolérât les violences de sa presse et disait qu'il ne fallait pas se préoccuper des agissements du ministre, les intentions du roi étant pacifiques, M. de Bernstorff, toujours cassant, déclarait à Londres que la Prusse n'évacuerait le Luxembourg dans aucune hypothèse. M. de Thile, interpellé par lord Loftus, avait beau le

désavouer et certifier que les propos décourageants qu'il tenait à Londres ne lui étaient aucunement prescrits par ses instructions, il n'en démordait pas.

Le roi seul, vivement impressionné par la lettre de la reine Victoria, paraissait fixé dans ses résolutions. Son attitude ne se démentait plus, elle restait invariablement conciliante ; les rares dépêches d'un caractère pacifique, que publiait l'agence Wolff, sortaient de son cabinet. On savait aussi que, dans une audience de congé donnée au ministre de Suisse, il avait exprimé le ferme espoir que la paix ne serait pas troublée. Malheureusement, peu d'heures après, le prince royal disait dans ses salons que la guerre lui paraissait désormais inévitable, et ce propos, reproduit par les journaux, provoquait aussitôt dans toutes les bourses d'Europe une baisse énorme sur les fonds publics. Que fallait-il penser de ces déclarations si radicalement inconciliables, recueillies dans la même journée de la bouche du souverain et de celle de l'héritier du trône ?

Il était évident qu'il se poursuivait dans l'ombre une lutte secrète, pleine de péripéties, entre ceux qui voulaient précipiter le dénouement

et ceux qui inclinaient pour l'ajournement de la guerre. Il en coûtait aux généraux de perdre l'occasion d'en finir avec la France. Ils tentaient de suprêmes efforts pour provoquer la lutte; ils se servaient de nos armements, dont ils exagéraient le danger, pour entraîner le gouvernement à leur suite. Le roi des Belges, toujours à Berlin, ne cachait pas à M. Benedetti que l'état-major général suivait nos préparatifs d'un œil inquiet, qu'il les disait plus avancés qu'on ne le supposait, et qu'il allait jusqu'à prétendre qu'avant peu nous aurions sept cent mille hommes à mettre en ligne. M. de Bismarck, de son côté, affirmait dans un entretien avec le ministre d'Autriche que nos armements prenaient un développement tel que la Prusse se verrait obligée de recourir à des mesures défensives. A l'entendre, tandis que la Prusse évitait toute provocation, l'empereur était entraîné à la guerre malgré lui, le Luxembourg n'était qu'un prétexte; il se plaignait avec animation de nos préparatifs continus et avec amertume du langage de nos journaux officieux. M. de Wimpfen appelait en vain son attention sur les attaques véhémentes que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et *la Gazette de*

la Croix dirigeaient sans relâche contre le gouvernement et même contre la personne de l'empereur; il ne se laissait pas convaincre. Les violences de la presse prussienne éveillaient dans toute l'Europe de vives inquiétudes. On s'en alarmait particulièrement en Angleterre. Elles étaient d'un fâcheux présage pour lord Stanley. L'affectation avec laquelle M. de Bismarck parlait de nos armements, comme s'il tenait à justifier sa conduite, lui inspirait de sérieuses appréhensions. Il reconnaissait avec le prince de la Tour-d'Auvergne que le gouvernement français manquerait à tous ses devoirs s'il se laissait prendre au dépourvu par un adversaire armé jusqu'aux dents et prêt à entrer en campagne. Il croyait la reine Augusta et le prince royal animés de sentiments pacifiques, mais impuissants à faire prévaloir les conseils de la modération. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était l'étrange attitude de la Russie; il disait que le prince Gortschakoff ne parlait de l'affaire du Luxembourg que pour y mêler les affaires d'Orient. Toutes les chancelleries étaient convaincues qu'on en était revenu à Berlin à la tactique qui avait si parfaitement réussi en 1866 avec la Saxe et l'Autriche; comme alors,

pour ne pas assumer la responsabilité d'une agression préméditée, on affirmait qu'il ne restait à la Prusse désarmée et menacée qu'à prendre conseil de l'intérêt de sa sécurité et à recourir à l'offensive plutôt que de se laisser attaquer.

Tous les efforts tentés en faveur de la paix semblaient compromis lorsque la presse officieuse, sur un nouveau mot d'ordre, fit, au moment où l'on s'y attendait le moins, une brusque volte-face. Elle disait que, la France s'étant amendée dans son attitude, il n'y avait plus lieu de désespérer du maintien de la paix. Ce n'était pas l'attitude de la France qui s'était modifiée, c'était la Prusse qui, ébranlée par les remontrances parties à la fois de Londres, de Vienne et même de Saint-Pétersbourg, se soumettait enfin à la pression de l'Europe ; le gouvernement impérial n'était sorti ni par un acte, ni par une parole, de la position strictement expectante dans laquelle il se cantonnait depuis le 5 avril. Les journaux officieux préparaient l'opinion à l'évolution qui s'opérait dans les conseils du gouverment. M. de Bismarck venait en effet de déclarer, officiellement cette fois, à M. d'Oubril, qu'il acceptait la conférence et que, sous certaines con-

ditions, il consentirait à l'évacuation du Luxembourg. Il restait à déterminer le mode d'invitation et à arrêter le programme des délibérations.

Tout le monde demandait à être de la conférence. Le Danemark, le Portugal, l'Espagne, la Belgique et l'Italie sollicitaient leur admission, c'étaient les ouvriers de la dernière heure, ils se présentaient après la tourmente. Leurs prétentions étaient peu justifiées, celles du cabinet de Florence surtout n'étaient pas soutenables, au dire même du comte de Bismarck[1]. L'Italie n'était qu'une expression géographique à l'époque où s'étaient signés les actes de 1839, et, sauf quelques démarches platoniques tentées à Berlin, elle avait fait la morte tant que la France était en péril. Elle se disait l'amie de tout le monde, elle se dérobait en invoquant à Berlin les souvenirs de 1859, à Paris ceux de 1866. Elle soutenait qu'il lui était difficile de s'engager, soit d'un

1. Lettre de M. Benedetti. — « M. de Bismarck a évité de se prononcer sur l'admission à la conférence de la Belgique et de l'Italie. Il trouve que les considérations invoquées pour justifier la participation de la première de ces puissances ne peuvent aucunement servir de titre à la seconde. Il prétend que si lord Stanley demande l'admission de la Belgique, ce ne serait que pour obtenir la rénovation de sa neutralité. »

côté soit de l'autre, car si, avec l'aide de la France, elle avait commencé sa délivrance, c'était avec le concours de la Prusse qu'elle l'avait achevée[1]. Mais ses sympathies, malgré ses assurances officielles, se reportaient plutôt vers la Prusse[2]. Déjà, le comte Arese et le marquis Pepoli, qui jadis faisaient la navette entre Florence et Paris, pour arracher à l'ami et au parent des concessions que le souverain aurait dû leur refuser, ne passaient plus les Alpes. Le gouverne-

1. Lettre du baron de Malaret, 21 avril 1867. — « J'ai pu constater chez les membres du gouvernement du roi une sympathie que je crois réelle, mais qui est visiblement contenue par le désir de ne pas se compromettre. Tout en reconnaissant la modération de nos prétentions et tout en blâmant l'ambition excessive de la Prusse, on répète volontiers qu'en cas de conflit les intérêts de l'Italie ne se trouveraient pas directement menacés. Il n'est pas besoin d'une grande clairvoyance pour comprendre que le gouvernement italien, laissé à ses propres inspirations, ne songe pas à nous témoigner ses sympathies autrement que par des vœux. »

2. Dépêche de Francfort, 3 mai 1867. — « Le cabinet de Berlin, d'après ce qui me revient de bonne source, aurait tout lieu d'être satisfait du gouvernement italien. Il résulterait, en effet, de la correspondance du comte Usedom, toujours très influent à Florence, que, dans ses entretiens intimes avec le baron Ricasoli ainsi qu'avec M. Rattazzi, il aurait pu se convaincre que, par reconnaissance envers la Prusse aussi bien que par intérêt, l'Italie ne sortirait pas, quel que soit le cours des événements, de la plus stricte neutralité. La cour de Prusse se montrerait fort rassurée par ces déclarations; elle se plaît à les considérer comme un véritable succès pour sa politique. »

ment italien n'avait plus d'illusions à entretenir aux Tuileries; il n'avait plus rien à demander. Il secouait une tutelle qui lui pesait, il s'irritait des reproches d'ingratitude dont il commençait à être l'objet; il n'admettait pas que la reconnaissance pût servir d'argument en politique, il se tenait pour dégagé par la cession de Nice et de la Savoie. Il ne consultait plus que ses intérêts personnels, qui, partout, dans la Méditerranée, à Tunis, à Constantinople, en Égypte, en Palestine se trouvaient en opposition avec ceux de la France. Si bien qu'au moment où nous étions menacés d'un conflit avec la Prusse, il méditait, sous l'inspiration d'un agent secret de M. de Bismarck, M. Bernardi, que notre diplomatie devait retrouver à Madrid en 1870, l'envahissement des États pontificaux, qui, quelques mois plus tard, aboutissait à Mentana [1] L'Italie était pour les Tuileries une espèce d'arche sainte; elle était, on l'a dit un jour, le luxe trompeur de la politique impériale. Mettre son dévouement

1. Lettre du baron de Malaret, 23 avril. — « Garibaldi se proposerait de prendre le commandement d'une expédition qui, organisée à Gênes, irait débarquer sur le littoral romain, tandis qu'à la première nouvelle d'un mouvement insurrectionnel à

et sa fidélité en doute, c'était toucher le souverain dans une de ses fibres les plus vulnérables. Aussi la tâche de notre légation à Florence n'était-elle pas aisée. Nos ministres et nos chargés d'affaires étaient partagés entre la crainte de déplaire et le sentiment de leur devoir. Ils savaient d'ailleurs que leurs appréciations revenaient aussitôt aux oreilles de la diplomatie italienne; on lui faisait l'injure de croire, car on ne lui cachait rien, que l'amour qu'elle affectait pour la France allait jusqu'à lui sacrifier les intérêts dont elle avait la défense. L'empereur n'en recevait pas moins de sages avis. On ne lui laissait pas ignorer, au risque de le froisser dans ses illusions, qu'il n'avait rien à attendre de l'Italie et que, loin de nous prêter son assistance, elle spéculait sur les événements pour violer la convention du 15 septembre et s'emparer de Rome.

L'attitude réservée, pour ne pas dire ambiguë, du cabinet de Florence, donnait à réfléchir.

Rome, des bandes d'émigrés se tiendraient prêtes à franchir la frontière méridionale. Il n'est pas douteux que le parti révolutionnaire ne redouble d'efforts, et qu'il compte profiter des événements, pour provoquer un conflit avec le gouvernement pontifical, à l'insu ou de connivence avec le gouvernement italien. »

L'empereur n'en tirait aucune moralité, sa foi n'en était pas ébranlée, il avait à cœur d'assurer à l'Italie, par sa participation à la conférence de Londres, la consécration de grande puissance et la sanction implicite des faits accomplis dans la péninsule. Il persistait à tenir l'alliance italienne pour certaine dans toutes les éventualités. Il puisait sa confiance dans les lettres qu'il échangeait avec le roi Victor-Emmanuel, dans les affirmations passionnées du prince Napoléon, et dans les protestations intéressées du chevalier Nigra et de M. Vimercati, son secret intermédiaire. Il oubliait que le roi Victor-Emmanuel, tout populaire, tout sincère qu'il pût être, était un souverain constitutionnel, et qu'au jour des épreuves, il aurait, avant de se souvenir de ses promesses écrites ou verbales, à compter avec son ministère et avec son Parlement; il le lui avait fait comprendre déjà le 4 juillet, au lendemain de Sadowa; il devait le lui faire sentir plus cruellement encore au mois de juillet 1870.

La conférence serait-elle convoquée par les trois grandes puissances signataires ou par le roi grand-duc? Les avis étaient partagés. La Russie, d'accord avec le cabinet de Berlin, se prononçait

pour la convocation collective ; l'Angleterre, avec le cabinet de Vienne, préférait en laisser l'initiative au roi des Pays-Bas. Ce fut l'opinion du cabinet anglais qui prévalut. Il était moins aisé d'arrêter le programme. M. de Bismarck ne voulait pas se lier d'avance ; il entendait ne paraître à Londres que libre de tout engagement. Il n'admettait pas la prétention de lord Stanley de transformer la conférence en arbitrage et de soumettre à sa discussion un projet de traité tout libellé. L'évacuation, d'après lui, ne devait être que la conséquence et non la base des délibérations ; il réclamait, pour assurer la neutralisation du grand-duché, la garantie formelle et individuelle des puissances ; il réclamait aussi le démantèlement, pour bien montrer, disait-il, que la forteresse ne saurait plus désormais devenir un sujet de convoitise et de dissentiment entre la France et la Prusse. Il cherchait surtout à circonscrire le programme à la question du Luxembourg, afin de se prémunir contre les arrière-pensées de M. de Beust. Il craignait, à en juger par les rapports de M. de Wimpfen, que la diplomatie autrichienne ne voulût profiter de l'occasion pour mettre sur le tapis le traité de

Prague et lui obtenir une garantie européenne[1]. Il se souciait peu de rendre compte du passé et encore moins d'enchaîner l'avenir.

Lord Stanley était un esprit timide, mais net et précis ; il lui répugnait d'ouvrir et de présider une conférence dont le succès n'eût pas été en quelque sorte certain. Il se méfiait des arrière-pensées de la diplomatie prussienne ; il était convaincu que M. de Bismarck, en prévision d'une guerre avec la France, tenait à engager l'Angleterre et à s'assurer son concours armé pour la défense du Luxembourg. Il disait qu'il n'y consentirait jamais, qu'il n'entendait pas promettre, même collectivement, ce qu'il n'avait pas l'intention de tenir. Il ne niait pas que la neutralisation n'entraînât la garantie, mais il soutenait que cette garantie n'impliquait pas nécessairement des mesures coercitives ; il croyait que les actes de 1839, couvrant la neutralité belge, devaient suffire. Il était prêt, du reste, à accepter toutes les rédactions, sous la réserve toutefois que, dans aucune éventualité, elles n'en-

1. Dépêche du comte de Wimpfen, 8 avril. — « M. de Bismarck n'envisage pas sans crainte la possibilité que nous évoquions à Londres le traité de Prague. »

traîneraient pas l'Angleterre à l'obligation de prendre les armes. L'attitude du ministère anglais exaspérait la diplomatie prussienne. M. de Bernstorf reprochait à lord Stanley sa partialité pour la France, et il donnait à entendre que, s'il persistait à se montrer si mal disposé pour la Prusse, on pourrait bien s'arranger à La Haye d'accord avec le cabinet des Tuileries sans l'Angleterre ; M. de Bismarck, de son côté, tirait des réserves formulées par lord Stanley d'étranges conclusions. Il insinuait à M. de Wimpfen que le gouvernement anglais, loin de se consacrer à la réconciliation de la France et de la Prusse, ne cherchait au contraire qu'à les brouiller. C'était peu vraisemblable, mais c'était jeter la discorde dans le camp des puissances. La presse officieuse reflétait l'irritation que l'obstination du cabinet de Londres causait à Berlin. « La politique des tories est misérable, disait-elle ; le langage de lord Stanley est ce qu'on peut imaginer de plus indigne. Nous ne l'oublierons pas, et lorsque la douzième heure aura sonné pour l'Angleterre, nous lui dirons à la manière anglaise que les jeunes lords n'ont qu'à s'organiser en milices pour se défendre. »

L'œuvre si laborieusement poursuivie par les cours médiatrices allait avorter devant les exigences de la Prusse et le refus obstiné de l'Angleterre. On était arrivé au 7 mai, jour fixé pour l'ouverture de la conférence, et à dix heures du matin, au moment où on allait se réunir, M. de Bernstorf annonçait par un billet au ministre des affaires étrangères qu'il ne paraîtrait qu'autant qu'il serait donné satisfaction aux demandes de son gouvernement. Le cabinet de Berlin tenait à la garantie anglaise ; il en faisait la condition *sine qua non* de sa participation à la conférence ; peut-être aussi spéculait-il sur l'obstination de lord Stanley pour recouvrer la liberté de ses mouvements. Il était réservé au prince Gortschakoff d'assurer le succès des négociations; il avait abjuré les pensées amères, il oubliait la Pologne et la Crimée, il songeait à Gastein et à Biarritz. Les hommes d'État ont la vue longue : peut-être le prince Gortschakoff entrevoyait-il déjà, derrière la coupole de Sainte-Sophie, le congrès de Berlin et ses désenchantements. Son ambassadeur à Londres, le baron de Brünow, était un diplomate de race, vieilli dans les chancelleries ; son esprit était inventif, il avait le don

des protocoles. Il trouva la formule qui devait concilier les scrupules de lord Stanley avec les exigences du comte de Bismarck. La garantie ne s'exercerait pas individuellement et séparément, mais collectivement, ce qui laissait la porte ouverte aux interprétations. C'était donner une apparente satisfaction au cabinet de Berlin et permettre à lord Stanley de déclarer quelques jours après, en plein Parlement, au grand déplaisir de la Prusse, que la garantie qu'il avait donnée au nom de l'Angleterre ne l'engageait pas sérieusement. « Notre garantie, disait-il, ne dépasse pas celle d'une société à responsabilité limitée (*limited*). » C'était le billet de La Châtre.

L'Europe, au moment où ses pensées commençaient à se reporter vers l'Exposition universelle, avait eu la sensation frissonnante de la guerre. A l'annonce d'une conférence, ses alarmes s'étaient dissipées bien vite, car elle ignorait les causes secrètes du différend qui depuis un mois tenait tous les intérêts en suspens. Elle avait eu peine à s'expliquer que la possession d'un territoire litigieux de peu d'importance, poursuivie dans les menées d'une étroite et obscure négociation diplomatique, pût devenir la

cause d'une conflagration générale, sans que la raison publique eût le temps et la force de conjurer le péril. Elle ne se doutait pas que le Luxembourg n'était pour la Prusse qu'un prétexte, le terrain sur lequel elle comptait résoudre à son profit le problème allemand et affirmer par les armes sa prépondérance militaire et politique.

XIV.

L'INCIDENT DES ARMEMENTS.

La joie en Europe était générale ; on se faisait fête d'aller à Paris ; on accourait de tous côtés au rendez-vous pacifique auquel la France avait convié les peuples. Berlin seul résistait à cet entraînement ; les merveilles de l'art et de l'industrie le laissaient insensible. Tout le monde était mécontent : les officiers, qui rêvaient une campagne glorieuse, et les spéculateurs qui, sur la foi des journaux inspirés et aussi sur des confidences émanant des personnages les plus hauts placés, s'étaient engagés dans le sens de la baisse pour des sommes énormes. La parti militaire maudissait la diplomatie qui se jetait à la traverse de ses sinistres espérances ; il reprenait,

pour réduire à néant les tentatives de conciliation, le thème des armements. Il voyait avec désespoir diminuer chaque jour les chances d'une guerre de surprise.

Si ses avis avaient prévalu, sans nous laisser le temps de nous reconnaître, deux cent cinquante mille hommes auraient envahi nos frontières dès le lendemain de l'interpellation de M. de Bennigsen, avec la rapidité foudroyante qui avait présidé à la campagne de Bohême. Huit ou dix jours plus tard, le gros de l'armée, mobilisé, aurait coupé nos communications avec la Hollande, opéré un grand mouvement tournant sur nos frontières nord-est. On savait nos arsenaux à sec, les chevaux nous manquaient; le résultat ne pouvait être douteux entre deux armées, l'une subissant une guerre défensive improvisée avec des cadres désorganisés et un armement en voie de transformation, et l'autre bien supérieure en nombre, enivrée par de récentes victoires, avec des arsenaux regorgeant d'armes et de munitions et un plan de campagne étudié, combiné de longue date dans ses plus petits détails [1]. Rien

1 Dépêche de Francfort.

ne paraissait plus facile alors qu'une guerre d'invasion.

Mais les quatre semaines gagnées par la diplomatie avaient permis au maréchal Niel d'organiser la défense en faisant des prodiges de célérité.

L'armée d'Afrique était prête à s'embarquer, le camp de Châlons s'organisait dans une pensée de concentration avec des régiments tirés des garnisons les plus éloignées ; plus de six cent mille chassepots étaient livrés, on attendait des fusils d'Espagne et d'Amérique, des chevaux et des mules étaient importés de tous côtés, et la gendarmerie, provisoirement démontée, devait pourvoir aux besoins les plus urgents de notre artillerie et de notre cavalerie. Les officiers prussiens qui parcouraient nos provinces signalaient l'activité de nos arsenaux et les mouvements d'hommes et de matériel sur nos chemins de fer. Si ces dénonciations parties de tous les coins de notre territoire et transmises par des agents voyageurs ou sédentaires exaspéraient les généraux prussiens, elles n'en donnaient pas moins à réfléchir au gouvernement. Il voyait disparaître de plus en plus les chances si inégales sur les-

quelles il spéculait et chaque jour s'accentuer davantage la pression des puissances. L'occasion était passée. Il ne restait plus à la diplomatie prussienne qu'à battre en retraite et à clore l'incident qu'elle avait si perfidement soulevé. Mais elle se repliait la menace à la bouche ; elle reprenait même l'offensive pour entraver l'impulsion vigoureuse imprimée à nos préparatifs, pour impressionner les plénipotentiaires qui déjà étaient réunis à Londres et arracher à lord Stanley la garantie qu'il refusait obstinément.

Le gouvernement prussien, en persistant dans ses récriminations jusqu'à la veille de la clôture de la conférence, dont le succès n'inspirait plus de doutes, semblait vouloir donner à l'Europe un étrange spectacle, celui d'apposer sa signature le même jour sur deux actes contradictoires, l'un consacrant la paix et l'autre ordonnant la mobilisation.

M. de Moustier était indigné de l'obstination calculée qu'on mettait à suspecter nos intentions et à dénaturer nos actes. « Je nie avec la dernière énergie, écrivait-il, que nous soyons à un degré quelconque dans la situation militaire que de faux rapports signalent au gouvernement

prussien. Goltz n'hésite pas à le reconnaître hautement. Il y a là une véritable aberration, s'il n'y a pas un odieux calcul d'agression, comme l'an dernier vis-à-vis de l'Autriche. Si le parti militaire prussien devait continuer à compromettre la paix par des accusations systématiques et sans fondement, nous ferions appel à l'équité des cabinets européens, qui ne se méprendront pas sur le véritable état des choses.»

Le ministre prussien haussait les épaules. Ces protestations indignées le touchaient peu ; il avait une idée, il n'en démordait pas ; il lui convenait d'affecter la crainte, de transformer la France, qu'il savait impuissante, en croquemitaine, de la montrer menaçante, armée jusqu'aux dents. Il ne reculait devant aucun argument pour nous mettre en contradiction avec nos assurances pacifiques. Il en puisait partout, dans les rapports militaires, dans les dépêches politiques. Il nous les opposait en quelque sorte publiquement par des télégrammes expédiés en clair. Il dédaignait l'usage du chiffre, qui permet d'atténuer les réclamations irritantes. Peu lui importait notre amour-propre ; il entrait dans ses calculs de nous exaspérer et de nous entraîner aux résolu-

tions que suggère l'indignation. Il devait recourir à un procédé analogue au mois de juillet 1870 ; il se servit alors, pour nous pousser à bout, d'une agence semi-officielle, l'agence Wolff, pour annoncer, dans une dépêche retentissante, que le roi, insulté par l'ambassadeur de France, avait refusé de le recevoir.

Voici ce que M. de Bismarck télégraphiait en clair au comte de Goltz, de façon à ce que personne n'en ignorât : « Le baron de Werther m'écrit de Vienne que le duc de Gramont reconnaît lui-même, contrairement aux assurances de son gouvernement, que les achats de chevaux en Hongrie pour le compte de la France ne discontinuent pas. » — « Je sais, ripostait aussitôt M. de Moustier, touché au vif par le procédé, dans une dépêche également non chiffrée adressée à M. Benedetti, que le gouvernement prussien, contrairement aux assurances de M. de Bismarck, poursuit ses mesures militaires de tous genres sur la plus vaste échelle et qu'il fait acheter des chevaux de tous côtés, en Hongrie, en Pologne et même en Irlande. » Le ministre français, à bout de patience, prenait à son tour l'offensive et retournait contre le gouvernement

prussien les reproches dont il nous abreuvait. C'était une imprudence ; c'était perdre l'avantage du terrain sur lequel nous nous étions si heureusement retranchés; c'était se découvrir et prêter le flanc à notre adversaire. M. de Moustier comprit à temps la faute qu'il venait de commettre ; il maîtrisa son indignation, se dégagea et rompit vivement en arrière, en proclamant plus haut que jamais, par ses journaux et par sa diplomatie, sans s'arrêter aux clameurs prussiennes, les sentiments pacifiques de la France. Mais il avait beau insérer au *Moniteur* les communiqués les plus tranquillisants et manifester, au sein de la conférence, les dispositions les plus conciliantes, les agents prussiens n'en continuaient pas moins à faire partout grand tapage de nos préparatifs militaires et à nous prêter les plus noirs desseins. A les entendre, il ne restait plus à l'Allemagne, menacée d'une agression imminente, qu'à pourvoir sans délai à sa légitime défense.

« Il existe en France deux courants, disait M. de Bismarck à M. Benedetti, l'un diplomatique qui offre de sérieuses garanties ; l'autre militaire, qui pousse à la guerre. Les renseigne-

ments envoyés par M. de Bernstorff, sur les premières séances de la conférence témoignent assurément des intentions pacifiques du gouvernement de l'empereur; mais les informations recueillies par l'état-major général démontrent que les préparatifs de la France excèdent les besoins de sa défense. » M. de Bismarck énumérait, sans en oublier une seule, toutes les mesures prises par le maréchal Niel. C'étaient l'ouverture anticipée du camp de Châlons et le doublement de son effectif; l'armement de nos places fortes; l'achat de chevaux en Autriche, en Suisse et en Italie; la réunion d'un immense parc d'artillerie et de pontonniers à Metz; l'envoi de chaloupes canonnières à Strasbourg; la convocation des réserves de 1864 et 1865; le maintien, sous les drapeaux, de la classe de 1860. Il affirmait que la Prusse n'avait encore fait aucun préparatif, et qu'elle n'aurait que le 8e corps d'armée à nous opposer, s'il nous plaisait de jeter inopinément cent cinquante mille hommes soit dans le midi de l'Allemagne, soit sur les provinces rhénanes. Ces affirmations ne cadraient guère avec les renseignements que le gouvernement impérial recevait de Francfort : « L'armée est déjà mobilisée secrè-

tement, écrivait notre consul général; des avis, affichés dans toutes les communes de la Confédération du Nord, invitent les hommes de la réserve, à se tenir prêts à rejoindre leurs côrps au premier appel. Il passe à Francfort, nuit et jour, des trains militaires se dirigeant sur le grand-duché de Bade. Hanovre reçoit une garnison de trente mille hommes; toutes les places fortes sont ravitaillées et leurs garnisons mises sur le pied de guerre. Les compagnies sanitaires et les bureaux d'ambulances s'organisent silencieusement; tous les corps actifs sont prêts à entrer en campagne, les ordres sont signés à l'avance. »

La France avait donné les gages les plus manifestes de son amour de la paix, elle avait résisté à toutes les provocations, elle en avait appelé à l'arbitrage de l'Europe, elle tenait à Londres le langage le plus pacifique, elle n'armait que pour se défendre, et on lui prêtait le dessein d'envahir l'Allemagne! M. Benedetti, en réfutant les assertions des généraux prussiens, prêchait un converti. M. de Bismarck était forcé de reconnaître que leurs alarmes étaient peu justifiées; mais les militaires, disait-il, en affectant de subir leurs exigences, ne tiennent pas compte de l'état po-

litique des choses ; il suffit qu'ils voient un danger pour se préoccuper de la défense, et la défense de la Prusse, d'après le général de Moltke, ne pouvait être garantie, au point où en étaient arrivés les armements de la France, que par la mobilisation d'une partie, sinon de la totalité de son armée.

Le ministre ne cachait pas que l'ambassadeur du roi à Paris se montrait de plus en plus alarmé ; sa correspondance faisait voir qu'il avait à cœur de dégager sa responsabilité personnelle. Fidèle à ses habitudes, M. de Goltz nous dénonçait à la vindicte de son gouvernement, tandis qu'il rassurait l'empereur et s'indignait, au ministère des affaires étrangères, « du bruit ridicule » qui se faisait à Berlin, au sujet de nos armements. « Les rapports qui ont si vivement impressionné le gouvernement prussien ont été apportés par un courrier extraordinaire, expédié par l'ambassade de Paris, » écrivait M. Benedetti, à l'heure même où M. de Goltz disait à M. Rouher, qui consacrait tous ses efforts au maintien de la paix : « Je n'ai qu'une pensée, celle de satisfaire la France et de la réconcilier avec la Prusse. » — Ce n'était plus de la diplomatie. « S'il y a à

gagner à être honnête, nous le serons, » écrivait un roi philosophe; et il ajoutait, en appelant les choses par leur nom : « S'il faut duper, nous serons fripons[1].»

M. de Bismarck exagérait à plaisir; à cette heure, ses menaces de mobilisation n'avaient plus d'autre but que de masquer sa retraite et de sortir honorablement de la conférence. « Il est des situations qui ne se reconstituent plus une fois qu'elles sont brisées, écrivait-on de Francfort à la date du 11 mai; le jour où la Prusse a accepté la conférence, elle est sortie du cercle menaçant dans lequel elle s'est retranchée sans pouvoir y rentrer. Le parti de la guerre, quoi qu'on en dise, est vaincu aujourd'hui; on a rompu avec le patriotisme germanique, et il faudrait des efforts bien vigoureux pour ranimer l'enthousiasme attiédi et retremper les convictions qui, déjà, se sont familiarisées avec l'idée d'une transaction. » Le 11 mai, on n'en disait pas moins tout haut, dans les cercles diplomatiques de Berlin[2], que le grand

1. *Correspondance de Frédéric II.*

2. Lettre de M. Benedetti. — « M. de Bismarck a dit au baron de Wimpfen que l'armée serait mobilisée aujourd'hui, si, par les résolutions de la conférence et par es déclarations du gouvernement de l'empereur, on n'était pas rassuré. »

conseil se réunirait dans la soirée pour décréter la mobilisation partielle de l'armée. C'était la guerre. Il est vrai que, quelques heures après, on apprenait que le conseil était contremandé. Une dépêche du comte de Bernstorff était venue, à point nommé, annoncer que la conférence était arrivée au terme de sa tâche et qu'elle avait signé le traité de neutralisation. Le langage de M. de Bismarck se modifiait subitement, de nouveaux renseignements l'autorisaient à croire que nos armements s'étaient ralentis, que les agents chargés de l'achat des chevaux en Hongrie étaient rappelés, et que M. de Goltz, si alarmé naguère, était revenu sur les inquiétudes qu'il manifestait. « Hier encore, écrivait M. Benedetti, on affirmait que nos armements excédaient les bornes de notre défense, que Goltz sonnait la cloche d'alarme; aujourd'hui que les nouvelles de Londres sont telles qu'on les désire, le président du conseil reconnaît que Goltz rend hommage à la sincérité de nos intentions et que les renseignements invoqués par les généraux sont démentis par ceux-là mêmes qui les avaient transmis. »

Le mot d'ordre était changé encore une fois; les visages se déridaient comme par enchante-

ment, le langage redevenait « velouté ». On reparlait de la France avec déférence, on exaltait la haute sagesse de son souverain, on ne se serait pas douté que, la veille encore, il était l'objet d'outrages et de véhémentes récriminations. Tout le monde était pacifique et prétendait l'avoir toujours été. On se vantait d'avoir lutté avec ardeur contre les tendances belliqueuses dont personne ne se souciait plus d'assumer la responsabilité. On ne soutenait plus que le Luxembourg fût terre allemande, ni que sa forteresse fût indispensable à la sécurité de l'Allemagne. On donnait congé aux assemblées populaires, on tempérait l'ardeur des journalistes. Quant au parti militaire, si enclin aux résolutions extrêmes et si peu disposé aux plus légères concessions, il n'en était plus question. On en était à se demander s'il existait en réalité, ou du moins s'il exerçait une influence quelconque dans les conseils du roi. Cette volte-face instantanée témoignait d'une rare discipline ; elle montrait que le gouvernement prussien ne disposait pas seulement, pour la réalisation de ses desseins, d'une armée admirablement organisée, mais qu'il avait aussi, au service de sa politique extérieure, un sentiment public,

dont les manifestations, tour à tour belliqueuses ou pacifiques, ne s'inspiraient que de ses convenances.

La *Correspondance provinciale*, sans ménager les transitions, exaltait tout à coup la modération de la France; elle rendait témoignage à son attitude à la conférence; elle disait que le gouvernement impérial méritait de plus en plus l'estime et la confiance de l'Europe. Elle annonçait la visite du roi aux Tuileries, elle voyait dans la présence des souverains à Paris, à l'occasion de l'Exposition universelle, la consécration de la paix qui venait de triompher à Londres. L'Exposition universelle, dont le Parlement du Nord avait salué l'ouverture par des cris de guerre, devenait tout à coup le grand événement du jour, le sujet des préoccupations les plus sympathiques. On allait partir pour Paris, non plus en guerre, pour le bombarder, l'affamer et le rançonner, mais pour en admirer les merveilles et y célébrer l'union et la fraternité des peuples.

Pour M. de Bismarck, la campagne si inopinément, si brutalement ouverte contre la France, était close. Personne n'avait lieu ni de triompher, ni de se couvrir de cendres. La France renonçait

à une conquête prématurément escomptée, et la Prusse sortait d'une forteresse qu'elle disait indispensable à sa défense et qu'elle avait déclaré ne pas vouloir évacuer. A vrai dire, il n'y avait ni vainqueur, ni vaincu. Aussi s'efforçait-on à démêler les arrière-pensées du cabinet de Berlin; on se demandait quel avantage un politique aussi opportuniste que M. de Bismarck avait pu trouver à manquer à ses promesses, à s'aliéner du jour au lendemain, et en quelque sorte de gaieté de cœur, les sympathies et les complaisances du cabinet des Tuileries. La réponse était aisée ; comme toujours, il s'était inspiré des circonstances. Il était sincère lorsque, à Paris et à Biarritz, il nous offrait le Luxembourg comme prix de notre neutralité; il l'était encore à Nikolsbourg, à la fin de juillet, et même à Berlin à la fin du mois d'août 1866, lorsque, pour conjurer notre intervention, il nous le proposait à titre de dédommagement pour ses conquêtes. Mais au mois de décembre, après son retour de Varzin, son bon vouloir s'était altéré, ses promesses lui pesaient, il cherchait à les éluder et à nous décourager par les réticences de son langage et l'étrangeté de son attitude; sa sincérité n'était plus qu'in-

termittente et, vers la fin de mars, il devenait évident que, à la première occasion, elle se laisserait déborder et entraîner par les passions nationales.

Cependant si, dès les premières ouvertures faites au cabinet de La Haye, au lieu de perdre un temps précieux, on avait prescrit à M. Baudin de vaincre, coûte que coûte, les scrupules du roi grand-duc et les hésitations du gouvernement hollandais, la cession eût été, selon toute vraisemblance, un fait accompli avant la réunion du Parlement du Nord. Il eût été difficile alors au gouvernement prussien, après l'approbation que, le 9 mars, le roi avait donnée aux déclarations si explicites de son ministre, de ne pas se résigner à l'abandon du grand-duché et, à plus forte raison, de s'y opposer à main armée. Mais l'heure était passée lorsque, le 26, le 28 et le 30 mars, M. Benedetti et M. de Bylandt expédiaient dépêches sur dépêches pour demander à leurs gouvernements de précipiter la conclusion.

Dès l'ouverture du Reichstag, la partie était sérieusement compromise ; elle était irrévocablement perdue après la première interpellation adressée au chancelier, au sujet de l'entrée éven-

tuelle du Luxembourg et du Limbourg dans la Confédération du Nord.

M. de Bismarck se trouvait, par le fait de nos tergiversations, strictement, sinon moralement dégagé de ses promesses ; il lui était permis, en ne s'inspirant plus que de l'intérêt allemand, d'équivoquer et d'affirmer que nous avions manqué au programme qu'il nous avait tracé et que nous avions laissé passer les échéances qu'il nous avait fixées. Il pouvait élargir le débat, se mettre à l'unisson des passions militaires et nationales, s'attaquer à nos convoitises et se servir du Luxembourg comme d'un prétexte pour procéder à l'unification de l'Allemagne et asseoir sa prépondérance. Les événements se seraient précipités à coup sûr au gré du parti militaire si, le 1er avril, à l'heure où se produisait l'interpellation concertée de M. de Bennigsen, M. de Zuylen, avec ou sans arrière-pensée, n'avait pas soulevé une question de forme pour remettre au lendemain la signature des deux conventions. Sans cet ajournement fortuit ou calculé, la guerre n'eût pas été conjurée.

La politique impériale, si nette, si confiante en elle-même et si résolue à ses débuts, s'était

altérée dès que, contestée, elle s'était sentie atteinte dans son prestige; elle était devenue hésitante, mobile, craintive, en même temps qu'imprévoyante et téméraire; elle s'engageait dans les combinaisons les plus hasardeuses, avec l'espoir d'y retrouver la fortune, sans mesurer les risques, sans se précautionner contre les accidents et, lorsque les occasions qu'elle avait audacieusement provoquées s'offraient à elle, elle manquait de clairvoyance, de décision pour les saisir et les faire tourner à son avantage. Elle aurait pu, depuis la première entrevue de Biarritz, prendre M. de Bismarck cent fois au mot, dans les moments où les sacrifices s'imposaient à ses calculs, où son intérêt lui commandait de nous satisfaire. Elle aurait pu se prémunir contre ses défaillances, tout comme elle s'était prémunie contre l'ingratitude de l'Autriche. Ne s'était-elle pas fait garantir la Vénétie par le cabinet de Vienne, avant l'ouverture des hostilités? Pourquoi, du même coup, ne pas réclamer du cabinet de Berlin, alors que nous étions encore les arbitres de la paix et de la guerre, en échange de notre neutralité qui lui permettait de jeter toutes ses forces en Bohême, un traité analogue à celui du

12 juin, nous assurant, dans toutes les éventualités, l'évacuation et la cession du Luxembourg ? Le roi Guillaume l'eût signé des deux mains ; il suppliait l'empereur, dans les lettres qu'il lui adressait avant de se jeter dans une lutte qui pouvait être fatale à son pays et à sa couronne, « de ne pas laisser aux hasards de la guerre le soin d'en régler les conditions ». Mais l'empereur répondait énigmatiquement « qu'il était difficile de prévoir les résultats du conflit qui allait s'engager et que les deux souverains devaient compter réciproquement sur leur bonne foi et sur le désir de maintenir entre eux, quoi qu'il arrivât, les rapports les plus amicaux et les plus confiants[1] ». On a peine à s'expliquer tant de sollicitude pour l'intérêt italien, et si peu de prévoyance pour l'intérêt français.

Frédéric II qui, déjà, comme prince royal, suivait d'un œil envieux les progrès de notre diplomatie, écrivait en 1739 : Les Français doivent leurs plus beaux succès à leurs négociations. La véritable fortune de ce royaume, c'est la pré-

1. Brochure du marquis de Gricourt, écrite sous l'inspiration de l'empereur en 1871.

voyance, la pénétration de ses ministres et les bonnes mesures qu'ils prennent[1]. »

Les temps étaient bien changés. La pénétration et la prévoyance ne présidaient plus à nos destinées en 1866; notre politique était entre les mains d'un homme d'État enclin à la suffisance, plus systématique qu'avisé. M. Drouyn de Lhuys avait laissé la guerre s'engager en Allemagne avec une superbe quiétude, sans prendre aucune de ces « bonnes mesures », ni militaires ni diplomatiques, qu'admirait le prince royal de Prusse. Il n'avait pas pesé les chances de la lutte, il s'était mépris sur les forces respectives des puissances belligérantes, il n'avait pas pressenti le vainqueur. S'en tenant aux appréciations de généraux présomptueux, il avait joué les destinées de la France sur une seule carte, le triomphe de l'Autriche; il n'avait spéculé que sur les défaites prussiennes et il s'était flatté que les événements suivraient le cours que, dans son imagination, il leur avait majestueusement tracé. Il avait dédaigné les acomptes, dans la crainte qu'ils ne valussent quittance. Il ne rêvait que le

M. Albert Vandal : *la Paix de Belgrade.*

Rhin : c'était son idée dominante; c'est par Mayence et Coblentz qu'il entendait aller à Bruxelles et à Luxembourg [1].

Ces calculs étaient peu réfléchis; le Luxembourg « était bon à prendre et bon à garder ». La prise de possession du grand-duché dès le lendemain de Sadowa, comme entrée de jeu, à titre d'acompte, loin de préjuger les revendications ultérieures, n'aurait pu que les fortifier si, par le fait des changements survenus en Allemagne, l'équilibre s'était trouvé rompu à notre détriment. Surpris par une crise redoutable qui, pour être conjurée, eût exigé dans ses conseils une communauté de sentiments et une unité

1. M. Drouyn de Lhuys comprit si peu la portée de Sadowa qu'il revendiqua le Palatinat, et même Mayence, après la signature des préliminaires de la paix, alors que l'ambition de la Prusse était amplement satisfaite et que son armée était réorganisée. Il aurait fallu être assez clairvoyant pour adapter nos exigences aux circonstances nouvelles et ne pas revendiquer, en face de la puissance d'action révélée par la campagne de Bohême, des cessions territoriales qui répugnaient à la cour de Berlin avant la guerre et que, même au lendemain d'un désastre, elle n'eût subies qu'à son corps défendant. Poursuivre l'annexion des provinces rhénanes, sans avoir 300,000 hommes sous la main, c'était s'exposer aux plus amers ressentiments et, dans un avenir prochain, à un retour immanquable. Une politique avisée, surprise par les événements, eût, sans tarder, viré de bord ; elle se serait bornée à préserver Mayence contre une occupation prus-

d'action absolues, l'empereur s'était vu, à une de ces heures qui marquent dans les destinées d'un pays, soumis à des influences multiples, rivales, passionnées, les unes s'efforçant de l'entraîner vers l'Autriche, les autres préconisant une entente avec la Prusse. Au lieu d'intervenir et de s'appuyer soit sur le cabinet de Vienne, soit sur le cabinet de Berlin, ou, ce qui eût été plus sage, notre impuissance militaire étant constatée, au lieu de se rallier résolument à la Russie, qui réclamait un congrès et protestait contre les faits accomplis en Allemagne, il revendiquait le rôle ingrat de médiateur qui le condamnait à donner l'exemple du désintéressement et le forçait d'ab-

sienne, à réclamer la cession du Luxembourg et, au besoin, une union douanière et militaire avec la Belgique. Ce n'était plus alors une question de conquête, en contradiction avec le principe des nationalités, mais une question de sécurité, de défense nationale. Ces conditions formulées amicalement, bien qu'en portant la main à la garde de notre épée, eussent certainement été acceptées ; elles auraient maintenu à notre politique son caractère de modération et de désintéressement. C'est ce que M. Drouyn de Lhuys refusa de comprendre. Il expédia ses demandes de compensation à Nikolsbourg à la fin de juillet, après la signature des préliminaires de la paix, contrairement aux tendances de l'empereur qui, à ce moment, se débattait à Vichy, atteint dans sa volonté, dans d'intolérables souffrances. « Je ne sais plus à qui parler, » disait alors le ministre à son secrétaire, M. de Courcel.

diquer toute revendication personnelle. Il perdait bénévolement le bénéfice des services qu'il avait rendus à la Prusse par son abstention en venant au quartier général de Nikolsbourg lui marchander pour le compte d'autrui le prix de ses victoires, lui refuser la Saxe, l'objet de ses convoitises, lui défendre de porter atteinte à l'intégrité du territoire autrichien, lui imposer la ligne du Mein et celle du Slesvig. Il se condamnait à attendre la signature des préliminaires de la paix pour lui réclamer la rançon de ses succès et formuler, en invoquant une neutralité périmée, des demandes de compensation. Il rappelait tardivement à un ministre peu scrupuleux ses promesses, après lui avoir révélé son impuissance militaire et ses défaillances morales. Mais déjà l'armée prussienne était réorganisée et l'Allemagne, « mise en selle » comme le disait M. de Bismarck, était maîtresse de ses destinées. L'hostilité de la France, loin d'être un obstacle, devenait désormais l'élément principal de sa politique; nos jalousies mal dissimulées, nos revendications inopportunément formulées se trouvaient être pour l'accomplissement de l'œuvre unitaire le stimulant le plus précieux. Tout allait se re-

tourner contre nous. L'interpellation de M. de Bennigsen réveillait et surexcitait les passions germaniques; elle détournait de la Prusse, en un tour de main, les haines et les ressentiments que ses violences toutes récentes avaient laissés dans les cœurs allemands. Elle dégageait M. de Bismarck des engagements qu'il avait pris avec la France, elle lui permettait de se retrancher derrière un *non possumus* parlementaire. Le Reichstag, malgré ses répugnances, sacrifiait ses prérogatives au gouvernement prussien pour le fortifier contre les convoitises de l'étranger; il votait une constitution autoritaire et lui assurait pour une période de sept années un budget militaire écrasant.

Les États du Sud, mis en demeure d'exécuter les traités d'alliance, se voyaient forcés bien qu'à contre-cœur, sous la pression des assemblées populaires et sur les injonctions de la diplomatie de Berlin, de hâter leurs préparatifs et de précipiter leur fusion militaire avec les armées prussiennes. Les grandes puissances, enfin, en permettant au cabinet de Berlin de se présenter à la conférence de Londres au nom de la Confédération du Nord et de parler au nom des intérêts

allemands, assuraient à la Prusse la reconnaissance implicite de ses conquêtes en même temps que la sanction anticipée des transformations qu'elle poursuivait en Allemagne.

Tels étaient les profits que M. de Bismarck retirait de l'affaire du Luxembourg. C'était plus qu'il n'en fallait pour lui faire accepter philosophiquement l'arrêt des puissances, les reproches du parti militaire et le consoler du mécontentement du gouvernement impérial; il pouvait dire avec le compagnon d'Énée : *Dolus*, *an virtus*, *quis in hoste requirat?* Mais il ne sortait pas moins de l'aventure diminué, atteint dans son prestige et quelque peu dans son caractère. Les chancelleries européennes étaient stupéfiées, la Prusse déçue; elle avait mieux auguré de son audace et de son savoir-faire; elle était exigeante.

« Vous vous targuez, disaient les journaux particularistes, d'être la première nation militaire du monde, vous prétendez que vos victoires ont jeté l'épouvante à Paris et à Pétersbourg, vous dites qu'il ne dépend que de vous d'étendre la main sur les Vosges et sur la Vistule, et à la première sommation, vous abandonnez à la Hollande la province allemande du Limbourg et vous sortez

honteusement du Luxembourg. Cessez de vous vanter dorénavant d'avoir relevé la considération de l'Allemagne et consacré sa toute-puissance. »

Il est certain que la Prusse avait subi l'intervention des puissances, comparu devant un arbitrage européen; que les premiers élans patriotiques du Parlement du Nord étaient méconnus et que les déclarations solennelles et réitérées du gouvernement de ne pas sortir du Luxembourg étaient démenties par l'évacuation de la citadelle.

La France, grâce à une évolution diplomatique des mieux inspirées, opérée sous le coup du danger, était sortie avec les honneurs de la guerre de l'impasse où par sa faute elle se trouvait perfidement acculée. La politique impériale avait su garder son sang-froid sans rien sacrifier de sa dignité. Elle avait résisté à toutes les provocations, elle avait interverti les rôles, réduit M. de Bismarck à se soumettre aux décisions des grandes puissances, sous peine de s'aliéner l'Europe. M. de Moustier, par sa modération, par sa loyauté, avait déjoué de ténébreux desseins. En restant impassible devant des excitations calculées, il avait isolé la Prusse, rejeté son ministre dans ses embarras intérieurs. Il avait

montré « que le gouvernement d'un grand pays n'exposait pas les forces dont il était le gardien aux convenances d'un homme d'état téméraire »[1].

C'était un succès, mais stérile et bien chèrement acheté, un succès à la Pyrrhus, le dernier que la fortune ménageait à l'empereur. Il en était redevable avant tout à l'intervention résolue des puissances ; il le devait au sens politique de son ministre des affaires étrangères, à l'activité indomptable de son ministre de la guerre, et peut-être aussi à la vigilance patriotique de sa diplomatie. La France n'eût pas échappé à l'invasion si le sang-froid, la prudence et l'énergie ne s'étaient pas trouvés réunis dans ses conseils pour déchirer une trame diplomatique savamment ourdie et déjouer une conspiration militaire qui, prête à éclater contre nous, n'attendait qu'un prétexte. L'enseignement qui ressortait de cette périlleuse épreuve fut perdu. Les hommes qui succédèrent à M. de Moustier et au maréchal Niel ne surent ni préparer la guerre ni la conjurer. Ils tombèrent dans le piège qu'on

1. Dépêche de Francfort.

avait évité. Au lieu de se retrancher sur la défensive et de laisser à M. de Bismarck, en rébellion avec le sentiment des puissances, la responsabilité de la guerre, ils assumèrent le rôle de provocateurs. Ils n'avaient tiré aucune moralité de l'affaire du Luxembourg ; ils n'avaient pas compris que 1867 n'était que le prélude de 1870.

Le 14 mai, le ministre des affaires étrangères communiquait aux chambres le résultat des travaux de la conférence de Londres. La neutralisation du Luxembourg était proclamée et placée sous la garde des puissances contractantes. Le grand-duché restait sous la souveraineté du roi des Pays-Bas, appelé à exercer ses droits dans toute leur plénitude sur la ville comme sur le reste du pays. Le gouvernement prussien s'engageait à évacuer la place après l'échange des ratifications et à retirer sans retard tout le matériel. On ne fixait aucune date pour l'accomplissement de cet engagement, mais il était entendu qu'il serait exécuté loyalement, de bonne foi et aussi promptement que possible. Le roi grand-duc se chargeait de démanteler la place. Les populations n'étaient pas consultées et les liens avec le Zollverein n'étaient pas rompus, ce qui

était contraire aux principes et aux intérêts de la France. Le ministre des affaires étrangères n'en disait pas moins que le traité de Londres répondait pleinement aux vues du gouvernement français. « Il fait cesser, disait-il, une situation créée contre nous dans de mauvais jours et maintenue pendant cinquante ans; il assure à notre frontière du Nord la garantie d'un nouvel État neutre. » Le gouvernement impérial, pour pallier ses fautes et se soustraire aux récriminations, ne reculait devant aucun argument; il n'affirmait que pour se contredire, il condamnait le lendemain ce qu'il défendait la veille. Déjà il oubliait la circulaire La Valette pour revenir à la politique de M. de Talleyrand. Il s'était félicité naguère de la disparition des États secondaires, et aujourd'hui la création d'un petit État neutre sur une de nos frontières lui apparaissait comme un succès. Il avait refusé obstinément le Luxembourg tant que M. de Bismarck le lui offrait sur un plat d'argent, et, découvrant après coup qu'il était une menace pour sa sécurité, il le disputait à la Prusse le jour où elle n'avait lus intérêt à s'en dessaisir. Jamais le scepticisme que la science de gouverner les hommes

inspirait au chancelier Oxenstiern n'avait trouvé une plus triste justification.

La communication du gouvernement fut accueillie par un silence glacial. Les partisans de la guerre étaient indignés, ceux de la paix consternés et les officieux réduits au silence. Tandis que la Prusse s'emparait de l'Allemagne, la France sortait des événements sans un pouce de territoire ; la neutralisation du Luxembourg n'était certes pas de nature à nous consoler d'un tel résultat. Personne n'était satisfait, on sentait que la paix qu'on venait de signer n'était qu'une trêve grosse de nouvelles et infaillibles complications, que la situation restait la même avec ses problèmes et ses dangers. L'affaire du Luxembourg laissait derrière elle une profonde irritation : la France avait forcé la Prusse de sortir de sa forteresse, mais la Prusse l'avait empêchée d'y entrer. Il était difficile qu'on l'oubliât à Paris et à Berlin. Les défiances ne devaient plus s'effacer, la question de rivalité et de suprématie était posée entre les deux pays. « La question du Luxembourg est réglée aujourd'hui, écrivait-on de Francfort, à la date du 11 mai. Le dénouement n'est certes pas tel qu'on le rê-

vait à Berlin. M. de Bismarck a retiré sans doute de cette rude campagne de réels profits pour sa politique allemande, mais, en découvrant malencontreusement son jeu, il a compromis pour toujours ses rapports avec la France. Nos illusions sont perdues aujourd'hui, il a éveillé nos défiances et nous a forcés de donner à nos armements une impulsion que rien ne saurait plus ralentir désormais. Il ne retrouvera plus jamais, il est permis de l'admettre, une France sans alliés, uniquement préoccupée des œuvres de la paix... Les procédés courtois vont succéder maintenant aux menaces; mais les visites royales et les propos du comte de Bismarck ne sauraient plus nous faire oublier le danger permanent dont nous sommes menacés depuis que le roi Guillaume peut, en vertu de sa réorganisation militaire, avec des approvisionnements toujours au grand complet et ses nombreux moyens de transport, combinés dans une pensée stratégique, jeter sur nos frontières en neuf jours de temps, montre en main, à l'heure voulue, deux cent cinquante mille hommes effectifs sans devoir attendre tous les effets de la mobilisation qui, quelques jours après, ajoutera à

cette avant-garde formidable pour le moins six cent mille combattants. Ces conclusions, Monsieur le ministre, après le succès de la conférence de Londres, pourront paraître chagrines, et cependant, étant mathématiquement vraies, elles s'imposent forcément à notre politique. J'aime mieux, en tous cas, en ce qui me concerne, m'appesantir sur le danger et au besoin l'exagérer que de ne pas m'y arrêter. Mes réflexions sont du reste émises exclusivement au point de vue des forces allemandes sans tenir compte de notre situation militaire, qui m'est inconnue et dont je n'ai pas à me préoccuper dans ma correspondance. »

C'était un *Caveant consules ;* il devait se perdre comme tant d'autres cris d'alarmes dans le tourbillon fiévreux, cosmopolite de Paris où tout s'altère, les résolutions vaillantes et l'amour réfléchi du pays.

Déjà l'heure n'était plus aux soucis ; l'Exposition était ouverte, on allait s'étourdir.

> Nunc est bibendum, nunc pede libero
> Pulsanda tellus.

« Dans tout autre pays, disait Frédéric II

après la retraite de Prague, la consternation eût été générale ; on aurait jeûné à Londres, exposé le sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne; en France, où les petites choses se traitent avec dignité et les grandes avec légèreté, on se contenta de chansonner le maréchal de Belle-Isle. »

XV

LES SOUVERAINS A PARIS

Le télégraphe jouait entre Berlin et Saint-Pétersbourg. On concertait et combinait la présence simultanée des deux souverains à Paris. A Berlin, on affirmait ne céder qu'au désir de l'empereur Alexandre; à Saint-Pétersbourg, au contraire, on prétendait ne se soumettre qu'aux instances du roi Guillaume. Le fait en lui-même n'était pas moins déplaisant pour la cour des Tuileries, il avait le caractère d'une démonstration. Le roi Guillaume et l'empereur Alexandre ne consultaient que leurs convenances personnelles, sans tenir compte de celles de l'empereur Napoléon, qui leur offrait l'hospitalité et les

avait séparément invités. Ils semblaient mettre de l'affectation à lui notifier à l'avance que toutes les grâces de son accueil comme tous les calculs de sa politique ne parviendraient pas à détendre ou à plus forte raison à rompre les liens de leur intimité.

Déjà le prince royal présidait, au Champ-de-Mars, à l'installation des canons Krupp, le symbole de l'industrie prussienne, et l'on ignorait encore à Berlin si le président du conseil partirait avec le roi. M. de Bismarck était hésitant. Peut-être appréhendait-il des interpellations délicates et ne se souciait-il pas d'expliquer ce que son attitude avait eu d'inexplicable. Les rapports qui venaient de Paris n'avaient rien d'encourageant. Ils parlaient de manifestations projetées et d'attentats conçus contre la personne du chancelier; ils signalaient les violences de langage de quelques-uns de nos journaux. « Nous espérons bien, disait M. Granier de Cassagnac, que le ministre prussien ne poussera pas l'audace jusqu'à nous affliger de sa présence et jusqu'à braver nos légitimes ressentiments. » La police avait grossi et dramatisé ses renseignements; elle s'était mépris sur les dispositions de Paris; personne ne son-

geait à outrager le chancelier et encore moins à attenter à sa vie. La France est impressionnable, mais elle oublie vite ; elle ne connaît ni les basses envies, ni les haines calculées. Elle cède à des entraînements chevaleresques ; elle se complaît dans les illusions jusqu'à oublier les violences et les perfidies de ses adversaires. « Paris, disait *le Moniteur*, oubliera l'adversaire politique pour ne voir en M. de Bismarck que l'hôte de la France. » Le ministre n'en restait pas moins perplexe ; l'article de M. Granier de Cassagnac l'avait ému, il ne le cachait pas ; peut-être trouvait-il dans son for intérieur que l'indignation du publiciste français était quelque peu motivée. Toujours est-il qu'il pria l'ambassadeur de faire agréer à l'empereur et à l'impératrice ses excuses et l'expression de ses regrets. « J'eusse été heureux et fort honoré de leur faire ma cour, disait-il, mais la multiplicité de mes devoirs et l'état de ma santé, dont je n'ai que trop abusé, me retiennent au rivage. » Il croyait, d'ailleurs, que la population de Paris saurait gré au roi de ne pas l'avoir amené. Il se ravisa toutefois : « Un propos du roi, disait-il le lendemain à M. Benedetti, a changé ma détermination ; il s'imagine

que j'ai peur, que les assassins me hantent depuis que j'ai été l'objet d'un attentat. »

Le 4 juin, le roi Guillaume et son premier ministre partaient pour Paris entièrement rassurés par M. de Goltz sur l'accueil de la population et certains d'être reçus à la cour des Tuileries avec le plus vif empressement et la plus démonstrative cordialité.

L'empereur n'était pas vindicatif. « Il n'avait pas de rancune, a dit George Sand, point d'amertume, peu de courroux ; il était trop contemplatif pour être passionné[1]. » Il ne croyait ni aux pièges ni aux chausse-trapes ; il préférait s'en prendre à la fatalité de ses déconvenues, qui n'étaient que trop souvent le résultat de l'im-

1. Voici quelques traits, les moins véhéments, du portrait de l'empereur tracé par George Sand et que l'histoire si lente à se fixer a déjà en partie consacrés. « Il eut comme homme privé des qualités réelles. J'ai eu occasion de voir en lui un côté vraiment sincère et généreux... Il ne posait pas comme son oncle, il n'avait pas appris à se draper dans la toge antique et ne cherchait pas à paraître majestueux. Il était sans haine, sans ressentiment et chevaleresque au besoin quand il s'agissait d'oublier une injure personnelle... Santé perdue, vitalité chancelante, inégale, suspendue par moments avec des flux d'expansion et des refoulements douloureux... Je me suis convaincue qu'il croyait ce qu'il disait. Il se regardait comme unique moyen de salut, comme l'instrument d'une mission inévitable. Il ne se sentait pas l'énergie physique et morale nécessaire, mais il comptait la trouver dans l'arrangement fa-

prévoyance. L'épreuve angoissante qu'il venait de traverser aurait dû lui laisser d'amers ressentiments et lui enlever sur les tendances de la politique prussienne ses dernières illusions. Il échappait à l'invasion, et déjà, sans tenir compte d'aucun avertissement, il poursuivait l'idée de renouer avec le cabinet de Berlin. Il se flattait que le roi Guillaume et le président de son conseil, sous le charme de ses attentions, ne demanderaient pas mieux que de reprendre d'anciens entretiens et de se prêter à de nouvelles combinaisons. S'il avait daigné lire et méditer les dépêches les plus récentes de sa diplomatie, il aurait vu dans quels sentiments M. de Bismarck arrivait aux Tuileries et dans quels termes il parlait de la France. « Nous savons, disait-il à M. de Dalwigk, qui craignait que l'entrée des États du Midi dans la Confédération du Nord ne

tal des circonstances ; il adoptait toutes les idées qu'on voulait lui suggérer sous forme d'oracles. Il entreprit de grandes choses qui ne pouvaient aboutir, et il parut devoir mener à bien tout ce qui répondait au sentiment public... Homme à principes erronés, il gouverna une nation qui manquait de principes... Il se crut l'instrument de la Providence, il ne fut que celui du hasard. Il disait : « C'est ma destinée, donc c'est mon devoir. » C'était le fanatisme d'un autre siècle mettant l'aigle dans le nimbe à la place du calice. »

provoquât la guerre, ce que nous aurons à dire à l'Autriche ; quant à la France, nous sommes prêts, nous l'attendons [1]. » Ses actes étaient encore plus significatifs ; il signait, quelques instants avant de monter dans le train royal, la convention qui créait un parlement douanier. Les délégués et les députés de la Confédération du Nord et des États du Midi allaient dorénavant siéger dans un même conseil et dans une même assemblée. C'était un nouveau défi jeté à la France. En donnant aux passions germaniques ce gage non équivoque de son audace et de son patriotisme, il était certain de recouvrer la popularité que lui avait coûtée l'abandon du Luxembourg. A l'heure où il apparaissait aux Tuileries avec son roi, le traité de Prague, l'œuvre de notre médiation, était en lambeaux, la ligne du Mein était franchie, économiquement, politiquement et militairement.

« On aimerait assez ignorer les choses si graves que vous mandez », m'écrivait un de ces officieux, habiles à flairer le vent, qu'on retrouve au service de toutes les causes, médiocres, envieux,

1. Dépêche de Francfort.

subalternes. C'était le mot de la situation; on avait le sentiment du péril, mais on détournait les yeux, on n'avait plus l'énergie voulue pour l'envisager en face ; on vivait au jour le jour, on marchait sans boussole, au hasard des événements. « A chaque jour sa peine », disait un ministre sceptique. C'est à cette philosophie de décadence qu'avait abouti la sagesse gouvernementale. Le danger était à peine conjuré que déjà on oubliait les sombres jours que l'on venait de traverser; personne ne se préoccupait plus du Luxembourg ni des agissements de la Prusse en Allemagne. Les angoisses patriotiques avaient de nouveau disparu. L'heure présente était trop attrayante pour que l'on se souvînt des alarmes de la veille et qu'on songeât aux soucis du lendemain. Paris était en liesse, il ressemblait à un immense caravansérail, où s'entremêlaient toutes les nationalités et se parlaient toutes les langues. Le défilé des souverains allait commencer. La cour et le monde officiel se mettaient en frais pour éblouir leurs hôtes par le faste de leur hospitalité. Leur présence ne répondait-elle pas victorieusement à toutes les attaques? Ne témoignait-elle pas du prestige et de l'autorité que

l'empereur exerçait toujours dans le monde ? On se refusait à croire que, dans ces voyages de souverains, il n'y avait au fond qu'un prétexte à distractions, que les temps étaient changés, qu'ils n'accouraient plus aux Tuileries, comme au lendemain de la guerre de Crimée, pour rendre hommage à notre puissance, pour solliciter notre appui, pour briguer notre alliance. Le plaisir seul les attirait aujourd'hui ; l'empereur Alexandre le manifestait cavalièrement dès son arrivée à la frontière française. Sa première pensée fut non pas pour l'empereur et l'impératrice, mais pour *la Grande-Duchesse de Gérolstein*, l'opérette à la mode. C'était débuter lestement et provoquer de fâcheux commentaires. On croyait le tsar moins frivole, on se le représentait plus courtois ; comme son ministre, il était rancuneux. On rappelait que les rares souverains russes qui l'avaient précédé en France avaient su parler aux imaginations, qu'ils étaient apparus graves et majestueux, soucieux de leur grandeur et de la dignité du pays qui leur offrait l'hospitalité. Ils avaient mis de l'affectation à rechercher nos philosophes et nos savants. On les avait vus à l'Observatoire, à la Sorbonne, à l'Institut. Pierre le Grand avait

brigué l'honneur d'être de l'Académie; il s'était recueilli sur le tombeau de Richelieu; il avait applaudi Racine et Corneille. Paul Ier suivait les leçons de Condorcet; il émerveillait les académiciens en leur récitant de mémoire des fragments de leurs œuvres, et Alexandre Ier s'appliquait en 1815 à nous faire oublier nos revers en rendant à l'esprit français d'éclatants hommages. Il semblait que, pour le fils de l'empereur Nicolas si superbe dans ses allures, Paris ne fût plus qu'une hôtellerie où les princes venaient pour quelques jours secouer dans des distractions équivoques les soucis du pouvoir.

Le roi Guillaume du moins se montra courtois et déférent; il séduisit par l'aménité de sa personne et le charme de ses causeries. Sa mâle prestance fut remarquée à la revue de Longchamps, elle contrastait avec celle de l'empereur Alexandre, qui suivait les défilés d'un regard ennuyé et légèrement railleur. Le roi saluait les régiments d'un air martial, paraissait admirer leur tenue, tout en constatant avec satisfaction la faiblesse de leurs effectifs. Il négligea les petits théâtres, évita le Café Anglais. Il savait subordonner ses plaisirs et ses rancunes à la raison

d'État. Il se contenta d'observer et de préparer l'avenir, tandis que M. de Bismarck nous tâtait le pouls et que le général de Moltke et ses officiers, sans se soucier des devoirs de l'hospitalité, faisaient des promenades stratégiques dans les environs de Paris. Il s'appliqua à rassurer l'empereur sans lui fournir l'occasion de sortir des généralités. Il avait un don précieux pour un souverain : celui de savoir échapper aux questions importunes et de ne rien dire au-delà de ce que comportait l'intérêt de sa politique.

L'empereur Alexandre quitta Paris le 13 juin. L'insulte qu'il essuya au Palais de justice et l'attentat dont il fut l'objet au bois de Boulogne, au retour de la revue de Longchamps, ne lui laissèrent de son séjour en France que d'amers souvenirs. On ne s'en aperçut que trop en 1870.

Le roi Guillaume le suivit de près. Il avait provoqué partout où il avait paru une grande impression. Il laissait sous le charme tous ceux qui l'avaient approché. La cour des Tuileries le vit s'éloigner à regret : il était l'hôte préféré! On échangea à l'heure du départ de chaleu-

reuses protestations [1]. On promit de se revoir ! L'empereur ne se doutait pas que la main qu'il serrait si affectueusement briserait sa couronne.

1. « Château de Babelsberg, 17 juin 1867, 8 h. 50 soir.

» *A Sa Majesté l'Empereur des Français, à Paris.*

» Au moment de rentrer dans mes foyers, je m'empresse de vous remercier de tout mon cœur, Votre Majesté ainsi que l'Impératrice, pour l'accueil plus qu'aimable et amical que j'ai rencontré de la part de Vos Majestés pendant mon séjour à Paris, à jamais mémorable sous tant de rapports.

» C'est en formant les vœux les plus sincères pour le bonheur de Vos Majestés et pour la France que je suis de Votre Majesté le bon frère et ami.

» GUILLAUME. »

FIN

APPENDICE

En réunissant en un volume les souvenirs diplomatiques que j'ai publiés récemment dans la *Revue des Deux Mondes*, je m'étais proposé de donner à certains chapitres de mon étude de plus grands développements. Mais il est des limites difficiles à dépasser sans provoquer la lassitude. S'appesantir sur les travaux de la conférence, entrer dans des détails circonstanciés sur l'action de chacune des puissances représentées à Londres, eût été alanguir un récit rempli d'émouvantes péripéties. J'ai préféré renvoyer les lecteurs avides de protocoles et de pièces justificatives aux comptes rendus officiels des gouvernements. C'est dans la même pensée que j'ai négligé les notes et les circulaires qui déjà ont été livrées à la publicité. On trouvera, par contre, dans cet appendice, quelques dépêches encore inédites de M. de Moustier et de notre ambassadeur à Berlin, ainsi qu'une série d'extraits de ma correspondance personnelle qui permettront de reconstituer dans son ensemble la physionomie que présentait l'Allemagne à l'heure où surgissait la question du Luxembourg. Ils montreront aussi dans quelles condi-

24.

tions et dans quel esprit se rétablirent les rapports entre le cabinet de Berlin et le cabinet des Tuileries, après la signature du traité de Londres.

Des lettres écrites au jour le jour, sans apprêt, sous l'impression des événements ont, je le crois, une saveur et un intérêt que n'offrent pas des pièces de chancellerie rédigées en vue des chambres, pour la justification des gouvernements. La diplomatie française a d'ailleurs été violemment mise en cause en 1870 ; des circulaires et des correspondances officieuses parties de Berlin lui ont reproché, peu courtoisement, son ineptie, sa méconnaissance de l'Allemagne ; elles l'ont accusée d'avoir poussé aux résolutions téméraires en entretenant le gouvernement de l'empereur dans de funestes illusions. C'était une tactique. On donnait le change à l'Europe, on exaspérait l'Allemagne en affirmant que la France, mal renseignée, mal conseillée par ses agents, méditait et préparait secrètement la guerre, tout en protestant officiellement, avec une rare perfidie, de ses sentiments pacifiques. Douze années ont passé sur ces imputations. Est-il trop tôt pour montrer combien elles étaient imméritées ?

EXTRAITS DE LA CORRESPONDANCE DU CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE A FRANCFORT

LES COURS MÉRIDIONALES AU LENDEMAIN DE LA GUERRE. — *Francfort, 27 novembre 1866.* — Les gouvernements du Midi présentent pour l'heure le spectacle le plus attristant. On pourrait leur appliquer le mot de Tacite : *Ruere in servitutem.* Depuis qu'ils ont perdu les points d'appui qu'ils trouvaiont jadis à Vienne et à la Diète de Francfort, ils marchent à la dérive, inquiets, divisés, se méfiant les uns des autres. Ils spéculent secrètement sur un retour offensif de la France et de l'Autriche pour les relever de leur abaissement. C'est avec l'aide de l'étranger, dont ils n'osent ouvertement invoquer l'intervention, de peur d'ameuter les passions populaires, qu'ils espèrent reconquérir leur indépendance — Le Cyclope consolait Ulysse en lui disant qu'il ne serait dévoré que le dernier ; c'est la consolation que le roi de Prusse a bien voulu laisser à ses anciens confédérés. Mais Ulysse était un homme avisé, il trouva moyen de se tirer d'affaires, tandis que les

princes allemands préfèrent se jeter à l'eau plutôt que de se laisser mouiller.

Le Wurtemberg seul, à en juger par les débats de son parlement, paraît quelque peu soucieux de son autonomie. Mais le parti démocratique y grandit chaque jour, ses idées pénètrent jusque dans les rangs de l'armée, et la cour, par crainte de la révolution, au lieu de s'associer aux sentiments des masses et de lutter pour le maintien de ses prérogatives, se montre disposée à resserrer, plutôt qu'à détendre les liens qu'elle a contractés à Berlin. C'est d'ailleurs à Pétersbourg que la reine Olga puise ses inspirations et ce n'est pas le prince Gortschakoff, son ancien mentor à Stuttgard, au moment où les relations entre l'empereur Alexandre et le roi Guillaume paraissent empreintes de tant de cordialité, qui la détournera des tendances prussiennes que M. de Varnbuehler, si variable d'ailleurs, a momentanément imprimées à sa politique.

a situation de la Bavière ne diffère guère de celle du Wurtemberg. C'est le même désarroi, plus marqué encore avec un souverain, vrai barde du moyen âge, qui, pour satisfaire ses penchants, néglige les prérogatives de sa couronne. Ce sont les mêmes perplexités chez les hommes politiques, les mêmes tiraillements, avec cette différence toutefois que le mouvement antiprussien part d'en haut, au lieu de se manifester comme en Wurtemberg dans les classes inférieures, mêlé à l'élément républicain.

Le baron de Pfordten qui a aliéné l'indépendance de son pays au moment de la conclusion de la paix, se trouve aujourd'hui en face du parti conservateur et du parti catholique qui le menacent, et qui, d'ici à quelques jours peut-être, l'auront renversé. Il paraît, du reste, préparé à

cette éventualité, car dans ses entretiens intimes il se complaît, comme tous les ministres menacés, à parler de ses fatigues et des ennuis du pouvoir. Quel sera son remplaçant ! Le cabinet de Berlin y veillera. Le baron d'Edelsheim, dont il est question, ne saurait lui convenir, mais il ne s'opposerait certes pas à la nomination du prince de Hohenlohe, qui lui est entièrement dévoué.

Pour le public, le remplacement de M. de Pfordten par le prince de Hohenlohe ne sera qu'une affaire de nuance, mais pour la Prusse ce sera une question de sécurité. — La cour de Darmstadt, dont il me reste à dire quelques mots, accepte dans la forme avec les apparences de la résignation, le sort que les événements lui ont imposé, mais dans ses épanchements intimes le grand-duc se plaindrait amèrement des blessures faites à sa dignité et des atteintes portées à ses prérogatives ; il ne se ferait d'ailleurs aucune illusion sur les épreuves qui l'attendent encore et dont les gazettes prussiennes le menacent journellement. Son premier ministre, plus exubérant, ne craint pas de solliciter les « pantalons rouges » ; d'après lui ils ne sauraient tarder longtemps.

Quant à la cour de Bade, elle est entièrement inféodée à la politique prussienne ; s'il ne dépendait que du grand-duc, il sacrifierait sa couronne, sans hésitation et sans scrupules, à l'ambition de son beau-père. On peut être certain qu'en toute circonstance il jouera le jeu du cabinet de Berlin, et qu'il ne négligera aucun effort pour rendre illusoires les stipulations du traité de Prague.

En résumé, si dans le Nord de l'Allemagne on procède énergiquement et sans perdre une seconde à l'assimilation politique et surtout militaire des nouvelles provinces, dans

le Midi, au contraire, on vit au jour le jour, sans boussole, sans initiative, embarrassé d'une indépendance à laquelle on n'est pas habitué et dont on ne sait pas tirer parti.

Il importerait de trouver une formule qui permettrait de se grouper et de réagir en commun contre les empiétements de la Prusse, mais c'est à qui ne subordonnera pas ses intérêts à ceux de son voisin.

UN MEMORANDUM PRUSSIEN SUR L'OCCUPATION DE LUXEMBOURG. — *Francfort, 18 décembre 1866.* — La servitude militaire qui pèse sur le Luxembourg a donné lieu, dès le lendemain de la guerre, vous ne l'ignorez pas, à un échange de communications diplomatiques entre le cabinet de La Haye et le cabinet de Berlin. Le premier demandait à en être relevé, en se basant sur le fait de la dissolution de la Confédération germanique; le second, au contraire, maintenait son droit de garnison en s'appuyant sur les traités conclus le 31 mars 1815 avec les Pays-Bas, l'Autriche, la Russie et l'Angleterre. Cette question, qui avait soulevé alors dans la presse des deux pays une polémique assez vive, avait fini par ne plus préoccuper l'opinion publique. Elle semblait être tacitement réservée par les puissances, pour être comprise dans les stipulations d'un congrès européen. Des esprits chagrins, il est vrai, prétendaient au contraire qu'elle servirait un jour de prétexte à une guerre, qu'ils considéraient comme une conséquence presque inévitable des derniers événements. Toutefois, la question ne sommeillait qu'en apparence, car dès le mois dernier, le cabinet de Berlin exposait les titres contractuels sur lesquels il s'appuie pour justifier son droit de garnison, dans

un mémorandum adressé à ses missions à l'étranger. Ce document, qu'on vient de me communiquer au titre le plus confidentiel, dans une pensée que j'ai peine à m'expliquer, n'aurait pas été notifié au cabinet de La Haye, mais les idées qu'il renferme lui auraient été développées à différentes reprises par M. le comte Perponcher. — On m'a dit aussi que M. de Bismarck se serait fait fort à La Haye de régler les difficultés soulevées par la question du barrage de l'Escaut, à l'entière satisfaction de la Hollande, si le gouvernement néerlandais, en échange de ses bons offices, voulait renoncer aux protestations que lui suggère l'occupation de la citadelle de Luxembourg par une garnison prussienne. C'est un renseignement que je ne saurais garantir. Dans le centre où je me trouve, il n'est pas toujours aisé d'arriver à la constatation absolue de la vérité.

LES ARMEMENTS. — *Francfort, 3 janvier 1867.* — Les armements se poursuivent sur une vaste échelle. Les arsenaux de Berlin, de Spandau, de Magdebourg travaillent sans relâche, nuit et jour. Il s'agit moins de compléter le matériel prussien qui laisserait peu de chose à désirer que de préparer aux armées du Midi, pour le jour où elles seront placées sous le commandement du roi Guillaume, l'artillerie et les munitions qui leur ont fait défaut pendant la dernière campagne et dont elles sont encore dépourvues. L'usine Krupp aurait reçu des commandes considérables ; on parle de trois cent cinquante pièces de campagne nouveau modèle. Ce canon perfectionné dans l'âme et dans la culasse aurait sur le canon français une grande supériorité. Il nous serait aisé d'en connaître les effets et d'en étudier les perfectionne-

ments, en demandant au gouvernement belge, qui l'a adopté et amendé, l'autorisation pour quelques-uns de nos officiers d'assister aux expériences de tir qui se font à Anvers. Le général Chazal, qui n'oublie pas ses origines françaises, me disait, il n'y a pas longtemps, combien il était étonné de la somnolence de notre ministère de la guerre et du peu d'empressement qu'il mettait à se renseigner sur ce qui se passait au dehors. Il craignait qu'il n'y eût en France un parti pris contre tout ce qui n'est pas d'invention française. Il parlait de nos illusions avec tristesse ; il appréhendait qu'aux jours des épreuves, qui, d'après lui, ne sauraient tarder, l'artillerie prussienne ne ménageât à l'armée française les plus douloureuses surprises.

LA PRUSSE ET LES ÉTATS ANNEXÉS. — *Francfort, 2 janvier 1867.* — La Prusse ne paraît avoir fait aucun progrès pendant ces dernières semaines dans les sympathies des provinces annexées. A Francfort, les esprits n'ont pas cessé d'être montés au même diapason, frondeurs, méprisants pour les avances de l'administration. C'est une résistance dont on s'étonne à Berlin. La fraction ardente du gouvernement en rejetterait la faute sur le gouverneur général, qui, trop débonnaire, se refuse aux mesures de répression.

En me rendant hier chez M. de Patow pour lui présenter mes félicitations à l'occasion de la nouvelle année, je n'ai rencontré que la solitude dans ses salons. La résolution prise la veille, par le Sénat, de s'abstenir de toute visite, a servi de mot d'ordre, même aux fonctionnaires qui, ce-

pendant, ont à ménager l'autorité supérieure. Ces démonstrations ne manqueront pas de servir d'argument à ceux qui n'admettent, en matière d'annexion, que des mesures de rigueur. C'est, du reste, le système qui a toujours prévalu à Berlin. On estime que la mansuétude ne sert qu'à entretenir de stériles regrets, qu'à inspirer de décevantes espérances. On se soucie moins de réconcilier avec leur sort les générations présentes que de s'assimiler les générations futures.

Dans les autres provinces annexées, les manifestations hostiles se produisent, passives ou turbulentes, suivant le tempérament des populations. Il faut que les sentiments autonomes soient bien enracinés en Allemagne pour que des souverains comme l'électeur de Hesse, de tous assurément le plus impopulaire, soient aujourd'hui regrettés par leurs sujets.

Aussi, en face de difficultés sans cesse renaissantes, que rencontre l'assimilation des nouvelles provinces, en serait-on à Berlin à regretter, dans certains cercles, que la politique de conquête ait, au lendemain de la guerre, prévalu dans les conseils du gouvernement. On le regretterait surtout en ce qui concerne le Hanovre, si peu disposé à faire litière de son passé et à rompre les liens qui le rattachent à sa dynastie. Le parti de la Croix ne voit pas sans appréhensions les agrandissements de la Prusse en Allemagne. Il combattrait non seulement toute extension territoriale au delà du Mein, mais il lui répugnerait d'entrer dans une union avec le Sud, si elle devait dépasser les limites d'une alliance militaire. Il sent qu'une fusion plus intime nécessiterait la concession d'un organe représentatif central avec des pouvoirs plus étendus et, par

conséquent, plus dangereux que ceux qui ont été conférés au parlement du Nord. Il prévoit qu'il serait débordé, que son influence serait paralysée par l'appoint considérable que les députés du midi apporteraient au parti libéral. Son programme est bien moins ambitieux que celui du premier ministre qui, pour accomplir son œuvre, n'hésite pas à rompre avec ses principes réactionnaires, et a pactiser avec la révolution.

LE ZOLLVEREIN ET LES ÉTATS DU MIDI. — *Francfort, 18 janvier 1867*. — En imposant aux États du Midi, lors de la conclusion de la paix, des contributions de guerre, des cessions de territoire et des traités d'alliance impliquant des conventions militaires, la Prusse ne perdait pas de vue les intérêts économiques qui les rattachent à l'Allemagne. Elle déclarait le Zollverein dissous par le fait de la guerre et elle se réservait, dans une pensée facile à saisir, la faculté d'exclure ses associés de l'Union douanière à bref délai, suivant son bon plaisir, en suite d'une simple dénonciation semestrielle. C'est avec cette épée de Damoclès, qu'elle tient suspendue sur la tête des gouvernements méridionaux, qu'elle compte avoir raison de leurs dernières résistances. Le Zollverein est pour eux une question d'existence, ils en retirent pour l'alimentation de leurs budgets les ressources les plus importantes. Ce n'est pas au moment où ils ont à payer des contributions de guerre et à recourir à des emprunts pour satisfaire aux exigences du vainqueur, qu'il leur est permis de discuter la légalité de la dénonciation que s'est réservée le cabinet de Berlin et de protester contre la violence qui leur est faite. Ils pourraient,

il est vrai, s'entendre et constituer entre eux, pour leur compte. une association douanière séparée. Mais indépendamment du contre-coup qu'une résolution aussi grave ne manquerait pas d'exercer sur leurs finances et leur industrie, ils se trouveraient en face d'obstacles géographiques presque insurmontables, depuis que la Prusse a refait la carte de l'Allemagne à son profit. La garde des frontières serait d'ailleurs aussi difficile qu'onéreuse.... Tel est le sort que les événements de l'année dernière ont réservé aux cours méridionales; elles seront entraînées, malgré elles, de gré ou de force, dans la Confédération du Nord, qui prendra alors son véritable nom et son véritable caractère.

LE PROGRAMME DU PRINCE DE HOHENLOHE. — *Francfort, 20 janvier 1867.* — Les négociations que les ministres dirigeants des Etats du Midi ont poursuivies entre eux dans ces derniers temps, ont révélé les jalousies qui les divisent. Ils ont repoussé l'idée d'un parlement distinct qui leur aurait permis de s'assurer une existence politique relativement indépendante. Ils ont préféré se placer sous la dépendance directe de la Prusse, plutôt que de subir l'ascendant bavarois. Bade s'est inspiré des conseils de Berlin et le Wurtemberg s'est souvenu des offres que M. de Birmarck avait faites à M. de Pfordten en 1866 avant la guerre; il n'a pas voulu se soumettre à la prédominence parlementaire de la Bavière.

Aussi le programme que le prince de Hohenlohe vient de développer devant ses Chambres, ne fait-il aucune allusion à une confédération séparée. Il proclame, au contraire, en protestant contre tout protectorat étranger, soit

autrichien, soit français, la nécessité d'une intime alliance politique et militaire avec la Prusse, basée à la fois sur le sentiment national et sur les intérêts économiques de l'Allemagne. Vous apprécierez la portée de ces déclarations. Elles révèlent un grand affaissement dans les conseils du roi Louis. Il faut que nos revendications de l'été dernier, impliquant la cession du Palatinat, aient troublé toutes les têtes à Munich pour que le gouvernement rompe ouvertement avec les traditions de la Bavière, répudie les alliances qui ont assuré sa grandeur et livre à la Prusse sa politique et son armée. Admettre que le prince de Hohenlohe, comme l'insinuent ses adversaires, n'ait accepté la présidence du Conseil que pour complaire au cabinet de Berlin et se faire l'instrument de ses volontés, serait faire injure à son nom et à l'élévation de son caractère.

LES CONFÉRENCES MILITAIRES DE STUTTGARD. — *Francfort, 30 janvier 1867.* — Les conventions militaires sont en ce moment à l'ordre du jour en Allemagne. Depuis que Bade s'est entendu directement avec la Prusse, l'exemple est donné et il ne reste plus aux autres cours, qui vont essayer de s'entendre à Stuttgard sur une organisation commune, qu'à adopter, pour leurs armées, le système prussien, avec toutes les conséquences qui s'y rattachent. — Les conventions qui lient les États du Nord permettent à la Prusse de s'ingérer dans toutes les questions militaires, nomination du corps d'officiers, cantonnement des troupes, mesures à prendre pour passer du pied de paix au pied de guerre, etc., etc, — Les projets de convention qui seront proposés à la conférence de Stuttgard n'auront pas cette portée. On se rèservera, en tout cas, l'examen du casus belli.

Si les propositions du prince de Hohenlohe étaient adoptées, les quatre cours méridionales pourraient, le cas échéant, réunir une force imposante de trois cent mille combattants, répartis en cinq corps d'armée, placés sous le commandement du roi Guillaume.

Toutes les préoccupations de la Prusse se reportent sur la réorganisation militaire de l'Allemagne; il est aisé de voir qu'elle s'applique à être prête à toute éventualité soit pour l'attaque, soit pour la défense.

LES TRAITÉS D'ALLIANCE. — *Francfort, 5 février 1867.* — Au moment où l'organe avoué de M. de Bismarck, la *Gazette de l'Allemagne du Nord,* s'efforçait de dégager la responsabilité prussienne du programme du prince de Hohenlohe, et de représenter la Prusse disposée à éconduire plutôt qu'à solliciter les Cours secondaires, la *Revue hebdomadaire de Berlin* dont vous connaissez les attaches, se livrait à des révélations instructives sur les alliances offensives et défensives dont je vous signalais l'existence, au mois de novembre dernier.

D'après ce journal, ce seraient nos demandes de compensations territoriales qui auraient exercé sur la politique de la Bavière, qu'elles touchaient de près, une action déterminante. Formulées à Berlin au moment où ses plénipotentiaires étaient occupés à négocier la paix, elles leur auraient été communiquées aussitôt, bien que revêtues du caractère le plus confidentiel. M. de Bismarck ne se serait pas borné à repousser les propositions françaises, mais il s'en serait servi comme d'une arme de guerre, en les retournant contre nous, auprès du gouvernement qui, dans

la pensée de notre médiation, devait devenir la pierre angulaire de la Confédération du Midi. Il n'en aurait pas fallu davantage, au dire de la *Revue*, pour convaincre le cabinet de Munich que le seul moyen de déjouer les calculs de la France serait une entente intime avec le cabinet de Berlin, et ce serait sous l'impression de ces communications, qu'il appartiendra à l'histoire de caractériser, que se seraient signés les traités par lesquels la Prusse et les États secondaires se sont garantis réciproquement leurs territoires.

La *Revue de Berlin* ajoute, et cet aveu ne laissera pas indifférent l'ancien président du Conseil de Bavière, que M. de Pfordten n'aurait été conservé si longtemps au pouvoir qu'afin de mieux donner le change au gouvernement français et au gouvernement autrichien qui, en raison des antécédents de cet homme d'État, ne devaient certes pas admettre qu'il fût capable de livrer son pays à la Prusse.

LES RAPPORTS DU COMTE DE BISMARCK AVEC LE ROI. — *Francfort, 28 février 1867.* — Le discours prononcé par le roi de Prusse, lors de l'ouverture du Parlement, a été accueilli en général en Allemagne avec indifférence. L'indifférence, conséquence naturelle des grandes commotions politiques, est, en effet, le sentiment qui prédomine en ce moment dans les masses, partagées entre les regrets du passé et les déceptions qui leur ont été ménagées par les événements, si contraires à leurs aspirations. M. de Bismarck a bénéficié de ces dispositions de l'esprit public pour réunir un Parlement aussi dévoué à la politique prussienne,

qu'il pouvait le désirer, et avec le bonheur qui a caractérisé jusqu'à présent toutes ses combinaisons, soit militaires, soit diplomatiques, il a aujourd'hui toutes les chances de se tirer des difficultés intérieures, sans devoir violenter, comme il a dû le faire à différentes reprises déjà, la représentation constitutionnelle de son pays. Aussi sa situation un peu ébranlée, lors de son retour de la campagne, n'a-t-elle jamais été moins contestée qu'en ce moment. Voici, en effet, ce que je lisais l'autre jour dans une lettre qu'un homme politique du Nord adressait à l'un de ses amis de Francfort :

« M. de Bismarck est aujourd'hui au mieux avec le roi ;
» il est l'homme le plus influent. Beaucoup de ses adver-
» saires qui avaient cherché à le miner dans l'esprit de son
» maître, et que Sa Majesté écoutait volontiers, en sont
» maintenant à reconnaître que s'il devait disparaître de la
» scène, comme l'état de sa santé si variable le fait craindre
» parfois, la confusion dans les régions du pouvoir ne
» tarderait pas à succéder à la pensée si nette et si résolue
» qui inspire les actes du gouvernement. Pendant son
» absence, tout s'était arrêté, et l'on ne savait plus quelle
» direction prendre ; dès son retour tous les rouages se
» sont remis à fonctionner avec une régularité remar-
» quable. »

La lettre ajoutait que M. de Bismarck se montrait en général assez peu abordable et se tenait surtout sur la défensive à l'égard des diplomates et des commissaires des États alliés. Il serait du reste, lorsqu'on l'approche, facile et bienveillant, il ne se montrerait désagréable que lorsqu'il appréhende des velléités d'opposition à ses projets. C'est grâce à cette volonté, impérieusement formulée,

qu'il parvient à triompher des résistances que les souverains, menacés dans leur indépendance, ne sont que trop disposés à lui opposer.

M. DE BISMARCK ET LE PARLEMENT DU NORD. — *Francfort, 10 mars 1867.* — La composition du parlement ne serait pas telle que l'espérait M. de Bismarck. Le parti libéral y prédomine, et ce parti n'a subordonné que momentanément ses principes à l'unification allemande. Ce n'est donc qu'en ménageant le sentiment national et en lui donnant satisfaction sur les questions extérieures que le gouvernement parvient à lui faire accepter des mesures qui, pour la plupart, répugnent à ses convictions. C'est en insistant sur les difficultés intérieures que les défenseurs attitrés du ministre prussien cherchent à expliquer les contradictions de sa politique. Ils ajoutent que, voulût-il remonter la pente sur laquelle il s'est engagé et s'en tenir strictement aux traités, qu'il ne le pourrait plus, car le jour où il cesserait de diriger le mouvement national, sa popularité serait atteinte et l'existence de la confédération du Nord, qui n'est qu'une œuvre de circonstance, serait sérieusement compromise.

ES BRUITS AU SUJET DE LA CESSION DU LUXEMBOURG. — *Francfort, 12 mars 1867.* — Il est beaucoup question en Allemagne, dans ces derniers temps, de négociations qui se poursuivraient entre le cabinet de La Haye et le cabinet des Tuileries. On prétend que le roi de Hollande nous céderait ses droits souverains sur le Grand-Duché du

Luxembourg moyennant une indemnité pécuniaire. Les bruits les plus contradictoires circulent à cet égard. L'assentiment de la Prusse est-il acquis à cette cession, ou bien les négociations ont-elles été ouvertes à son insu? C'est ce qu'il est difficile de décider au milieu d'affirmations opposées. On prétend que les chancelleries prussiennes n'en seraient pas réduites à de simples conjectures; si elles ne connaissent pas le dernier mot de cette affaire, elles seraient du moins en possession d'une circulaire qui rappelerait, dit-on, les titres de la Prusse à l'occupation de la forteresse de Luxembourg. Je ne saurais vous dire si cette circulaire est conçue dans la même pensée que le mémorandum que j'ai eu l'honneur de vous adresser l'automne dernier, ni si elle renferme les mêmes conclusions.

LES CHAMBRES BAVAROISES ET LES CONVENTIONS MILITAIRES. — *Francfort, 20 mars 1867*. — Le ministre de Russie à Munich me dit que les projets de lois militaires auraient peu de chance d'être adoptés par les Chambres bavaroises et que le gouvernement, en les voyant si mal accueillis par la majorité, se verrait forcé d'en renvoyer la discussion à la prochaine session, après leur avoir fait subir d'importantes modifications. Cette résistance était à prévoir; je vous l'ai annoncée dès le lendemain de la conférence de Stuttgard. Il est impossible qu'on n'en soit pas contrarié à Berlin. Les traités d'alliance que le gouvernement prussien a imposés aux Cours du Sud, seraient sans valeur, s'ils n'étaient pas sanctionnés par des conventions militaires qui, en cas de guerre, lui assureraient le concours certain de cinq corps d'armée, organisés d'après

son propre système. M. d'Ozeroff croit cependant, qu'en fin de compte, le prince de Hohenlohe parviendra, en s'y prenant bien, au moyen de concessions plus apparentes que réelles, à neutraliser la coalition des partis extrêmes. Mais ce ne sera qu'au prix d'une perte de temps fâcheuse pour la Prusse qui, partagée entre la crainte et l'ambition, a hâte d'être en mesure de parer à toutes les éventualités. Aussi les instructions qui partent de Berlin ne cesseraient-elles de recommander aux agents accrédités auprès des Cours de Stuttgard et de Munich, qui plus que celles de Bade et de Darmstadt, ont besoin d'être stimulées, de hâter leurs armements et de procéder sans délai à leur réorganisation militaire.

M. d'Ozeroff ne voit pas sans appréhensions le développement que les idées démocratiques prennent au Midi de l'Allemagne. Tout un parti songerait à s'unir à la Suisse, et à se constituer en république fédérative plutôt que de se laisser absorber par le militarisme prussien. Les souverains n'ignorent pas ces tendances; ils s'aperçoivent de l'affaiblissement progressif du sentiment dynastique et c'est ce qui les pousse, n'osant s'appuyer sur l'étranger, à se placer sous la puissante égide de la Prusse et à adopter sa vigoureuse organisation militaire.

L'Autriche qui seule pourrait contre-balancer l'action de la Prusse à Stuttgard et à Munich, aurait perdu tout prestige et toute influence dans le Midi de l'Allemagne. Ce serait la conséquence de son attitude à Nikolsbourg où, sans prévoyance de l'avenir, elle a cru devoir, pour satisfaire ses ressentiments, livrer ses alliés d'une façon méprisante à la vindicte prussienne. Je ne suis pas à même de contrôler la justesse de ces appréciations; peut-être la diplomatie

russe, malgré dix années de recueillement, n'a-t-elle pas encore abjuré ses rancunes.

LES VIOLENCES DE LA PRESSE GOUVERNEMENTALE. — *Francfort, 3 avril 1867.* — Les journaux prussiens et particulièrement ceux qui sont placés sous l'inspiration du ministère de l'intérieur, tels que le *Publiciste,* parlent de la guerre comme d'une éventualité imminente. Ils font ressortir notre isolement en termes peu courtois et s'attaquent à notre politique sans se préoccuper de nos légitimes susceptibilités. On se demande quel est le but caché de ces excitations? M. de Bismarck voudrait-il dégager sa loyauté personnelle et se soustraire aux promesses qu'il a pu nous faire, en se retranchant derrière un mouvement national? Tout le monde cherche à s'expliquer les mobiles du premier ministre sans y réussir.

L'ATTITUDE DE LA DIPLOMATIE PRUSSIENNE EN ALLEMAGNE DEPUIS L'INTERPELLATION BENNIGSEN. — *Francfort, 6 avril 1866.* — J'ai craint parfois, dans les dépêches que j'ai eu l'honneur de vous adresser, de céder à des appréciations pessimistes et de me préoccuper outre mesure des armements de la Prusse. Ces craintes, je dois le dire, s'étaient atténuées dans ces derniers temps. On parlait de négociations secrètes entre Paris et Berlin, qui devaient, disait-on, fournir à M. de Bismarck, par l'évacuation du Luxembourg, l'occasion de nous donner un gage manifeste de la cordialité de ses sentiments. Il m'était revenu aussi, que ses représentants en Allemagne avaient reçu des instructions qui leur fai-

saient pressentir que la cession du grand-duché à la France ne rencontrerait aucune objection sérieuse à Berlin. Ces instructions rappelaient que le Luxembourg n'était pas un pays allemand, et que sa population, loin de manifester le désir d'entrer dans la Confédération du Nord, paraissait, au contraire, préférer l'annexion à la France. C'est dans ce sens que s'exprimaient M. de Wenzel, à Darmstadt, et M. de Rosenberg, à Stuttgard. Il est vrai qu'ils ne mettaient pas en doute le démantèlement de la citadelle; cette condition, inadmissible au point de vue français, semblait être pour eux une satisfaction légitime et toute naturelle donnée à l'amour-propre militaire prussien. L'attitude de ces agents s'est singulièrement modifiée depuis l'interpellation de M. de Bennigsen; elle est devenue hautaine, agressive, belliqueuse. Ils déclarent aujourd'hui que la Prusse n'évacuera le Luxembourg dans aucune éventualité, que l'honneur de l'Allemagne y est engagé. La presse officieuse ajoute de véhéments commentaires aux déclarations de la diplomatie prussienne; elle s'adresse aux passions nationales, dans l'espoir de rallier le parti démocratique et de faciliter aux cours méridionales l'adoption des mesures militaires que leurs Chambres ont refusé jusqu'à présent de sanctionner. Le parti national saisit avec fracas le prétexte qui s'offre à lui de rentrer en scène, de s'affirmer et de ressaisir la popularité que ses défections lui ont fait perdre. Mais en dehors des nationaux, on ne voit, jusqu'à présent, que des esprits inquiets, envisageant avec terreur l'éventualité d'une nouvelle guerre, après les épreuves si récentes que l'Allemagne a traversées. Ils déplorent que la paix de l'Europe soit de rechef mise en question par un ministre ambitieux. Reste à savoir si cette répugnance persis-

tera, et si sous le coup des événements, la fièvre belliqueuse ne gagnerait pas de proche en proche.

L'ATTITUDE DE L'AUTRICHE. — *Francfort, 7 avril 1867.* — Que fera l'Autriche si la guerre venait à éclater? Il y a quelques semaines, elle semblait vouloir réagir contre la politique envahissante de la Prusse, et reprendre son influence en Allemagne en s'appuyant sur la France. Aujourd'hui il apparaît au contraire que son rôle, en cas de conflit, serait celui d'une absolue neutralité. C'est le sentiment de quelques-uns de ses agents que j'ai vus il n'y a pas longtemps fort belliqueux, et que je vois aujourd'hui affecter un désintéressement symptomatique. Le cabinet de Vienne serait du reste en ce moment, l'objet de sérieuses avances de la part du cabinet de Berlin. On lui promettrait en échange de sa neutralité un traité d'alliance qui lui garantirait ses possessions allemandes et non allemandes, et qui lui assurerait un appui efficace, diplomatique, et militaire au besoin, si l'Italie devait la menacer du côté du Trentin. Ces propositions seraient, à l'heure qu'il est, sérieusement discutées à la cour d'Autriche.

Dans le midi de l'Allemagne, la diplomatie prussienne ne serait pas moins active. Il importe au cabinet de Berlin d'en finir au plus vite avec les résistances qu'y rencontre la réorganisation militaire. On voudrait amener les princes à l'imposer en quelque sorte de force à leurs pays. C'est leur demander plus que ne comporte leur énergie. Ils hésitent entre deux maux : la révolution et une intervention militaire prussienne. Leur entrée dans la confédération du Nord serait un prétexte et un encouragement pour leurs

volontés défaillantes, mais ne serait-elle pas aussi le dernier mot de leur asservissement ? Rien n'indique d'ailleurs que la Prusse ait hâte de les admettre. Violer le traité de Prague, en ce moment, ne serait certes pas le moyen de se réconcilier avec l'Autriche et de s'assurer son concours.

M. DE BISMARCK ET L'INTERPELLATION BENNIGSEN. — *Francfort, 12 avril 1867.* — Éviter avec soin tout ce qui pourrait irriter les susceptibilités du gouvernement, mais le renseigner avec vigilance et ne lui rien cacher de ce qui se trame contre nos intérêts, tel est plus que jamais le devoir des représentants de l'empereur en Allemagne. Je crois n'avoir pas failli à cette tâche, et si parfois il m'est arrivé d'accentuer mes informations, je pense n'en avoir accueilli aucune d'une façon irréfléchie. J'ajouterai que je n'ai jamais craint, à mesure que la vérité se faisait jour dans mon esprit, de donner aux faits que j'avais occasion de vous signaler, leur véritable interprétation. — Je vous soumets aujourd'hui, dans ce même sentiment, des appréciations que j'ai relevées dans une lettre d'un homme politique de Berlin à l'un de ses amis de Francfort sur l'interpellation qui s'est si inopinément produite au Reichstag, dans la séance du 1er avril. Il résulte de cette correspondance, contrairement à l'opinion généralement accréditée en Allemagne, que le président du Conseil aurait vu avec le plus vif déplaisir les passions s'enflammer au parlement, qu'il ne serait sorti de sa réserve diplomatique qu'à son corps défendant, et, que s'il a eu recours à M. de Bennigsen, ce n'était que pour échapper à des interpellations plus violentes, et qui, parties des bancs de l'extrême gauche, au-

raient pu aisément dégénérer et mettre le feu aux poudres. Ce ne serait donc pas une comédie qui se serait jouée au Reichstag. M. de Bismarck n'aurait fait que remplir un pénible devoir et il s'en serait acquitté dans le sentiment le plus élevé de façon à concilier le patriotisme germanique avec les susceptibilités internationales.

Établir la sincérité du comte de Bismarck, c'est rendre service à la cause de la paix et justifier l'action de notre diplomatie. C'est à ce double titre que je vous transmets ces appréciations sans y ajouter de commentaires.

LES COMBINAISONS STRATÉGIQUES DE LA PRUSSE. — *Francfort, 16 avril 1867.* — Vous ne vous étonnerez pas si j'imprime à ma correspondance une activité plus grande encore que d'habitude. Dans les circonstances où nous sommes, rien de ce qui se passe en Allemagne ne pourrait nous laisser indifférents.

Les inquiétudes sont générales depuis quelques jours, elles augmentent d'heure en heure. On avait compté sur un résultat rapide, immédiat des négociations ; le retard qu'elles subissent, le discours peu conciliant du roi Guillaume et la convocation à bref délai des Chambres prussiennes, que l'on interprète dans un sens belliqueux, enlèvent tout espoir. — La Prusse semble résolue à vouloir profiter des immenses avantages que lui donne sa préparation militaire pour brusquer le dénouement, sans se laisser arrêter par l'intervention des puissances médiatrices Il entrerait dans les convenances de sa stratégie de ne pas nous laisser le temps de terminer nos armements et de porter instantanément le théâtre de la guerre sur notre

territoire. Elle nous envahirait de différents côtés à la fois, et le Luxembourg, aujourd'hui en litige, deviendrait une de ses bases d'opération les plus importantes. On dit aussi que, sans se préoccuper de l'Angleterre, elle serait décidée a entraîner au besoin la Belgique, de gré ou de force, dans son alliance. Toutes les troupes concentrées de ce côté du Mein s'ébranleraient au premier prétexte, pour se porter sur Mayence, Saarbrück, Rastadt et sur les lignes du Rhin qu'elles franchiraient par les nombreux ponts qui relient les deux rives. — Ce ne sont que des conjectures, mais il mporte qu'elles ne vous restent pas inconnues.

Il est possible qu'on revienne à l'idée que je croyais abandonnée d'envoyer un ou deux corps d'armée méridionaux dans le nord où ils trouveraient les fusils, les canons et les munitions qui leur manquent. Ils seraient remplacés sur le Rhin supérieur par des corps d'armée prussiens. Cette combinaison aurait plus d'un avantage ; elle opérerait une fusion politique étroite entre les deux Allemagnes, elle couperait court, dès le début, à toutes les velléités de neutralité, elle garantirait la Prusse contre des défections éventuelles.

Une réaction assez caractérisée s'opère dans les esprits naguère si hostiles au régime prussien. Les populations sont dominées et subjuguées par le prestige que la Prusse doit à ses récentes victoires, et par la volonté si résolue qu'elle manifeste de ne reculer devant rien pour assurer à l'Allemagne son unité et sa prépondérance.

Il faudrait, si la guerre venait à éclater, dès le début de la campagne, une victoire certaine pour raviver les ressentiments qui, pour l'heure, se dissimulent sous le drapeau Allemand, et détacher de la Prusse les gouvernements du

midi qui, sous l'empire de la terreur, lui ont livré leur politique et leurs armées. Tout dépendrait, on ne saurait trop le répéter, de la rapidité de nos mouvements et du résultat des premières rencontres.

LES RÉSISTANCES DU WURTEMBERG. — *Francfort, 20 avril 1867.* — On ne serait plus aussi satisfait à Berlin du baron de Varnbuehler. Après avoir tout concédé à la Prusse, il lui refuserait aujourd'hui le concours actif et immédiat qu'elle réclame. Il se retrancherait derrière les scrupules du roi Charles : Sa Majesté entreverrait avec une vive répugnance l'éventualité d'une nouvelle guerre. Elle craindrait que son contingent ne fît une triste figure, mêlé à l'armée prussienne, si admirablement organisée; Elle se trouverait aussi en face d'une opinion publique très opposée à une lutte qui entraînerait le pays à de lourds sacrifices. — Telles seraient les considérations que le gouvernement wurtembergeois ferait valoir auprès de la diplomatie prussienne. Ces objections sont-elles sincères, spontanées, où bien faut-il les faire remonter à des conseils qui sont toujours écoutés à Stuttgard? Ce serait un symptôme dont nous aurions lieu de nous féliciter. Jadis la cour de Wurtemberg reflétait dans leur ensemble, assez fidèlement, les impressions dominantes en Russie. L'accueil du prince royal et de la grande-duchesse Olga était contraint lorsque le courant entre Paris et Saint-Pétersbourg marquait de la tiédeur, il devenait chaleureux dès que le courant se réchauffait. Si M. de Varnbuehler, après avoir fait le désespoir du gouvernement bavarois par son empressement à tout sacrifier aux exigences de la Prusse, sans marchan-

der et surtout sans se concerter préalablement avec ses alliés, prend aujourd'hui des allures résistantes et cherche à rester en dehors des événements, faut-il en conclure que le courant entre Berlin et Pétersbourg s'est attiédi? Je ne saurais l'affirmer.

LES COURS MÉRIDIONALES. — *Francfort, 20 avril 1867.* — L'influence de la diplomatie autrichienne ne s'est pas relevée à Munich; on avait beaucoup auguré de la mission du comte de Trausmannsdorff pour combattre l'action de la Prusse. Mais cet agent, distingué d'ailleurs, ne paraît pas réunir les qualités militantes qu'il aurait fallu pour ramener à son pays les sympathies qu'il a perdues en Bavière. Au lieu de se mêler aux hommes politiques qui ont le plus d'action dans les Chambres et par suite sur les décisions nationales, il se maintiendrait de préférence, en ne s'inspirant que de ses penchants personnels dans les cercles aristocratiques, dont les passions hostiles à la Prusse n'ont besoin ni de contrôle ni d'encouragement.

Stuttgard est un des rares points en Allemagne où la Prusse rencontre jusqu'à présent de la résistance et où le sentiment public facilite au souverain les tendances particularistes. Aussi tous les moyens sont-ils mis en action pour faire sortir le Wurtemberg de la situation expectante dans laquelle il voudrait se maintenir. La Cour de Stuttgard est mise en cause devant l'opinion publique allemande; on exalte à son détriment le patriotisme qui se manifesterait dans les autres États. On l'invite à ne pas méconnaître davantage les vœux exprimés par l'assemblée populaire de Heilbronn; on lui prescrit de convoquer les

Chambres et de leur soumettre sans plus tarder la loi militaire. Il ne faudrait pas, dit la *Gazette de l'Allemagne du Nord,* d'un ton comminatoire, que le gouvernement wurtembergeois encourût publiquement le reproche de vouloir éluder les engagements qu'il a contractés au mois d'août dernier.

Le gouvernement badois, loin d'encourir le blâme, qui est si vertement infligé au Wurtemberg, éprouve le besoin de faire acte d'indépendance. Il se défend d'être l'agent actif de la Prusse et de s'employer à contrecarrer toute entente séparée entre les états du Midi. Bien qu'il ait reçu de Berlin une quantité considérable de fusils à aiguille et qu'il ait rappelé une partie de ses réserves pour les initier au maniement de cette arme, ses journaux n'en prétendent pas moins qu'il ne procède à aucun préparatif. On voit que les exemples donnés l'an dernier à la veille de la guerre, n'ont pas été perdus pour la Cour de Bade. Tandis qu'on se dit désarmé, on prétend que la France procède à des armements extraordinaires dans une pensée agressive.

L'OCCUPATION IMMINENTE DE RASTADT PAR LES PRUSSIENS. — *Francfort, 22 avril 1869. — La Gazette de Carlsruhe* laisse pressentir, à mots couverts, l'occupation prochaine de Rastadt par des troupes prussiennes. Elle démontre que la garnison actuelle est insuffisante pour sa défense, et elle insiste pour que la place soit mise à l'abri d'un coup de main. Déjà il passe par Francfort toutes les nuits de grands convois de munitions, et il me revient aussi qu'il se ferait des concentrations de troupes dans le centre de l'Allemagne.

La présence à Francfort d'un certain nombre d'officiers bavarois m'est également signalée.

De grandes précautions seraient prises dans le Hanovre; elles témoignent du peu de confiance que les populations inspirent au gouvernement prussien.

L'unanimité qui se révèle dans les manifestations de notre sentiment national et la promptitude qui préside à nos armements donnent à réfléchir en Allemagne.

LA SITUATION. — *Francfort, 22 avril 1867.* — ... La Prusse s'est engagée dans une situation qui ne lui permet plus de s'arrêter; elle est forcée de franchir la ligne du Mein et d'étendre sa domination militaire, politique et commerciale jusqu'aux Alpes. Toutes ces choses sont fatales et devront s'accomplir. L'Allemagne sera agitée tant qu'une satisfaction plus complète ne sera pas donnée à ses aspirations nationales. C'est ce que comprend M. Bismarck, et c'est vers ce but que convergent toutes ses pensées, tous ses actes. Mais il se rend compte aussi des froissements que l'accomplissement d'une œuvre aussi ambitieuse occasionne à de grands et de légitimes intérêts, et il peut craindre, qu'après avoir méconnu ses engagements, on ne soit tenté un jour de le ramener violemment au respect des traités. C'est là, nous n'en saurions douter, la cause secrète et véritable des velléités belliqueuses qui se sont si inopinément manifestées à Berlin. C'est cette situation qui fait que des négociations engagées dans un sentiment réciproque de conciliation, au lieu d'être un gage de rapprochement, menacent aujourd'hui la paix de l'Europe.

DISPOSITIONS PACIFIQUES A BERLIN. — *Francfort, 23 avril 1867.* — M. de Rothschild m'a lu une lettre d'un caractère rassurant, arrivée ce matin même de Berlin. Son correspondant, toujours bien renseigné, paraissait croire que la crise si intense, ces jours derniers, ne tarderait pas à se dénouer dans un sens pacifique. Le roi se prononcerait de plus en plus nettement dans le sens de la paix, et la reine se montrerait plus vaillamment encore que par le passé hostile à la guerre. La lettre relevait un indice assez significatif; elle disait qu'un télégramme de l'agence Wolff, démentant les armements et laissant entrevoir la possibilité d'une entente serait sorti du cabinet de Sa Majesté. M. de Rothschild croyait que M. de Bismarck, en se retirant à la campagne au plus fort de la crise, n'aurait pas seulement eu souci de sa santé qui d'ailleurs serait fort ébranlée, mais qu'il a pu aussi avoir la pensée de laisser au roi le soin de s'engager dans les négociations et de sauvegarder ainsi sa popularité, en paraissant, à son retour, avoir subi plutôt que conseillé les concessions. M. de Bismarck subit le sort des grands politiques. Ses actes donnent lieu aux interprétations les plus diverses, aux conjéctures les plus subtiles.

SITUATION EN ALLEMAGNE. — M. DE BISMARCK ET LE PARTI FÉODAL. — *Francfort, 25 avril 1867.* — M. de Bismarck, en revenant aujourd'hui de la campagne, aura trouvé, si j'en crois des lettres de Berlin, l'atmosphère politique, si violemment agitée lors des interpellations, visiblement calmée. Il aura pu voir aussi par les rapports adressés

à son gouvernement, qu'en Allemagne l'opinion publique, sans oser se prononcer ouvertement contre la guerre, y est cependant fort antipathique. Les bonnes raisons ne lui feront donc pas défaut, pour se constituer le défenseur résolu de la paix, s'il est réellement animé de l'esprit de conciliation qu'on lui prête et s'il ne place pas les préoccupations de sa popularité au-dessus de toute autre considération. C'est le souci qu'il a de se maintenir dans le rôle de patriote ardent et de satisfaire aux passions de sa caste qui sont les deux obstacles les plus sérieux à un arrangement; le parti militaire ne veut pas déchoir, et ce serait perdre de son prestige que de faire une concession quelconque à la France. Ce serait donner au parti libéral un avantage qu'il ne manquerait pas d'exploiter pour menacer son pouvoir.

Tous les renseignements qui arrivent de Berlin représentent aujourd'hui le roi ainsi que la reine animés du désir de conserver la paix. Les destinées de l'Europe dépendent donc à l'heure qu'il est, on peut le dire, sans vouloir amoindrir la situation, d'un ministre audacieux, préoccupé de sa popularité, et n'osant se soustraire aux exigences d'une caste qui, au moyen de la guerre, pense étouffer les tendances libérales et se flatte de se perpétuer au pouvoir.

L'opinion publique, telle que nous la comprenons en France, déterminante pour les actes du gouvernement, n'existe pas en Prusse; elle est, en tout cas, plutôt déprimée qu'exaltée et, si ce n'était cette crainte éternelle de ne pas pouvoir échapper un jour à la guerre avec la France, que l'on croit mécontente des événements de l'été dernier et impatiente de prendre une revanche, il est probable que nous assisterions à des manifestations analogues à celles

qui se sont produites, il y a un an, lorsqu'il s'agissait pour le pays d'intérêts autrement sérieux que la question du Luxembourg. Déjà le commerce serait entièrement paralysé, les fabriques se fermeraient, et si cette situation devait se maintenir quelque temps encore, la crise économique pourrait avoir les plus déplorables conséquences. La guerre, si elle venait à éclater, ne se présenterait donc pas dans les conditions qui ont pu faire illusion, un instant, après la discussion soulevée si imprudemment au sein du Parlement du Nord. Les passions si faciles à exciter par une grande assemblée délibérante, composée de représentants qui n'ont pas, comme dans d'autres pays, le sentiment de la responsabilité politique et le respect des convenances internationales, ces passions, si effervescentes alors, se sont calmées, et M. de Bismarck aura beau les invoquer, ce sera sa personnalité, plus encore que les vœux et les véritables intérêts de l'Allemagne, qui prévaudra cette fois dans la balance de l'Europe.

LES GOUVERNEMENTS DU MIDI ET LES CONVENTIONS MILITAIRES. — *Francfort, 28 avril 1867.* — Les populations méridionales ont vu avec amertume leurs gouvernements accepter la domination prussienne et la consacrer par des traités d'alliance et des conventions militaires. Les obligations que ces conventions leur imposent sont profondément antipathiques à leurs penchants et à leurs habitudes. Aussi les partis avancés et ceux qui sont restés fidèles à leurs sympathies autrichiennes, ne se font-ils pas faute de les attaquer et de s'en servir pour fomenter le mécontentement. Tout le monde s'accorde à dire que l'anarchie fait

dans le Midi d'inquiétants progrès et que les idées subversives pénètrent jusque dans les rangs de l'armée. Déja le prince de Hohenlohe aurait perdu beaucoup de l'assurance que son patriotisme puisait dans les manifestations populaires. Sans l'assistance résolue que lui prête le gouvernement prussien, sa situation ne serait guère tenable. Quant à M. de Varnbuehler, il serait en train de procéder à une nouvelle évolution. On le croyait sous l'influence du parti qui, à la cour de Stuttgard a l'habitude de régler sa montre sur l'horloge de Pétersbourg, et déjà il s'incline devant les injonctions parties de Berlin. Mis au pilori par la presse prussienne, il préfère se soumettre plutôt que de se laisser attaquer dans son patriotisme et dans son caractère. Il se serait débarrassé de collègues gênants par l'indépendance de leur caractère, tels que le général de Hardeck, et, pour n'être pas exposé à d'outrageantes sommations, il aurait pris le parti de réagir contre le courant de l'opinion publique. Il s'efforcerait, en s'inspirant des théories gouvernementales prussiennes, de réglementer la presse et de violenter les Chambres, si peu disposées jusqu'à présent à sanctionner les lois militaires.

IMPRESSIONS A L'ANNONCE D'UNE CONFÉRENCE. — *Francfort, 30 avril 1867.* — La nouvelle de la réunion prochaine d'une conférence appelée à régler la question du Luxembourg est l'événement du jour. On s'en réjouit sincèrement. Vous pouvez vous féliciter aujourd'hui de n'avoir pas désespéré du maintien de la paix. Je puis constater autour de moi que notre modération est interprétée d'une manière sympathique pour notre amour-propre national,

tandis qu'il est aisé de voir à l'attitude hier encore si résolue, si hautaine des agents prussiens, qu'ils se sentent atteints dans leur orgueil. Je ne doute pas que de tous les points de l'Allemagne, il ne vous arrive des interprétations du sentiment public, conformes à celles que je vous transmets.

L'APAISEMENT DES PASSIONS EN ALLEMAGNE. — *Francfort, 30 avril 1867.* — Le tapage provoqué par l'affaire du Luxembourg tend à se calmer. Un mot d'ordre a suffi pour arrêter les manifestations populaires et refréner les ardeurs des journalistes. En face du silence qui se fait en Allemagne, on serait presque tenté de croire que les passions soulevées contre la France n'étaient que factices. Déjà le Luxembourg n'est plus terre allemande. On ne tardera pas à reconnaître que l'occupation de la forteresse n'est pas indispensable à la sécurité de l'Allemagne. On croyait n'avoir plus à compter avec personne, l'avènement de la race germanique paraissait imminent, et l'on s'aperçoit, non sans déplaisir, que l'Europe a encore son mot à dire. — Si le gouvernement prussien devait invoquer l'irrésistibilité des passions germaniques pour repousser la transaction qui lui sera proposée par les grandes puissances, il méconnaîtrait le véritable état de choses en Allemagne. Il connaît par les rapports de sa diplomatie la situation morale et militaire des états méridionaux, et il serait bien mal renseigné par sa police s'il ignorait les sentiments qui prédominent dans les provinces annexées.

LA PRESSE ALLEMANDE ET LES INSTRUCTIONS DU CABINET DE BERLIN. — *Francfort, 3 mai 1867.* — La presse allemande, abandonnée à ses propres inspirations, offre en ce moment le spectacle le plus contradictoire ; en faire l'objet d'une étude pour y retrouver l'expression fidèle de l'opinion publique, ou pour y chercher la pensée du cabinet de Berlin, occupé à masquer sa retraite, serait en vérité peine superflue. Quelques journaux insinuent toutefois que la Prusse n'a donné à la question du Luxembourg des proportions aussi anormales qu'afin d'en retirer la consécration des faits accomplis en Allemagne. C'est avec cette arrière-pensée qu'elle aurait répondu à l'invitation des puissances signataires de 1839 et qu'elle se ferait représenter à Londres. Mais, tout en poursuivant la sanction de ses conquêtes, fournira-t-elle à la conférence l'occasion de les discuter, et lui permettra-t-elle de poser des limites à son ambition? Cela n'est pas vraisemblable.

Les instructions confidentielles que le gouvernement prussien vient d'adresser à ses agents en Allemagne, leur recommanderaient une grande modération de langage. Calmer l'opinion publique, arrêter les manifestations populaires et tempérer le zèle des journalistes, telles seraient les recommandations parties de Berlin. M. de Rosenberg et M. de Werthern auraient de plus l'ordre de se plaindre à Stuttgard et à Munich des lenteurs, sinon du mauvais vouloir apporté à la réorganisation militaire. Ils seraient chargés d'attribuer les concessions de la Prusse principalement au défaut de concours du Midi de l'Allemagne, que la guerre eût trouvé comme par le passé dans la situation la plus regrettable. Ils auraient pour mission enfin, et ce serait la moralité de leurs instructions, d'in-

sister avec une énergie nouvelle, sur la nécessité de hâter les armements, en vue d'un avenir toujours périlleux, et d'assurer sans délai, l'adoption des lois militaires par les Chambres.

LA QUESTION ALLEMANDE ET L'INTÉRÊT DE LA FRANCE A LA RÉSOUDRE PACIFIQUEMENT. — *Francfort, 6 mai 1867.* — Il appartient au gouvernement de l'empereur d'examiner si le moment de sortir des équivoques et d'aborder résolument la question allemande, n'est pas venu, et s'il ne conviendrait pas de la régler dès à présent à l'amiable dans l'esprit le plus large, soit directement avec la Prusse, soit avec le concours de l'Europe. Ce serait le moyen de n'être pas exposé à devoir s'opposer un jour, les armes à la main, dans un moment inopportun, à une solution désormais inévitable.

Que serait l'Allemagne, telle qu'on la poursuit aujourd'hui, pacifiquement et par voie de subterfuge; et que serait l'Allemagne si elle devait se constituer un jour, à la suite d'une guerre heureuse? cette double question s'impose à tous ceux qui tiennent pour éminemment provisoire l'état des choses sorti des derniers événements. Dans la première hypothèse, la France n'aurait en face d'elle qu'une confédération plus centralisée, il est vrai, politiquement et militairement, et par conséquent plus dangereuse que l'ancienne confédération germanique. Mais cette confédération serait en somme composée des mêmes éléments, c'est-à-dire de princes et d'états jaloux de leur autonomie, et qui, bien que maintenus par la loi du plus fort, n'en continueraient pas moins à être un embarras et une cause d'affai-

blissement pour le pouvoir central. Les répugnances des provinces annexées pour le régime prussien, l'hostilité secrète du Midi pour le Nord entretenues par la diplomatie autrichienne, seraient un obstacle pendant de longues années à une assimilation compacte et homogène des éléments germaniques. Bien différente serait une Allemagne sortant d'une guerre heureuse, sans notre assentiment, et peut-être à la suite de nos défaites. Les résistances autonomes et les agitations libérales dont nous aurions pu avec des alliances efficaces et avec une situation militaire irréprochable tirer parti, seraient brisées sans retour. Ce serait l'unification et la centralisation appuyées sur un million de bayonnettes, ce serait l'avènement définitif de l'empire germanique. Poser la question ainsi, et elle ne saurait l'être différemment, c'est mettre le gouvernement impérial en demeure de parer dés à présent par l'action diplomatique, au danger qui nous menace.

LES CONVENTIONS MILITAIRES. — *Francfort, 9 mai 1867.* — Le grand-duc de Darmstadt vient de passer de fait, avec armes et bagages, dans la confédération du Nord. Il a livré contractuellement à la Prusse ses postes, ses télégraphes et son armée. On peut dire que le traité qu'il a signé est léonin et qu'il équivaut, avec les arrangements administratifs qui s'y rattachent, à une véritable médiatisation. Il ne reste plus à la chambre hessoise qu'à demander son admission solennelle dans la confédération du Nord, et au chancelier de la décréter en vertu des pouvoirs qu'il s'est fait déléguer par le Reichstag, pour que l'Autriche et la France se trouvent en face d'une violation flagrante des stipula-

tions de Prague. Le grand-duc de Darmstadt est réduit dès à présent au rôle de feudataire. Il ne sera plus, en temps de paix, que l'administrateur civil de son pays, et il devra, en temps de guerre, déposer toute autorité entre les mains du roi de Prusse, qui disposera désormais, selon ses convenances, de toutes ses forces militaires. Il ne lui reste qu'une seule prérogative, peu réjouissante, il est vrai, celle de l'entretien exclusif de son contingent. La division hessoise formera avec la division badoise un corps d'armée spécial avec une organisation et un armement identiques. Le roi de Prusse aura la faculté de lever, de licencier et de déplacer les troupes à son gré. C'est dans les établissements militaires de Potsdam et de Berlin que les cadets viendront puiser leur instruction et l'exemple de la discipline. Des officiers instructeurs seront incorporés dans l'armée hessoise pour la rompre au régime prussien et pour l'initier au maniement du fusil à aiguille. Le roi nommera le commandant du contingent fédéral, et, si bon lui semble, il le choisira dans les rangs de sa propre armée. Une formule introduite dans le serment obligera les soldats à promettre fidélité au roi. La convention fournit en outre à la Prusse pour l'occupation et la défense de Mayence, un titre que la rupture de la confédération germanique lui avait fait perdre. Elle lui garantit l'occupation des territoires avoisinant la place et l'autorise à porter la garnison au chiffre qu'elle jugera indispensable. Telles sont les dispositions principales de cet acte. Des conventions du même genre, mais moins étendues, sont en voie de négociations avec le Wurtemberg et la Bavière. Les bases en ont été discutées par les ministres dirigeants dans la conférence de Stuttgard, vous avez pu voir dans quel esprit, avec

quels tempéraments et sous quelles réserves, par les comptes rendus que je vous ai transmis.

Il y a quelques semaines, avant l'incident du Luxembourg, l'adoption des conventions militaires par les chambres méridionales n'était rien moins que certaine. Tout faisait craindre au contraire à la Prusse que M. de Varnbuehler et le prince de Hohenlohe n'obtiendraient pas, sous la pression d'une opinion publique récalcitrante, la ratification de leurs arrangements. Mais depuis que les passions nationales ont été surexcitées, les résistances se sont atténuées. Aussi les conventions, au lieu d'être repoussées, pourraient-elles bien être adoptées sous la crainte d'une invasion, qu'on se plaît toujours à considérer comme imminente.

CONSIDÉRATIONS SUR L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG. — *Francfort, 9 mai 1867.* — C'est la situation sortie des événements de l'an dernier qui a donné à la question du Luxembourg des proportions aussi anormales. Elle a été le prétexte, on ne saurait s'y méprendre, qui devait fournir à la Prusse l'occasion de franchir le Mein et d'asseoir sa prépondérance en Europe. Ses armements continués sans relâche, avec une fièvreuse activité, depuis la dernière guerre prouveraient au besoin que, tout en entretenant avec nous des relations en apparence amicales, et tout en nous offrant des compensations en échange de ses conquêtes, elle ne perdait pas de vue un seul instant l'éventualité d'une rupture entre les deux pays. Engagée dans une politique menaçante pour ses voisins, elle a pu, au lendemain de Sadowa, se méprendre sur nos dispositions.

Elle a pu croire qu'il suffirait d'une légère concession pour nous réconcilier avec la transformation de l'Allemagne. Mais les discours de M. Thiers, le langage de notre presse, les manifestations du Corps législatif, l'impulsion donnée à notre réorganisation militaire, ainsi que les agissements du comte de Beust lui ont bien vite enlevé ses illusions. Elle s'est aperçu que ni la France ni l'Autriche n'étaient résignées, qu'elles poursuivaient secrètement la revanche, *et* que, le jour où elles seraient prêtes, elles viendraient, le traité de Prague en main, la rappeler au respect de ses engagements. Nous céder le Luxembourg n'était-ce pas, dès lors, nous livrer une porte sur l'Allemagne et nous faciliter le moyen de formuler de nouvelles et de plus sérieuses revendications ? C'est dans cet ordre d'idées, inquiet et perplexe, que se trouvait le gouvernement prussien, au moment où se réunissait le parlement du Nord, une assemblée nouvelle, surexcitée par les victoires de l'armée et sans respect pour les convenances internationales. Nos négociations venaient de s'ouvrir tardivement à la Haye ; ébruitées aussitôt par des indiscrétions fortuites ou calculées, elles fournirent aux passions nationales l'occasion de se manifester bruyamment, elles permirent aussi au parti militaire de prendre une influence prépondérante dans les conseils du roi. M. de Bismarck, au lieu de réagir, comme c'était son devoir, après les promesses qu'il nous avait faites, et de lutter résolument contre le courant, au risque d'y laisser sa popularité, préféra se jeter dans le mouvement, et, pour n'être pas débordé, d'en prendre la direction. Il suffisait à sa conscience de n'avoir pas, de propos délibéré, provoqué la guerre pour l'accepter sans trouble, du moment qu'elle se présentait à lui inopinément

dans les meilleures conditions de succès. Il voyait la France paralysée par l'Exposition universelle, engagée dans la lutte des partis, inquiétée par les grèves; il savait son armée désorganisée. L'enthousiasme du parlement, la violence des journaux et les manifestations populaires devaient lui permettre de compter sur le concours patriotique de l'Allemagne. Son alliance avec la cour de Pétersbourg était paraphée, sinon signée; l'Autriche serait tenue en échec par la Russie, et l'Angleterre, sous l'influence de l'école de Manchester, se renfermerait dans une neutralité égoïste. Ses préparatifs militaires étant au complet, son trésor regorgeant d'argent, et l'armée plus confiante que jamais dans son invincibilité, tout devait le porter à ne pas différer une lutte que tout le monde à Berlin tenait pour inévitable.

Ces calculs ont été déjoués. Il serait téméraire de vouloir préciser les causes qui les ont fait avorter. Ce n'est certes pas à un amour platonique pour la paix que nous devons le revirement si inattendu, si soudain, qui s'est produit dans les conseils du roi Guillaume. Si l'on a reculé, c'est que les alliances sur lesquelles on comptait se sont montrées hésitantes et que notre diplomatie, par une manœuvre des mieux inspirées, a su isoler la Prusse et, sans fournir aucun prétexte, s'assurer le concours de toutes les puissances. Juger les choses ainsi, c'est donner, je crois, aux complications sorties de la question du Luxembourg leur véritable interprétation; c'est démontrer aussi que si la conférence de Londres, comme tout l'indique, parvient à conjurer la guerre, la question allemande n'en conservera pas moins toute sa gravité. Le moment de l'aborder résolument n'est pas venu sans doute, la soulever à cette

heure ne servirait qu'à compromettre les chances de la paix. Mais le gouvernement de l'empereur en arrivera nécessairement à devoir examiner si, pour échapper à une lutte fatale et peut-être inégale, il ne devra pas abandonner, même sans compensation territoriale équivalente, mais avec certaines garanties sanctionnées par les grandes puissances, l'Allemagne à la Prusse.

C'est une question que je n'ai pas la prétention de préjuger. Je me permets uniquement de demander si cette énorme concession serait un danger plus grand que ce qui de fait existe déjà? La Prusse n'occupe-t-elle pas Mayence? Ne s'est-elle pas réservé le droit de garnison à Rastadt et à Ulm? Ne dispose-t-elle pas de tous les contingents militaires, en vertu de ses traités d'alliance et de ses conventions? Lui est-il permis de revenir sur ses pas, de s'en tenir aux engagements de Prague, de renoncer en un mot au programme qu'elle a posé dans toutes ses manifestations officielles, et qui se trouve reproduit solennellement dans le discours le plus récent du roi? On ne saurait l'admettre après tout ce qui vient de se passer. Poser la question ainsi, je crois déjà l'avoir dit, c'est reconnaître le péril de la situation, et c'est reconnaître aussi la nécessité d'y parer, par l'action persévérante de la diplomatie, sinon par la guerre, mais avec de solides alliances et une armée assez nombreuse pour engager la lutte contre toutes les forces de l'Allemagne.

LA PRUSSE ET L'OPINION PUBLIQUE ALLEMANDE DEPUIS LA CONFÉRENCE DE LONDRES — *Francfort, 20 mai 1867.* — S'il en a coûté au cabinet de Berlin d'accepter l'arbitrage

des puissances signataires, il semble, par contre, prendre très philosophiquement son parti du sacrifice auquel il s'est soumis à la conférence de Londres. Cela résulte autant des communications, sous forme de circulaires adressées à ses agents, que des articles inspirés de la presse, accentuant la modération de la France et faisant pressentir une ère nouvelle entre les deux pays, basée sur les sentiments réciproques d'estime et de conciliation.

La volte-face qui s'est faite dans les régions gouvernementales est trop brusque pour qu'elle ne soit pas un sujet d'étonnement et même de scandale pour ceux qui avaient pris au tragique les scènes patriotiques du parlement du Nord et les déclaratinns solennelles et publiques qui, jusqu'à la date du 11 mai, sont venues de Berlin. C'est un compte que M. de Bismark aura à régler avec l'opinion publique et particulièrement avec les libéraux, qui se voient encore une fois mystifiés après avoir sacrifié leurs principes, lors du vote de la constitution fédérale, à l'honneur et à l'avenir de l'Allemagne qu'ils tenaient pour engagés dans la question du Luxembourg.

Je me contente, pour ma part, d'enregistrer avec satisfaction que tous les actes du cabinet de Berlin témoignent pour l'heure d'un désir manifeste de renouer avec le gouvernement de l'empereur les relations les plus confiantes. Ces dispositions me paraissent d'autant plus sincères qu'on nous sait moralement et matériellement plus forts et que la politique qu'on poursuivait au midi rencontre dans le sentiment populaire une résistance de plus en plus sérieuse. Tout semble donc convier le cabinet de Berlin à calmer nos méfiances, à effacer des impressions fâcheuses, et aussi à gagner du temps. C'est vers ce but que vont converger

tous les efforts de sa politique, et c'est le résultat que le roi attend de son voyage à Paris.

LA RÉPONSE DES ÉTUDIANTS DE BERLIN AUX ÉTUDIANTS DE STRASBOURG. — *Francfort, 22 mai 1867.* — Le sentiment public a fait justice en Allemagne de la réponse si déplacée que les étudiants de Berlin ont envoyée aux étudiants de Strasbourg. Les journaux du Sud ont cru de leur devoir d'opposer à ces bravades le résultat si peu glorieux des conférences de Londres. Ils rappellent à la modestie ceux qui avaient déclaré traître à la patrie quiconque se prêterait à la cession d'un pouce du territoire allemand. Ce qui importe d'être relevé dans cette polémique à l'occasion d'un manifeste qu'on dit du reste apocryphe, bien qu'il n'ait pas été démenti, c'est la justice qu'on a rendue aux sentiments patriotiques de l'Alsace. C'est un fait trop rare dans l'histoire du journalisme allemand pour le laisser passer inaperçu. Votre Ex. pourra juger par un extrait du *Beobachter* de la révolution qui semble s'être opérée pendant ces dernières semaines dans les idées allemandes. Je le transcris d'autant plus volontiers que je me fais honneur d'appartenir à cette province revendiquée par le pangermanisme.

» Les Alsaciens se sentent, nous sommes forcés de » l'avouer, intimement unis à la France, sur laquelle ils » ont reporté tout l'amour que la patrie inspire aux races » allemandes. La contrainte qui leur a été imposée autre- » fois, lors de leur annexion, est effacée et oubliée. Leur » reprocher cet oubli est facile, mais non moins irréfléchi, » et les étudiants de Berlin le comprendront peut-être, si

» on leur dit que les Alsaciens, loin de tourner légère-
» ment à tous les vents, sont au moins aussi tenaces et
» aussi entêtés que les Souabes. Le patriotisme non seu-
» lement ne leur fait pas défaut, mais s'exalte en eux
» jusqu'à la passion, au point qu'ils passent en France
» pour la province la plus jalouse de la grandeur, de la
» gloire et de la puissance du pays. Ils sont prêts à chaque
» instant à faire à leur nouvelle patrie les plus grands
» sacrifices, et ils l'ont prouvé mille fois, comme citoyens
» et comme soldats. Les étudiants prussiens auraient
» mieux fait de méditer l'évacuation du Luxembourg et
» de ne pas outrager l'Alsace. »

LA CRÉATION D'UN PARLEMENT DOUANIER. — *Francfort, 4 juin 1867.* — Il faudra voir fonctionner le parlement douanier, ce nouveau rouage que la Prusse vient d'ajouter à son système représentatif déjà si compliqué, pour être fixé sur le rôle qu'elle entend lui donner dans l'œuvre de l'unification allemande. Une assemblée de ce genre, quelque restreintes et spéciales que soient ses attributions et bien que ses sessions ne soient pas périodiques, peut aisément dégénérer, et ses délibérations, d'abord économiques et commerciales prendre au moindre incident fortuit ou provoqué, un caractère politique. Des représentants issus du suffrage universel, en contact avec un parlement national, auront-ils toujours la sagesse de s'en tenir à un programme fort ingrat qui ne leur réserve que le soin de discuter des mesures impopulaires et de voter des augmentations d'impôts sur les objets de consommation? Cela n'est pas vraisemblable, et il faudrait au gouvernement prussien une

volonté que tout son passé ne permet pas de lui prêter pour opposer son veto à la fusion politique des deux assemblées s'il leur plaisait, sous l'influence irrésistible des passions nationales, de briser la barrière qui les sépare. M. de Bismark a dit maintes fois, d'ailleurs, que si la volonté souveraine du peuple devait protester un jour contre les restrictions imposées à ses aspirations, il ne réagirait pas contre les vœux du pays, il ne subordonnerait pas à des craintes mesquines et à des considérations extérieures la grandeur de la Prusse, le but constant de sa vie. C'est le malheur de la situation que tout développement donné aux tendances germaniques prend fatalement au point de vue des rapports internationaux, un caractère fâcheux et irritant. Ce que la Prusse croit naturel et légitime, en ne tenant compte que de ses convenances personnelles, froisse et compromet les intérêts de ses voisins. Nous ne saurions nous faire d'illusions sur le danger de cette situation. Elle est grosse de complications. Le roi et son premier ministre sont à Paris en ce moment. Il serait heureux, dans l'intérêt de la paix, s'ils voulaient, dans leurs entretiens avec l'empereur, renoncer à la politique des subterfuges, s'expliquer sur les projets qu'ils poursuivent en Allemagne et nous donner des assurances qui seraient une rénovation explicite des engagements qu'ils ont contractés à Prague. Mais il est à craindre que, sur des points aussi délicats, ils ne puissent ou ne veuillent nous offrir autre chose que des paroles tranquillisantes atténuant la portée que nous prêtons à leurs actes. Il est des questions fatales, et l'entrée du Midi dans la Confédération du Nord est de ce nombre, qui permettent un ajournement, mais qui ne comportent pas une renonciation

définitive. C'est sur ce point important et vulnérable des rapports internationaux de la Prusse avec la France que le cabinet de Berlin a tout intérêt à gagner du temps, à nous donner le change, spéculant en secret sur des conjonctures plus favorables à l'accomplissement de ses desseins. Ces calculs s'imposent à la politique prussienne et nous ne saurions nous étonner qu'elle en poursuive la réalisation ouvertement ou par voie détournée suivant les circonstances.

LES PRINCES ALLEMANDS A LA VEILLE DE LEUR DÉPART POUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE. — *Francfort, 15 juin 1867.* — Il me revient que depuis le règlement de la question du Luxembourg, on constaterait dans l'attitude des ministres dirigeants de la plupart des États allemands un souci plus marqué de leur indépendance. Ils se plaindraient des exigences de la Prusse et chercheraient à se soustraire à la pression parfois humiliante de sa diplomatie. Ce sont des symptômes qu'il importe de relever, bien que ces velléités d'émancipation ne se soient traduites encore qu'en paroles, sous le manteau de la cheminée. La Prusse a l'œil ouvert sur ces tendances, elle s'en inquiéterait peut-être, si elle était moins certaine de son ascendant et si elle ne réduisait pas à leur valeur les propos et les résistances sourdes dont elle est l'objet. Aussi fait-elle semblant de ne rien entendre et laisse-t-elle aux princes, à la veille de leur départ pour Paris, l'innocente satisfaction de nous faire illusion sur leur situation et de paraître à la cour des Tuileries avec le prestige que donne la souveraineté lorsqu'elle est indépendante.

IMPRESSIONS RAPPORTÉES DE PARIS PAR L'EMPEREUR ALEXANDRE ET LE PRINCE ROYAL DE PRUSSE. — *Francfort, 18 juin 1867.* — L'empereur de Russie et le prince royal de Prusse ont traversé Francfort ces jours derniers; ils ne se sont arrêtés l'un et l'autre que quelques instants à la gare. Le prince royal, au dire des fonctionnaires qui ont été admis à lui parler, paraissait très satisfait de son voyage, et surtout très fier du succès que le roi son père a eu à Paris, contrairement à toutes les prévisions politiques. Il a dit à un de mes amis, qu'il avait trouvé à la cour des Tuileries un accueil des plus sympathiques, que l'impératrice s'était montrée irrésistiblement séduisante (unwiderstehlich reizend), et qu'elle avait fait les honneurs, bien que souffrante d'un violent rhume, avec une grâce et un entrain dont il a été émerveillé.

L'empereur Alexandre semble avoir été moins expansif le long de sa route, bien qu'on le dise satisfait des attentions dont il a été l'objet de la part de L. M. impériales. On l'aurait trouvé fatigué et taciturne, daignant à peine adresser la parole aux personnes qui lui étaient présentées, et peu communicatif même envers les chefs des maisons princières, ses parents. Le duc de Nassau, qui comptait beaucoup sur sa haute intervention auprès du gouvernement prussien pour le règlement de ses questions d'intérêt, s'est vu à Darmstadt où il était accouru, accueilli froidement, et le dernier mot du czar, en réponse à ses instances, aurait été : « Je ne puis rien pour vous, arrangez-vous avec le roi. »

Quant aux impressions politiques que les deux souverains du Nord auraient rapportées de Paris, elles seraient dans leur ensemble satisfaisantes, bien qu'aucune entente pré-

cise n'ait été arrêtée, dit-on, sur les questions qui les touchaient particulièrement; mais ils auraient du moins acquis la conviction que les sentiments de l'empereur étaient, sans arrière-pensée d'aucun genre, éminemment pacifiques. Cette conviction, ils l'auraient puisée également dans leurs rapports avec V. E. et dans leurs entretiens avec M. le ministre d'État, bien que leurs conseillers aient constaté au ministère des affaires étrangères, non pas une divergence d'opinion, mais une légère nuance témoignant de préoccupations un peu plus vives en ce qui regarde la transformation de l'Allemagne.

V. E. saura attacher à ces conjectures l'importance qu'elles méritent. En m'en rendant l'interprète, je n'ai qu'un but, celui de ne pas laisser ignorer au gouvernement de l'empereur les commentaires qui ont cours en Allemagne sur le résultat de l'entrevue des trois souverains.

LES SOUVERAINS DU NORD A PARIS. — LES QUESTIONS TRAITÉES DANS LEURS ENTRETIENS AVEC L'EMPEREUR ET SON GOUVERNEMENT. — *Francfort, 20 juin 1867.* — Le prince Gortchakoff était parti pour Paris avec une certaine ostentation, emmenant dans sa suite toute une chancellerie diplomatique. On en concluait que les deux souverains du Nord, assistés de leurs ministres, profiteraient de leur présence simultanée aux Tuileries, pour échanger avec l'empereur leurs vues sur la situation générale de l'Europe et pour arrêter les bases d'une paix solide. Ce programme qui comportait à la fois le règlement de la question allemande et de la question d'Orient, devait être

le digne couronnement de l'Exposition universelle. Mais on dit que M. de Bismark, loin d'entrer dans cet ordre d'idées, aurait évité de parler de ses actes et de ses projets en Allemagne, et que le gouvernement de l'empereur, tout en se montrant disposé à marcher d'accord avec la Russie dans les affaires de Candie, n'aurait prêté qu'une attention distraite aux incitations du prince Gortchakoff au sujet d'une révision du traité de Paris. Les espérances qu'avait éveillées l'entrevue des trois souverains ne se seraient donc que très imparfaitement réalisées. Ils auraient protesté de leurs sentiments pacifiques, mais ils auraient évité de s'expliquer et de s'engager sur les questions qui les touchent particulièrement.

C'est tout au plus si, sur l'initiative du vice-chancelier, on serait arrivé à une espèce de déclaration platonique sans caractère contractuel en faveur dn maintien du *statu quo* européen, et à un échange d'idées sur la nécessité, non pas d'un désarmement idéal, mais d'une réduction dans les dépenses militaires. Le prince Gortchakoff aurait établi, en s'appuyant sur la crise financière que traverse la Russie, que l'effectif de son armée n'aurait pas été augmenté, même pendant ces derniers mois, si périlleux pour la paix de l'Europe ; il aurait ajouté qu'il entrait dans les intentions de son maître de le réduire autant que le permettraient les exigences intérieures de l'empire. M. de Bismark, fort embarrassé de s'expliquer sur l'Allemagne et sur le Schleswig, se serait servi des vœux formulés par le vice-chancelier pour protester de ses tendances pacifiques, atténuer le caractère de ses armements et justifier l'attitude agressive du cabinet militaire du roi, à l'heure où surgissait la question du Luxembourg. D'après

lui, l'armée prussienne serait ramenée aujourd'hui sur le pied de paix le plus absolu, malgré les exigences des provinces annexées qu'il s'agit de contenir et de réorganiser militairement. Quant à la transformation des armées du Sud, le gouvernement prussien n'y attacherait d'importance qu'en raison des éléments révolutionnaires qui se sont développés d'une façon inquiétante dans ces pays, et qu'il importe de réfréner en généralisant l'impôt du sang et en donnant au soldat méridional, sous la surveillance d'officiers supérieurs prussiens, le sentiment de la discipline qui leur ferait de plus en plus défaut. Licencier une partie de l'armée active qui ne fait en quelque sorte que paraître sous les drapeaux, serait jeter la perturbation dans l'organisation de l'armée prussienne, mais ne pas convoquer les réserves, ne pas augmenter les dépenses, serait, aurait assuré le premier ministre du roi Guillaume, le gage le plus certain des sentiments pacifiques que la Prusse pourrait être à même de donner à la paix de l'Europe.

Je crois vous avoir résumé ainsi très fidèlement ce qui se dit dans ma sphère d'observation sur les vues qui auraient été échangées à Paris entre le gouvernement de l'empereur et les cabinets du Nord. J'ajouterai encore que les Russes semblent regretter que le prince Gortchakoff ait amené toute une chancellerie pour aboutir à un résultat si incomplet, et que les Prussiens ont vu avec peine le vainqueur de Kœnigskrætz jouer un rôle un peu effacé. Ils en veulent au czar de n'avoir, dans aucune circonstance, cédé le pas au roi, ne serait-ce qu'en raison de son grand âge et de sa qualité d'oncle.

LES REGRETS DES ÉTATS-MAJORS PRUSSIENS. — *Francfort, 30 juin 1867.* — Ce sera un sujet constant de regrets pour l'État-Major général prussien, qui persiste à tenir la guerre pour inévitable, que la lutte, qui se présentait au mois d'avril dernier dans des conditions si exceptionnelles de succès, ait été ajournée et abandonnée aux convenances de la France. Une guerre rapide et heureuse, comme il était permis de l'espérer alors, aurait eu le double avantage de réconcilier avec leur sort les populations récemment annexées et de réhabiliter par des succès les armées méridionales, si profondément humiliées du triste rôle qu'elles ont joué pendant la campagne de 1866. En associant l'Allemagne entière à ses victoires, la Prusse eût été certaine d'obtenir le pardon pour le sang allemand qu'elle n'a pas craint de verser.

Pour avoir laissé échapper une occasion, qui certainement ne se présentera plus jamais aussi favorable, la Prusse en est réduite aujourd'hui à poursuivre l'œuvre de l'unification par des voies détournées. Ce n'est qu'en ayant recours à des moyens artificiels qu'elle parvient à maintenir les populations dans le courant unitaire. Ses protestations contre les ingérences étrangères n'ont d'autre but que d'étouffer les sentiments particularistes, toujours prêts à reprendre le dessus dès que s'éloigne le danger d'une invasion. Cette tactique ne réussira pas toujours, car elle exige une force d'impulsion dont M. de Bismark seul semble posséder le secret. Que cet homme d'État disparaisse de la scène et nous verrons la cour de Prusse livrée aux mêmes perplexités que l'an dernier, lorsque le chancelier fédéral dut, par motifs de santé, s'éloigner des affaires.

LES APPRÉHENSIONS DE LA COUR DE BERLIN. — *Francfort, 10 juillet 1867.* — Si j'en crois des renseignements qui me viennent des entours du roi, la sécurité dans laquelle on se complaisait à la cour de Berlin, depuis la conférence de Londres, serait fort ébranlée. On s'était flatté que des démarches de courtoisie et des protestations sympathiques nous feraient oublier de récents et d'amers déboires. On s'apercevrait aujourd'hui que si l'accueil fait au roi à la cour des Tuileries a été empreint de la cordialité la plus démonstrative, notre politique, par contre, n'aurait rien sacrifié de ses prétentions. Aussi la crainte a-t-elle succédé à un excès de confiance. On est redevenu soupçonneux, on s'arrête aux plus petits symptômes, pour les commenter et y trouver la trace de nos arrière-pensées. On irait jusqu'à prétendre que l'accueil fait récemment au prince royal à Paris aurait été moins empressé et moins cordial que le précédent. On ne s'arrête pas en si bon chemin. On attribue le revirement qui se serait produit dans nos dispositions aux difficultés croissantes de notre situation intérieure, on verrait dans les attaques dont le gouvernement de l'empereur est l'objet dans la presse et surtout au Corps législatif, le réveil irrésistible de passions longtemps comprimées, et l'on craindrait que l'empereur, malgré ses sentiments conciliants, ne soit forcé, un jour ou l'autre, de recourir à un puissant dérivatif, tout indiqué dans une guerre contre la Prusse. — Aussi, pour conjurer le péril et se mettre à l'abri des surprises, serait-on décidé à surveiller nos actes plus attentivement que jamais, et à ne rien négliger pour être militairement et diplomatiquement prêt à toutes les éventualités.

APPRÉHENSIONS AU SUJET D'UNE ENTENTE ENTRE LA FRANCE ET L'AUTRICHE. — *Francfort, 10 juillet 1867.* — La cour de Berlin ne serait pas restée insensible à la mort de l'empereur Maximilien, elle en aurait ressenti un vif et réel chagrin. Mais le gouvernement prussien qui ne connaît que la raison d'État, se serait inspiré d'autres sentiments ; il se serait flatté que le drame de Mexico jetterait le trouble entre la cour des Tuileries et celle de Vienne. Ces espérances, si elles ont été réellement poursuivies, seraient déçues aujourd'hui. On dit en effet que la fin tragique de l'empereur Maximilien loin de briser l'entente, l'aurait consolidée en lui donnant la consécration d'une douleur commune. L'entrevue serait assurée soit que l'empereur François-Joseph sortît de son deuil pour se rendre à Paris, soit que l'empereur prévînt sa visite, et allât dans ses États lui donner un éclatant témoignage de sympathie. Cette manifestation, si elle devait se produire, ne passerait pas inaperçue à Berlin. Jusqu'à présent la diplomatie prussienne n'est pas sortie de sa réserve ; elle attend sans doute des instructions pour savoir si elle doit affecter une indifférence dédaigneuse, ou tenir un langage irritant. Les journaux inspirés ne tarderont pas à nous apprendre si M. de Bismark appréhende réellement une alliance austro-française, et s'il lui convient d'interpréter l'entrevue éventuelle des deux souverains comme une démonstration dirigée contre l'Allemagne.

LA RÉUNION DES CHEFS DE LA MAISON DE ROTHSCHILD, A FRANCFORT. — *Francfort, juillet 1867.* — Les principaux membres de la maison de Rothschild se sont trouvés

réunis ces jours derniers à Francfort. Je les ai vus souvent les uns et les autres ; ils en sont réduits comme tout le monde, malgré leurs nombreux moyens d'information, à faire de la politique conjecturale. Ils se demandent, comme le gros du public, si la volonté des gouvernements, désirant tous sincèrement la paix, sera assez forte pour conjurer dans l'intérêt de la civilisation les périls que renferme la situation générale de l'Europe. Il m'a semblé toutefois que leurs appréciations émises, à des points de vue différents, selon le siège de chacune des maisons qu'ils représentent, inclinaient de préférence vers le maintien de la paix. Ils la tiennent pour assurée, non pas d'une manière définitive, tant s'en faut, mais pour l'année courante du moins. Vous voyez que leur confiance est fort limitée et que les traites qu'ils tirent sur la paix ne sont pas à longue échéance.

M. Anselme de Rothschild, le chef de la maison de Vienne, ne m'a laissé que peu d'illusions sur l'attitude que prendrait l'Autriche, dans le cas d'une conflagration. Sa haute position financière et sa qualité de membre du Reichsrath donnant à ses appréciations une valeur particulière, je me serais fait un devoir de vous les résumer avec le plus grand soin, s'il ne les avait développées fréquemment, d'après ce qu'il m'a dit, dans ses entretiens avec M. le duc de Grammont. Il est loin de contester les sympathies très françaises de M. le comte de Beust et le désir du cabinet impérial d'établir ses relations avec la Cour des Tuileries sur les bases les plus cordiales. Mais les difficultés intérieures dans lesquelles l'Autriche se débattra longtemps encore, les nombreuses expériences qu'elle tente pour trouver une formule de gouvernement appropriée

aux exigences si multiples de la monarchie, le déficit persistant de son budget, et surtout la crainte d'une intervention russe qui se produirait immanquablement, si elle prenait fait et cause pour la France, lui imposeraient le devoir de se renfermer dans une stricte neutralité, qui d'ailleurs répondrait au désir énergique des masses. Tout le monde en Autriche, à part les exaltés du parti militaire, qui brûlent de prendre une revanche sur la Prusse, comprend qu'il s'agirait cette fois, en cas de revers, non plus d'une contribution de guerre, mais de l'existence même de l'Empire. C'est un enjeu trop considérable et nullement en proportion avec les avantages que l'on pourrait être appelé à retirer d'une lutte heureuse, pour ne pas y regarder à deux fois avant de le risquer. D'après M. de Rothschild, rien ne serait donc moins certain que le concours éventuel et effectif de l'Autriche; ses sympathies, cela n'est pas douteux, nous seraient entièrement acquises, et, les chances nous étant favorables, peut-être iraient-elles jusqu'à se manifester par une pression diplomatique sur les cours du Midi, et peut-être même par la concentration de quelques corps d'armée sur les frontières de la Saxe et de la Silésie. Mais ce serait là, tant que le destin qui préside aux batailles ne se serait pas prononcé en faveur de nos armées, le mot extrême de son intervention.

Ces conclusions d'un homme parfaitement placé pour voir les choses de près et assez intelligent pour les juger avec vérité, confirment ce que j'ai eu l'honneur de vous mander bien souvent déjà sur l'absolue quiétude voisine du dédain, qu'une alliance austro-française inspire à la diplomatie prussienne.

M. le baron James de Rothschild est parti pour Wildbad, où se trouve aussi en ce moment l'ambassadeur d'Angleterre à Paris. Le comte Cowley, que j'ai vu longuement à son passage par Francfort, m'a dit avoir emporté de France des convictions pacifiques, et il semblait partager dans leur ensemble sur la politique autrichienne les idées dont je me suis rendu l'interprète dans cette dépêche.

LES CRITIQUES DONT L'ARMÉE FRANÇAISE EST L'OBJET EN ALLEMAGNE.— *Francfort, 15 juillet 1867.*— J'ai eu l'honneur de vous dire à maintes reprises que le gouvernement prussien ne négligeait aucune occasion pour exalter son organisation militaire et démontrer qu'à tous les points de vue elle était supérieure à celle de la France. C'est une conviction qu'il s'efforce d'accréditer en Allemagne et à faire pénétrer par tous les moyens dans les masses. Il trouve dans cette tactique plus d'un avantage; elle lui permet de porter atteinte à notre prestige, de surexciter l'orgueil germanique et d'entretenir les passions belliqueuses. Les critiques dont notre armée est l'objet sont trop persistantes, et l'action qu'elles exercent sur l'opinion publique et sur les gouvernements allemands, trop réelle, pour que je ne me fasse pas un devoir de vous les signaler. Le gouvernement de l'empereur jugera dans quelle mesure elles sont autorisées.

On fait ressortir avant tout les excès de notre centralisation et les défectuosités de notre endivisionnement; on prétend que les maréchaux placés à la tête de nos circonscriptions militaires n'ont que l'ombre du commandement, qu'ils sont en lutte constante avec les armes spé-

ciales qui ne relèvent que du ministère de la guerre et qu'ils ne sauraient prendre une mesure de quelque importance sans en référer à Paris.

Bien supérieure serait l'organisation prussienne. L'armée serait divisée en corps distincts indépendants les uns des autres, leurs chefs exerceraient le commandement sous leur responsabilité dans toute sa plénitude; ils décideraient de toutes les questions qui concernent leur administration.

Quant à notre artillerie, elle serait fort en retard, elle n'aurait subi aucune modification essentielle. On aurait maintenu les canons se chargeant par la bouche, le système de la culasse ne serait appliqué que dans l'artilllerie de marine. Le nombre de nos pièces de campagne serait insuffisant, notre artillerie de siège ne serait pas à la hauteur des exigences modernes. La mitrailleuse, dont on parle mystérieusement, ne serait qu'une variante du canon Gatling. Son emploi serait borné et malaisé. Le fusil chassepot n'aurait pas toutes les qualités qu'on lui prête, sa fabrication serait en retard; on serait loin d'avoir atteint le chiffre indispensable à une infanterie de 500,000 hommes. Il ne faudrait donc pas, dit-on exagérer les armements auxquels procède la France; ils lui sont imposés, elle est condamnée à des efforts extraordinaires pour être en mesure de se défendre et pour atteindre le niveau de la Prusse qui depuis 20 ans n'a pas cessé de pourvoir à son organisation. On ajoute que la fabrication de nos munitions serait compliquée, que l'organisation de la garde nationale mobile rencontrerait des difficultés de tout genre et que jamais, quoi que nous fassions, nous n'arriverons à mettre en ligne autant de forces que celles

que nous opposera la Prusse dès le début de la guerre.

« L'armée française, disent les généraux, sera victorieuse le matin, mais elle sera toujours écrasée le soir par l'arrivée de réserves fraîches, auxquelles elle n'aura plus rien à opposer. »

On veut bien reconnaître que des ordres sont donnés pour procéder à la transformation de nos places fortes ; des travaux seraient commencés à Metz et à Belfort ; mais ces travaux seraient à peine ébauchés, et au train dont ils marchent, il faudra bien du temps pour les terminer. La France, en un mot, ne ferait tout au plus que réparer le temps perdu. Restée longtemps en retard, réveillée en sursaut, elle s'efforcerait de reprendre son rang et de se mettre au niveau de sa rivale. La Prusse, au contraire, qui a progressé lentement et successivement, aurait une avance considérable ; son artillerie se chargeant par la culasse serait supérieure, autant par la justesse que par la rapidité de son tir. Les forteresses seraient armées et toutes ses dispositions si bien prises, qu'elle pourrait instantanément, sur un ordre télégraphique de Berlin, entrer en campagne.

Aussi les officiers prussiens, contrairement à ce qu'on soutenait avec une persistance si véhémente, au mois d'avril, se refusent-ils de prêter à nos armements un caractère inquiétant. La France n'est pas prête, disent-ils, et malgré tous ses efforts, elle restera, par le fait des vices de son organisation et des excès de sa centralisation, dans une infériorité certaine. A les entendre, nos états-majors en seraient demeurés aux traditions du premier empire, tandis que les états-majors prussiens auraient de longue date compris le rôle que les chemins de fer et les télé-

graphes seraient appelés à jouer dans les combinaisons de la stratégie. Jeter sur un point donné, dans le plus court délai, le plus de combattants possible, tel serait le secret de la guerre moderne. Ce problème, le général de Moltke l'aurait résolu victorieusement, et non content de la rapidité dont l'armée a fait preuve dans la campagne de Bohême, il se serait appliqué à gagner encore trois ou quatre jours sur l'ancienne mobilisation. — Son plan de campagne arrêté et concerté dans ses moindres détails, lui permettrait avec l'aide des nombreuses lignes de chemin de fer parallèles qui aboutissent sur nos frontières, de nous surprendre en pleine formation et de remporter, par le fait d'une supériorité numérique écrasante, les premières victoires, qui, selon toute vraisemblance, décideront du sort de la campagne. Le gouvernement prussien serait d'ailleurs résolu à ne pas se laisser arrêter par des négociations dilatoires qui, en retardant l'ouverture des hostilités, nous permettraient de compléter nos préparatifs et de concentrer notre armée sur la frontière. Il connaît la valeur du temps et il saura déjouer les manœuvres habituelles de la diplomatie. Le jour où la Prusse sera convaincue que la guerre est irrévocablement décidée dans les conseils de l'empereur, et elle ne sera pas la dernière à en être informée, elle donnera instantanément l'ordre de la mobilisation, et elle procédera avec une telle énergie, qu'elle sera certaine d'avoir sur nous l'avantage de la vitesse et du nombre.

Je n'ai pas à me prononcer sur la valeur des critiques et des combinaisons dont je viens de me rendre l'interprète, mais il était de mon devoir de ne pas vous les laisser ignorer. J'ai eu soin, d'ailleurs, d'en faire ressortir suffisamment l'arrière-pensée politique.

LA THÉORIE DE MONROE APPLIQUÉE A L'ALLEMAGNE. — *Francfort, 15 juillet 1867.* — J'entends dire de tous côtés que le Gouvernement prussien a le désir le plus sincère d'entretenir avec le gouvernement de l'empereur les rapports les plus confiants, et cependant, il suffit du plus petit incident, de l'appréciation la plus modérée de notre part sur les affaires allemandes pour qu'aussitôt les susceptibilités prussiennes s'affirment avec violence et que la presse officieuse surexcite le sentiment national. Il semblerait qu'on veut appliquer dans le centre de l'Europe la théorie de Monroë et faire de l'Allemagne une espèce d'arche sainte placée en dehors de tout contrôle international. Cette manière de procéder me paraît pleine de dangers, et n'aurait-elle que l'inconvénient d'ébranler à chaque instant la confiance publique, elle n'en serait pas moins regrettable. Il est des esprits modérés en Prusse qui le déplorent vivement et qui craignent que malgré les intentions en apparence les meilleures qui se manifestent à la cour de Berlin, M. de Bismarck, dont ils redoutent le caractère effervescent, ne finisse, avec de tels procédés, par lasser la patience de la France. Il peut lui convenir de tenir le patriotisme germanique sans cesse en haleine, au profit de sa popularité et de ses exigences intérieures, mais cette manière d'agir peu régulière n'est pas de nature assurément à faciliter les rapports internationaux.

LE LANGAGE DE LA DIPLOMATIE PRUSSIENNE. — *Francfort, suillet 1867.* — Le roi de Prusse a l'habitude, lorsqu'il 'éloigne de sa capitale, d'emmener avec lui une partie de son cabinet militaire et de son cabinet politique. Il tient

aussi à s'entourer dans les stations thermales qu'il fait si volontiers, de ses agents à l'étranger. C'est en causant avec eux et en les mettant à leur aise qu'il cherche à se renseigner mieux encore que par les dépêches qu'ils envoient à son ministère, et par les rapports qu'ils lui adressent directement sur l'opinion des pays où ils résident et sur les sentiments des cours auprès desquelles ils sont accrédités. Aussi Ems est-il devenu, dans ces derniers temps, le rendez-vous de la diplomatie prussienne en Allemagne. M. le comte de Bernstorff, l'ambassadeur de Prusse à Londres, y est accouru de son côté, le roi ayant manifesté le désir d'être exactement renseigné sur les dispositions de l'Angleterre, en prévision d'une conflagration générale, qu'on est loin, il est vrai, de souhaiter mais que tout le monde redoute et semble toujours considérer comme fatale sinon comme imminente.

Si le comte de Bernstorff, avant l'ouverture des conférences de Londres, s'est montré parfois rigoureux dans l'interprétation de ses instructions, son esprit n'en est pas moins sage et modéré. Il n'aura pas manqué, à en juger par les idées qu'il a développées à un diplomate étranger de mes amis, de maintenir le roi dans les sentiments éminemment pacifiques qu'il manifeste depuis son retour de Paris. — Vous voudrez bien me permettre de vous résumer les considérations que l'ambassadeur du roi à Londres aurait émises sur la situation générale dans des entretiens dénués de tout caractère officiel. M. de Bernstorff aurait protesté contre les arrière-pensées belliqueuses que l'on prête si volontiers à son gouvernement. Pourquoi la Prusse poursuivrait-elle la guerre? N'a-t-elle pas à s'assimiler ses conquêtes, à se préoccuper de son développement intérieur,

et serait-il sage de risquer les avantages que lui ont valus la dernière guerre? Ses intérêts économiques et militaires sont aujourd'hui amplement satisfaits, elle peut s'en remettre au temps pour achever sa tâche. Elle a donné, d'ailleurs, et donne chaque jour des preuves non équivoques de sa modération. Ne résiste-t-elle pas aux instances des États du Midi qui voudraient forcer la barrière du Mein et entrer dans la Confédération du Nord? Le voyage du roi et de la reine à Paris, l'initiative prise par le cabinet de Berlin à Copenhague, et l'appui qu'il prête à la France en Orient, ne sont-ils pas autant de gages de sa sincérité? Mais ce qu'elle ne saurait admettre, c'est d'être le bouc émissaire des fautes d'autrui. Si le gouvernement français a été mal servi et mal inspiré l'an dernier dans sa politique extérieure et s'il en est résulté des difficultés pour ses affaires intérieures, dont la Prusse est loin de méconnaître la gravité, est-il permis de l'en rendre responsable? — Le gouvernement prussien n'en est pas moins disposé à faire à la paix toutes les concessions compatibles avec sa dignité. Reste à savoir si elles seraient suffisantes pour réconcilier la France avec les événements de l'an dernier et pour la rassurer sur notre action en Allemagne. Il est, d'ailleurs, des exigences auxquelles nous ne saurions satisfaire. Le roi peut-il céder Düpel et Alsen que ses troupes ont conquises après des luttes sanglantes? Et cependant c'est sur la question du Schleswig, depuis que la Belgique et le Luxembourg sont hors de cause, que la France paraît vouloir, en encourageant à Copenhague des prétentions excessives, engager la lutte. Les stratégistes français en sont déjà à parler d'une campagne d'hiver... Ce sont là de tristes perspectives. La Prusse ne provoquera certes pas

la guerre, elle la subira à son corps défendant, mais elle la fera résolument, et l'on peut être certain qu'elle ne la prendra pas au dépourvu, ni diplomatiquement, ni militairement. Ses mesures sont prises. Elle peut compter sur la neutralité de l'Angleterre et peut-être même sur son intervention en cas de revers ; la Russie est son alliée naturelle, et le voyage de l'empereur Alexandre à Paris, marqué de tant d'incidents fâcheux, n'a fait que resserrer d'une manière plus étroite la politique des deux gouvernements. L'Autriche, sous la direction remuante de M. de Beust, ne demanderait pas mieux que de prendre une revanche, mais la Russie sera là, à l'heure voulue, pour tempérer ses velléités belliqueuses. La révolution est une force de nos jours; elle pourrait se retourner contre la France, contre l'Autriche et contre l'Italie, si, comme on se l'imagine à Paris, le gouvernement italien, contrairement à ses assurances, devait réunir un corps d'armée sur les frontières de la Bavière. — Quant à l'armée prussienne, elle fera, comme toujours, bravement son devoir, et les contingents du Midi combattront vaillamment à ses côtés, alors même que certains gouvernements seraient disposés à trahir la cause allemande. Nos généraux connaissent les brillantes qualités de l'armée française, mais ils connaissent aussi ses défectuosités. Le soin constant des états-majors prussiens a été de les étudier et de les signaler aux troupes; ils sauront, sur les champs de bataille, les faire tourner à notre avantage.

Cela n'empêche, aurait dit le comte de Bernstorff, à la personne qui m'a répété ses paroles, que la Prusse, malgré sa confiance absolue dans l'invincibilité de son armée, fera à la paix du monde tous les sacrifices qui ne seraient pas con-

traires à son honneur. — Ces réflexions émises dans des conversations familières, me semblent refléter assez fidèlement les idées dont s'inspire pour le moment la diplomatie prussienne. Je les ai entendues se produire dans des entretiens que j'ai eus moi-même avec des représentants du cabinet de Berlin auprès des cours du Midi. Il y a peu de jours, un de mes anciens collègues, le comte de Flemming, me tenait à peu près le même langage sur le développement intérieur de l'Allemagne et sur les tendances pacifiques de sa cour. Il avait peine à s'expliquer nos craintes et nos froissements, il s'étonnait du langage irritant de notre presse et de l'hostilité peu contenue de notre sentiment public. C'est à ces manifestations plus encore qu'à nos armements qu'il attribuait la nécessité pour la Prusse de forcer ses préparatifs et de précipiter son union militaire avec le Midi. Il croyait qu'on cédait à Paris à d'étranges illusions en spéculant sur les velléités particularistes qui parfois se manifestent dans les petites cours. Il était convaincu qu'elles seraient débordées, au moment décisif, par la force irrésistible du sentiment national. Il affectait pour l'Autriche un superbe dédain, il la tenait pour impuissante. Il ajoutait, à titre de moralité, que l'Allemagne n'étant pas agressive, nous avions le plus grand tort de nous préoccuper de sa transformation et que la France ferait mieux de se consacrer au développement de sa prospérité intérieure que de porter atteinte aux susceptibilités de ses voisins et de tenir l'Europe perpétuellement en échec.

Il ne m'a pas été difficile de réfuter l'argumentation de l'envoyé de Prusse à Carlsruhe et de lui prouver que si elle était autorisée à certains points de vue, elle était sans

valeur appliquée à l'exécution des traités qui sont appelés à régler les rapports internationaux.

LES VISITES DU ROI DE PRUSSE DANS LES PROVINCES ANNEXÉES. — *Francfort, août 1867.* — Le roi Guillaume concilie volontiers son goût pour les voyages avec les devoirs de sa couronne. Se mettre en contact avec ses nouveaux sujets et les charmer par sa personnalité chevaleresque, par sa simplicité et par son aménité, est en effet un moyen qui peut contribuer puissamment à les réconcilier avec leur sort et à les rattacher à la monarchie. Il n'est d'ailleurs pas très exigeant; il ne demande pas aux populations annexées des ovations bruyantes et enthousiastes. Il se contente d'un succès d'estime relevé par l'apparat des réceptions officielles et des manœuvres militaires. Il a à cet égard une théorie fort habile qui lui est inspirée par ses principes monarchiques. Il trouve naturels et même légitimes les regrets qui se manifestent dans ses nouvelles provinces, car ces regrets sont à ses yeux le témoignage le plus certain de leurs sentiments royalistes, et il ne doute pas, qu'après un large tribut payé au passé, elles n'arrivent insensiblement à comprendre d'elles-mêmes, le bonheur de partager les bienfaits et la gloire d'un grand État. Ce n'est pas lui, d'ailleurs qui a renversé les princes déchus, c'est la marche fatale de l'histoire, ce sont les décrets mystérieux de la Providence.

C'est ainsi qu'il s'est exprimé dans de récentes visites, et c'est ainsi sans doute qu'il s'exprimerait encore à Hanovre, s'il lui était permis dans le courant de cet automne, comme on l'annonce, de prendre possession officiellement et solennellement du pays des Guelfes. Mais les populations hanovriennes sont frondeuses, leur attache

ment à leur ancienne dynastie paraît inébranlable et peut-être serait-il prématuré d'affronter leur accueil. Aussi, ce voyage auquel le gouvernement attache une véritable importance, pourrait-il bien être ajourné à l'année prochaine.

EXTRAITS D'UN MÉMOIRE SUR L'ALLEMAGNE. — LE PARTI LIBÉRAL ET M. DE BISMARCK. — *Francfort, septembre 1867.* — Pour tous les hommes politiques en Allemagne, la Confédération du Nord n'est qu'une œuvre de circonstance, destinée à une existence provisoire, en attendant l'établissement d'un nouvel état de choses, au sujet duquel on évite de s'expliquer. On n'en est encore qu'au premier fonctionnement de cette machine dont les rouages multiples portent l'empreinte propre aux créations de l'esprit allemand. Mais comment éviter les conflits entre ces quatre corps qui se partagent, à divers degrés, le pouvoir législatif? — Au bas de l'échelle, des Chambres constitutionnelles, élues au suffrage restreint; un Parlement national, élu au suffrage universel, privé du vote et du contrôle des principaux impôts et des grandes dépenses de la Confédération; — un Conseil fédéral, placé comme une Chambre haute au-dessus du Parlement, formé de plénipotentiaires des gouvernements, armés du droit de rejeter les vœux de la représentation populaire; — enfin, un Parlement douanier votant les tarifs et les impôts indirects, doublé d'un Conseil fédéral douanier, et composé de représentants du Nord et du Midi! — Débarrassé de la crainte d'une agression du dehors et laissé à son propre courant, le parti libéral n'essaiera-t-il pas de renverser un échafaudage aussi compliqué, et ne réclamera-t-il pas une consti-

tution qui lui assurera une participation effective dans la direction de la politique ? S'il le respecte aujourd'hui, s'il consent avec une abnégation éclatante à laisser inscrire au budget fédéral une somme de 72 millions de thalers pour des dépenses militaires, qui échappent à son contrôle pendant sept années, si des hommes connus pour leur persévérante opposition aux vues du roi Guillaume en sont venus à renoncer à leur passé chaque fois qu'on demande leur vote pour compléter l'armement national, c'est qu'ils subordonnent tout à l'unité de l'Allemagne, sans se préoccuper des principes et des tendances de ceux qui la leur promettent. M. de Bismarck ne se fait pas d'illusions sur le désintéressement de leur concours, ni sur la condescendance, parfois obséquieuse, qu'ils lui témoignent. — Il sait que l'œuvre accomplie, ils réclameront pour eux-mêmes la direction des affaires, et que s'il devait perdre le prestige et l'ascendant que donne le succès, ils n'hésiteront pas à agiter le pays pour le renverser. Aussi disait-il un jour : « Je tuerai le parlementarisme par les parlements. » — Il est homme à exécuter ses menaces. En attendant, les libéraux se plaisent à escompter l'avenir. Ils attendent l'avènement du prince royal; ils ont foi dans ses tendances libérales, ils proclament ses sentiments pacifiques, ils spéculent aussi sur les dissentiments qui se sont élevés parfois entre l'héritier du trône et le premier ministre du roi Guillaume. Ils s'imaginent qu'un changement de règne qui, jusqu'à présent, n'a rien d'imminent, leur vaudra le pouvoir et qu'alors les destinées de l'Allemagne se transformeront au gré de leurs espérances. Ces calculs que ne justifient pas les traditions autoritaires de la maison de Hohenzollern, méritent cependant d'arrêter notre attention. L'Allemagne

a toujours les yeux sur nous, et il est permis de se demander si un retour de la France vers le régime constitutionnel laisserait le centre de l'Europe indifférent. Ce serait un terme de comparaison fâcheux dont la Prusse se ressentirait à coup sûr. La guerre, qui est la constante préoccupation de ses états-majors, serait mal aisée à provoquer contre une France libérale, affirmant hautement la paix, préconisant le désarmement et évitant avec soin toute ingérence dans les affaires allemandes. Si les réformes indiquées par l'empereur dans son programme du 19 janvier avaient pu rapidement passer dans le domaine des faits, la politique prussienne en eût vraisemblablement ressenti le contre-coup et peut-être M. de Bismarck n'eût-il pas réuni un Parlement aussi docile, ni obtenu une constitution aussi autoritaire. — *Mais reste à savoir si malgré la transformation de notre régime intérieur et si malgré notre effacement en Allemagne, M. de Bismarck se prêterait à une politique sincèrement pacifique et s'il ne chercherait pas à nous entraîner sur un autre terrain à la lutte dont il a besoin pour l'accomplissement de ses desseins.*

LETTRES DE M. LE MARQUIS DE MOUSTIER, DE M. BENEDETTI ET DU PRINCE DE LA TOUR D'AUVERGNE

M. DE MOUSTIER AU BARON DE TALLEYRAND. — *Paris, 15 février 1867.* — Il faudrait amener le prince Gortschakoff à un peu plus d'expansion. Mes entretiens avec Budberg ont fait faire un pas considérable. Voici en substance ce qu'il m'a dit : — « Que pouvez-vous attendre de nous? Que nous n'entrions dans aucune coalition contre la France! Nous sommes tout disposés à vous le promettre. — Vous devez désirer de plus que si une coalition tendait à se former contre vous, nous appliquerions tous nos efforts à la dissoudre? — C'est ce que nous ferions volontiers et rien ne vous empêcherait ainsi de suivre votre politique en Occident avec une entière sécurité. »

J'ai répondu que j'avais attribué la réserve du prince Gortchakoff à notre égard à la crainte que nos projets ne pussent entraîner la Russie à sanctionner des choses qui lui déplairaient ou à se trouver mêlée à un conflit auquel elle voudrait rester étrangère. J'ai ajouté qu'aucun de

nos intérêts ne serait de nature à porter ombrage à la Prusse et à l'Allemagne, si c'était là ce qui inquiétait le vice-chancelier. Budberg m'a répondu très nettement que la Russie n'avait pas tant à se louer de l'Allemagne, qu'elle eût à se préoccuper beaucoup de ce qui pouvait lui déplaire, et il a ajouté : « Quant à la Belgique, si vous avez envie de la prendre, c'est une affaire seulement entre vous et l'Angleterre. » Il m'a dit enfin qu'il serait bien aise de constater les bases de notre accord sur les affaires d'Orient par l'échange d'une double note, l'une secrète et l'autre ostensible.

M. DE MOUSTIER AU BARON DE TALLEYRAND. — *Paris, 20 février 1867.* — Les ouvertures de la Russie ont eu pour point de départ que les populations de l'empire n'étaient pas mûres pour l'indépendance et qu'il fallait conserver l'empire ottoman. La conversation de M. de Bersolles avec M. Catacazi est en contradiction avec tout ce que le prince Gortchakoff nous a fait dire par Budberg. Nous ne pouvons rester en face de pareilles contradictions.

M. DE MOUSTIER AU BARON DE TALLEYRAND.— *Paris, 21 février.* — Budberg dit qu'il ne faut attacher aucune valeur aux propos de Catacazi qui est Grec d'origine. Il affirme que le gouvernement russe est parfaitement décidé à se renfermer dans les termes convenus avec nous et à aider sérieusement à la reconstitution de l'empire ottoman.

M. BENEDETTI A M. DE MOUSTIER. — *Berlin, 9 mars.* — Dans la conversation que j'ai eue avec lui, M. de Bismark, sur une interpellation que je lui ai faite, m'a avoué qu'au mois d'août dernier il avait signé des traités séparés d'alliance avec la Bavière, Bade et le Wurtemberg Je lui ai demandé s'ils stipulaient une alliance *offensive* et *défensive;* il m'a répondu : « Ce sont des traités » de garantie. » Il les a justifiés en invoquant les communications que j'avais reçu l'ordre de lui faire peu de jours avant leur date, touchant Mayence et les territoires bavarois et hessois situés sur la rive gauche du Rhin [1].

1. La revendication de Mayence et du Palatinat introduite par M. Drouyn de Lhuys, dans les conditions les plus inopportunes, après la signature des préliminaires de Nikolsbourg, a été sans contredit, de toutes les fautes commises en 1866, celle qui a eu pour la France les conséquences les plus funestes. Nos demandes n'avaient plus à ce moment aucune chance d'être écoutées, la paix était conclue, l'armée prussienne était reconstituée et notre impuissance militaire était manifeste. Elles mettaient, d'ailleurs, notre politique en contradiction flagrante avec le principe des nationalités dont jusqu'alors elle s'était constituée le champion résolu. Elles permettaient à M. de Bismarck, nanti de notre projet de traité, de nous discréditer en Europe, de conjurer le congrès que réclamait la Russie ; elles assuraient sa réconciliation avec la cour de Pétersbourg, elles lui fournissaient le moyen de faire avorter l'œuvre de notre médiation qui s'était appliquée à séparer l'Allemagne en deux confédérations distinctes et indépendantes. Elles lui permettaient enfin, de révéler aux États du Midi nos secrètes convoitises et de leur imposer des traités d'alliance et des conventions militaires qui devaient infailliblement aboutir à l'unification générale et absolue de l'Allemagne. — M. Drouyn de Lhuys a essayé de dégager de ces demandes sa responsabilité personnelle en affirmant, qu'il n'avait agi que sur les incitations

M. DE MOUSTIER A M. BENEDETTI. — *Paris, 1er avril.* — Je viens de lire à l'Empereur toute notre correspondance; il approuve hautement ce que je vous ai écrit et ce que j'ai dit au comte de Goltz. Sa Majesté, forte de son droit et de sa modération est prête pour toutes les éventualités. Le pays se lèverait tout entier si l'Allemagne faisait preuve d'un esprit d'expansion et d'intolérance pareil à celui dont vous me signalez les symptômes. Plus le Luxembourg est petit, moins la France pourrait supporter que la possibilité de faire pacifiquement une petite acquisition, lui fût contestée. Du reste, je le répète, nous sommes en face d'un fait accompli et qui l'était déjà à nos yeux quand le roi des Pays-Bas en a courtoisement averti le roi de Prusse par une communication qui, vous le savez, ne demandait pas de réponse.

Je suis convaincu que le président du Conseil saura dominer la situation, et toutes les puissances blâmeraient la Prusse de soulever un conflit européen sur un pareil sujet. Je rends justice du reste à l'esprit de modération et de prudence que révèle la réponse préméditée du comte de Bismarck, mais ne pourrait-il pas être plus hardi?

TÉLÉGRAMME. — M. DE MOUSTIER AU BARON DE TALLEYRAND. — *Paris, 1er avril, midi 1/2.* — Le roi des Pays-Bas nous cède le Luxembourg. Bien que M. de Bismarck nous ait

de M. Benedetti et avec l'approbation de l'empereur. Je ne reviendrai pas sur ce débat, je crois l'avoir mis en pleine lumière dans mon premier volume. Voir : *la Politique française en 1866*, page 336.

témoigné le désir de rester en dehors de cette négociation, afin de demeurer libre d'en témoigner, pour la forme, quelque regret après le fait accompli, il ne nous a jamais caché qu'il trouvait nécessaire que la France obtînt cette satisfaction. Aujourd'hui une certaine effervescence se manifeste parmi le monde libéral et surtout le monde militaire de Berlin. J'espère que le roi et son gouvernement sauront éviter ce qui pourrait conduire à une guerre qui ne serait que trop populaire chez nous, car, plus l'acquisition du Luxembourg est petite, moins nous pourrions supporter que le droit de faire, même cette petite acquisition, nécessaire à notre sécurité, nous fût contesté.

Pour faire accepter ses principes d'unité et les conséquences produites par la dernière guerre, il faut que l'Allemagne sache se renfermer dans les limites non contestées du territoire allemand, et jamais nous ne reconnaîtrons ce caractère au Luxembourg.

Je ne doute pas que le cabinet de Pétersbourg ne donne et n'ait déjà donné de sages conseils au cabinet de Berlin. Cette dépêche, qui est pour vous seul, vous indiquera néanmoins le langage que vous aurez à tenir au prince Gortchakoff, et qui se résume en ces mots : que la France ne saurait, au point où en sont les choses, reculer, et qu'il serait insensé de le lui demander.

M. DE MOUSTIER AU BARON DE TALLEYRAND. — *Paris, 2 avril 1867.* — Je suis satisfait du langage que M. de Budberg m'a tenu sur la question du Luxembourg ; mais on m'écrit qu'à Berlin, l'ambassadeur de Russie est loin d'avoir une attitude sympathique pour nous. Cela serait

bien contraire aux assurances que la cour de Russie nous a données jusqu'ici et nous étonnerait beaucoup.

M. BENEDETTI A M. DE MOUSTIER. — *Berlin, 2 avril 1867.* — J'ai revu M. de Bismarck aujourd'hui; il attendait un télégramme de M. de Goltz rendant compte de l'audience que l'empereur a accordée à cet ambassadeur. Mon entretien avec le Président du Conseil s'est passé en un échange de reproches. Je lui avais dit, prétendait-il, que nous avions mis les fers au feu à la Haye, mais, que jamais je ne lui avais annoncé que nous voulions conclure un traité de cession; que s'il avait été plus complètement instruit il nous aurait demandé de ne rien terminer avant la fin de la session du Parlement. Je lui ai répondu que nous avions été à la Haye en lui en donnant avis et après nous être assurés que le gouvernement prussien ne mettrait pas obstacle à la transaction que nous proposions au roi des Pays-Bas. Je lui ai rappelé qu'au surplus ce prince avait fait communiquer nos ouvertures au roi Guillaume en lui annonçant qu'il était disposé à y acquiescer dans l'intérêt de la paix européenne; que la Prusse avait donc été exactement renseignée, et que cependant on ne nous avait fait aucune observation; qu'on ne nous avait pas exprimé le désir de suspendre nos démarches; que rien dans ce qu'il m'avait dit lui-même ne m'avait fait supposer que tel fût son désir, que tout au contraire me portait à croire qu'il voulait être mis en présence d'un fait accompli. Je lui ai cité les arguments qu'il avait développés devant moi et qu'il se proposait d'invoquer dès que la cession du grand-duché nous serait faite, pour démontrer au parlement qu'en pré-

sence de la résolution prise par le roi des Pays-Bas dans la plénitude de son droit, il ne restait à la Prusse qu'à se résigner ou à déclarer la guerre aux deux contractants, et que le Luxembourg n'avait pas une importance suffisante pour s'arrêter à la dernière de ces deux déterminations; qu'avant-hier, dimanche, pour la première fois, bien que depuis plusieurs jours, la Prusse fût informée par son ministre à la Haye et par le ministre de Hollande à Berlin que nous étions à la veille de signer le traité de cession, il m'avait manifesté le désir de voir ajourner nos négociations qu'il ne pouvait, par conséquent, prétendre que nous lui avions laissé ignorer nos véritables intentions. Qu'enfin il ne m'avait jamais demandé qu'une chose, c'était de ne pas mettre la Prusse dans l'obligation de se prononcer.

Le Président du Conseil a reconnu l'exactitude de mes allégations en m'objectant que nous étions sortis de notre programme en tolérant que le roi des Pays-Bas s'ouvrît officiellement au roi de Prusse. Selon lui, il était fondé à croire que pour le moment nous voulions uniquement pressentir les dispositions du roi des Pays-Bas, sauf à nous expliquer ensuite avec le gouvernement prussien. Il a ajouté que les communications prématurées faites par la Hollande à Berlin ne lui laissaient plus toute sa liberté.

M. DE MOUSTIER A M. BENEDETTI. — *Paris, 3 avril 1867.* — Voici ce que me télégraphie le baron de Talleyrand : « Le comte de Bismarck vient d'annoncer par le télégraphe au prince de Reuss que le roi des Pays-Bas était revenu sur la décision de céder le Luxembourg à la France et que

son ministre des affaires étrangères avait été chargé de le notifier à notre représentant. Le prince de Reuss a communiqué officiellement cette dépêche au prince Gortchakoff, dont l'étonnement à été grand, le baron de Budberg et moi lui ayant donné la cession comme définitive.»

Ce qui se passe est déjà assez sérieux pour que le comte de Bismarck ne l'aggrave pas encore par des communications de ce genre.

M. DE MOUSTIER AU PRINCE DE LA TOUR D'AUVERGNE, AMBASSADEUR A LONDRES. — *Paris, 11 avril 1867.* — Les renseignements que je vous ai adressés et ma dépêche confidentielle de ce jour doivent suffire pour vous mettre au courant de la situation. Depuis huit mois, M. de Bismarck ne cesse de nous présenter l'acquisition du Luxembourg par la France comme le gage des bonnes relations entre nous et la Prusse. Il nous a tracé presque jour par jour le programme à suivre pour arriver à ce résultat, et, jusqu'au 31 mars, nous n'avons cessé de nous conformer strictement à toutes ses indications confidentielles. Nous n'avons pu malheureusement empêcher le roi des Pays-Bas de faire vis-à-vis du roi de Prusse une démarche que M. de Bismarck avait déconseillée comme nous, mais qui, si le gouvernement prussien eût été bien intentionné, n'eût pas suffi pour provoquer la crise actuelle. Nous avons lieu de croire néanmoins que M. de Bismarck n'a pas été tout à fait de mauvaise foi, mais qu'il a été débordé par les passions militaires qui s'agitent autour du roi Guillaume.

Jusqu'où ce souverain se laissera-t-il entraîner? On veut, dit-on, le pousser à une attaque immédiate contre la France.

Nous sommes, comme je vous le dis, résolus à ne lui en fournir aucun prétexte et à dédaigner toutes les provocations calculées qui pourraient nous être adressées.

Ce n'est pas nous qui serons, à un degré quelconque, une cause de perturbation pour l'Europe, nous voulons en laisser la responsabilité entière à la Prusse. Si les puissances s'inquiètent des violences de cette dernière, elles peuvent certainement la rappeler au sentiment de la justice et de la modération. Nous ne ferons rien qui puisse gêner leur action. Les raisons que nous avions de souhaiter la possession du Luxembourg sont clairement exposées dans ma dépêche, et nous croyons que notre droit comme celui du roi de Hollande était entier.

Mais nous ne pouvons plus nous dissimuler que le maintien de ce droit mènerait à la guerre, que nous ne voulons pas provoquer. La question de l'évacuation de la forteresse reste donc le point à atteindre.

LE PRINCE DE LA TOUR D'AUVERGNE A M. DE MOUSTIER. — *Londres, 19 avril 1867.* — LES INDÉCISIONS DE LORD STANLEY. — LE DÉSIR DU GOUVERNEMENT BELGE DE S'ANNEXER LE LUXEMBOURG. — Lord Stanley est rempli de bonnes intentions, ses appréciations sont toujours marquées au coin de la plus stricte équité, mais l'expérience des affaires lui fait parfois un peu défaut, et il n'a pas non plus, je regrette de le dire, la force de volonté et l'esprit de suite qui seraient nécessaires pour mener à bonne fin une négociation comme celle-ci. Je stimule de mon mieux son zèle, mais je ne puis guère aller au delà, et j'attends, je l'avoue, avec une certaine impatience, le moment où les

autres puissances, guidées par l'instinct de la conservation de la paix, trouveront nécessaire de discuter avec lui des questions qu'elles n'ont encore abordées que d'une manière vague et générale.

Lord Stanley m'a dit ce matin que le ministre de Belgique lui avait déclaré que son gouvernement accepterait certainement le Luxembourg, si les Prussiens le lui offraient, mais à la condition de n'avoir à céder aucune partie de son territoire. On serait peu disposé à Bruxelles d'entrer dans une union douanière avec la France.

LE PRINCE DE LA TOUR D'AUVERGNE A M. DE MOUSTIER. — *Londres, 28 avril 1867.* — Le langage de lord Stanley continue à être très bienveillant pour nous. Il m'a dit que le ministre de Belgique, que l'on était parvenu tout d'abord à inquiéter à l'endroit de nos prétentions, se montrait aujourd'hui rassuré et paraissait chercher un point d'appui, beaucoup plus du côté de la France que du côté de la Prusse.

J'ai été moi-même très satisfait de mes derniers entretiens avec M. Van de Veyer.

L'ALLEMAGNE AU MOIS DE JUILLET 1870

L'INCIDENT ESPAGNOL

Hambourg, le 1er juillet 1870.

Entretien avec le baron Anselme de Rothschild, chef de la maison de Vienne. — Le baron Anselme de Rothschild, chef de la maison de Vienne, vient de passer quelques jours à Hambourg. J'ai trouvé, dans les nombreux entretiens que j'ai eus avec lui, sa confiance entièrement acquise au maintien de la paix. Ce n'est pas qu'il méconnaisse les dangers de la situation ; mais ce qui le rassure tout particulièrement, c'ést qu'il nous voit sans alliés et qu'il n'admet pas que l'Empereur, dont il se plaît d'ailleurs à proclamer la sagesse et la modération, veuille se jeter dans une grande guerre sans alliances certaines. Or, il est pour sa part convaincu qu'au jour de la lutte l'Autriche et l'Italie, dont nous espérons sans doute le concours éventuel, ne consulteront que leurs intérêts et s'en tiendront à une neutralité dont la sympathie sera plus ou moins accentuée selon le cours des événements. Il est

loin de contester les tendances toutes françaises de M. le comte de Beust et le désir du cabinet impérial de maintenir ses relations avec la cour des Tuileries sur les bases les plus cordiales. Mais, comme il me le disait déjà l'an dernier, les difficultés intérieures, dans lesquelles l'Autriche est condamnée à se débattre longtemps encore, les nombreuses expériences qu'elle tente pour trouver une formule de gouvernement approprié aux exigences multiples de la monarchie, le mauvais état de ses finances et surtout la crainte d'une intervention russe sont autant de motifs qui lui imposent le devoir de se renfermer dans une stricte neutralité qui, d'ailleurs, répondrait au désir énergique des masses. A part les exaltés du parti militaire qui brûlent de prendre une revanche, tout le monde comprend que cette fois, il s'agirait, en cas de revers, non plus d'une contribution de guerre, mais de l'existence même de l'Empire. C'est un enjeu trop considérable et trop peu en proportion avec les avantages que l'on pourrait être appelé à retirer d'une lutte heureuse, pour qu'on n'y regarde pas à deux fois avant de le risquer.

M. de Rothschild admet, du reste, que la situation actuelle qui condamne tous les gouvernements à se ruiner en armements, ne saurait se prolonger longtemps, et que la Prusse, en particulier, sera en quelque sorte mathématiquement amenée à se prêter à un arrangement.

« Ce n'est plus pour vous, m'a-t-il dit, qu'une question de temps, de sagesse et de patience; car la Prusse, dont les difficultés intérieures augmentent chaque jour et dont les ressources n'approchent pas de celles de la France, sera, quoi qu'il en coûte à son ambition, forcée de donner à l'Europe des garanties capables d'assurer la paix. »

Hambourg, 8 juillet 1870.

Télégramme. — Les organes officieux prussiens et la plupart des journaux nationaux, loin de relever avec aigreur les déclarations si énergiques que le gouvernement de l'Empereur vient de faire au corps législatif et de leur prêter un caractère inquiétant pour le maintien de la paix, s'appliquent au contraire à en atténuer la portée et à dégager la politique du cabinet de Berlin de l'incident espagnol. Cette attitude conciliante et presque unanime de la presse allemande mérite d'autant plus de vous être signalée sans retard qu'elle serait inspirée par le gouvernement prussien.

Hambourg, 9 juillet 1870.

L'Incident espagnol. — Le cabinet de Berlin, à en juger par le désarroi de sa presse, a été surpris, bouleversé par la révélation inopinée de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. Cet incident éclate inopportunément pour les convenances de sa politique ; il se voit, sans pouvoir invoquer l'intérêt allemand, mal engagé dans une grosse question européenne et fâcheusement compromis par les agissements ténébreux de sa diplomatie. Aussi, ses journaux, contrairement à leurs habitudes agressives, se renferment-ils dans une réserve significative, obéissant à un mot d'ordre parti du ministère des affaires étrangères. Ils se bornent à dégager l'action personnelle de M. de Bismarck des arrangements intervenus entre le

gouvernement espagnol et le prince de Hohenzollern, tout en déplorant que le gouvernement de l'Empereur, dans ses déclarations à la tribune du Corps législatif, ait mis le cabinet de Berlin violemment et publiquement en cause, sans tenir compte de ses légitimes susceptibilités. Ces directions si conciliantes données à la presse seront-elles maintenues? Je ne voudrais pas en répondre. Je serai plutôt tenté de croire à un retour offensif dès qu'on aura repris contenance. Les agents prussiens ne dissimulent pas leur irritation, ils se sentent profondément atteints dans leur amour-propre et ils ont peine à s'expliquer, tant leur mortification est vive, la condescendance de leur gouvernement en face des provocations de notre presse et des manifestations qni se sont produites au Corps législatif. Il faudrait peu de chose, je le crains, pour pousser la Prusse à des résolutions extrêmes. Mais reste à savoir si le roi et son premier ministre qui, évidemment, se sentent mal engagés sur un mauvais terrain voudront, dans de fâcheuses conditions morales, se jeter sans la certitude du succès, et sans le prétexte d'une agression, dans une lutte à outrance. On se plaît à en douter; on croit plutôt qu'ils persisteront à ne pas se départir d'une ligne de conduite modérée, contents d'avoir réussi à nous mettre aux prises avec les susceptibilités nationales de l'Espagne, et heureux d'avoir trouvé, à la veille des élections, un moyen infaillible de conjurer le conflit qu'ils redoutaient avec le Parlement du Nord sur la question militaire.

Hambourg, 12 juillet 1870.

L'attitude éventuelle des États confédérés du Nord de l'Allemagne et des Provinces annexées. — Je ne veux pas laisser partir mon courrier, déjà si volumineux, sans vous dire un mot de l'attitude éventuelle des États confédérés du Nord et des populations des Provinces annexées. Dans un moment aussi décisif il est d'un haut intérêt pour nous de nous rendre compte de leurs dispositions et de savoir dans quelle mesure leur concours est assuré à la Prusse. — Les résistances autonomes, si accentuées dans les États confédérés au lendemain des événements de 1866, ont fait place depuis à une espèce de résignation fataliste. Cette résignation est due en partie à la diminution de notre prestige au dehors et à la crise que nous traversons à l'intérieur. On s'est rallié autour du pouvoir central, sans enthousiasme, il est vrai, et surtout sans désir de devenir Prussien, mais avec la conviction que les événements de la guerre, fussent-ils contraire à la Prusse, ne rendraient pas aux pays englobés dans la Confédération du Nord la situation indépendante qu'ils occupaient jadis. Ce sentiment de résignation, je l'ai constaté maintes fois autour de moi, dans toutes les classes de la société, et en ce moment même, j'entends dire à nos amis que si par malheur un conflit venait à éclater entre la France et la Prusse ils rempliraient patriotiquement leur devoir. Il faut donc nous attendre, le cas échéant, à voir la Confédération du Nord, tout entière, ralliée autour du même drapeau. Cette unanimité tient avant tout, sans qu'on veuille l'avouer, au prestige des armes prussiennes et à la certitude qu'elles seront victorieuses. Une défaite éclatante, seule, pourrait réveiller les antipathies qu'inspire

aux populations des Etats confédérés la domination prussienne et les rendre hésitantes avant de se prêter aux sacrifices que suggère le désespoir. Ces dernières réflexions s'appliquent à plus forte raison aux populations annexées qui, dans leur ensemble, n'ont pas cessé un jour de regretter leur indépendance. Mais là aussi, surtout depuis que M. de Bismarck a paralysé l'action des princes dépossédés, en mettant l'embargo sur leurs biens, les actes d'hostilité ont fait place à une résignation apparente. Nous n'aurons donc, au début de la guerre, aucune assistance à attendre du Hanovre, de la Hesse, de Nassau, ni même des duchés de l'Elbe. C'est tout au plus si, après une première bataille gagnée, et en affectant un grand désintéressement territorial, il nous serait permis de compter sur une réaction active contre la Prusse. — L'essentiel pour l'heure est de dissiper autant que possible, par les déclarations les plus caractérisées, les craintes qu'inspirent nos velléités de conquête. Un des premiers actes de M. de Bismarck, serait la transformation du Parlement du Nord en Parlement national allemand, si les gouvernements méridionaux refusaient l'exécution des traités d'alliance. C'est une manœuvre sur laquelle il compterait beaucoup pour enflammer les passions en deçà et au delà du Mein, et c'est une arme de guerre puissante qui se retournerait infailliblement contre nous, si nous ne parvenions pas à séparer la cause prussienne de la cause allemande. « J'ai le bonnet rouge dans ma poche, disait-il, lors de l'entrevue de Salzbourg, et je le mettrai sur ma tête le jour où la guerre éclatera. » Reste à savoir si le Roi et l'armée se prêteraient à un acte révolutionnaire qui porterait une atteinte profonde aux institutions féodales et militaires de la Prusse.

Hambourg, 13 juillet 1870.

Le Midi de l'Allemagne. — Quelle sera l'attitude du sud de l'Allemagne, si le conflit qu'on appréhende venait à éclater entre la France et la Prusse. Les gouvernements exécuteront-ils résolument, comme on s'en flatte à Berlin, les traités d'alliance sans demander à discuter le *casus belli* ou bien, sous la pression de l'opinion publique, chercheront-ils à éluder leurs engagements, comme ils l'ont fait lors de l'affaire du Luxembourg, en invoquant le mauvais état de leur organisation militaire dont la transformation est loin d'être terminée ? — Ce sont là de graves questions qu'on ne saurait guère résoudre que par voie de présomption. Il est certain qu'en Wurtemberg les populations et même la majorité des Chambres, — leurs récentes discussions l'ont suffisamment révélé, — ne demanderaient pas mieux que de se retrancher derrière la neutralité. Elles sont convaincues que la guerre, quelle qu'en soit l'issue, sera fatale à leur autonomie. Mais à la dernière heure, surtout si la victoire paraissait assurée à la Prusse, auront-elles la force et la volonté de résister aux entraînements patriotiques ? La cour, qu'on dit fort anxieuse, ne cèdera-t-elle pas devant les injonctions de la diplomatie prussienne? Le Roi Charles est un caractère faible, irrésolu ; son premier ministre est un esprit délié, versatile. L'un prendra suivant son habitude conseil de la Russie ; M. de Varnbühler supputera les chances des deux armées avant de se prononcer. Mais il est à craindre que l'un et l'autre ne soient finalement dominés par le ministre de la guerre; l'admiration que M. de Sucow professe pour l'armée prussienne et son dévouement à la cause allemande, partagé par

le ministre de l'intérieur, ne permettent pas d'espérer, qu'à l'heure dernière, la politique de la neutralité l'emporte dans les conseils du souverain. Le gouvernement wurtembergeois sera débordé, entraîné malgré lui, par les passions populaires surexcitées par les agents prussiens.

En Bavière, le sentiment des masses est, dans son ensemble — les dernières élections l'ont prouvé — tout aussi porté qu'en Wurtemberg vers la neutralité. Mais là aussi, la Prusse compte de puissantes influences, qui pourraient bien être prédominantes au dernier moment, surtout si la diplomatie de M. de Bismarck laissait entrevoir à la Bavière la situation privilégiée qu'elle a toujours ambitionnée au midi, tout en *éveillant ses craintes au sujet du Palatinat*. Rien ne garantit, d'ailleurs, que le Roi, dans un accès de lyrisme, sous l'influence de ses entours, ne subordonne pas les intérêts traditionnels de sa dynastie à la cause nationale. Ce dont nous pouvons être certains, c'est que si la question engagée, de prussienne devenait par la force des choses allemande, l'action combinée de la France et de l'Autriche serait à peine suffisante pour empêcher la Bavière de prendre une part active à la lutte.

Le cabinet de Berlin s'est empressé, dès le début de la crise, de faire des communications aux gouvernements du sud au sujet de l'incident espagnol, autant pour les flatter dans leur amour propre que pour pressentir leurs résolutions. Ses agents ont été chargés, ces derniers jours, de nouvelles communications plus pressantes cette fois, et si la dépêche télégraphique arrivée ce matin à Hambourg n'est pas l'effet d'une manœuvre destinée à stimuler le patriotisme germanique, M. de Varnbühler aurait prié en termes formels M. de Saint-Vallier, notre ministre à Stutt-

gard, de ne pas laisser ignorer au gouvernement de l'empereur que si les exigences de la France dépassaient la renonciation pure et simple du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, le Wurtemberg se verrait dans la nécessité, l'honneur allemand étant engagé, de prêter à la Prusse son assistance la plus résolue.

Hambourg, 14 juillet 1870.

La situation. — Hier tout le monde croyait à la paix, ce matin personne ne doute plus de la guerre. Les articles véhéments de *la Correspondance provinciale* dans lesquels V. E. est personnellement et outrageusement prise à partie, un entrefilet d'origine officielle daté d'Ems et disant que le roi, au lieu de recevoir notre ambassadeur, lui avait fait répondre, par un de ses aides de camp, qu'il n'avait plus rien à ajouter aux explications qu'il lui avait fournies, tout cet ensemble de nouvelles, ainsi que le langage de plus en plus acerbe des journaux, ont soulevé les plus vives alarmes.

Tout semble indiquer, en effet, que les résolutions violentes l'ont emporté dans les conseils du roi Guillaume. On tient la mobilisation pour imminente ainsi que la convocation des Chambres et du Parlement du Nord. Depuis plusieurs jours déjà, les réserves ont été appelées sous les drapeaux sans bruit, par convocations individuelles et les soldats sont rompus aux fatigues par des marches forcées. Quant aux places fortes elles sont de longue date largement approvisionnées. Le gouvernement prussien ne sera donc pas pris au dépourvu, il le sera d'autant moins que

les perfectionnements apportés sans relâche à son plan de mobilisation, que déjà je vous signalais dans ma correspondance de Francfort, lui permettront d'avoir dans le plus court délai, — neuf à douze jours, — toutes ses forces sur pied. Lors de l'affaire du Luxembourg, il croyait avoir sur nous l'avantage de la vitesse et la supériorité du nombre. Aussi voulait-il prendre l'offensive et porter la guerre sur notre territoire. L'avantage du nombre lui est resté, grâce au service obligatoire, mais sa mobilisation sera-t-elle plus rapide que la nôtre? Tout est là. Les états-majors prussiens feront de suprêmes efforts pour nous devancer, nous surprendre en pleine formation; ils tâcheront de l'emporter dans les premières rencontres; ils savent que le sort de la campagne dépendra des premières victoires, qu'elles décideront des alliances et de la transformation de l'Europe. Il ne faut pas nous le dissimuler, si la fortune des armes nous était contraire, nos provinces de l'est seraient perdues, elles seraient par droit de conquête annexées à l'empire d'Allemagne. La reprise de l'Alsace est le rêve de tout Allemand.

En attendant, les appréhensions sont vives tout le long du Rhin, on ne doute pas que toutes nos dispositions ne soient prises de longue date pour envahir instantanément le Midi de l'Allemagne, aussitôt la guerre déclarée. On s'attend à l'occupation immédiate du Grand duché de Bade; cette mesure serait d'un effet moral considérable, l'occupation de Carlsruhe qui est le siège des agitateurs prussiens, exercerait sur le Wurtemberg et la Bavière, encore perplexes, une action peut-être déterminante. On s'attend aussi à l'apparition d'une escadre à Copenhague, avec trente mille hommes de débarquement.

Déjà le bruit court qu'un de nos corps d'armée serait en marche sur le Luxembourg. Nos coups devront être foudroyants, je ne saurais trop le répéter, si nous voulons empêcher le Midi de se rallier autour du drapeau allemand, dès le début de la guerre.

Hambourg, 17 juillet 1870.

La situation. — Personne ne s'entend mieux que M. de Bismarck à impressionner l'opinion publique au profit de sa politique et à régler sa conduite suivant les circonstances. Tant qu'il s'est senti mal engagé dans l'incident espagnol, il s'est effacé et il a prescrit à sa presse, dont nous connaissons la savante organisation, l'ordre de maintenir sa polémique au diapason le plus modéré. Le Roi, d'ailleurs, était hésitant et il fallait compter avec ses irrésolutions. Il savait aussi, qu'en Allemagne, on blâmait les agissements de la politique prussienne au delà des Pyrénées et que, tout en regrettant les termes excessifs de notre mise en demeure, on n'admettait pas que la candidature d'un prince de Hohenzollern pût amener des complications redoutables entre deux grands pays. Mais le chancelier était à peu près certain que nous ne serions pas satisfaits d'une renonciation indirecte sans garanties pour l'avenir, il était convaincu que nous formulerions des demandes plus complètes et plus pressantes. Il lui importait donc de s'effacer entièrement et de nous laisser directement aux prises avec les susceptibilités et la dignité du Roi, qu'il excitait, dit-on, sous main. Il dégageait, par cette tactique, sa responsabilité des conséquences d'un refus et en arrangeant ensuite, à sa fa-

çon, dans les journaux et dans ses dépêches télégraphiques, les démarches et les paroles de notre ambassadeur auxquelles il donnait le caractère le plus blessant pour S. M., il était certain de soulever, non seulement en Prusse, mais dans toute l'Allemagne, où le sentiment dynastique a encore de profondes racines, un cri d'indignation générale. C'est ce qui n'a pas manqué de se produire et partout, sur la foi des versions calomnieuses colportées par ses gazettes, le courant de l'opinion publique qui lui était contraire s'est retourné comme par enchantement. Il est démontré aujourd'hui pour tous les Allemands que nous avons, de propos délibéré, insulté le Roi Guillaume, le plus chevaleresque des souverains, et que nous l'avons fait avec l'intention caractérisée de provoquer la guerre. J'ai essayé, en vain, de rectifier autour de moi les faits et d'énumérer la série des provocations dont nous avons été l'objet de la part de M. de Bismarck depuis 1866, je n'ai réussi à convaincre personne. Tous les torts sont maintenant de notre côté, on ne voit plus que le Roi insulté et l'Allemagne provoquée. Cette conviction aurait malheureusement aussi passé le Mein, s'il faut en croire la presse prussienne. Le sentiment national, surchauffé dans l'armée et dans les masses, par l'incident d'Ems, s'imposerait, à l'heure qu'il est, à tous les gouvernements méridionaux.

Aussi des dépêches télégraphiques à sensation lancées dans toutes les directions, affirment-elles la fidélité inébranlable de la Bavière et du Wurtemberg aux traités d'alliance Ces assurances ne contribuent pas peu à exciter le patriotisme au nord de l'Allemagne en inspirant aux plus timides une confiance absolue dans l'issue de la guerre.

« L'Allemagne est faite maintenant, disent les journaux; nous sommes tous unis de la mer aux Alpes; le roi partira pour l'armée comme protecteur de la Confédération du Nord, mais il reviendra empereur d'Allemagne. »

Rien n'est négligé, vous le voyez, pour impressionner les esprits et agir sur la fibre patriotique. Les membres du Nationalverein organisent dans toutes les villes des assemblées populaires pour y prêcher la guerre sainte. C'est ainsi qu'ils ont amené le président des Chambres de commerce des villes anséatiques à faire acclamer en pleine bourse des adresses enthousiastes au roi de Prusse. A Lubeck où l'hostilité contre la France est de tradition, on s'est porté devant notre vice-consulat pour y briser l'écusson impérial. Bon nombre de jeunes Français d'excellentes familles qui se trouvaient ici pour apprendre l'allemand et s'initier au commerce sont venus me dire que les propos qu'ils entendaient autour d'eux et les vexations dont ils étaient l'objet leur rendaient le séjour de Hambourg intolérable. Je les ai engagés à rentrer sans retard en France pour y remplir vaillamment leurs devoirs patriotiques.

Je dois dire que tout le monde ne se comporte pas de la sorte, et que dans les classes élevées on fait preuve de dignité et de courtoisie. Le cri de guerre, qui, dans la soirée du 15, a si dramatiquement retenti dans toute l'Allemagne, sur une dépêche émouvante, affichée à la même heure, dans les villes et les bourgades, n'a pas empêché depuis mes amis d'accourir à la légation pour me donner des témoignages de sympathie, et pour m'exprimer en termes touchants, la douleur que leur causait la lutte sanglante qui va s'engager entre la France et l'Allemagne.

Mais on comprend que la bourgeoisie et les basses classes brusquement atteintes dans leurs intérêts, par une aggression dont le motif leur échappe, se laissent entraîner à des démonstrations hostiles, excitées comme elles le sont, d'ailleurs, par une presse en délire.

Le Consul général d'Angleterre, dont deux fils sont enrégimentés dans l'armée prussienne, me dit que l'enthousiasme est indescriptible à Berlin, que personne ne doute du succès et qu'on parle de l'Alsace comme d'une conquête désormais certaine. M. Annsley m'apprend également que des dépêches affichées à l'instant à la Bourse annoncent que le Danemark a proclamé sa neutralité; cette nouvelle a soulevé des transports d'allégresse. Il m'en coûte de la tenir pour certaine, car le Danemark, par sa position, est appelé à jouer un rôle trop important dans nos combinaisons stratégiques pour que notre diplomatie ait pu négliger de s'assurer de longue date son alliance. D'après M. Annsley, le président des duchés de l'Elbe, le baron de Schell-Plessen, aurait paru à Copenhague avec la menace d'envahir instantanément le Jutland, si l'on hésitait à donner les gages que réclamait le cabinet de Berlin. Le conseil des ministres aurait délibéré pendant deux heures sur cet ultimatum, et finalement, ne pouvant compter sur une assistance immédiate de la France, il se serait décidé à ne pas participer aux événements de la guerre. Cette résolution, si elle devait se confirmer, aurait une gravité sur laquelle je ne crois pas devoir insister. Elle ne manquera pas d'avoir un immense retentissement en Allemagne, où l'alliance danoise nous paraissait assurée en tout état de cause. Dès le début des complications actuelles, les journaux allemands ne dissimulaient pas leurs craintes

à ce sujet. Ils ne se préoccupaient pas moins de notre entente avec l'Autriche et avec l'Italie, ils appréhendaient des démonstrations militaires sur les frontières de la Silésie, de la Bavière et du Tyrol ; ils s'attendaient surtout à une pression caractérisée et décisive du cabinet de Vienne sur les cours du Midi. Ils se montrent aujourd'hui fort rassurés ; ils affirment que la France ne peut pas compter sur l'assistance effective de ces deux puissances. Ils s'appuient sur les manifestations de la presse italienne et surtout sur le langage des organes officieux de la chancellerie impériale qui, en effet, parlent avec ostentation du désintéressement militaire et politique de l'Autriche. Les prévisions de M. de Bismarck au sujet de l'attitude éventuelle du gouvernement autrichien, signalées maintes fois dans ma correspondance et dont je vous entretenais récemment encore, se trouveraient donc pleinement justifiées.

Si l'on s'en tenait aux nouvelles diplomatiques répandues par la presse officieuse dans une pensée facile à comprendre, nous entrerions en campagne sans aucun allié. Je ne voudrais pas préjuger l'attitude du cabinet de Vienne pendant le cours des événements, mais, je le répète, j'ai de la peine à croire que le cabinet de Copenhague, en admettant qu'il se retranche réellement derrière la neutralité pour échapper à une invasion prussienne immédiate, reste insensible à l'apparition de nos escadres sur les côtes danoises, avec des troupes de débarquement. Les sentiments dont s'inspirent l'armée et les populations ne manqueront pas de l'entraîner, il est permis de l'espérer, malgré les engagements que la communication prussienne a pu lui faire prendre dans une heure de défaillance.

Toutefois je ne saurais trop conjurer le gouvernement de

l'Empereur d'aviser dès à présent aux moyens de défense les plus extrêmes, et de nous préparer, moins à une campagne sur le Rhin qu'à une lutte à outrance *jusqu'au couteau* suivant l'expression des journaux; c'est la nation entière que nous devons, sans perdre une minute, appeler sous les armes, pour repousser le choc dont nous sommes menacés. La guerre prend en effet, dans le nord surtout, un caractère national irrésistible, toutes les résistances autonomes sont entraînées ou brisées. M. de Bismarck a réussi, par ses savantes manœuvres, à réveiller le sentiment de la justice et de l'équité, si profond chez les Allemands, et il n'est personne, de ce côté-ci du Rhin, qui ne soit convaincu à présent que la guerre était irrévocablement arrêtée dans notre esprit dès le début de l'incident espagnol.

Hambourg, 19 juillet 1870.

L'attitude du Danemark. — J'ai eu ce soir la visite du comte de Bloome. Il arrivait des duchés de l'Elbe où il possède de grands domaines. Il avait laissé Kiel en proie à de vives agitations patriotiques provoquées par les proclamations ardentes du parti national; les campagnes, par contre, restaient silencieuses, inquiètes, dans l'attente des événements. — Le comte de Bloome savait que le président des Duchés, M. le baron de Scheel-Plessen, envoyé ces jours derniers à Copenhague pour arracher au gouvernement danois une déclaration de neutralité, était revenu satisfait du résultat de sa mission. Il ne s'en étonnait pas; il trouvait naturel que l'Envoyé prussien eût emporté des promesses, car le Danemark sera dans l'impos-

sibilité de sortir d'une position expectante, tant que les événements ne seront pas engagés et qu'il ne se sentira pas soutenu par une armée française. M. de Bloome ne paraissait pas inquiet de ces concessions faites sous l'empire de la nécessité; il tenait d'une personne attachée à la Cour, que le Roi, tout en tranquillisant M. de Scheel-Plessen n'en aurait pas moins fait comprendre à ses entours immédiats que son dernier mot n'était pas dit. Ces confidences qui me viennent d'un homme en mesure d'être bien renseigné sur les affaires danoises auxquelles il a été activement mêlé jadis, corrigent les impressions que m'ont causées les déclarations de neutralité prêtées à la Cour de Copenhague, dont je vous ai informé par mon télégramme et par ma dépêche du 17. Elles concordent avec les espérances que j'émettais en vous parlant de cette fâcheuse nouvelle affichée avant-hier matin à la Bourse de Hambourg et dont le retentissement a été si vif en Allemagne.

Mais la résolution prise par le gouvernement danois, bien qu'à contre-cœur et malgré les restrictions mentales prêtées au Roi, n'en est pas moins un immense succès pour le cabinet de Berlin. La Prusse a retiré dès le début de sa manœuvre si rapide et si résolue deux avantages considérables et immédiats : un puissant effet moral sur l'Allemagne et les gouvernements étrangers; et, ce qui est plus grave, la faculté de pouvoir disposer sur l'heure, avant même que la guerre ne soit déclarée, du neuvième corps d'armée déjà organisé en vue des grandes manœuvres de cet automne et de le diriger en toute hâte sur le Rhin.

Le comte de Bloome tient du duc de Glücksbourg, qui se trouvait à Ems au moment où se débattait la candidature du prince de Hohenzollern, que la Prusse, malgré ses allures

pacifiques, n'en poursuivait pas moins résolument la guerre; qu'elle n'attendait que des circonstances propices pour sortir de sa réserve et terminer son œuvre : « La France me cherche noise en ce moment, lui aurait dit le roi, j'espère la tranquilliser, mais la guerre est inévitable, elle éclatera avant peu. » — C'est la moralité que le gouvernement de l'empereur a pu tirer des renseignements qui lui ont été fournis par ma correspondance et par celle de notre ambassadeur à Berlin, dans les commencements du mois de mai, sur les agissements de M. de Bismarck auprès des cours méridionales, dans le but de les entraîner dans une politique nationale plus accentuée, sans souci de la France, dont il se plaisait à faire ressortir l'impuissance militaire et les difficultés croissantes à l'intérieur. Il est certain que les personnes qui ont approché le chancelier depuis un an ont constaté un grand changement dans son attitude. Au lieu de défendre, comme il le faisait jadis, la politique conciliante qui a prévalu lors de l'incident du Luxembourg, il en serait arrivé, à son tour, à regretter vivement d'avoir laissé échapper cette occasion, unique peut-être, d'assurer les destinées de l'Allemagne.

Aussi, dans une pensée évidemment aggressive, a-t-il consacré depuis tous ses efforts, toute son habileté, à nous susciter partout des difficultés, à nous discréditer par sa presse et les menées occultes de sa diplomatie. Tandis qu'il travaillait à Madrid à la candidature du prince de Hohenzollern, après avoir contribué puissamment au renersement de la reine d'Espagne, il se servait utilement à Ems, au mois de mai dernier, auprès de l'empereur Alexandre, des rapports que ses agents, chargés d'explorer l'Autriche, lui envoyaient de Gallicie et de Hongrie où *il*

entretenait de secrètes intelligences. S'assurer le concours de la Russie et paralyser l'alliance qu'il redoutait si fort après l'entrevue de Salzbourg par le soulèvement, à l'heure voulue, des nationalités autrichiennes, tel serait le but qu'il n'aurait cessé de poursuivre, si j'en crois mes renseignements, pour nous rendre impuissants en face du fait accompli de l'empire germanique.

Les déclarations que vous avez faites à la tribune ont caractérisé au vif cette politique provocante; elles ont montré la Prusse se livrant, sous des dehors pacifiques, à des menées inavouables, sans souci de notre amour-propre ni de nos intérêts traditionnels, elles ont eu l'avantage aussi de séparer la cause de la Prusse de celle de l'Allemagne. Tout va dépendre maintenant de la rapidité de nos mouvements. On est convaincu, en face de notre attitude si décidée, que le gouvernement de l'Empereur n'a pas cessé de se préparer secrètement à la guerre et que ses combinaisons stratégiques arrêtées de longue main lui assureront l'avantage dans les premières rencontres. Il est aisé de voir ces craintes percer dans les manifestations les plus exaltées du patriotisme.

Trois grandes armées sont en voie de formation; celle du centre sera commandée par le Roi, celle du midi par le prince royal, celle du nord par le prince Frédéric-Charles. Le prince royal aura sous ses ordres le corps de Brandebourg mêlé aux contingents du Wurtemberg et de Bavière; c'est là le gage donné par la Prusse à l'Allemagne du Midi, dont les gouvernements, depuis la signature des traités d'alliance, n'ont pas cessé de manifester des craintes au sujet d'une invasion éventuelle de la France et de réclamer des garanties.

Hambourg, 19 juillet 1870.

Allocution du ministre de Prusse à Paris à la gare de Hanovre. — Mon collègue de Russie me dit que vos déclarations si résolues auraient causé à Berlin, au premier moment, même dans les cercles militaires, une véritable stupéfaction. On craignait que l'armée française, malgré la précision des renseignements recueillis par les états-majors prussiens sur ses effectifs et son degré de préparation, n'eût une forte avance sur l'armée prussienne. Ce qui prouve combien ses inquiétudes étaient réelles et généralement accréditées, c'est l'empressement avec lequel on publie et l'on affiche partout sous forme de dépêche télégraphique, en grosses lettres majuscules, les paroles que M. de Werther, l'ambassadeur du Roi, revenant de Paris, a prononcées hier à haute voix, à son passage à la gare de Hanovre pour rassurer la foule anxieuse qui se pressait autour de son wagon : « Ne craignez pas, a-t-il dit, d'être surpris par les Français, leur préparation est bien moins avancée que la nôtre, ils n'ont que peu de lignes convergeant vers nos frontières et il leur faudra au moins vingt jours pour y jeter une centaine de mille hommes. Soyez sans crainte, nous seront prêts avant eux et nous repousserons victorieusement la plus inique des agressions.

Hambourg, 20 juillet 1870.

L'attitude de l'Autriche. Concentration de troupes. Impressions. — Il résulte de tout l'ensemble des manifestations de la presse autrichienne que le cabinet de Vienne évite avec

le plus grand soin d'inspirer la moindre inquiétude au cabinet de Berlin. Il invoque pour justifier sa réserve le mauvais état de son armée qui est en pleine transformation, l'attitude de la Bohême qui n'est rien moins que sympathique à la France, et les vœux de ses populations allemandes qui se refusent à participer à une guerre dirigée contre l'Allemagne. L'empereur et ses ministres font des vœux pour le succès de nos armes, cela n'est pas douteux; mais c'est à cela que semble devoir se borner leur concours. Ils se plaindraient, pour justifier leur maintien, qu'on ne les ait pas avertis en temps utile, au moins deux mois à l'avance, pour procéder à leurs préparatifs. On dit aussi qu'ils songeraient à constituer une ligue des neutres qui leur permettrait d'intervenir à l'heure qu'ils jugeraient convenable pour les intérêts de la monarchie et qui leur assurerait en même temps des alliances éventuelles pour les protéger contre les agressions de l'un des belligérants.

Hambourg commence à regorger de troupes qui seront dirigées sur les duchés de l'Elbe pour maintenir le Danemark en respect et s'opposer à nos tentatives de débarquement. Trente mille Français débarquant inopinément à Copenhague nous vaudraient l'alliance danoise et forceraient la Prusse à concentrer au moins cent mille hommes dans le Nord pour protéger ses côtes et même sa capitale. — L'Allemagne semble avoir conscience de la lutte gigantesque qui va s'engager ; elle ressemble à un vaste camp, la nation entière se met sous les armes. Un silence presque solennel où perce la haine a fait place aux clameurs des premiers jours. Le vide se fait autour de la légation, mes meilleurs amis l'évitent. Elle est, du reste, surveillée nuit et jour par les émissaires du baron Magnus, le ministre de

Prusse. Il en est venu quelques-uns m'offrir leurs services, en invoquant leurs sympathies pour la France ; je les ai froidement éconduits. — J'ai prié le syndic de faire préparer mes passeports et de me faire notifier la rupture des relations diplomatiques dès que le télégraphe l'aura informé de la remise de notre déclaration de guerre au comte de Bismarck. J'ai hâte d'arriver à Paris pour vous faire part de mes impressions.

FIN

TABLE DES MATIERES

I

II

III

IV

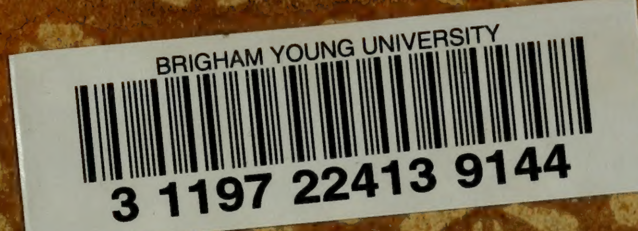
V

VI

TABLE DE L'APPENDICE

F. Aureau. — Imprimerie de Lagny.




BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 22413 9144

